

Documents pour servir à l'histoire de la révolution valaisanne de 1798

publiés par
André DONNET

I

Procès-verbaux
et actes du comité général de Saint-Maurice
(3 février - 16 mars 1798)

Publié avec l'aide du Fonds national suisse
de la recherche scientifique

Introduction

On connaît dans leurs grandes lignes les événements de la révolution valaisanne de 1798 qui fit tomber la République des VII Dizains : plantation de l'arbre de la liberté à Saint-Maurice et à Monthey à la fin de janvier ; assemblée générale des communes du Bas-Valais à Saint-Maurice à laquelle les VII Dizains offrent l'indépendance ; érection d'un comité provisoire des trois bannières ; réunion, à Saint-Maurice, le 16 mars, d'une assemblée provisoire des représentants du Haut et du Bas-Valais ; enfin, incorporation du Valais dans la République helvétique.

Mais on est loin de connaître, dans leurs détails, les circonstances de la période qui s'étend de l'affranchissement du Bas-Valais, le 29 janvier, jusqu'à l'installation du régime helvétique, en avril 1798, qu'a retracée M. Salamin¹. Les documents publiés ou utilisés jusqu'à maintenant par Boccard, par Stockalper, par Kämpfen, par Ribordy, par Grenat, par Imesch, n'en donnent qu'un aperçu très sommaire. Strickler même, dans le premier volume de son énorme ouvrage, ne met au jour que fort peu de textes inédits.

Nous avons entrepris, depuis plus de vingt ans, de réunir les nombreux documents conservés dans nos fonds d'archives, qui vont permettre de broser un tableau infiniment plus complet de ces semaines d'intense fermentation et d'établir la chronologie, jour par jour, des événements et des questions débattues.

On peut distinguer deux phases. La première, qui va du 29 janvier au 16 mars, voit apparaître deux Etats du Valais : le Bas-Valais indépendant, qui ne tarde pas à s'intituler « Valais Occidental », traite alors d'égal à égal avec la République des VII Dizains ou « Valais Oriental ». La seconde, qui va du 16 mars au 13 avril, montre la République du Valais, qui a retrouvé sa fragile unité sous une nouvelle constitution, contrainte bientôt d'accepter l'incorporation à la République helvétique.

Nous publierons pour commencer les documents relatifs à la première phase.

Ce sont d'abord, dans la présente livraison, les procès-verbaux et les actes du comité général de Saint-Maurice (3 février - 16 mars 1798).

Une seconde livraison réunira le dossier des documents relatifs à la proclamation de l'indépendance du Bas-Valais, à Saint-Maurice ; les procès-verbaux et les actes du comité central de Monthey ; les dépêches et lettres de Talleyrand, de Mangourit, du grand bailli Sigristen, de l'évêque de Sion J.-A. Blatter ; enfin, quelques témoignages de contemporains (lettres, discours, fragment de journal).

¹ *Histoire politique du Valais sous la République helvétique (1798-1802)*, dans *Vallesia*, t. XII, 1957, pp. 1-281.

Plus tard, si notre enquête peut se poursuivre et s'achever, nous publions le dossier des pièces relatives à la 2^e phase, soit du 16 mars à fin avril 1798.

Etablissement et édition du texte

En tête, nous plaçons le procès-verbal de l'assemblée des communes du Bas-Valais, tenue à Saint-Maurice, les 3, 4 et 5 février 1798, suivi des actes émanés de cette assemblée, en particulier l'acte par lequel elle institue le comité général qui devient l'organe exécutif du Bas-Valais indépendant.

Nous publions ensuite le procès-verbal des séances du comité général, avec, en annexe, les actes mentionnés dans chaque séance : arrêtés, proclamations, lettres expédiées et reçues, pétitions, etc., pour autant que nous avons pu les retrouver.

Enfin, en appendice, nous reproduisons les comptes du comité.

Pour le procès-verbal des séances, nous suivons le texte rédigé par Tousard d'Olbec, secrétaire du comité ; nous signalons les rares dérogations à cette règle, ainsi que les adjonctions provenant de minutes.

Le texte, en général reproduit intégralement, est mis entre guillemets. Nous y avons inclus, mais en italique, les sous-titres qui figurent, jusqu'au 26 février, dans les marges du registre de Tousard d'Olbec. En outre, nous avons fait précéder d'une lettre d'ordre chaque paragraphe qui embrasse un ou plusieurs objets.

Toutefois, le texte est abrégé (et le passage supprimé, marqué par trois points de suspension) ou résumé (sans guillemets) quand le document mentionné est publié in extenso en annexe. Celle-ci est signalée entre parenthèses carrées.

Quant aux actes des annexes, ils sont conformes aux originaux, sinon aux minutes et aux copies ; ils ne sont donc pas mis entre guillemets. S'ils reproduisent partiellement d'autres actes ou des textes du procès-verbal, le passage est résumé en italique, ou simplement supprimé et marqué par trois points de suspension.

A la fin de chaque séance et de chaque annexe, on trouvera les références aux sources manuscrites suivies, s'il y a lieu, de nos remarques sur l'établissement du texte, ainsi que les renvois aux sources imprimées, quand le document a déjà été publié, intégralement ou partiellement, ou cité dans les principaux travaux.

Ayant modernisé l'orthographe et la ponctuation, nous avons renoncé à relever les variantes sans conséquence pour le sens ainsi que les erreurs courantes des scribes. Pour éviter des confusions, nous avons, quand cela était possible, précisé entre parenthèses carrées les prénoms ou les noms des personnages mentionnés.

Enfin, nous avons dressé l'index des lieux, et l'index des personnages sans identifier ces derniers plus qu'ils ne le sont dans les documents ; nous nous réservons de le faire lorsque nous mettrons en œuvre les textes recueillis pour une *Histoire politique du Bas-Valais indépendant*.

A. D.

Sources et bibliographie

Abréviations

<i>Ann. Val.</i>	=	<i>Annales Valaisannes</i>
Arch. comm.	=	Archives communales
AV	=	Sion, Archives cantonales
c.	=	citoyen, citoyens, citoyenne
H	=	fonds de l'Helvétique, aux AV
Rz	=	fonds de Rivaz, aux AV

1. SOURCES MANUSCRITES

- A = Rz, vol. 65 : *Registre des procès-verbaux des séances du comité général des communes du Valais dit Bas-Valais, actuellement Valais Occidental*, 1 vol. relié (20,5 × 33 cm), 86 pages écrites, minutes mises en forme par Anne-Louis Tousard d'Olbec, secrétaire du comité.
- B = Rz, vol. 64 : *Registre des actes du comité général du Bas-Valais 1798*, 1 vol. relié (22,5 × 33 cm), 128 pages écrites, minutes enregistrées par Joseph-Alphonse de Nucé, secrétaire du comité.
- C = Rz, vol. 65 bis : *Pièces relatives à l'établissement de l'indépendance du Bas-Valais et à son organisation jusqu'au moment où il s'est formé avec les sept anciens dizains souverains en une seule république. 1^{er} février - 18 mars 1798* (Sur le dos du volume : *Procès-verbal et actes du comité général du Bas-Valais, févr. - mars 1798*), 1 vol. relié (20,5 × 33 cm), 321 pages écrites, copie établie par Jos.-Hyacinthe de Lovina, d'ordre de Ch.-Emm. de Rivaz, préfet national du canton du Valais, sur les originaux (brouillons, notes et minutes qui sont conservés dans le fonds de Rivaz, notamment cart. 75, fasc. 15, N^{os} 1 à 10 et cart. 72, fasc. 34 a, N^o 1 à 139) et attestée conforme par Ch.-Emm. de Rivaz, du 9 au 12 juillet 1801.
- D 1 = H, cart. 22, fasc. 1, N^o 1, cahier de 24 p. in fol.
2 = H, cart. 22, fasc. 6, N^o 1, cahier de 36 p. in fol.
3 = H, cart. 22, fasc. 6, N^o 2, cahier de 90 p. in fol.
Copies et traductions françaises d'actes officiels par François-Paul Bonvin, notaire, secrétaire allemand et français de la Chambre administrative.
- E = Paris, Archives du ministère des Affaires étrangères : *Correspondance politique, Valais*, vol. 5 (janv. 1797 - nov. 1798), 276 pièces. — Copies à Berne, aux Archives fédérales.

2. SOURCES IMPRIMEES

- Meyer = Leo Meyer, *Les recensements de la population du canton du Valais de 1798 à 1900*, dans *Travaux statistiques du canton du Valais 1907*, Berne, 1908, pp. 1-98.
- Recueil... = *Extrait d'un manuscrit intitulé « Recueil des délibérations de l'administration provisoire de la bannière de Monthey réunie en comité central, siégeant au château de Monthey, et des pièces et actes relatifs à la révolution du Valais arrivée en 1798, à Saint-Maurice le 28 janvier et à Monthey le 29 janvier... »*, Monthey, 1898, 16 p.
- Ribordy = Louis Ribordy, *Documents pour servir à l'histoire contemporaine du canton du Valais*, Sion, 1885, 410 p.
- Stockalper = K. Stockalper von Thurm, *Aktenmäßige Darstellung der Ereignisse im Kanton Wallis seit den fünfzig letzten Jahren*, Sion, 1847, 278 p.
- Strickler = *Actensammlung aus der Zeit der Helvetischen Republik*, hrg. von Johann Strickler, t. I (oct. 1797 - fin mai 1798), Berne, 1886, 1244 p.

3. BIBLIOGRAPHIE

- Boccard = F. Boccard, *Histoire du Vallais avant et sous l'ère chrétienne jusqu'à nos jours*, Genève, 1844, 424 p.
- Grenat = P.-A. Grenat, *Histoire moderne du Valais de 1536 à 1815*, Genève, 1904, 645 p.
- Imesch = D. Imesch, *Die Kämpfe der Walliser gegen die Franzosen in den Jahren 1798 und 1799*, Sion, 1899, 151 p.
- Kämpfen = Peter-Jos. Kämpfen, *Freiheitskämpfe der Oberwalliser in den Jahren 1798 und 1799...*, Stans, 1867, 271 p.
- Rufer = A. Rufer, *Les deux projets de constitution de 1798 pour la République du Valais*, dans *Vallesia*, t. VIII, 1953, pp. 193-210.

Procès-verbal de l'assemblée générale
des communes du Bas-Valais,
tenue à St-Maurice, les 3, 4 et 5 février 1798

« Toutes les communautés du Bas-Valais depuis Nendaz et le pont de la Morge assemblées en conséquence d'une lettre d'invitation du deux courant de par le comité central établi à Saint-Maurice, lesdites communes représentées ici par leurs députés respectifs, savoir celles d'Entremont et Sembrancher par les citoyens Pierre-Joseph Dallèves, banneret général, Pierre Ribordy, curial, et Jean-Pierre Ribordy pour *Sembrancher* avec procuration générale ici produite ; Frédéric Gard, capitaine, André-Maurice Perron pour *Bagnes* aussi dûment procurés ; Jean-Nicolas Joris, banneret, François-Emmanuel Joris, avocat, membre du comité, Nicolas Gaillard, notaire et syndic actuel, Jean-Pierre Lovay et Jean-Nicolas Tissières, dûment procurés pour la communauté d'*Orsières* ; Jean-Joseph Duc, banneret, et Jean-Pierre Germanier pour *Conthey* ; Antoine Théodule, député de la paroisse de *Nendaz* ; Jean-André Rard et Joseph Perrier pour *Saxon* ; le notaire Léonard Bourgeois et Jean-Joseph Sarasin pour *Bovernier* ; Jean-Joseph Dorsaz pour *Bourg-St-Pierre* ; Mémi-Nicolas Massard et Jean-François Darbellay pour *Liddes* ; Sébastien Moulin et Jean-Joseph Giroud pour *Vollèges*, tous de la bannière d'Entremont ; le comité central établi ici, et assez connu par ses actes au nom de la ville de St-Maurice ensemble avec les députés des communes de Collonges, Dorénaz, Evionnaz, Mex, Vérossaz, Massongex, Salvan, Finhaut et Choëx, qui sont le sergent Jean-Marie Pochon et Jean-François Michel pour *Collonges* ; l'ancien métral Jean-François Paccolat et Jean-Sigismond Paccolat pour *Dorénaz* ; le métral Jacques Garni et François Mermoud pour *Evionnaz* ; Claude Richard pour *Mex* ; Pierre-Maurice Voeffray et le sergent Jean-Joseph Dave pour *Vérossaz* ; Pierre-Maurice Longeat et le sergent Maurice Bioley pour *Massongex et Daviaz* ; Jean Caillet, Nicolas Fournier et Jean-Pierre Coquoz pour *Salvan et Finhaut* ; Jean Donnet pour *Choëx* ; les citoyens Christian Vallotton, vice-président du comité, l'avocat Joseph-Louis Pittier, le lieutenant Elie Gay et Antoine Antony pour *Martigny* ; Pierre Vérollet et Joseph Gaillard pour *Saillon* ; le curial Jean-Joseph Produit, Jean-François Produit, notaire, et Jean-Pierre Putallaz pour *Leytron* ; le châtelain Jean-Joseph Reuse, le sautier Pierre-Marie Bender et Jean-Claude Granges pour *Fully* ; le capitaine Jean-Antoine Loye et Jean-Marie Morand pour *Riddes* ; Barthélemy Besse et le curial Joseph-Antoine Favre pour *Chamoson et St-Pierre-de-Clages* ; François-Frédéric Bérard

pour *Ardon* ; Charles-Emmanuel de Rivaz, capitaine général, et Pierre-Louis Du Fay, juge de paix de *Monthey* ; Emmanuel Turin, lieutenant de *Muraz* ; le notaire Grégoire Marclay et Barthélemy Trombert, ancien syndic du *Val-d'Il-liez* ; le curial Jean-Joseph Donnet, de *Troistorrents* ; le sergent Jean Chaperon, de *St-Gingolph* ; Emmanuel Cornut, juge de paix de *Vouvry* ; le major Michel Dufour, de *Vionnaz* ; et Joseph Chablais, de la paroisse de *Port-Valais* ; lesquels députés, après avoir déclaré que leurs paroisses respectives s'étaient affranchies de toute dépendance par la plantation de l'arbre de liberté, ont voulu renouveler cet acte d'une manière solennelle, et en conséquence s'étant assemblés dans la salle de commune de la ville de Saint-Maurice, après avoir invoqué la protection du Très-Haut, ils ont déclaré et déclarent que, dès à présent et à perpétuité, ils veulent être et sont peuple libre et indépendant, et affranchi de toute souveraineté, servitude et taillabilité quelconque, ne voulant reconnaître d'autres lois que celles qu'il se donnera lui-même, et en cette qualité ils se sont constitués en comité général pour délibérer sur les objets suivants :

1) Il a été arrêté avant tout qu'une députation du comité se porterait vers le c. résident de la République française [Mangourit] pour le remercier de la haute protection et médiation dont il veut bien honorer les peuples du Bas-Valais, et le prier de continuer ses bons offices, et que de même il serait fait une députation vers les membres composant la commission du Haut-Valais.

2) Ledit comité arrête qu'il sera dressé un acte portant reconnaissance de l'indépendance des peuples du Bas-Valais, pour être de suite présenté et signé par la commission du Haut-Valais.

3) L'assemblée ayant pris en considération que, par ses lettres d'invitation, les communes avaient été requises d'émettre leur vœu d'alliance ou association avec quelque peuple du voisinage, et lesdites communes ayant voté unanimement pour la réunion au Haut-Valais, décrète que le Bas-Valais est réuni de cœur au Haut-Valais et qu'il en sera dressé acte.

4) L'assemblée arrête qu'il sera dressé de l'une et l'autre résolution un verbal pour être présenté aux députés de la haute commission arrivée à Saint-Maurice, le 2 courant, et proposé à leur signature [*Annexe I*] ; mais ceux-ci s'étant trouvés munis d'un acte en forme fait en diète extraordinaire tenue à Sion peu de jours auparavant, ont proposé, au lieu de signer celui qu'on leur présentait, de remettre celui dont ils étaient les porteurs, et l'ont effectivement remis tant en allemand qu'en français [*Annexe II*].

5) Elle a ensuite nommé une commission pour rédiger une proclamation au peuple valaisan, laquelle fut dressée, lue et approuvée par l'assemblée, avec ordre de l'envoyer dans les paroisses pour le dimanche suivant et de l'accompagner d'une instruction sur la cérémonie [*Annexe III*].

6) Elle a finalement décrété l'érection d'un comité général dont l'acte fut proposé et accepté à l'unanimité [*Annexe IV*].

« Fait en l'assemblée générale des communes séant à Saint-Maurice en la salle de la maison commune, commencée le 2 février et terminée le 5 dit. »

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 123, minute de la main du notaire Jos. Barman, incomplète ; B, pp. 1-3, signé « [Isaac de] Rivaz, président du comité de Saint-Maurice et président provisoire de ladite assemblée » ; C, pp. 9-12.)

Annexe I

St-Maurice, 4 février 1798. — Demande en ratification de l'indépendance

Il était bien difficile qu'à l'exemple des peuples de plusieurs cantons suisses, et ceux du voisinage en particulier, le Bas-Valais fermât son cœur à la douce inspiration à la liberté ; c'est pourquoi toutes les communautés du Bas-Valais constituées en comité général par leurs représentants assemblés en la maison de commune de Saint-Maurice ont unanimement réitéré les proclamations déjà respectivement faites chez elles de leur liberté absolue, et de nouveau prononcé leur pleine indépendance de la domination du Haut-Valais, se déclarant peuple libre entièrement indépendant et relevé de toute sujétion.

Pendant que l'arbre de la liberté étendait ses racines, la haute commission, par des motifs de bienfaisance, offrait la liberté à diverses communes et les invitait à se réunir à celles du Haut-Valais ; elle a confirmé hier cette offre à la délégation du comité général ; c'est pour en obtenir un témoignage plus durable que le comité vient requérir la haute commission de réaliser ses offres par un acte plus solennel en reconnaissant l'extinction de la domination du Haut-Valais, ainsi que l'indépendance de tout le Bas-Valais, en instruisant aussi le comité de l'étendue des pouvoirs dont elle est nantie pour accélérer les démarches préparatoires à la réunion si longtemps désirée et que le vœu général du Bas-Valais embrasse de pair avec la liberté et l'indépendance.

(B, p. 4, signé « [Isaac de] Rivaz, président provisoire de l'assemblée générale » ; C, pp. 12-13 ; etc. ; Riddes, Arch. comm., F 2 d, copie. — Publié dans *Recueil* ..., pp. 10-11. — La demande a été rédigée par Jos.-Louis Pittier, député de Martigny.)

Annexe II

Sion, 1^{er} février 1798. — Déclaration donnée par une commission souveraine du Haut-Valais

Es sei hiemit jedermänniglich bekannt und zu wissen, die es immer anlangen möchte, was massen wir endsunterschiedene abgeordnete Ratsboten der Sieben Löblichen Zehnden einer Hohen Souverainischen Commission zu Sitten festgesetzt unsere Hochgeachten und Wohledelgeborenen Abgeordneten in das untere Wallis denen Herren Bürgermeister de Riedmatten von Sitten, Zehnden-Hauptmann von Riedmatten von Goms, Bannerherr Barberin, Grosskastlan de Chastonay, Kastlan Bridy, Kastlan Quinodoz, Kastlan Tabin und Hauptmann Briguet von Lens, Vollmacht und Gewalt erteilt haben im Namen Unserer Gnädigen Herrn und Obern, gesamtem Unterwallis und allen individuellen Personen förmlich zu erklären, daß wir aus Menschenliebe allen Hochheitlichen Rechten renunciieren und zu Beibehaltung Fried, Ruhe und Eintracht, des gänzlichen absagen, und sammentlichen Unterwallisern als freie Leute für jetzo und Zukunft erkennen; bescheinen auch überdies, dass wir nichts sehnlicheres wünschen als mit denselbigen hinfüran in wahrer, treuer Freund-

schaft und auf richtigster biederer Bruderliebe zu leben, verhoffend von denselbigen recipierliche Besinnungen zu vernehmen. Kraft dessen wir Gegenwärtiges ausgefertigt und eigenhändig unterschrieben.

Sigristen President, Joseph Julier Tresorier, Nicolas Roten Major, Augustin Steffen Zehnden-Richter, Lucas von Schalen Alt-Kastlan, Johann Martin Ittig Statthalter, Preux Bannerherr, Ambuel grand châtelain, Perrig Zehnden-Richter.

(Saint-Maurice, Arch. comm., B 16, original avec les signatures autographes des membres de la commission souveraine ; *ibidem*, copie ; D 3, pp 14-15 ; etc.).

Connu et notoire soit par la présente à un chacun comme quoi nous les soussignés, députés des sept louables Dizains composant la haute commission souveraine siégeant à Sion, avons conféré plein pouvoir et autorité à nos très illustres, très honorés députés dans le Bas-Valais, MM. le bourgmestre de Riedmatten, de Sion, capitaine déséнал de Riedmatten, de Conches, banneret Barberini, grand châtelain de Chastonay, châtelain Bridy, châtelain Quinodoz, châtelain Tabin et capitaine Briguët, de Lens, de déclarer formellement au nom de nos souverains seigneurs supérieurs à tout le Bas-Valais en général et aux personnes individuellement que, par des sentiments d'humanité et pour la conservation de la paix, de l'union, du repos et de l'harmonie, nous renonçons pleinement à tous les droits souverains et reconnaissons pour le présent et l'avenir tous les Bas-Valaisans pour un peuple libre ; manifestons de plus que nous désirons sincèrement de vivre avec eux désormais dans une amitié réelle, fidèle et dans un amour fraternel très sincère, espérant d'apprendre réciproquement de leur part les mêmes intentions.

Signatures comme ci-dessus.

(Saint-Maurice, Arch. comm., B 16, traduction originale signée par de Riedmatten, président, au nom de la commission ; *ibidem*, copie ; C, pp. 3-4 ; etc. — Publié dans Stockalper, pp. 9-10, et dans Grenat, pp. 456-457 ; cité par Boccard, p. 270.)

Annexe III

St-Maurice, 5 février 1798. — Proclamation de l'assemblée générale

Appelés par l'exemple des peuples de quelques cantons suisses et de votre voisinage à vous affranchir de la dépendance dans laquelle vous viviez depuis plusieurs siècles, vos premiers pas vers la liberté n'ont pas eu le caractère d'une insurrection toujours fâcheuse, même quand elle est nécessaire : par un concours heureux, votre ci-devant souverain prévenait vos vœux et vos efforts en vous offrant l'indépendance. La mission de vos représentants est ainsi devenue une mission de triomphe et de paix, et votre attente a été remplie sans qu'ils aient eu à faire aucune démarche pénible. Réunis en assemblée générale du Bas-Valais, ils ont proclamé votre liberté, et le lendemain les hauts députés du louable Etat de Valais ont apporté gracieusement au milieu d'elle l'acte par lequel la haute session des Sept Dizains renonce formellement à tous droits de souveraineté sur votre pays et vous reconnaît pour un peuple libre et indépendant.

Rendons grâce à la divine Providence qui a veillé sur nous ; rendons grâce aux Magnifiques Seigneurs de l'Etat du Haut-Valais qui, en faisant un aussi grand sacrifice, ont jeté les premiers fondements de l'union des deux peuples qui semble ordonnée par la nature même. Rendons grâce aux députés qu'ils avaient choisis et dont les personnes depuis longtemps chères à notre pays nous étaient garantes du sentiment qui avait dicté leur pouvoir. Rendons grâce surtout au génie tutélaire (le résident de France) qui, sans faire agir l'influence de la nation puissante qu'il représente, a contenu nos premiers élans vers la liberté et nous a préservés par la sagesse de ses conseils de la division dans les esprits.

Mais cette liberté que vous avez acquise si paisiblement, sachez, citoyens, la conserver de la même manière. Cette liberté que nous avons proclamée pour vous n'est pas l'affranchissement de la subordination aux lois et aux autorités constituées. Si vous êtes libres, c'est parce que vous ne recevrez plus vos lois d'un souverain étranger, mais vous ne les recevrez que de vous-mêmes, par la voix des représentants que vous aurez choisis et nommés pour les rédiger ; parce que vous aurez vous-mêmes nommé les juges chargés de les faire exécuter, et enfin parce que vos représentants et vos juges seront eux-mêmes soumis à ces lois. Personne n'est ainsi libre de ne pas obéir à ces lois ; c'est pour l'intérêt de tous qu'elles sont établies et qu'elles s'exécutent. C'est donc de cette obéissance de tous que dépend la sûreté des personnes et des propriétés de chacun de nous. Dans ce moment surtout, où votre comité est chargé, par les vœux que vous avez fait connaître à vos représentants, de travailler aux conditions préliminaires de votre réunion au peuple du Haut-Valais pour ne former qu'un seul peuple libre, indépendant, écartons tous les souvenirs de notre ancien état de sujétion, étouffons les passions et les inimitiés particulières, élevons-nous à la hauteur de notre nouvelle dignité.

C'est pourquoi en attendant la convocation d'une diète générale du pays de Valais pour fixer notre constitution future, vos représentants ont pourvu à l'administration de la justice civile et criminelle, ainsi que de la police civile et militaire.

Ainsi les représentants de toutes les communes du Bas-Valais réunies pour la première fois à Saint-Maurice se sont constitués en assemblée générale nationale du Bas-Valais ; leur but unique en faisant cette déclaration est de se confédérer à l'effet d'éviter l'anarchie et ses maux, de joindre toutes leurs forces et les employer ainsi réunies à comprimer les méchants et malveillants, faire respecter la religion de nos pères, les autorités constituées, toutes les propriétés tant particulières que communales et nationales, à quelque personne qu'elles appartiennent, et ils établissent un comité général et provisoire qui siégera sans interruption à Saint-Maurice, dont les pouvoirs sont avoués tels qu'ils sont spécifiés en l'acte de son érection [*Annexe IV*], et qui dureront jusqu'à l'introduction d'une nouvelle administration.

Les quatre députés nommés aujourd'hui par l'assemblée générale pour composer ledit comité pourront être changés en totalité ou en partie seulement par le peuple des communes de chaque bannière ; en attendant ce changement, les députés nommés aujourd'hui seront tenus de siéger pour que l'administration publique ne soit pas interrompue. Les suffrages pour la confirmation ou changement ci-dessus s'évalueront à raison des supports que chaque commune a faits jusqu'ici dans sa bannière, laquelle confirmation, ou changement, sera faite dimanche prochain dans chaque commune et envoyée incontinent au comité provisoire pour recueillir la pluralité des suffrages des députés confirmés ou changés.

Les communes de chaque bannière sont aussi invitées à délibérer le même jour sur les appointements qu'il est convenable de donner chaque jour aux députés, lesquels appointements seront payés par chaque commune à rate de ses supports militaires.

Chaque commune est invitée à nantir de pouvoirs suffisants les députés qu'elle nommera, afin que l'administration ne soit pas obligée d'interrompre ses opérations.

Le comité général pourvoira à ce que l'administration de la justice ne soit pas interrompue.

Vos représentants déclarent encore que l'on continuera provisoirement de se servir des statuts, lois civiles et franchises respectives, règlements de communes ainsi que de police usités du passé, jusqu'à ce qu'on ait pourvu à d'autres lois et ordonnances.

Ils admettent enfin pour base du nouveau régime provisoire la nécessité de se conformer au sentiment de la pluralité, et de même celle de faire décider les questions survenant de bannière à bannière, de commune à commune, par des arbitres à nommer dans les deux bannières voisines non intéressées ou dans les deux communes voisines.

La patrie attend de ses enfants, dans les circonstances où elle se trouve, qu'ils emploieront volontiers tous les moyens qui sont en eux pour se secourir mutuellement, travailler à son bonheur, et lui prouver qu'ils étaient dignes de devenir peuple libre ; elle invite donc tous les citoyens à l'union et à la concorde, s'ils veulent goûter les bienfaits de cette régénération.

L'assemblée déclare ainsi solennellement qu'elle regarde comme indigne du nom de citoyen et incapable d'être admis à l'union fraternelle quiconque porterait atteinte à la religion, aux autorités constituées et aux propriétés.

Elle invite ainsi tous les citoyens à employer leurs forces respectives pour punir les délinquants. Elle déclare que chaque individu doit payer ce qu'il doit à autrui, et que ceux qui feraient quelque refus seront poursuivis et condamnés comme du passé.

Elle invite un chacun à observer les douces et affectueuses réciprocités de la décence et de l'honnêteté ; à s'abstenir par conséquent de tous propos d'aigreur, d'injure, et de caractériser de prétendus partis sous les noms d'aristocrates, démocrates et autres relatifs, et généralement à se modérer dans les différentes circonstances et innocents oublis des formalités auxquelles chacun n'est pas encore habitué.

Elle déclare enfin vouloir et devoir partager les frais du régime provisoire et autres qui seront faits du consentement des communes selon l'égance actuelle dans le Bas-Valais jusqu'à autre établissement.

Et comme il est presque impossible que la loi soit assez profondément gravée dans les cœurs pour qu'on ne voie, à grand regret, de temps à autre, des contrevenants aux présentes, chacune des communautés bien représentées a promis de fournir son contingent de secours selon l'égance actuelle contre les infracteurs, afin de comprimer efficacement tous ceux qui s'aviseraient de manquer à Dieu, aux hommes, à la patrie et à eux-mêmes.

(AV, N° 86, fasc. 3, N° 28, original rédigé par Ch.-Emm. de Rivaz et signé par Isaac de Rivaz ; B, pp. 7-11 ; C, pp. 15-20 ; etc. — Publié dans Grenat, pp. 459-460 et, partiellement, dans Boccard, pp. 272-273.)

Annexe IV

St-Maurice, 5 février 1798. — Acte d'érection d'un comité général

En conséquence de l'arrêté pris dans l'assemblée générale des communes le 3 courant, la commission chargée de travailler à l'érection d'un comité général a présenté les articles suivants, qui ont été unanimement adoptés :

Le comité général des communes sera établi à Saint-Maurice.

Il sera composé d'autant de membres au-dessus de trois que les bannières voudront en envoyer et payer, et l'on votera par bannière.

Dans le cas que les voix des bannières se trouvent discrédantes et qu'il n'en puisse résulter une pluralité, alors le président aura une voix prépondérante.

Le président sera nommé à la pluralité des suffrages des membres du comité ; ses fonctions dureront huit jours. Il sera pris en premier lieu dans la bannière d'Entremont, ensuite dans celle de Saint-Maurice, finalement dans celle de Monthey, et on recommencera dans cet ordre.

Le président fixera l'heure de l'ouverture des séances et leur durée ; il fera toutes les propositions, recueillera les voix, ouvrira les lettres adressées au comité, signera toutes les délibérations et aura la police de cette assemblée ; en cas d'absence il sera suppléé par son précédent.

Les fonctions du comité général consisteront :

1) dans la correspondance avec le c. résident, dans la correspondance avec l'étranger et dans la correspondance centrale avec tous les comités particuliers.

2) Il sera chargé de toutes les mesures de sûreté générale tant intérieure qu'extérieure que les circonstances et sa sagesse lui dicteront.

3) Il aura la direction générale des finances et de la force armée.

- 4) Il fera toutes les proclamations qu'il jugera convenables pour le bien de la patrie.
- 5) Il pourvoira provisoirement à remplacer suivant les localités et sa prudence l'autorité qui était exercée ci-devant par les juges supérieurs.
- 6) Il sera chargé de dresser des projets pour une nouvelle constitution et pour consolider notre existence politique, y compris celui d'alliance avec le Valais dont il s'occupera sans délai.
- 7) Il pourra se choisir un ou plusieurs secrétaires selon l'exigence des cas.
- 8) Le comité général s'occupera de recueillir les arrêtés et les actes de l'assemblée générale, et les inscrira dans un livre qui restera déposé à la salle des délibérations.
- 9) Il fera les démarches nécessaires pour que l'acte d'affranchissement de la domination du Haut-Valais soit ratifié par les communes du Haut-Valais.
- 10) Et de suite il a été procédé à la nomination des membres qui composeront provisoirement le comité général des communes du Bas-Valais, et les c. ci-après ont été élus :
 Pour la bannière d'Entremont : banneret Dallèves, capitaine Gard, banneret Duc, avocat Joris.
 Pour la bannière de Saint-Maurice : major [Isaac de] Rivaz, avocat Pittier, curial Favre.
 Pour la bannière de Monthey : capitaine [Ch.-Emm. de] Rivaz, major Dufour, châtelain [Du] Fay.
 Lesquels députés exerceront définitivement la charge de membre du comité général s'ils ne sont pas expressément révoqués par les communes d'ici au 13 février, et céderont leur place, ou s'adjoindront à ceux que les communes jugeront à propos de nommer.

(B, pp. 5-7, signé « [Isaac de] Rivaz, président provisoire de ladite assemblée » ; C, pp. 13-15.)

Procès-verbaux et actes du comité général

1. Séance du mardi matin 6 février 1798

« Par acte du 5 février 1798, l'assemblée générale des députés des communes du Bas-Valais ayant établi un comité général pour exercer les pouvoirs énoncés audit acte d'érection, et pour la formation dudit comité ayant nommé provisoirement les c. ci-après : banneret Dallèves, capitaine Gard, banneret Duc, avocat Joris pour la bannière d'Entremont ; major [Isaac de] Rivaz, avocat Pittier, curial Favre pour la bannière de Saint-Maurice ; capitaine [Charles-Emm. de] Rivaz, major Dufour, châtelain [Du] Fay pour la bannière de Monthey, pour lesdits c. exercer définitivement la charge de membre du comité général s'ils ne sont pas expressément révoqués par les communes d'ici au 13 du courant et céder leur place, ou s'adjoindre à ceux que les communes jugeront à propos de nommer, ce jour à sept heures du matin, lesdits c. susnommés se sont réunis et, après avoir invoqué la bénédiction de Dieu sur leurs opérations, ont commencé leurs séances ainsi qu'il suit. »

a) « *Présidence du c. Duc.* Le comité a procédé à la nomination d'un président, et les voix se sont réunies unanimement en faveur du c. Duc, sans préjudice de la primauté accordée à la bannière d'Entremont à qui la présidence appartiendra en premier lors de la constitution définitive du comité général ».

b) « *Visite au résident.* Ensuite le comité en corps, son président à la tête, s'est transporté chez le c. Mangourit, résident de la République française, pour lui notifier son installation. Le président a remercié le c. Mangourit des bons offices qu'il a rendus au Bas-Valais au moment où il a réclamé son indépendance et des soins particuliers qu'il a pris pour maintenir l'ordre dans la ville de Saint-Maurice au moment où toutes les autorités se trouvaient déchues, et il a réclamé la continuation de sa bienveillance et de son appui pour l'établissement parfait de la liberté du pays et de son gouvernement. Le c. résident a répondu des choses obligeantes au président en particulier et au comité en corps, et lui a donné des avis salutaires sur le plan de conduite qu'il devait adopter et sur la nécessité d'accélérer ses opérations. Plusieurs des membres étant invités à dîner chez le c. major de Bons avec le c. résident, le comité s'est séparé ».

(A, pp. 3-4 ; C, pp. 21-22.)

2. Séance du mardi après-midi 6 février 1798

« La séance s'ouvre à cinq heures. »

a) « *Dîner chez le c. de Bons.* Les membres revenant de chez le c. de Bons rendent compte que l'intention dudit c. paraissait avoir été de réunir un nombre de députés des trois bannières avec le c. résident, que les membres invités s'étaient trouvés les c. banneret Dallèves, le major [Isaac de] Rivaz, avocat Pittier, major Dufour, châtelain Du Fay et capitaine [Ch.-Emm. de] Rivaz. On y a bu les santés d'honnêteté et les bannières ont porté celles de la victorieuse République française et des nouvelles républiques qui lui doivent leur existence ».

b) « *Séance chez le c. de Rivaz.* Les membres se sont ensuite réunis chez le c. major de Rivaz, et sur la considération que, s'ils siégeaient à la maison de ville, ils pourraient être détournés par un grand nombre d'allants et venants, et même par des gens pris de vin qui sont assez nombreux dans ces premiers moments, ils arrêtent que l'on s'occupera de chercher un logement pour les séances du comité et qu'en attendant ils se tiendront chez le c. de Rivaz où ils continuent leurs délibérations ».

c) « *Députation pour la ratification de l'indépendance.* Sur la proposition faite par le c. président [Duc], le comité arrête qu'il sera sans aucun délai envoyé une députation à la diète de Sion pour demander la ratification par les communes du Haut-Valais de l'acte d'indépendance du Bas-Valais et que la députation serait composée d'un membre par bannière ».

d) « *Proclamation de l'indépendance.* Le comité reçoit une députation du comité de Saint-Maurice ; elle vient informer le comité général que l'on avait avis de l'invitation qui devait être faite à Mgr l'évêque de Sion [Jos.-A. Blatter] à ce qu'il fit publier un mandement pour que la solennité de la proclamation de l'acte d'indépendance se fît dans le Valais entier le même jour, et elle propose de délibérer s'il ne conviendrait pas d'attendre qu'il ait fixé ce jour et de retarder en conséquence la proclamation ordonnée par l'assemblée générale pour le 11 du courant. La chose mise en délibération, le comité déclare à l'unanimité qu'il n'est pas en son pouvoir de changer le jour de la solennité de la proclamation de l'indépendance dans le Bas-Valais, attendu qu'il a été fixé par l'assemblée générale, ses supérieurs, et que si Mgr jugeait à propos d'en faire faire une générale, on le prierait de l'ordonner lorsque l'acte d'indépendance aurait été ratifié en forme par les communes du Haut-Valais ».

e) « *Requête pour la ratification de l'indépendance.* Le comité arrête ensuite la requête à présenter à la diète du Haut-Valais pour demander que l'acte d'indépendance signé et envoyé par elle le 1^{er} février soit revêtu en forme authentique de la ratification des communes du Haut-Valais » [Annexe].

f) « *Nomination des députés.* On procède ensuite à la nomination des députés porteurs de cette requête et il est nommé le c. banneret Dallèves, major Dufour et le curial Favre, lesquels partiront le 7 ».

g) « *Péages et pontonages*. On met en délibération si les droits de péage et pontonage doivent être maintenus et si l'on doit donner ordre aux percepteurs desdits droits d'en continuer provisoirement la perception jusqu'à nouvel ordre. La question passe unanimement à l'affirmative, et le péage du pont de Saint-Maurice est nommément compris dans l'arrêté ».

« La séance est levée à dix heures. »

(A, pp. 4-5 ; C, pp. 22-23.)

Annexe

St-Maurice, 6 février 1798. — Pétition du comité général pour la ratification de l'indépendance

Les représentants du Bas-Valais, qui ont reçu en leur comité du 4 courant des mains de la haute commission l'acte de reconnaissance de son indépendance, ont déjà eu l'honneur en la recevant de lui observer combien la ratification de toutes les communes du Haut-Valais tranquilliserait les opinions. La haute commission en a senti l'importance et a fait espérer que cette ratification couronnerait le premier ouvrage sans effort. Le comité provisoire national mettant à cet acte toute l'importance que l'on ne peut en effet méconnaître, a cru devoir, Magnifiques Seigneurs, vous montrer ses sollicitudes à son égard et le poids qu'il doit y attacher. L'empressement qu'il met à vous réitérer sa sollicitation par la députation des c. banneret Dallèves, major Dufour et curial Favre, qu'il vous adresse, doit vous en persuader. Vous n'envisagerez pas, Magnifiques Seigneurs, cette démarche comme un témoignage de méfiance, mais utile et nécessaire encore pour la gloire des premiers pas qui nous ont portés les uns et les autres au rencontre.

Le comité ne doit pas se flatter que sa délégation puisse rentrer avec l'acte de ratification, mais il ose espérer que, cette démarche étant accueillie comme juste et prudente, vous accélérerez la ratification avec toute la solennité dont elle est digne.

(D 3, p. 21, signé « banneret Duc, président ; avocat Joris, secrétaire provisoire » ; Bagnes, Arch. comm., F 7, copie. — Rz, carton 72, fasc. 34 a, No 13, accusé de réception de cette pétition, original scellé et signé « de Riedmatten, président ».)

3. Séance du mercredi matin 7 février 1798

« La séance est ouverte à neuf heures et demie. »

a) « Un homme se disant de Martigny et suspect en apparence est conduit au comité général qui le renvoie à celui de Saint-Maurice pour être examiné. »

b) « *Funérailles d'une étrangère*. Une femme étrangère étant morte à Saint-Maurice sans héritiers du pays, elle eût fait aubaine au gouverneur qui aurait été chargé de ses funérailles. Le comité général se trouvant substitué aux gouverneurs renvoie ces détails au comité de Saint-Maurice ».

c) « *Propositions du c. Lacoste pour le sel.* Le c. Lacoste offre de fournir du sel au Bas-Valais. Ses propositions sont 12 francs de France, soit 83 batz le quintal, poids de 16 onces, rendu franco au magasin du Bouveret, le sel seul, le sac non compris ; ou 140 batz bon argent, soit 145 batz de Valais le sac de 146 livres, rendu ensaché au Bouveret, poids de 18 onces, franco, sel et sac compris. Le c. Lacoste demande réponse sous quinzaine. La lettre reste sur le bureau pour y avoir égard ».

d) « *Commission du capitaine Volluz. Compte de son sel.* Le c. capitaine Volluz donne sa démission de la place de commis du sel de Martigny. Le comité délibérant à ce sujet arrête de charger ledit c. Volluz de continuer ce débit jusqu'à ce que le comité général définitivement constitué s'en occupe et lui fasse connaître sa nouvelle décision. Ledit c. Volluz remet son compte, déposé et inscrit aux minutes » [12^e Séance, Annexe].

e) « *Compte du c. Riche.* Le comité envoie chez le c. Riche pour prendre connaissance de l'état de ses magasins. Il rend compte qu'il lui reste à peu près 140 sacs [de sel] au magasin de réserve et 41 à son magasin particulier ».

f) « *C. Valet, d'Ardon.* Le c. Louis Valet, d'Ardon, se présente au comité et lui expose, pour en décider, un cas de retrait qui lui a été fait d'un bien par lui acquis à Ardon. Après délibération, le comité arrête qu'attendu que les autorités sont maintenues par la proclamation qui sera publiée dimanche dans les communes, il doit s'adresser au juge d'Ardon ».

« La séance est levée à douze heures. »

(A, pp. 5-6 ; C, p. 25.)

4. Séance du mercredi après-midi 7 février 1798

a) « *Logement du comité.* Les membres qui s'étaient chargés de chercher un logement convenable pour le comité général lui proposent l'appartement du premier étage chez la c. Hyacinthe Quartéry. Le comité adopte ce logement et il arrête que demain au matin il y transportera ses séances ».

b) « *Proclamation.* Il est fait lecture de la minute de la proclamation de l'assemblée générale des communes ; on y fait quelques corrections purement de style, et on procède à en faire des copies ».

c) « *Députation de la Majorie.* La députation de la Majorie [d'Ardon] au comité général présente au comité l'acte de leur nomination et de leurs pouvoirs. Elle est composée des c. Jean Frossard, vice-président du comité d'Ardon, et Georges Maye, notaire et secrétaire dudit comité. Ils sont reçus pour membres du comité et commencent à y assister ».

d) « *Bulletin de Lausanne*. Un membre propose que le comité souscrive pour le *Bulletin officiel* de l'assemblée centrale de Lausanne, qui tiendrait le comité au courant des progrès du peuple vaudois et des autres peuples de la Suisse vers la liberté. Le comité approuve la proposition et charge le c. capitaine [Ch.-Emm. de] Rivaz d'écrire pour faire cet abonnement pour trois mois (ainsi que pour le *Patriote vaudois* pour quatre mois, que les députés paieront de leur poche si les bannières se refusent à payer cette dernière feuille) ».

e) « *Compte du c. [Du] Fay*. Le c. capitaine Rivaz est chargé d'écrire au nom du comité au c. juge de paix [Du] Fay, de Monthey, pour qu'il envoie un détail des sels qui restent en ce moment en son magasin ».

« La séance est levée à huit heures. »

(A, pp. 6-7 ; C, pp. 25-26. — § d : l'adjonction entre parenthèses ne figure que dans C.)

5. Séance du jeudi matin 8 février 1798

« La séance est ouverte à neuf heures. »

« *Fiefs*. Divers membres ayant reçu des avis indirects que quelques paroisses désiraient l'abolition des fiefs, la question est mise en délibération. Le comité sentant l'importance de cette question et considérant qu'il n'avait encore été fait aucune ouverture à ce sujet au comité, que d'ailleurs cette question est commune à toute la Suisse et qu'il est à présumer que des mesures générales seront adoptées à cet égard, n'a voulu prendre aucun arrêté à cet égard ; mais pour réunir les lumières qui peuvent déterminer la décision à prendre un jour, il a été délibéré d'envoyer une députation (François-Emanuel Joris, d'Orsières, et Jean-François Frossard, d'Ardon) au comité d'Aigle pour lui demander communication des mesures qui pourraient avoir été adoptées à ce sujet par le comité central de Lausanne » [*Annexe*].

« La séance est levée à onze heures et demie. »

(A, pp. 7-8 ; C, p. 27. — Les noms des députés ne figurent que dans C.)

Annexe

St-Maurice, 8 février 1798. — Lettre au comité d'Aigle

Envoi d'une délégation, selon décision ci-dessus : pour vous demander des éclaircissements que votre aïnesse dans la régénération commune vous aura déjà acquis et que votre amitié ne nous refusera pas.

(Rz, cart. 75, fasc. 34 a, N° 7, minute de la main de Pittier ; B, p. 16.)

6. Séance du jeudi après-midi 8 février 1798

a) « *C. Bret, de Fully*. Le c. Antoine Bret, de Fully, se présente au comité et lui expose que l'usufruit des biens de sa femme lui est contesté par ses légataires, sur quoi il requiert une décision. Le comité considérant qu'il ne peut prendre connaissance que des causes d'appellation, le renvoie par-devant le juge local ».

b) « *Radiation sur la minute de la proclamation.* » Le curial Dépraz, au nom de la commune de Vérossaz, présente, en compagnie de H. Monnay, une requête tendant à la radiation d'une clause dans la proclamation de l'assemblée générale [*Annexe*]. « Le comité, voulant éviter tout ce qui peut dans ce moment causer de la division dans les esprits, arrête que lesdits mots cités seront rayés de la proclamation susdite. »

« La séance est levée à huit heures. »

(A, p. 8 ; C, p. 27.)

Annexe

[8 février 1798]. — *Pétition du c. curial Dépraz et du c. Hildebrand Monnay*

Les représentants des communes de la petite bannière de Saint-Maurice exposent que dans la proclamation on a établi après plusieurs articles respectables de faire respecter les propriétés tant particulières que communales et nationales, à quelle personne qu'elles appartiennent *et sous quelle dénomination que ce soit*.

Les représentants exposent que cette clause *de quelle dénomination que ce soit* comprend, ou peut comprendre, fiefs, dîmes, etc. ; que le peuple, qui a constitué les représentants, n'entend point que cet article de fiefs, etc., soit compris sous cette dénomination générale, ou qu'elle soit enlevée de dessus la proclamation. Tâchez, chers représentants, de faire la réunion parfaite entre nous, pour pouvoir la faire avec le peuple du Haut-Valais. Le peuple en général ne prétendant pas qu'aucun de ces droits onéreux ne subsiste davantage en protestant pour une parfaite égalité et liberté, et pour les droits de l'homme. Et que rien ne se proclame sans l'avis et consentement et mûre délibération du peuple.

Je soussigné, accompagné du c. Hildebrand Monnay agissant pour Evionnaz, Outre-Rhône et Mex, sommes contents et satisfaits de la proclamation pourvu enlever la dénomination générale mise en dite proclamation pour pouvoir s'expliquer à la suite sur les droits de fiefs, en réclamant pour plus grande édification les suffrages de tous autres intéressés, ne refusant point sous cette clause de prêter le serment de la proclamation.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 136, original signé « Dépraz, citoyen » ; C, p. 28. — Les passages en italique sont soulignés dans le texte.)

7. Séance du vendredi matin 9 février 1798

« La séance est ouverte à huit heures. »

a) « *Girouettes*. L'attention du comité s'est portée sur les girouettes qui subsistent encore sur les maisons des particuliers et qui sont un signe de distinction contraire aux principes d'égalité qui doivent être adoptés par tous

dans le moment actuel, et pour en accélérer la suppression, il a profité du départ du c. major Duc qui se rend à Conthey et l'a prié de prévenir tous les comités locaux de sa route de les faire enlever toutes sans éclat et sans violence ».

b) « *Prix du sel*. Il a été observé ensuite que depuis quelques années il avait été établi une augmentation sur le prix du sel dans la châteltenie de Saint-Maurice et bannière de Monthey, et que cette différence était contraire à l'esprit d'égalité qui doit régner entre des frères. Sur quoi le comité a arrêté que le prix du sel serait rétabli sur le même pied que par le passé, ce qui serait notifié aux c. Du Fay et Riche, pour qu'ils aient à s'y conformer, et publié en la manière accoutumée » [Annexe I].

c) « *Proclamation*. Il a été rédigé une instruction et expédié divers ordres dans les communes relativement à la proclamation à faire dimanche prochain et à la fête qui doit avoir lieu ledit jour pour la rendre plus solennelle » [Annexe II].

d) « *Fiefs*. A onze heures et demie sont revenus les c. Joris et Frossard envoyés la veille à Aigle. Ils ont rendu compte de l'objet de leur mission et informé le comité que les deux comités particuliers d'Aigle et de Bex leur avaient réitéré la résolution où ils étaient de respecter toutes les propriétés ; que celui d'Aigle en particulier leur avait dit que le comité central de Lausanne était dans les mêmes principes ; qu'il n'avait encore pris aucune résolution concernant les fiefs, mais qu'il avait rejeté plusieurs pétitions présentées pour leur abolition sans indemnité ».

e) « *Poudre et salpêtre*. Le c. P. Berguerand écrit au président [Duc] pour lui demander les ordres du comité pour la fabrication de la poudre [et] lui rendre compte des quantités de salpêtre qu'on peut déjà employer » [Annexe III].

« La séance est levée. »

(A, pp. 8-9 ; C, p. 29. — Le § e ne figure pas dans C.)

Annexe I

St-Maurice, 9 février 1798. — Arrêté du comité général concernant le prix du sel à St-Maurice et à Monthey

Le comité général provisoire du Bas-Valais ayant cru de son devoir de prendre en considération la vente du sel, aurait aperçu que, depuis quelques années, le prix était plus haut dans les bureaux de Saint-Maurice et de Monthey qu'en celui de Martigny, ce qui ne peut subsister plus longtemps dans un pays qui a l'égalité pour base. C'est pourquoi ledit comité fait savoir aux paroisses de Saint-Maurice, Outre-Rhône, Salvan et Finhaut, que dès aujourd'hui le prix du sel est remis sur l'ancien pied et ne se paiera plus que quatre écus neufs et six batz en gros, soit cinq creutz la livre en détail ; et de même aux différentes paroisses de la bannière de Monthey, que ledit sac n'y coûtera plus que quatre écus neufs et six batz en gros, et [- -] batz le quarteron en détail, c'est-à-dire tout sur l'ancien pied, afin d'être uniforme, ce que le comité s'est empressé de faire publier.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 135, minute établie par I. de Rivaz ; B, p. 15 ; C, p. 32.)

Annexe II

*St-Maurice, 9 février 1798. — Instructions pour la cérémonie
de la proclamation du 5 février*

Le comité général invite les comités de chaque paroisse à faire dimanche prochain 11 du courant les opérations suivantes :

- 1) Faire prendre les armes à la troupe dimanche pour la messe.
- 2) Entendre la grand-messe et le *Te Deum* que l'on priera les révérends curés de chanter.
- 3) Après la messe, aller à la place des criées ou vers l'arbre de liberté, y lire l'acte d'indépendance et la proclamation ci-jointe écrite sur du grand papier, et aussitôt après on lira l'adresse aux citoyens écrite sur petit papier ; le serment sera renvoyé à un autre dimanche.
- 4) Se retirer en bon ordre .

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, Nos 1 et 127, deux états (projets) de minute de la main d'I. de Rivaz ; B, pp. 12-13 ; C, p. 31 ; Chamoson, Arch. comm., F. 17, I, expédition. — La fin du § 3 et le § 4 manquent dans C.)

Annexe III

*Martigny, 9 février 1798. — Lettre de Pierre Berguerand
au président du comité*

Voir ci-dessus § e.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 137, original.)

8. Séance du vendredi après-midi 9 février 1798

« La séance est ouverte à deux heures. »

a) « *Serment.* » Barman, secrétaire du comité de Saint-Maurice, demande, au nom de ce dernier, le renvoi à huitaine après la proclamation, du serment décrété le 5 février. Le comité, « considérant que cette mesure serait prudente et propre à prévenir toutes discussions fâcheuses », arrête que le serment sera renvoyé [*Annexe*].

b) « *Rapport de la députation à Sion.* La députation vers la diète de Sion est rentrée au comité général et y a fait le rapport suivant : Ils ont remis à la diète (comité établi des VII Dizains) la demande par écrit tendant à ce que l'acte d'indépendance délivré par elle le 1^{er} février fût ratifié par les communes du Haut-Valais et ont prié les députés des louables Dizains de vouloir bien faire circuler cette demande sans délai dans tous les dizains. La diète leur a répondu qu'elle avait déjà arrêté de proposer cette demande aux louables communautés du Haut-Valais ; que chaque député (de dizain qui composait la

diète) s'était déjà rendu dans son dizain pour convoquer les assemblées du peuple, leur faire part de ce qui s'était passé, les consulter et prendre des pouvoirs positifs à cet effet, et qu'ils se réuniraient jeudi prochain [15 février], à Sion. La diète leur a exprimé le désir de voir heureusement opérer la réunion des deux peuples et leur a témoigné que le Haut-Valais ferait tous les sacrifices possibles pour y parvenir. La députation a terminé son rapport en témoignant qu'il lui avait été fait un accueil gracieux et vraiment fraternel, que des vins d'honneur leur avaient été envoyés (par la ville) et qu'ils avaient été entièrement défrayés pendant leur séjour. La députation s'est rendue chez Mgr l'évêque de Sion pour lui témoigner le respect du Bas-Valais pour son chef spirituel et le prier de continuer ses soins pastoraux à cette portion de son diocèse. Le révérendissime évêque a accueilli très gracieusement la députation et lui a témoigné toute sa sollicitude pour le maintien de la religion et son zèle pour concourir à la soutenir et à procurer en même temps le bien de la patrie ».

« La séance est levée à huit heures. »

(A, pp. 9-10 ; C, pp. 29-30. — § b : les adjonctions entre parenthèses figurent seulement dans C.)

Annexe

*St-Maurice, 9 février 1798. — Arrêté du comité général pour être publié
à la suite de la proclamation du 5 février*

Vos représentants à l'assemblée générale tenue à Saint-Maurice avaient opiné à ce que la proclamation dont vous venez d'entendre la lecture fût accompagnée d'un serment qui se prêterait incontinent après. Mais le comité général, qui s'occupe sans cesse et uniquement du bien du peuple, ayant eu des représentations à cet égard, a cru, vu l'importance de la chose, de renvoyer à un autre dimanche suivant la prestation dudit serment, afin que les communes puissent avoir un temps pour faire leurs observations sur ladite proclamation, les faire parvenir par écrit au comité général et obtenir le redressement des articles qui demanderaient changement ou éclaircissement, et ne procéder audit serment qu'avec pleine connaissance, pour ensuite l'observer religieusement.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 81, minute de la main d'I. de Rivaz ; B, p. 12 ; C, p. 31 ; Chamoson, Arch. comm., F. 17, I, expédition.)

9. Séance du samedi matin 10 février 1798

« La séance est ouverte à huit heures et demie du matin. »

« *Députation de Vérossaz.* Un député de Vérossaz [Monnay] s'est présenté et a fait rapport que des Bernois au nombre de quatre s'étaient rendus hier à Vérossaz où ils auraient débité que 5000 Grisons joints aux Haut-Valaisans devaient faire une irruption dans le Bas-Valais et que cette nouvelle aurait alarmé le peuple de Vérossaz ; en conséquence, il a demandé

qu'on leur distribuât de la poudre. Le comité, convaincu de la fausseté de cette nouvelle, a néanmoins délibéré, pour calmer l'inquiétude du peuple, que les c. [Ch.-E.] de Rivaz et Vaudan, deux de ses membres, se transporteraient conjointement avec ledit député de Vérossaz à Bex pour s'informer du comité dudit lieu de ce qui pouvait avoir donné lieu à ce bruit, et découvrir les malveillants qui débitaient ces nouvelles. Et comme on avait ajouté que les Vaudois avaient aboli les fiefs et censiers, et brûlé une partie des grosses, la députation devait également prendre des informations à cet égard.

« Le comité est demeuré assemblé sans avoir aucune affaire à l'ordre.

« La députation susdite étant revenue a rendu compte que, le député de Vérossaz ayant porté la parole au comité de Bex et exposé ce qui s'était débité dans sa commune, ledit comité de Bex a fait de vives instances pour qu'on se saisisse des personnes qui avaient ainsi inquiété la commune de Vérossaz et qu'on les conduisît auprès d'eux pour être interrogés à l'effet de découvrir d'où ils tenaient leur mission et les nouvelles qu'ils répandaient ; que rien ne leur paraissait plus ridicule que la supposition d'un passage de Grisons en Valais dans cette saison, et, quant aux fiefs, qu'il n'en avait encore été rien délibéré ni chez eux ni au comité central de Lausanne ; que seulement on avait donné ordre aux receveurs de retenir chez eux les livres de fiefs. Le président du comité de Bex lui a ensuite recommandé d'exhorter le peuple de Vérossaz à ne pas donner croyance à l'avenir aux bruits vagues et mensongers répandus par des personnes sans caractère qui ne pouvaient être regardées que comme des personnes amies du désordre et cherchant à le provoquer pour des vues particulières dont souvent on ne connaît le but que trop tard. Ledit député, qui s'était annoncé pour vouloir aller à Aigle, a paru satisfait de ce qu'on lui avait dit à Bex et n'a pas continué plus loin sa route ».

« La séance est levée à douze heures. »

(A, pp. 11-12 ; C, pp. 33-34.)

10. Séance du samedi après-midi 10 février 1798

« La séance est ouverte à trois heures. »

a) « *Prix du sel.* Le comité expédie dans les paroisses de Finhaut, Salvan, Outre-Rhône, Saint-Maurice et Massongex, et au comité central de Monthey, des publications pour aviser le peuple qu'à compter du 11 février, jour de demain, le prix du sel aux bureaux de Saint-Maurice et de Monthey serait égal au prix du bureau de Martigny sur l'ancien pied, c'est-à-dire à 4 écus neufs et 6 batz le sac en gros, et 5 creutz la livre en détail à Saint-Maurice et à Monthey la mesure comme il y a quatre ans. »

b) « *Trappistes.* Le prieur des RR. PP. trappistes de Sembrancher [Dom Urbain Guillet] s'est présenté et a demandé qu'on lui donnât un certificat de l'absence du c. résident auquel il désirait s'adresser pour concerter l'époque du départ de sa communauté. Le comité lui expédie le certificat demandé ».

c) « Le comité s'est occupé presque toute la journée des copies des proclamations à envoyer à toutes les paroisses pour la solennité de la publication de l'indépendance du Bas-Valais. »

« Le comité se sépare à sept heures. »

(A, p. 12 ; C, p. 34.)

11. Séance du dimanche matin 11 février 1798

« *Cérémonie de la proclamation.* Le comité s'est assemblé à neuf heures du matin et s'est rendu en cérémonie, précédé de la troupe en armes et suivi du comité de Saint-Maurice, à la paroisse où il a assisté à la grand-messe et au *Te Deum* qui a été chanté à la suite et pendant lequel on a fait plusieurs salves d'artillerie. De là, le comité général s'est transporté dans le même ordre sur le Parvis où la troupe s'est formée en bataillon carré autour de l'arbre de la liberté. Les deux comités sont entrés dans le milieu du bataillon ; là, il a été fait lecture de l'acte d'indépendance, puis de la proclamation de l'assemblée générale des communes en date du 5 février courant. La lecture finie, le président a donné le signal des cris : *Vive l'indépendance du peuple bas-valaisan ! Vive Mangourit, résident de France ! Vive la Nation française !* Ces cris ont été répétés par tout le peuple et accompagnés des roulements des tambours. Ensuite le comité général a prononcé hautement une invitation à tous individus de quitter toute autre cocarde que la verte. Le comité général a reconduit son président et s'est ajourné à l'après-midi ».

(A, p. 13 ; C, p. 39.)

12. Séance du dimanche après-midi 11 février 1798

a) « *Compte du sel du c. Du Fay.* Le c. [Du] Fay remet le compte que rend sa mère des sels lui restant en magasin au 10 courant ... » [Annexe, a].

b) « *Injures contre le comité.* Le c. [Isaac] de Rivaz rend compte au comité qu'il avait été chargé par l'assemblée générale de Saint-Maurice qui s'est tenue ce matin, de témoigner au comité général qu'elle désapprouvait hautement des propos que quelques particuliers de cette commune s'étaient portés à tenir contre le comité dans la chaleur du vin, de prier le comité général de les oublier et de l'assurer qu'il ne serait plus manqué à l'avenir au respect dû aux représentants du peuple ».

c) « *Funérailles d'une fille étrangère.* Le comité signe un mandat de 31 batz et demi sur le c. Riche pour les frais d'enterrement d'une fille morte sans laisser aucun avoir à Saint-Maurice ».

d) « *Sortie des grains.* Plusieurs pétitions verbales ayant été faites au comité pour obtenir la sortie des grains, le comité a mis cette question en délibération et, après discussion, le comité, considérant la médiocrité de la récolte de cette année dans les deux bannières d'en haut, a arrêté que la sortie des grains serait interdite jusqu'à nouvel ordre, mais que toutes autres denrées pourraient sortir librement ».

e) « *Péages et pontonages.* L'arrêté du comité général du 6 février [2^e Séance, § g] relativement aux péages et pontonages ayant donné lieu à quelques malentendus, le comité confirmant son dit arrêté et le réitérant déclare que les péages et pontonages, traites des bestiaux et chevaux, et pontonage du pont de Saint-Maurice seront perçus comme par le passé ».

f) « *Trappistes.* Le comité général étant instruit que les trappistes résidant rière Vollèges n'avaient point encore évacué le pays d'après les ordres émanés, en conséquence de l'avis à lui porté par le c. Mathys au nom du c. Mangourit, aujourd'hui à cinq heures, a arrêté qu'ils seront tenus de sortir du territoire du Bas-Valais dans le délai de deux fois vingt-quatre heures et charge le comité de Vollèges de veiller à l'exécution du présent arrêté ».

(A, pp. 13 et 16, les pp. 14-15 étant en blanc ; C, pp. 39-40. — Le § a est omis dans C.)

Annexe

St-Maurice, 10 février 1798. — Comptes du sel rendus au comité général

a) *Compte du sel de Monthey*

Il est resté en fonds en décembre 1797, sacs 1151

En déduction :

Livré à Saint-Maurice	360	
» à Martigny	216	
Vendu à Monthey	163	
» à Vouvry	34	773

Restent en fonds au 10 février, sacs 378

Signé à l'original « P.-L. [Du] Fay
au nom de sa mère. »

b) *Compte du sel de Saint-Maurice*

A la diète de Noël, le c. Riche, commis du sel à

Saint-Maurice, avait en vieux fonds, sacs	61
Vendu jusqu'au 10 février inclus 1798 à 7 écus bons le sac	45
Expédié pour Martigny, sacs	332
Reçu de Monthey, sacs	360
Il a actuellement en fonds	16
Vendu par conséquent à six écus bons, 12 batz $\frac{1}{2}$ sauf erreur	25
Livré aux RR. Pères capucins	3

c) *Compte du sel de Martigny*

Compte préparé par le commis de Martigny [Volluz] pour le rendre à qui de droit depuis la diète de Noël 1797 jusqu'à la date du 3 février 1798.

Avoir accusé en fonds en diète de Noël 1797, sacs	.	.	.	.	.	.	.	.	.	162
Reçu de l'expédition du commis de Monthey compris le N° 37, sauf à venir le N° 35										212
Reçu du commis de Saint-Maurice le N° 5	.	.	.	.	.	.	.	.	.	<u>332</u>
						sacs	.	.	.	706
Desquels expédié pour Conthey, sacs	.	.	.	.	.	51				
pour la Majorie	.	.	.	.	.	55				
pour Nendaz	.	.	.	.	.	53				
pour Leytron	.	.	.	.	.	35				
pour Saxon	.	.	.	.	.	18				
pour Isérables	.	.	.	.	.	29				
pour Riddes	.	.	.	.	.	17				
Avoirs en fonds	.	.	.	.	.	.	.	.	.	250
						sacs	.	.	.	508
Avoir donc vendu	.	.	.	.	.	.	.	.	.	<u>198</u>
						sacs	.	.	.	706
Pour lesquels 198 sacs vendus à six écus bons et demi par sac doit le commis, écus bons	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1287
A déduire pour salaire de la vente desdits 198 sacs à 3 batz par sac	.	.	.	.	.	.	.	.	écus bons 23 batz	19
Le 27 décembre 1797 livré au c. Antony pour frais du passage d'un courrier venant du louable canton de Berne	.	.	.	.	.	.	.	»	» 5 »	2
5 janvier 1798 au sergent Vouilloz par avis de M. le banneret Cropt pour vacations à ses ordres	.	.	.	.	.	.	.	»	» —. »	40
Item pour salaire de l'expédition aux sous-commis à rate de volume	.	.	.	.	.	.	.	»	» 2 »	<u>39</u>
								»	» 32. —	
Les 32 écus bons déduits du sommaire de	.	.	.	.	.	.	.	»	» 1287	
Redoit le commis	.	.	.	.	.	.	.	»	» 1255	
Les $\frac{2}{3}$ en bon argent	.	.	.	.	.	.	.	»	» 836 gros	30
Le $\frac{1}{3}$ en monnaie	.	.	.	.	.	.	.	»	» 418 gros	<u>20</u>
									écus bons 1255.	
Bon argent louis gros neufs										
133 à 6 écus bons 14 gros	.	.	.	.	.	.	.	écus bons	835 gros	11
fraction	.	.	.	.	.	.	.		1 gros	<u>29</u>
								écus bons	836 gros	40
En monnaie écus bons	.	.	.	.	.	.	.		18 »	20
A joindre le N° 35 de Monthey S. 4 en vente.										
Plus le 5 février en gros et détail sacs 9.										
Compris ce qui est encore pour le détail.										
(B, pp. 13-15 ; C, pp. 35-37.)										

13. Séance du lundi 12 février 1798, matin et après-midi

« La plupart des membres du comité s'étant éloignés pour la foire de Martigny, le comité peu nombreux est resté assemblé pour répondre aux cas qui pourraient survenir, mais n'a délibéré sur rien ».

(A, p. 17 ; C, p. 40.)

14. Séance du mardi matin 13 février 1798

« La séance est ouverte à huit heures. »

a) « *Canons*. [Isaac] de Rivaz, membre du comité, demande au nom du comité de Saint-Maurice ce qu'on doit faire de quatre canons qui sont sur la place, dont la garde fatigue la commune de Saint-Maurice et sa banlieue, et qu'il paraît inutile de garder plus longtemps. Le comité a déterminé qu'ils seront enfermés au château, qui est la maison des bannières ».

b) « *Salpêtre*. On propose de remettre au c. [Isaac] de Rivaz le salpêtre qui se trouve au magasin pour être employé à la fabrication de la poudre. Le comité arrête que ce salpêtre sera remis au c. de Rivaz pour être converti en poudre, sur son reçu ».

c) « *Poudre du c. Gard*. Le c. capitaine Gard expose au comité qu'il avait fait venir pour son compte deux quintaux de poudre de la Val d'Aoste, et il offre de les céder aux bannières au même prix qu'elle lui a coûté en justifiant des factures. Le comité remercie le c. Gard et arrête d'accepter lesdits deux quintaux de poudre au prix coûtant, au nom des trois bannières qui en feront les fonds de leurs deniers publics et les partageront entre elles ».

« La séance est levée à douze heures. »

(A, p. 17 ; C, p. 41.)

15. Séance du mardi après-midi 13 février 1798

« La séance est ouverte à deux heures. »

a) « *Juges de paix. — Logement (du comité)*. Le comité de Saint-Maurice envoie une députation pour demander : 1° que le comité s'occupe de pourvoir de juges les communes qui étaient ci-devant sous la juridiction de l'abbé de Saint-Maurice ; 2° que le comité veuille prendre un logement à la maison de ville (dans un logement qu'occupaient les trappistes). Le président [Duc] fait réponse que le comité, occupé d'une visite à rendre au c. résident dans ce

moment, s'occupera de ces deux objets le lendemain et remercie néanmoins le comité de Saint-Maurice du logement qu'il veut bien lui offrir ».

b) « *Trappistes*. A trois heures arrivent deux autres députés du comité de Saint-Maurice porteurs de deux lettres du c. résident qu'ils remettent sur le bureau. La première a pour objet de requérir le renvoi des trappistes [*Annexe I*]. Le comité délibère qu'il sera donné connaissance au c. résident de l'arrêté du 11 courant [*12^e Séance*, § f] par lequel il a été donné ordre au comité de Vollèges de les faire partir sous deux fois vingt-quatre heures ».

c) « *Arbre de la liberté*. La seconde donne avis que l'arbre de la liberté planté sur le Grand Saint-Bernard a été abattu et que l'on en accusait les gens de Saint-Rhémy, et qu'il va en écrire à Turin [*Annexe II*]. On remet à en conférer avec le c. résident de vive voix ».

d) « *Députation au résident*. A quatre heures et demie, on se rend chez le c. résident qui accueille très favorablement le comité. On y reparle de cet arbre de la liberté abattu sur le Saint-Bernard. Il témoigne le désir qu'on prenne des informations à ce sujet, et que dans le cas où il serait reconnu que cela eût été fait malicieusement, il en soit écrit au commandant de la cité d'Aoste. Il annonce qu'il en écrira lui-même au résident de la République française à Turin ».

e) « *Canons*. Une autre députation du comité de Saint-Maurice est introduite. Elle représente que le peuple de Saint-Maurice ne veut pas qu'on enferme les canons au château comme le comité l'avait arrêté. Le comité ne met pas une grande importance à cette affaire qui reste en suspens ».

f) « *Sortie des grains*. Un sergent de la garde vient prévenir le comité qu'on a arrêté à la porte du pont environ deux mesures de blé trouvées sur le chariot d'un nommé Michaud, de Bex, et demande les ordres du comité. Le comité arrête que le blé sera retenu, mais qu'à raison du bon voisinage le prix en sera restitué aux propriétaires et qu'il sera donné dix batz à la garde pour encourager sa vigilance, ce qui est exécuté par le trésorier [Isaac de Rivaz]. »

« Le comité se sépare à sept heures. »

(A, p. 18 ; C, pp. 41-42. — § a : Le passage entre parenthèses ne figure que dans C.)

Annexe I

St-Maurice, 25 pluviôse an 6 (13 février 1798). — 1^{re} lettre de Mangourit au comité

Il est à votre connaissance que le 1^{er} février 1798 les émigrés et prêtres français devaient évacuer la Suisse et le Valais. J'apprends qu'il n'y a qu'une partie des trappistes établis à Sembrancher qui aient obéi ; qu'il en est encore dans ce lieu un grand nombre des deux sexes qui persistent à y rester ; que même ils reçoivent des novices et des enfants que la faiblesse des pères leur permet de prendre parmi eux.

Je prie l'assemblée générale de donner des ordres pour que l'expulsion de ces perturbateurs du monde soit exécutée sans retard.

(Rz, cart. 73, fasc. 21, N^o 1, original ; C, p. 43 ; E, pièce 240.)

Annexe II

St-Maurice, 25 pluviôse an 6 (13 février 1798). — 2^e lettre de Mangourit au comité

J'apprends, citoyens, que l'arbre de la liberté planté sur le mont Saint-Bernard à la limite du Bas-Valais et du Piémont, a été jeté à bas. Il m'a été rapporté que ce sont des hommes du village piémontais de Saint-Rhémy qui ont commis ce délit, à l'instigation de prêtres français et de quelques émigrés. Que cette injure n'engage à aucune voie de fait. L'amitié existant entre la République française et le roi de Sardaigne empêchera à l'avenir que les sujets de ce roi se portent à de semblables excès sur le territoire du Bas-Valais. J'en vais écrire à mon gouvernement et à l'ambassadeur français à Turin.

(Rz, cart. 73, fasc. 21, N° 2, original ; C, pp. 43-44 ; E, pièce 237.)

16. Séance du mercredi matin 14 février 1798

« La séance est ouverte à neuf heures. »

a) « *Canons*. Le comité militaire envoie une députation pour prendre les ordres du comité sur le lieu où seront placés les canons. Le comité ne voulant point causer d'inquiétude au peuple de Saint-Maurice consent à ce que les canons soient retirés dans le hangar des pompes de Saint-Maurice, afin qu'ils soient plus faciles à sortir pour les exercices qu'on se propose de faire ».

b) « *Logement du comité*. La délibération s'établit sur la translation du comité dans le logement des trappistes à la maison de ville offert par le comité de Saint-Maurice. Le comité considérant que le logement qu'il occupe avait été loué pour quelque temps, que la c. Quartéry avait déplacé ses meubles et fait des provisions de bois pour le chauffage des salles, et que si on le quittait, il conviendrait de lui payer des dommages, que d'ailleurs il manquait de buffets dans le logement proposé, arrête que pour le moment il continuera ses séances dans la maison de la c. Quartéry ».

c) « *Poudre du c. Gard*. Une députation du comité de Saint-Maurice vient demander si la poudre du c. Gard était à Martigny, le comité désirant qu'on se la procurât aujourd'hui pour en fabriquer des cartouches. Le comité a répondu qu'on avait arrêté de l'acheter en commun et de la partager par bannière ».

d) « *Plomb*. Le c. Puy a offert ses services pour procurer du plomb. Il lui a été répondu qu'on en délibérerait et qu'on lui ferait réponse l'après-midi ».

(A, p. 19 ; C, p. 45.)

17. Séance du mercredi après-midi 14 février 1798

a) « *Conciergerie du pont. — Pourboire à la milice.* La délibération est ouverte sur le garde conciergerie du pont de Saint-Maurice ; plusieurs candidats s'étaient présentés pour ce poste, savoir les c. officier Rappaz et sergent Barman ; on proposait d'un autre côté de supprimer ce poste. Le comité réunissant plusieurs objets intéressants députe au comité de Saint-Maurice les c. Joris, Reuse et Marclay qu'il charge : 1° de consulter le comité de Saint-Maurice sur la suppression de ce poste ou sur le choix de ceux qui seraient le plus propres à le remplir ; 2° de remercier le comité de Saint-Maurice du logement qu'il lui avait offert et de lui exposer les motifs qui ont empêché le comité général de se rendre à son invitation ; 3° de consulter le comité sur la manière de donner le pourboire à la milice de Saint-Maurice soit en argent soit en vin. La députation partie incontinent revient peu de temps après et informe le comité des regrets du comité de Saint-Maurice sur les difficultés qui tiennent le comité général dans l'éloignement où il est ; que le comité de Saint-Maurice s'est chargé de faire publier que les citoyens qui aspirent au poste de conciergerie du pont seront invités à se présenter, et qu'il fera part au comité général des connaissances particulières qui en résulteront ; enfin, que le comité de Saint-Maurice était d'avis d'une distribution d'un demi-pot de vin par tête à la troupe, et qu'il y ajouterait lui-même quelque chose ».

b) « *Espions.* Le comité considérant qu'il serait essentiel pour la sûreté publique d'envoyer des gens sûrs dans le Haut-Valais pour découvrir les intentions des VII Dizains et s'assurer s'il ne prépare point de mesures hostiles, prie le c. Duc de se charger du choix de personnes prudentes et de les envoyer dans le Haut-Valais et de rendre compte au comité des instructions qu'il recueillera ».

(*A*, pp. 19-20 ; *C*, pp. 45-46. — Le § b a été ajouté postérieurement, dans *A*, à la séance du 15 février.)

18. Séance du jeudi matin 15 février 1798

« A huit heures et demie du matin. »

« Le président [Duc] soumet à la délibération plusieurs objets qui avaient été précédemment ajournés. »

a) « *Garde du pont.* Relativement à la garde du pont de Saint-Maurice, le comité arrête que la garde sera réduite à deux soldats qui factionneront tour à tour ».

b) « *Juridictions vacantes.* Relativement aux juridictions épiscopales et abbatiales devenues vacantes, il est arrêté que l'on écrira aux communes qui leur étaient ci-devant soumises, d'établir des juges de paix élus par l'assemblée générale pour y administrer la justice ».

c) « *Plomb*. Sur l'offre du c. René Puy de fournir du plomb à environ 36 ou 38 livres suisses le quintal, poids de 18 onces, franco à Saint-Maurice, le comité arrête de lui en commettre 9 quintaux qu'il devra procurer au plus tôt ».

d) « *Députation d'Entremont*. Le comité général ayant reconnu d'après les actes des communes d'Entremont que la pluralité des voix pour l'élection de leurs représentants au comité général s'était réunie en faveur des c. ci-devant châtelain Emonet, Delasoie, de Sembrancher, et commissaire Gard, de Bagnes, il leur a été dépêché un exprès portant une invitation à venir au plus tôt prendre séance au comité ».

e) « *Fabrication de poudre*. Ce même exprès a été chargé d'une réquisition au comité de surveillance de Martigny de faire passer l'eau de la scie sur le moulin à poudre afin d'y pouvoir travailler et fabriquer ».

f) « *Arbre de la liberté*. Enfin le même exprès a été chargé d'une lettre à un particulier pour le prier de s'informer des personnes qui doivent avoir jeté bas l'arbre de la liberté planté près la colonne du Mont-Joux et de faire part de ses découvertes au comité général ».

« La séance est levée à douze heures. »

(A, pp. 20-21 ; C, p. 47.)

19. Séance du jeudi après-midi 15 février 1798

« La séance est ouverte à deux heures après-midi. »

a) « *Compte du concierge du château*. Le concierge du château [Ritter] a été introduit. Il a rendu compte de sa recette depuis le départ des ci-devant gouverneurs, montant à 60 batz pour droits perçus sur les marchandises et 51 batz, 3 cruches de pontonage. Il a déclaré que le tarif imprimé ayant été déchiré, il n'en avait point. Cependant il a remis une note par écrit sur la quotité des droits comme sa mémoire le lui fournissait [*Annexe*]. Il a déclaré que son salaire annuel allait à 102 écus moins 6 cruches, de plus que les ci-devant gouverneurs lui passaient encore le 10 % des droits sur les marchandises et le pontonage, et en outre quelques honoraires pour la vigilance sur le transit ».

b) « *Plainte du c. Bettin*. Un nommé Bettin, ci-devant habitant dans la commune de Martigny, a porté plainte de son expulsion de ladite commune par l'administration de l'ancien régime, et qu'il en avait reçu des reproches et affronts dernièrement à Martigny. Le comité le renvoie au comité de Martigny ».

c) « *Communications à diverses communes*. Sont entrés les députés des communes de Finhaut, Outre-Rhône, Evionnaz, Massongex, qui ont prié le comité général de leur communiquer ses opérations pendant la semaine. Cette communication leur a été donnée par le c. I. de Rivaz par la lecture de tout le journal ».

d) « *Fiefs*. Une députation du comité de Saint-Maurice est venue inviter le comité général à s'occuper incessamment de l'abolition des fiefs ainsi que de l'organisation de la troupe. Le comité a promis de s'en occuper incessamment ».

e) « *Message du résident sur la force armée*. Un message du c. Mangourit vient requérir le comité de lui fournir sans délai une note de la force armée des communes. Le comité a député aussitôt les c. Vaudan, Pittier, cap. Rivaz, pour conférer avec le comité militaire de Saint-Maurice sur l'état actuel des troupes et le mode de l'organisation prochaine. Ces députés se sont portés aussitôt à leur mission ».

f) « L'express dépêché ce matin à Sembrancher et à Bagnes est arrivé à sept heures du soir et a rapporté que les représentants invités au comité général arriveraient demain le matin. Il a reçu 30 batz pour sa course ».

g) « *Présent à la c. Mangourit*. Le comité général a repris en délibération le moyen de donner au c. Mangourit une légère marque de la reconnaissance des bannières pour la protection qu'il a bien voulu accorder jusqu'à ce jour et le zèle et l'intérêt personnel qu'il a développés dans les moments de troubles que l'établissement de notre indépendance a occasionnés et, après diverses propositions, il a arrêté de lui offrir un présent de quelques pièces de vaisselle d'argent de la valeur d'environ 30 louis, qui semblait pouvoir lui être présenté sans blesser sa délicatesse ; en conséquence, le c. ci-devant capitaine de Rivaz a été chargé de s'aboucher avec le c. Dubetier, négociant de cette commune, et de lui proposer la commission de faire venir un huilier, une cafetière et une paire de chandeliers, sous la réserve que si ces pièces ne convenaient pas, on pût les renvoyer. Il a été arrêté en outre que sur ces pièces on ferait graver une inscription qui exprime les sentiments du peuple du Valais ».

« La séance est levée à huit heures. »

(A, pp. 21-22 ; C, pp. 47-49.)

Annexe

Tarif des droits d'entrée et de transit au pont de St-Maurice

(Note du concierge du château)

Comme ci-devant, le *pontonage* du pont de Saint-Maurice, rière Valais, paie hors les quatre mandements d'Aigle, comme suit :

Par piéton, cruche	1
Par cheval, mulet, bourrique, de même	1
Par chariot à deux chevaux ou plus baches	1 — 2
Carrosse à deux chevaux ou plus »	2
Limon ou cabriolet à un cheval bache	1
Vache, génisse, veau, par pièce cruche	1
Chèvre, mouton, brebis et autres semblables, demi-cruche.	

Transit :

Par cheval, mulet, bourrique	baches	15
Poulain d'une année	»	7 — 2
Vache, génisse	»	12 — 2
Veau d'une année	»	6 — 1

Ainsi comme du passé, *droit d'entrée* par le pont de Saint-Maurice est comme suit, autant que de mémoire, sauf natif du Valais ou domicilié, doit par quintal comme suit :

Savon, trèfle, plomb, fer, déserte	baches	1
Toile, draperie, etc.	»	3
Soierie, taffetas	»	15
Mousseline	»	20
Or, argenterie	»	30
Riste, laine, étain, poudre à canon	»	2
Eau-de-vie, liqueur, cuir travaillé	»	4
Dentelles	»	12
Chapeaux mi-fin	»	6
Organsin, je crois	»	2
Quincaille	»	2

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N^o 139, 3 fol. copie ?)

20. Séance du vendredi matin 16 février 1798

« La séance est ouverte à huit heures et demie. »

a) « Les c. Rivaz, de Monthey, et Reuse, de Fully, ont été chargés de porter au c. Mangourit la note qu'il a demandée hier, de la troupe armée et de son organisation. »

b) « *Emigrés*. Ils ont rapporté de sa part au comité deux lettres du 26 pluviôse ; par l'une, il notifie l'arrivée dans ce pays de deux ecclésiastiques du département du Mont-Blanc, munis de passeports français, qu'il dénonce comme des agitateurs dangereux, et requiert que les communes soient prévenues de les surveiller » [*Annexe I*].

c) « *Trappistes*. Par la seconde, il se plaint de la résistance des trappistes à partir, et il requiert une nouvelle injonction aux prêtres et aux autres émigrés de partir promptement, à l'exception des septuagénaires et malades [*Annexe II*]. Le comité envoie au c. Mangourit copie de son arrêté du 11 courant contre les trappistes [*12^e Séance*, § f] ainsi que celle de l'ordonnance qu'il a adressée aux comités pour presser ce départ » [*Annexes III et IV*].

d) « *Projet d'acte de réunion et de constitution*. Le comité général ayant reçu plusieurs avis de s'occuper de la rédaction d'un projet d'acte de réunion et de constitution charge de cette rédaction les c. Rivaz, de Saint-Maurice, Rivaz, de Monthey, et Pittier, de Martigny ».

« La séance est levée à midi. »

(A, p. 23 ; C, p. 51.)

Annexe I

St-Maurice, 26 pluviôse an 6 (14 février 1798). — 1^{re} lettre de Mangourit au comité

Deux ex-grands vicaires du diocèse d'Annecy, l'un nommé Dubouloz, l'autre nommé Saint-Marcel, doivent passer dans le Bas-Valais munis de passeports d'une commune ou département français comme négociants ou laboureurs ; le premier parle extrêmement lentement, porte un nez fort long, et une figure assez niaise quoiqu'il ait de l'esprit.

Je vous dénonce ces deux hommes comme les plus grands scélérats qui aient agité le Mont-Blanc, afin que vous y preniez garde. Veuillez donc bien en instruire les comités qui correspondent avec vous et les pasteurs respectables qui pourraient se laisser surprendre par ces agitateurs.

Vous pouvez vous garantir des événements que ces hommes pourraient exciter en prenant pour règle de ne viser aucun passeport français sans mon visa préalable.

(Rz, cart. 73, fasc. 21, N° 3, original ; C, p. 55.)

Annexe II

St-Maurice, 26 pluviôse an 6 (14 février 1798). — 2^e lettre de Mangourit au comité

Votre indépendance reconnue, citoyens, il était nécessaire que je m'adressasse à vous. Je me suis plaint par écrit de ce que des trappistes déportés se refusassent à l'obéissance à la loi.

Je vous prie derechef de les expulser ainsi que tous les émigrés et prêtres déportés se trouvant dans vos communes ; en faisant connaître votre vœu, elles s'empresseront d'y accéder. Voulez-vous bien désormais aux communications écrites faire des réponses écrites, afin que je justifie de mes diligences auprès de mon gouvernement ? Ce sera sans préjudice de nos communications amicales, que je désire ouvrir toutes les fois que vous le jugerez bon.

[P. S.] Sont exceptés provisoirement les septuagénaires jusqu'au printemps en constant de leur extrait d'âge, et les infirmes constant d'un certificat de médecin.

(Rz, cart. 73, fasc. 21, N° 4, original ; C, pp. 55-56.)

Annexe III

St-Maurice, 16 février 1798. — Proclamation du comité général provisoire contre les émigrés et déportés

Le comité général des trois bannières et peuple du Bas-Valais
à toutes les communes qui les composent, salut.

Il paraissait qu'après les ordres intimés par la voie des affiches à tous déportés et émigrés français de sortir du territoire du Valais pour le 1^{er} février, aucun d'eux n'aurait pris sur lui d'y demeurer au-delà, vu la sévérité des ordres et la nécessité de s'y conformer pour ne pas compromettre le pays qui leur avait donné asile. Cependant le comité vient d'être avisé officiellement qu'il y en a encore qui ne s'y sont pas encore conformés. C'est en conséquence qu'il est par le présent ordonné aux comités de chaque paroisse des trois bannières Entremont, Saint-Maurice et Monthey, qu'ils aient à faire la recherche la plus exacte des personnes, émigrés ou déportés, qui pourraient être encore,

soit ouvertement soit cachées, dans les communes respectives, et leur intimer qu'elles aient à sortir dans le plus court délai, et, outre cette prompte exécution, donner avis par écrit au comité de ce que chaque commune aura fait et découvert à cet égard [v. *Annexe IV*]. Et pour ce qui est des personnes dont l'état est douteux, les septuagénaires et les malades, les communes devront exiger attestation de leur état, c'est-à-dire du c. président pour les douteux, extrait baptistaire pour les vieillards et déclaration de médecin pour les malades, et envoyer le tout au comité afin qu'il en fasse part au c. résident de la Nation française, pour constater de la diligence et de la ponctualité qu'auront mises le comité et les communes, et cela dans le terme de huit jours dès la publication du présent, qui se fera dimanche 18 février.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 131, projet de la main d'I. de Rivaz ; B, pp. 18-19 ; C, pp. 59-60. — Autres copies : Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N°s 132, 133, 134 ; expéditions signées « Duc, président » : Bagnes, Arch. comm., F. 7 ; Chamoson, Arch. comm., F. 17, I ; etc.)

Annexe IV

Rapport de deux communes concernant l'arrêté sur les émigrés

a) Bouveret-Port-Valais, s. d. [vers le 20 février 1798]

... Le comité du Bouveret-Port-Valais ... a averti tous les émigrés qui se trouvent dans ledit comité, qui sont le domestique du tuilier de MM. de Rivaz, Français qui dit qu'il n'est pas émigré d'autant qu'il est nanti d'un bon congé de Sa Majesté Sarde ; le domestique de Nicolas Guillet, qui se dit Français de Nancy en Lorraine ; les trois ouvriers du bûcheron de MM. de Rivaz, Tyrolien : un est Français du pays d'Artois, les deux autres Savoyards des environs de Sallanches ; le domestique de Jean Roch, Français, qui se dit être de Rouen ; le domestique d'André Voisin, Savoyard, qui se dit être des environs de Genève ; le domestique de Jean Galliet, Savoyard. Les autres sont sortis à la sommation des premiers ordres qui ont été émanés ; ces derniers ne paraissent pas vouloir sortir apportant tous de bonnes raisons pour s'en dispenser. Le comité général fera à ce sujet ce qu'il jugera à propos...

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 64, original signé « Bernard Grept, suppléant ; Joseph Chablais, membre du comité » ; C, pp. 320-321.)

b) Bagnes, le 24 février 1798

Le comité ... déclare n'avoir dans la commune aucun émigré ni déporté français, sauf le c. Allantaz, ancien chanoine de l'église collégiale de Sallanches, malade depuis Noël et réduit en ce moment à un état vraiment digne de compassion, étant uniquement assisté de sa cousine Germaine-Marie Freppaz, native de la commune de Passy ...

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 28, original signé « P.-J. Michellod, président ; Vaudan, secrétaire » ; C, p. 163.)

21. Séance du vendredi après-midi 16 février 1798

« La séance est ouverte à deux heures. »

a) « *Emigrés*. Les c. Pittier et Reuse sont chargés de communiquer au comité de Saint-Maurice la note du c. Mangourit relative aux deux ecclésiastiques du diocèse d'Annecy qu'il a envoyée ce matin, et d'engager ce comité à surveiller leur passage. Le comité écrit au comité de Martigny pour le même objet » [*Annexe I*].

b) « Le c. général Nucé a fait une visite au comité général. »

c) « *Comité général définitif*. Les c. Emonet, Delasoie et Gard étant arrivés comme représentants d'Entremont en vertu de l'invitation à eux faite, le président Duc annonce que le comité se trouve présentement composé de représentants avoués ou munis des pouvoirs de leurs communes respectives, et qu'en conséquence le comité va se constituer définitivement en comité général des communes du Bas-Valais, et donne sa démission de président du comité provisoire.

« En conséquence, le comité se constitue définitivement en comité général des communes du Bas-Valais, composé des représentants ci-après : les c. Duc, Emonet, Delasoie, Gard, Joris de la bannière d'Entremont ; Isaac [de] Rivaz, Pittier, Maye, Reuse de la bannière de Saint-Maurice ; Ch. [de] Rivaz, Du Fay, Marclay, Dufour, Raboud de la bannière de Monthey ».

d) « *Présidence du c. Emonet*. Le comité procède à la nomination d'un président et les voix se réunissent pour le c. Emonet, d'Entremont, qui entre en fonctions ».

e) « Le comité arrête les réponses aux deux lettres du 26 pluviôse et les envoie » [*Annexes II et III*].

f) « *Trappistes*. Le c. Charles Contard fils, de Sembrancher, se présente au comité et demande que le domaine des pères de la Trappe, rière Vollèges, soit saisi par une prompt publication, afin que personne ne puisse se laisser entraîner à en faire l'acquisition de leurs mains et se mettre dans le cas d'en perdre le prix, si ce domaine venait à être déclaré national ».

g) « *Pétitionnaires*. Le comité arrête que le pétitionnaire donnera sa pétition par écrit et la signera en y motivant quelle qualité il prend et quelle est sa mission, et qu'à l'avenir toute pétition sera écrite et signée par le pétitionnaire ou constatée d'une manière authentique par un acte écrit à son nom ».

h) « *Nomination du secrétaire J. de Nucé*. Les c. Delasoie et Du Fay se rendent au nom du comité auprès du c. curial [de] Nucé pour l'inviter à accepter la place de secrétaire du comité. Ils rendent compte que le c. [de] Nucé a témoigné qu'il était charmé d'avoir une occasion de concourir au travail de ses concitoyens pour la chose publique et qu'il s'empresserait d'entrer en fonctions dès que sa santé le lui permettrait ».

« La séance est levée à huit heures. »

(A, pp. 23-25 ; C, pp. 51-53. — Le § b ne figure pas dans A ; § c : la constitution définitive du comité ne figure pas dans C.)

Annexe I

St-Maurice, 16 février 1798. — Lettre du comité général au comité de surveillance de Martigny

Le comité général [est] instruit officiellement que deux ci-devant grands vicaires du diocèse d'Annecy, connus l'un sous le nom de Dubouloz et l'autre, de Saint-Marcel, doivent arriver en ce pays comme laboureurs ou négociants, munis de passeports de quelque département français ; ils sont reconnus pour être des agitateurs dangereux.

Le comité général en conséquence charge le comité de surveillance de Martigny où il est probable que ces personnes arriveront, de les surveiller et rechercher et, en cas de découverte, de se conduire selon l'exigence et le texte des précédentes ordonnances contre les émigrés et déportés.

L'on vous joint ici le signalement de l'un de ces individus... L'on n'a pas reçu le signalement du second.

Vous recevrez aussi ci-joint une nouvelle ordonnance contre les émigrés et déportés, à laquelle vous êtes requis de donner les suites convenables [v. 20^e Séance, Annexe III].

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N^o 130, minute de la main de Pittier ; B, pp. 17-18 ; C, pp. 58-59.)

Annexe II

St-Maurice, 16 février 1798. — 1^{re} lettre du comité général à Mangourit

Nous avons reçu votre lettre du 26 pluviôse relative au passage que vous nous annoncez à travers notre territoire des deux personnes que vous y nommez. Nous avons l'honneur de vous informer que nous en avons fait part aux comités de Saint-Maurice et de Martigny qui nous paraissent les seuls appelés par les localités à exercer une surveillance effective sur ces deux individus. Nous ne doutons point que ces comités n'y mettent toute la vigilance qui sera en eux pour remplir vos vues et délivrer notre patrie de personnes qui peuvent troubler son repos.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N^o 129, minute de la main de Ch.-Emm. de Rivaz ; B, p. 16 ; C, pp. 56-57.)

Annexe III

St-Maurice, 16 février 1798. — 2^e lettre du comité général à Mangourit

Nous avons l'honneur de répondre à votre lettre du 26 pluviôse relative à l'expulsion des émigrés et déportés qui se trouvaient encore sur notre territoire. Des ordres précis ont été déjà donnés le 11 février à la commune de Vollèges pour faire retirer les trappistes qui y étaient domiciliés et qui n'avaient pas encore obéi à la loi. Nous joignons ici une copie de notre arrêté à ce sujet, et nous ne doutons pas qu'il n'ait été exécuté, quoique nous n'en ayons encore point de relation officielle. Pour assurer encore davantage l'exécution plénière de la loi générale émanée ci-devant à ce sujet, le comité fera publier incessamment dans toutes les communes l'ordonnance dont copie est ci-jointe [v. 20^e Séance, Annexe III], pour leur rappeler de la manière la plus pressante l'obligation qu'elles ont à cet égard, et nous ne doutons point que vos intentions ne soient remplies avec tout l'empressement que doit dicter aux communes leur reconnaissance pour l'intérêt que vous prenez à leur bonheur et dont vous nous donnez tous les jours des preuves si convaincantes.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N^o 129 v^o, minute de la main de Ch.-Emm. de Rivaz ; B, p. 17 ; C, pp. 57-58.)

22. Séance du samedi matin 17 février 1798

« La séance est ouverte à huit heures. »

a) « *Trappistes*. Le c. Contard présente de nouveau sa pétition écrite et signée de lui, mais conçue dans un autre sens » [Annexe I]. Le comité prend un arrêté au sujet des biens des pères de la Trappe [Annexe II].

b) « *Bannis rentrants*. Le c. Duc invite le comité à délibérer sur les mesures à prendre relativement à Jean-Alexis Thiessot et Claudine Bardet, sa femme, exilés par sentence pour cause de recels et autres griefs ainsi qu'en fait foi l'acte donné et signé Barman, notaire [Annexe III], lesquels au mépris de la sentence viennent d'entrer dans le pays. Le comité général a arrêté qu'il leur sera notifié de se conformer à ladite sentence et en conséquence de quitter le pays dans trois jours... » [Annexe IV].

c) « *Vicaire d'Orsières*. Sur l'avis donné au comité qu'un des vicaires d'Orsières [Baillifard] se serait servi, dans son instruction pastorale du 11 février dernier, de quelques expressions propres à inspirer aux peuples des méfiances contre les autorités constituées, arrête que le rév. prévôt du Saint-Bernard [Luder] sera invité de prévenir ledit vicaire de s'abstenir à l'avenir de tout acte qui tendrait à alarmer les peuples sur les intentions bien prononcées du comité général à conserver la religion de ses pères et le bon ordre ».

(A, pp. 25-26 ; C, pp. 65-66.)

Annexe I

[St-Maurice, 17 février 1798]. — Pétition du c. Charles Contard

Je soussigné réitère la pétition que je fis au comité général à Saint-Maurice hier, 16 février 1798, savoir si l'on pourrait acquérir la campagne et bâtiments que les pères de la Trappe ont occupés pendant quelque temps à Sembrancher, sans courir le risque de perdre le prix de la vente devenant bien national.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 128, original ; B, p. 19 ; C, p. 69.)

Annexe II

St-Maurice, 17 février 1798. — Arrêté du comité sur les biens
des pères de la Trappe

Le comité général, ayant pris en considération la pétition ci-devant [Annexe I], a arrêté que les biens des pères de la Trappe ne peuvent pas être envisagés comme une dotation valaisanne, puisque leur acquisition est de fraîche date et notoire, et faite de l'aveu du souverain de ce temps-là ; qu'ainsi ils doivent être placés dans la classe des propriétés particulières, que l'on doit respecter conformément aux proclamations du 5

dernier, consenties par l'assemblée générale des communes, auxquelles le comité se référant déclare à l'unanimité qu'il ne compte pas ces biens de la Trappe ni parmi les domaines nationaux ni communaux.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, Nos 126 et 127 v^o, minutes de la main de Pittier et de Delasoie ; B, p. 20 ; C, pp. 70-71.)

Annexe III

St-Maurice, 17 février 1798. — Note au sujet du bannissement de Thiessot et de sa femme

Les deux sentences rendues contre Jean-Alexis Thiessot et Claudine Bardet, sa femme, sont la première du 14 mars 1796, et la seconde du 13 mars 1797. Par celle-ci, ils ont été condamnés à un bannissement perpétuel hors du Valais et du Corps helvétique pour divers recels et autres griefs mentionnés dans lesdites sentences, qui sont restées entre les mains du seigneur gouverneur de Sépibus, ou au château.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N^o 3, original signé « Barman, notaire » ; B, p. 21 ; C, pp. 71-72.)

Annexe IV

St-Maurice, 17 février 1798. — Arrêté du comité général au sujet de Thiessot et de sa femme

Le comité général ayant pris en considération la pétition du c. ex-président Duc sur les mesures à prendre relativement à deux ci-devant exilés du pays et du Corps helvétique, l'un dit Jean-Alexis Thiessot, et [l'autre], Claudine Bardet, sa femme, pour divers recels et autres griefs dont foi est faite par la déclaration signée Barman, notaire, lesquels au mépris de cette sentence viennent de rentrer dans le pays, a arrêté qu'il serait notifié aux deux personnes exilées de vider le pays dans trois jours des terres de la République à peine d'être éconduits de force et conformément à la sentence portée contre eux ci-devant, chargeant le comité de la commune de Monthey d'en aviser les diverses communes avec leur signalement.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N^o 127 v^o, minute de la main de Delasoie ; B, p. 20 ; C, p. 71.)

23. Séance du samedi après-midi 17 février 1798

« La séance s'ouvre à deux heures. »

a) « *Juges de Salvan et Finhaut.* Sur l'avis reçu qu'il n'y avait point de juges établis dans les communes de Salvan et Finhaut, le comité leur écrit que conformément à l'arrêté du 15 courant [v. 18^e Séance, § b], ils aient à y pourvoir dans le plus court délai » [*Annexes I et II*].

b) « *Passage du régiment Stettler*. Une note du c. résident adressée au comité militaire du Bas-Valais lui donne avis qu'il avait été informé que quelques compagnies du régiment suisse de Stettler, au service du roi de Sardaigne, étaient en marche pour se joindre aux drapeaux bernois, et l'invite à prendre des précautions pour s'opposer à son passage, à tout événement [*Annexe III*]. Le comité arrête d'écrire au banneret d'Entremont [Dallèves] de donner sur-le-champ les ordres nécessaires aux électionnaires pour se tenir prêts au besoin et pour garder les passages, et de lui rendre compte de tout ce qui suivra [*Annexe IV*]. Le comité écrit en même temps au c. résident pour lui rendre compte des mesures qu'il a prises » [*Annexe V*].

c) « *Discours du résident aux comités réunis*. A quatre heures, le comité est informé que le c. résident se proposait de se rendre au comité où il désirait que tous les membres fussent présents, et qu'il avait aussi fait inviter le comité de Saint-Maurice de se rendre au lieu des séances du comité général pour assister à la conférence qu'il désirait avoir avec lui. Les deux comités réunis, (le c. résident) arrive en grand costume, (avec l'écharpe tricolore et en épée). Il témoigne à l'assemblée sa sensibilité aux marques de confiance qu'on lui donnait et l'assurance de la continuation de sa bienveillance et de son empressement à concourir au bonheur de notre patrie. Il manifeste ensuite son désir que l'on accélère de la manière la plus prompte le projet de réunion et celui de constitution, et qu'en même temps on s'occupe sans délai de l'organisation d'une force armée pour assurer notre liberté, le maintien de l'ordre et le respect des lois. Il laisse entrevoir son mécontentement contre quelques agitateurs et contre quelques communes qui avaient exclu de leurs délibérations les habitants. Et il invite le comité à casser leurs arrêtés et à faire procéder à de nouvelles délibérations d'une manière plus conforme aux vrais principes de l'égalité. Il témoigne par des expressions les plus flatteuses au clergé du Bas-Valais (sa satisfaction) de la conduite qu'il a tenue, et engage le comité à lui faire passer une circulaire pour l'inviter à continuer ses soins pour diriger les esprits à se tenir unis dans les mesures à prendre pour établir la liberté et la constitution. Le comité reconduit le c. résident et se sépare ».

(A, pp. 26-27 ; C, pp. 66-67. — § c : les passages entre parenthèses ne figurent que dans C.)

Annexe I

*St-Maurice, 17 février 1798. — Lettre du comité général
à la commune de Salvan*

Le comité général chargé de veiller par l'acte de son érection à ce que l'administration de la justice ne soit pas interrompue, étant informé que la commune de Salvan n'a pas encore nommé de juge, et qu'il peut naître de graves inconvénients de ce retard, vous requiert, citoyens, de procéder dans le plus bref délai à la nomination d'un tribunal pour administrer la justice, et d'en informer le comité.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 99, minute de la main de Du Fay ; B, p. 63 ; C, p. 70.)

Annexe II

St-Maurice, 17 février 1798. — Lettre du comité général à la commune de Finhaut

Le comité général chargé de veiller à ce que le cours de la justice ne soit pas interrompu, étant informé que la commune de Finhaut se trouve actuellement sans juge par la suppression des justices seigneuriales vous requiert, citoyens, de procéder dans le plus court délai à la nomination d'un juge, et d'en donner avis au comité qui a appris avec quelque surprise qu'aucun officier n'ait voulu intimer un mandat émané de sa part pour citer le c. Joseph-Maurice Gay à comparaître pour fournir ses défenses contre le c. Claude Ponaz, du Mont-Blanc. Le comité renvoie cette affaire par-devant le juge que vous établirez et auquel il recommande de rendre prompte et bonne justice.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 84, minute de la main de Du Fay ; C, p. 69.)

Annexe III

St-Maurice, 29 pluviôse an 6 (17 février 1798). — Lettre de Mangourit au comité militaire des communes du Bas-Valais

On m'informe que quelques compagnies du régiment suisse de Stettler au service du roi de Sardaigne sont en marche pour se joindre aux drapeaux bernois. Sans regarder cette information comme fondée, et trop certain de la loyauté du gouvernement sarde envers le mien pour croire qu'il permit cette marche, la prudence indique à tout événement de faire garder soigneusement les gorges qui séparent le Bas-Valais du territoire piémontais, afin d'empêcher le passage par la résistance à quiconque entreprendrait de le franchir.

(Rz, cart. 73, fasc. 21, N° 5, original ; C, p. 68 ; Bagnes, Arch. comm., F. 7, copie ; E, pièce 248.)

Annexe IV

St-Maurice, 18 février 1798. — Lettre du comité général au banneret Dallèves

Le comité général a été instruit par le c. résident que quelques compagnies du régiment de Stettler au service de Piémont se disposaient à passer par ce pays-ci pour se rendre dans le canton de Berne. Quoiqu'il regarde lui-même ce bruit comme peu fondé, nous croyons cependant devoir prendre quelques mesures pour empêcher l'entrée de ce pays à tout corps de troupes étrangères avec armes ou sans armes. En conséquence vous voudrez bien donner des ordres aux électionnaires de la vallée d'Entremont et en outre à la généralité de Bourg-St-Pierre de se tenir prêts pour défendre ledit passage au premier avis un peu assuré que l'on recevra de l'arrivée desdites compagnies étrangères. Le comité général excepte les électionnaires employés audit comité et le président du comité de chaque commune de la bannière, tant qu'ils vaqueront à l'administration publique. Nous comptons sur votre vigilance et exactitude à cet égard, et vous voudrez bien nous accuser la réception de la présente, et nous informer des mesures qui auront été prises pour savoir à temps ce qui pourrait arriver.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 124, minute de la main de Ch.-Emm. de Rivaz ; B, pp. 19-20 ; C, pp. 76-77.)

Annexe V

St-Maurice, 17 février 1798. — Lettre du comité général à Mangourit

Nous avons reçu le message que vous avez adressé au comité militaire, par lequel vous nous instruisez d'un passage médité de quelques compagnies du régiment suisse de Stettler. Répondant avec l'empressement que nous vous devons, nous allons expédier les ordres nécessaires pour la défense des passages qui sont à notre charge, et nous osons vous assurer qu'ils seront impénétrables, le local favorisant singulièrement notre adhésion à la liberté commune.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 125, minute de la main de Delasoie ; B, p. 21 ; C, p. 72 ; E, pièce 248.)

24. Séance du dimanche matin 18 février 1798

« La séance est ouverte à huit heures. »

a) « *Juge de Vérossaz*. Le c. Joseph Dubulluit, de Vérossaz, se présente et expose que l'administration de la justice étant interrompue par l'abolition de la juridiction abbatiale dans cette commune, il demande à quel tribunal il doit s'adresser. Le comité arrête que le comité de la commune de Saint-Maurice sera requis de nommer un juge pour Vérossaz » [*Annexe I*].

b) « *Sel du c. Lacoste*. On met en délibération les offres faites par le c. Lacoste de fournir du sel... Le comité arrête qu'il lui sera écrit par le courrier de ce jour pour lui en commettre mille sacs... » [*Annexe II*].

c) « *Dénombrement*. Le comité, délibérant ensuite sur les moyens de connaître la force armée du pays, arrête que chaque commune fera le dénombrement de tous les individus de son ressort avec la désignation d'âge et de sexe, et le fera parvenir sous le plus court délai au comité général, afin qu'il puisse être formé un tableau général de la population du Bas-Valais » [*Annexe III*, 2].

d) « *Augmentation des membres du comité*. Le président [Emonet] rappelle ensuite le comité aux objets dont le c. résident a demandé hier que l'on s'occupât avec la plus grande célérité, le projet de réunion et de constitution, et celui d'une organisation militaire. Le comité considérant que la multiplicité des affaires urgentes qui surviennent chaque jour ne permet pas de se livrer d'une manière suivie à ces travaux, à moins que par une augmentation de membres, il ne soit à même de détacher quelques-uns pour former des commissions particulières, arrête que les communes seront invitées à nommer pour le 20 de ce mois deux représentants de plus au comité par bannière... » [*Annexe III*, 1].

« La séance est levée à douze heures. »

(A, pp. 28-29 ; C, p. 73.)

Annexe I

St-Maurice, 18 février 1798. — Arrêté concernant l'administration de la justice à Vérossaz

Etant instruit par la pétition du c. Joseph Dubulluit, de Vérossaz, que l'administration de la justice est interrompue dans la juridiction abbatiale dudit lieu par la vacance du tribunal, n'y ayant point de juge, le comité général vous requiert d'y pourvoir, et nommer un juge à cette juridiction.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 120, minute de la main de Pittier ; B, pp. 23-24 ; C, p. 75.)

Annexe II

St-Maurice, 18 février 1798. — Lettre du comité général au c. Lacoste

Le comité général des communes du Bas-Valais me charge, citoyen, de vous informer qu'il accepte la proposition que vous lui avez faite de lui fournir du sel pour 140 batz bon argent, ou 145 batz monnaie de Valais, le sac rendu au Bouveret du poids de 146 livres de 18 onces. Vous voudrez donc bien lui en procurer au plus tôt 1000 sacs, et faire en sorte que la saquerie soit bonne. Le comité présume encore que vous fournirez un sac vide par 100, et que tous les sacs soient bien cousus.

Veuillez m'accuser la réception de cette lettre.

(B, p. 22 ; C, p. 75.)

Annexe III

St-Maurice, 18 février 1798. — Arrêté du comité général décrétant l'augmentation du nombre de ses membres et le recensement des communes

Le comité général..., ayant pris en considération l'invitation faite par le c. résident de la République française d'accélérer ses travaux et d'organiser promptement la force publique ; considérant que la multiplicité et l'importance de ses travaux rendent nécessaire l'adjonction de nouveaux membres au comité, a arrêté ce qui suit :

[1.] Chaque bannière nommera, le mardi 20 du courant, deux députés pour augmenter le comité général, lesquels seront choisis dans le nombre des citoyens les plus instruits tant dans la partie civile que dans le militaire. Les communes sont exhortées à s'abstenir dans ce choix de tout esprit de parti et d'animosité, et de ne consulter que le mérite personnel. Elles enverront dans le plus court délai au comité général les voix pour en recueillir la pluralité.

[2.] Le comité général, ayant jugé nécessaire d'avoir un état de la population du Bas-Valais, ordonne aux comités de chaque commune de faire incessamment le dénombrement des individus de chaque feu, tant communiers qu'habitants, avec spécification d'âge et de sexe, et de le faire parvenir dans le plus court délai en due forme au comité général.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 121, minute de la main de Cropt ; B, p. 23 ; C, p. 76 ; Bagnes, Arch. comm., F. 7, deux copies ; etc.)

25. Séance du dimanche après-midi 18 février 1798

« La séance est ouverte à deux heures. »

a) « *Emigrés et déportés*. Le c. Joseph-Laurent Nicollier, membre de la commune de Martigny, remet le procès-verbal des mesures que cette commune a prises relativement aux avis donnés par le c. résident sur les émigrés et déportés. Il expose ensuite que le c. Marin Ducrey, prêtre, est retenu par maladie sérieuse dont il joint la déclaration ; que ce même prêtre est naturalisé Suisse suivant lettres de naturalisation de Bremgarten dont il est porteur, et demande les ordres du comité à son égard. Le comité arrête que ledit prêtre peut demeurer dans le pays jusqu'au printemps ».

b) « *Augmentation de membres*. Le comité de Saint-Maurice envoie une députation pour représenter que l'arrêté de ce matin pour l'augmentation de deux membres par bannière au comité général occasionnerait de grands frais ; que le comité de Saint-Maurice s'offrait de soulager autant que cela pourrait dépendre de lui, le comité général dans ses travaux et notamment pour l'expédition des actes, copies, etc. Le comité général remercie les administrateurs de Saint-Maurice de leur sollicitude et de leur zèle pour le bien public et, se confiant à leurs bons offices, supprime son arrêté de ce matin ».

c) « Le comité expédie les ordres aux communes pour le dénombrement général. »

« La séance est levée à sept heures. »

(A, p. 29 ; C, p. 74. — § a : dans C, il est fait mention de « deux prêtres » ; § b et c ne figurent pas dans C.)

26. Séance du lundi matin 19 février 1798

« La séance est ouverte à sept heures. »

a) « *Lettre de l'Etat du Haut-Valais*. Le président [Emonet] présente une lettre reçue pendant la nuit, à lui adressée, portant le cachet de l'Etat du Haut-Valais, dont on fait lecture... » [Annexe I].

b) « *Communication au résident*. ... Le comité arrête de communiquer cette lettre au c. résident et lui demander ses conseils sur la marche à tenir dans cette circonstance ».

c) « Pendant que l'assemblée s'occupe de choisir une députation, le c. Mathys se présente de la part du c. résident et remet deux notes : par la première, le c. résident manifeste son désir d'avoir connaissance de la dépêche ci-dessus » [Annexe II].

d) « *Déserteurs et réquisitionnaires français*. Par la seconde, il communique différents arrêtés du Directoire exécutif concernant les réquisitionnaires

et déserteurs français qui se seraient retirés en Suisse, et les proclamations à ce sujet » [*Annexe III*].

e) « *Dragons d'ordonnance*. La députation au résident étant partie, on reçoit une nouvelle note de lui concernant les cavaliers d'ordonnance qui doivent être établis à Saint-Maurice pour le service de sa correspondance pour la sûreté commune [*Annexe IV*]. Le comité charge le comité de surveillance de Saint-Maurice de tous les détails concernant le logement, les vivres et fourrages à leur fournir et lui envoie une députation pour l'en instruire ».

f) « *Nomination du secrétaire Tousard d'Olbec*. Le comité fait prier le c. Tousard d'Olbec de bien vouloir être un de ses secrétaires. Ledit c. répond qu'il est singulièrement sensible à la confiance du comité général et qu'il se trouvera heureux si ses services peuvent être utiles à la chose publique et à un pays pour lequel son attachement n'a point de bornes. Il se rend à l'instant même au comité à qui il témoigne de nouveau son dévouement et commence l'exercice de ses fonctions ».

g) « *Députation au résident*. Les députés qui s'étaient rendus auprès du résident reviennent et rendent compte qu'à leur arrivée il avait déjà lu la dépêche de l'Etat du Haut-Valais remise un instant avant au c. Mathys ; qu'il n'hésita point à leur dire que cette lettre indiquait un projet de dilation ; qu'il était arrivé à Sion deux courriers de Berne par la Furka et que probablement les seigneurs du Haut-Valais attendaient quelque succès de la résistance de Berne aux armes françaises ; qu'il ne restait aucune ressource au Bas-Valais que de s'adresser au Directoire français, comme l'ont fait divers peuples et notamment ceux du Pays de Vaud, et que lui pourrait nous donner ensuite l'assurance de ce que nous pouvions attendre de l'appui de la grande nation. Il a insisté beaucoup à ce qu'on continuât l'organisation de la troupe, et a assuré qu'on fondait à Sierre des plats d'étain pour faire des balles de fusil ».

h) « *Réquisition de l'appui de la France*. Le comité ayant entendu ce rapport ne vit pas sans quelque étonnement qu'il fût question de requérir du secours étranger puisque les négociations avec le Haut-Valais n'étaient pas rompues ; il lui paraissait que cette démarche ne devait être faite qu'à la dernière extrémité et qu'il aurait plutôt convenu de réitérer la demande de la ratification sans condition et son envoi ici sans délai, et de ne recourir au secours extérieur qu'en cas de refus. Le comité s'arrêtant à ces observations renvoie ses députés vers le c. résident pour les lui soumettre. Les députés reviennent presque aussitôt et rapportent que le c. résident avait répondu d'un air fort sérieux à leur exposé qu'il n'avait aucun conseil à leur donner et qu'il n'en donnerait plus à l'avenir ; que depuis longtemps il nous reprochait notre lenteur et qu'en ce moment elle pouvait devenir fatale, parce que les agitateurs répandus dans les communes accusaient le comité d'indifférence et de nonchalance, et que si une fois on laissait le peuple tomber dans la léthargie rien ne pourrait lui rendre de l'énergie pour le maintien du gouvernement, que les vauriens ne la perdaient jamais, cette énergie, et que nous tomberions subitement dans l'anarchie. Enfin, ses réflexions se terminaient toujours par insister pour que nous ne perdions aucun instant pour accélérer la formation d'un gouvernement quelconque. D'après ce nouveau rapport, le comité,

jugeant qu'il ne pouvait pas s'écarter des conseils de celui qui jusqu'ici l'avait conduit si sagement, arrête une lettre au c. résident pour lui demander quelles seraient les intentions du Directoire français si nous nous trouvions dans le cas de réclamer son secours » [Annexe V].

i) « *Réponse à l'Etat du Haut-Valais*. Le comité arrête ensuite la rédaction d'une réponse ferme et détaillée à la lettre de l'Etat du Haut-Valais ».

j) « *Insultes au messenger du Haut-Valais*. Le comité est informé que l'exprès de l'Etat du Haut-Valais a été insulté dans une auberge et, sentant l'importance du cas, le comité prend un arrêté pour qu'il soit fait des informations exactes et que courte et suffisante satisfaction lui soit faite, et charge le comité de Saint-Maurice de l'exécution dudit arrêté qui lui est porté par une députation [Annexe VI]. Le comité de Saint-Maurice envoie des députés assurer le comité de son zèle à suivre cette affaire, mais il expose que d'après les rapports de témoins il y avait beaucoup de vin dans les têtes, [et qu'] il attendrait au lendemain pour terminer cette information ».

k) *Juge de Salvan*. Dans le cours de la séance, les députés de Salvan sont venus exposer au comité que leur juge était malade. Le comité l'autorise à se nommer un lieutenant ».

l) « *Dénombrement*. Les députés de Salvan, Finhaut, Evionnaz exposent au comité qu'il est bien pénible de donner dans ce moment un détail de toute la population. Après délibération, le comité a consenti que les rôles ne comprennent que les mâles de 15 à 70 ans ».

« La séance est levée à douze heures. »

(A, pp. 30-32 ; C, pp. 79-81.)

Annexe I

Sion, 17 février 1798. — Lettre du Haut-Valais au président du comité général

En réponse à la pétition rédigée en comité général à Saint-Maurice, le 6 février 1798, et présentée au Conseil d'Etat séant à Sion, le 8 du même, par les honorables députés banneret Dallèves, major Dufour et curial Favre, par laquelle le comité général représentant le peuple du Bas-Valais désirait obtenir des louables communes du Haut-Valais l'acte de corroboration de l'indépendance, la diétine séant actuellement à Sion a l'honneur d'informer le président du comité général [Emonet] et, par lui, la généralité du Bas-Valais, que les louables communes du Haut-Valais avaient réfléchi que la ratification de cette indépendance paraissait entraîner nécessairement l'incorporation avec la souveraineté du Haut-Valais, laquelle, si elle devait avoir lieu, il serait indispensable de travailler à un plan de réunion, et qu'en conséquence les honorables députés avaient à cet égard des instructions sur les intentions de leurs commettants et étaient autorisés d'écouter les représentations d'après les combinaisons desquelles on tâcherait d'arriver à une heureuse conclusion désirable, qui pourrait effectuer et consolider le bien-être réciproque. En conséquence, on invite les honorables représentants du comité général de vouloir bien se transporter à Sion, le 20 du présent mois, pour le lendemain et les jours suivants s'occuper en commun de tous les objets y relatifs.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 24 (a et b), copie de la main de Dépraz ; C, p. 85 et pp. 61-62 ; D 3, pp. 21-22 ; Bagnes, Arch. comm., F. 7, copies. — Publié dans Ribordy, pp. 18-19 ; cité par Imesch, p. 16.)

Annexe II

St-Maurice, 1^{er} ventôse an 6 (19 février 1798). — 1^{re} note de Mangourit au comité général

J'apprends que M. le grand bailli du Valais [Sigristen] a envoyé une dépêche au c. président de Rivaz. Comme je vais envoyer une ordonnance à Lausanne, ne pourrais-je pas être instruit de ce qui y est contenu, si cette lettre, comme je n'en doute pas, regarde le bien général ?

(Rz, cart. 73, fasc. 21, N° 6, original ; C, pp. 85-86.)

Annexe III

St-Maurice, 1^{er} ventôse an 6 (19 février 1798). — 2^e note de Mangourit au comité général

Le Directoire exécutif par arrêté du 7 pluviôse dernier [a] arrêté : 1) que les administrations de Mont-Blanc, Ain, Jura, etc., prendront sur-le-champ les mesures nécessaires pour que les réquisitionnaires et déserteurs domiciliés dans leurs cantons respectifs, qui se sont retirés en Suisse (et par Suisse on entend la Confédération helvétique) soient sans délai inscrits sur la liste des émigrés ; 2) immédiatement après l'inscription de ces individus sur la liste des émigrés, elles feront séquestrer leurs biens meubles et immeubles ; 3) elles useront de la même mesure envers les meubles et immeubles de leurs pères, mères et autres ascendants, sauf à eux à provoquer le partage réglé par les lois du 9 floréal an 3, et 20 floréal an 4.

Il résulte que les Savoisien actuellement en Valais doivent pour leur sûreté et celle de leurs familles : 1) obtenir et prendre des comités du Bas-Valais des passeports pour leurs communes attestant le temps de leur résidence continuelle en Valais depuis qu'ils y sont arrivés ; 2) revenir, s'ils le désirent, en Bas-Valais, en apportant des passeports du département du Mont-Blanc sur la demande de leurs communes, lesquels porteront qu'ils ne sont inscrits sur aucune liste d'émigrés.

Cette formalité est essentielle pour lesdits Savoisien qui sont dans ce pays et qui veulent se mettre à l'abri de l'arrêté du Directoire précité.

Je vous engage, citoyens, en conséquence à aviser de ce que dessus les comités du Bas-Valais chacun en droit ici et à leur ordonner de faire évacuer sans délai leurs communes ; pour les femmes et filles en service, il sera suffisant d'écrire dans leurs communes, afin que ces individus aient des certificats de non-émigration.

(Rz, cart 73, fasc. 21, N° 8, original ; C, pp. 92-93.)

Annexe IV

St-Maurice, 1^{er} ventôse an 6 (19 février 1798). — 3^e note de Mangourit au comité général

J'ai reçu hier deux cavaliers et aujourd'hui j'en recevrai deux autres, lesquels serviront d'ordonnances pour porter les avis et les ordres nécessaires pour la sûreté commune. Leur solde est payée. Voulez-vous bien, citoyens, pourvoir à leur logement, vivres et fourrages, en prenant une mesure telle que les vivres et fourrages de ceux absents pour course ne leur soient pas délivrés ?

(Rz, cart. 73, fasc. 21, N° 7, original ; C, pp. 93-94.)

Annexe V

St-Maurice, 19 février 1798. — Lettre du comité général à Mangourit

Au moment où le peuple du Bas-Valais a proclamé son indépendance, l'Etat du Haut-Valais la lui offrait, et ses députés lui en remettaient un acte de reconnaissance auquel il ne manquait qu'une formalité dont il portait en lui-même la garantie. Pleins de confiance dans cet acte, rassurés par la présence du représentant d'une nation puissante qui avait prononcé sa protection pour les peuples voisins qui s'étaient relevés jusqu'à une liberté absolue, et par la sagesse et la bienveillance personnelle avec laquelle il a guidé nos premiers pas, nous ne nous sommes occupés que du maintien du bon ordre intérieur, des moyens de faciliter la réunion des deux Etats du Haut et du Bas-Valais en un seul comme le vœu unanime de nos communes nous l'indiquait, et nous n'avons concerté aucune de ces mesures de prudence que commande la crainte de quelque danger possible.

Notre position n'est pas absolument changée ; cependant la lenteur et une sorte de difficulté que la diète du Haut-Valais semble apporter à nous remettre préalablement la ratification de l'acte de notre indépendance par les communes du Haut-Valais, éveillent notre sollicitude pour les intérêts des peuples que nous représentons. Nous ne doutons pas que ces contradictions ne soient que des malentendus faciles à éclaircir, et un effet de cette ancienne habitude de traiter les affaires avec réserve et méfiance, qui est éloignée également de la manière franche et loyale des peuples qui ne connaissent que l'intérêt de leur liberté, et de la hardiesse avec laquelle chacun doit trancher sur la minutie des formes et des entraves pour marcher droit à l'intérêt commun. Nous ne doutons pas que nous ne venions aisément à bout de lever toutes ces contradictions.

Mais l'apparence seule du danger du peuple dont les intérêts nous sont confiés, nous oblige de pourvoir à sa sûreté, et nous venons aujourd'hui auprès de vous, c. résident, vous demander au nom du peuple du Bas-Valais de vouloir bien nous faire connaître quelles seraient les intentions positives du Directoire à son égard dans le cas où un danger réel, dont le ciel ne paraît pas nous menacer, nous forcerait à réclamer sa protection. Nous nous confions, c. résident, aux sentiments personnels de bienveillance dont vous nous avez donné tant de preuves.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 116, minute de la main de Tousard d'Olbec ; B, pp. 26-27 ; C, pp. 86-87 ; D 3, pp. 27-29 ; Bagnes, Arch. comm., F. 7, copie ; E, pièce 254. — Cité par Imesch, p. 17.)

Annexe VI

St-Maurice, 19 février 1798. — Arrêté du comité général relatif aux insultes faites au messenger du Haut-Valais

Le comité général chargé par l'assemblée générale des députés des communes du Bas-Valais de la sûreté publique et individuelle, ayant été instruit qu'un citoyen de la ville de Saint-Maurice aurait été assez osé pour attenter par des menaces très graves à la sécurité individuelle du c. [- -], messenger porteur d'une lettre des Magnifiques Seigneurs des Sept Dizains du Haut-Valais, menaces qui auraient pu avoir des suites très funestes, a arrêté de charger le comité de surveillance de la commune de Saint-Maurice de recevoir la dénonciation dudit messenger, faire les enquêtes nécessaires pour constater le délit, infliger la peine que le délinquant mérite, donner audit messenger la satisfaction qui lui est due, pourvoir à sa sûreté ainsi qu'à la sécurité publique et individuelle de tout citoyen.

(B, p. 35 ; C, pp. 95-96.)

27. Séance du lundi après-midi 19 février 1798

« La séance est ouverte à deux heures. »

a) « *Insulte à des membres du comité.* Le c. Pittier, membre du comité, rend compte qu'il a été insulté par des citoyens de cette commune à la maison de ville. Il cite entre autres les nommés Golet et Mudry. Le comité remet à délibérer sur cette affaire dans un autre moment ».

b) « *Discours du résident à la maison de commune.* Le c. [Isaac] de Rivaz, membre du comité général et de celui de Saint-Maurice, vient rendre compte au comité qu'il se trouvait à celui de Saint-Maurice au moment où le c. résident avait fait annoncer qu'il allait s'y rendre et qu'il a assisté à cette séance dont il demande à faire le rapport comme étant d'un grand intérêt.

« Le résident est venu en grand costume. Il y avait eu ce jour une assemblée générale pour le dénombrement de tous les citoyens en état de porter les armes. Une partie y était encore. Le résident ne voulut point rester dans la chambre du comité. Il voulut parler au milieu de l'assemblée générale. Là, il dit qu'il venait d'être informé que l'enceinte du comité avait été violée par de mauvais citoyens, que des membres du comité général même avaient été insultés ; que s'étant annoncé depuis le commencement de la révolution valaisanne pour l'ami du bon ordre et pour l'ennemi de tous les provocateurs du désordre, il venait témoigner hautement son mécontentement contre ceux qui s'étaient laissé aller à de pareils déportements. « Je » connais les coupables, a-t-il dit. Je connais des gens qui n'ont pour vivre que » leur travail et qui depuis plus de quinze jours ne sortent point du cabaret. Je » les dénonce comme des stipendiés de vos ennemis, de l'Etat de Berne peut- » être. Il n'y a que des gens payés qui puissent continuer une telle débauche. » Il est temps d'y mettre fin. Il est temps de faire sortir les agitateurs étrangers » et d'en imposer à ceux du pays ». Il a demandé l'expulsion des nommés Robin, se disant citoyen français et citoyen de Martigny, et Pache, se disant citoyen de Vevey. Il a requis le comité de les faire conduire hors du pays par des fusiliers. Il a signalé ensuite deux individus qu'il avait le chagrin de voir devant ses yeux, Golet l'aîné et Mudry. Un de cette famille, qui est sergent, était présent et s'excusa ; le résident ne connaissant pas positivement quel était celui qui était l'objet de ses plaintes n'a pas insisté ; mais continuant en général dans l'intention d'encourager les amis de l'ordre et d'intimider les désorganiseurs : « Je m'attends, a-t-il dit, que bientôt mon asile ne sera plus » respecté, mais j'annonce aux téméraires qui oseraient s'attaquer à moi qu'ils » ne me feront pas trembler, mais je ne laisserai pas leur audace aller jusqu'à » ce point ; au moindre soupçon je frapperai du pied et il sortira des cohortes » toutes prêtes à me défendre et à écraser ceux qui croiraient pouvoir impunément se porter à des violences, troubler la régénération de leur pays, et substituer l'anarchie à la liberté dont il vient de se ressaisir. » Puis, faisant sortir des rangs le messenger de l'Etat du Haut-Valais qui se trouvait présent : « On a osé insulter ce messenger, a-t-il dit, on a violé le droit des gens en sa » personne, on a risqué d'imprimer une tache sur le peuple de Saint-Maurice » et de rendre douteuse sa loyauté. Je demande que les auteurs de cette » insulte soient punis sévèrement, et qu'il soit donné à cet homme une satis-

» faction pleine et entière ; et vous, citoyen, s'adressant à lui, retournez à
 » votre auberge et soyez-y tranquille, et si vous avez encore quelque sujet
 » d'inquiétude, venez sous mon pavillon, là vous serez sans crainte, et c'est
 » moi qui vous y réponds de votre sûreté ». Le comité partageant sur ce rap-
 port l'impression profonde dont était encore pénétré le c. de Rivaz, vote des
 remerciements au c. Mangourit du zèle personnel et en quelque sorte étranger
 à son ministère qu'il témoigne pour le Bas-Valais et dont il vient de donner
 une marque si éclatante ».

c) « *Jugement contre les c. Golet et Mudry*. Une députation du comité
 de Saint-Maurice vient rendre compte confidentiellement au comité du juge-
 ment qu'il a rendu contre les nommés Golet et Mudry, et l'instruire que, les
 têtes étant encore échauffées aujourd'hui, il en remet à demain l'exécution.
 Cette mesure est approuvée par le comité qui fait des remerciements à celui
 de Saint-Maurice de son zèle et de sa prudence ».

d) « Les diverses lettres arrêtées par le comité étant d'une grande impor-
 tance occupent à diverses reprises ses délibérations » [*Annexes I et II*].

« La séance est levée à huit heures et demie. »

(A, pp. 33-34 ; C, pp. 81-83. — Dans C, l'ordre des objets traités est un peu différent ; en
 outre les § a, c et d n'y figurent pas ; quant au § b, ce n'est que la « substance » du compte
 rendu d'I. de Rivaz. — § b : on possède encore l'original (Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 86) de
 la lettre adressée de Thonon, le 11 ventôse (1^{er} mars), par Claude Robin, expulsé, au comité
 de Saint-Maurice : « Je viens par la présente pour avoir le plaisir de vous remercier de la
 bonté que vous avez eue pour moi, de me faire conduire de votre cité par quatre fusiliers
 pour ma sauvegarde. J'ai au moins eu le plaisir de ne [pas] craindre d'être attaqué en route,
 car j'ai été escorté en règle... ».)

Annexe I

St-Maurice, 19 février 1798. — Lettre du comité général à Mangourit

Nous avons reçu votre avis du premier ventôse par lequel vous nous faites part de
 l'arrêté du Directoire exécutif relativement aux mesures que les Savoyens encore domiciliés
 dans ce pays ont à prendre pour éviter les dangers d'être réputés émigrés. Nous nous faisons
 un devoir de diligenter autant qu'il est en nous la suite à vos ordres, en expédiant dès ce
 soir à tous les comités de surveillance la communication nécessaire en leur enjoignant de la
 rendre notoire.

(B, p. 25 ; C, p. 95.)

Annexe II

*St-Maurice, 19 février 1798. — Proclamation du comité général au sujet
 des émigrés et déserteurs savoisiens,
 et sur le dénombrement des hommes en âge de porter les armes*

*Le comité communique aux communes le contenu de la 2^e note de Mangourit. Il
 ajoute :*

Le comité général ayant aussi pris en considération les mesures qu'il convenait de
 prendre pour l'organisation du militaire et de la force armée, ordonne à tous les comités de
 faire incessamment le dénombrement de tous les hommes en âge de porter les armes depuis

quinze ans jusqu'à soixante, et de donner des listes où seront inscrits les noms de chaque particulier avec leur âge et quelle arme chacun d'eux peut avoir à sa disposition. Chaque comité transmettra au plus tôt sa liste au comité général.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, Nos 117, 118 et 119, minutes de la main de Pittier et copie ; B, pp. 24-25 ; C, pp. 94-95 ; Riddes, Arch. comm., F. 2 f, copie.)

28. Séance du mardi matin 20 février 1798

« La séance est ouverte à huit heures. »

a) « *Constitution*. Le président [Emonet] ouvre la séance et n'y ayant point d'affaire particulière, le c. Is. de Rivaz, rapporteur du comité de constitution, commence la lecture du projet de constitution ».

b) « *Députation au général Brune*. A neuf heures du matin, le général de Nucé vient avertir le comité général que le c. Brune, général en chef de l'armée française dans le Pays de Vaud, est arrivé chez le c. résident et que celui-ci l'invite à lui envoyer une députation. Le comité arrête une députation composée des c. Pittier, Delasoie, Joris, Du Fay, Dufour et Reuse ; il arrête également le discours qui sera prononcé par le c. Pittier, chef de la députation [*Annexe I*]. Les députés de retour rendent compte au comité de l'accueil flatteur qu'ils ont reçu du général Brune et des assurances qu'ils ont recueillies dans sa conversation que la cause de la liberté n'avait rien à redouter de l'Etat de Berne et que nos voisins du Pays de Vaud seraient efficacement protégés par la grande nation. Le général ayant témoigné le désir d'avoir une copie du discours à lui adressé, le secrétaire [Tousard] est chargé d'en expédier une ».

c) « *Réponse à l'Etat du Haut-Valais*. Le comité entend la lecture de la lettre à l'Etat du Haut-Valais en réponse à sa lettre du 17 et, après l'avoir préalablement approuvée, il députe le c. Pittier vers le c. Mangourit pour la lui communiquer. Il est également chargé de remettre au général Brune la copie du discours qu'il lui avait adressé au nom du comité ».

d) « Le comité de Saint-Maurice députe au comité pour l'informer que l'arrivée du général Brune a suspendu l'exécution du jugement rendu par lui contre les citoyens qui avaient insulté le messager de l'Etat du Haut-Valais, et qu'elle est remise à l'après-midi. »

e) « Le c. Pittier rend compte au comité que sa lettre à l'Etat du Haut-Valais a été approuvée par le c. Mangourit et, en conséquence, le comité arrête qu'elle sera expédiée promptement » [*Annexe II*].

f) « Le comité informé que le général Brune va partir et ses membres désirant se trouver sur son passage, le président lève la séance à onze heures et demie. »

(A, p. 35 ; C, p. 97.)

Annexe I

St-Maurice, 20 février 1798. — Discours adressé par Pittier au général Brune

Citoyen général,

Les représentants des communes du Bas-Valais viennent avec bien de l'empressement rendre hommage à un général que sa réputation a devancé en Suisse et dont les talents se sont trouvés au niveau de la grandeur de la nation qui lui a confié ses intérêts. La mission que vous remplissez en Suisse, c. général, rend encore votre présence plus flatteuse à nos yeux. Unis de cœur et d'intérêt avec ce peuple vaudois qui vient de s'affranchir si courageusement, nous ne pouvons voir qu'avec l'émotion la plus vive celui qui est chargé de déployer en leur faveur la protection de la grande nation, celui dont les qualités personnelles garantissent le triomphe de la cause de la liberté, et le succès des vœux que nous faisons pour eux.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 113, minute de la main de Tousard d'Olbec ; B, pp. 33-34 ; C, p. 109 ; Bagnes, Arch. comm., F. 7, copie.)

Annexe II

*St-Maurice, 20 février 1798. — Réponse du comité général
à l'Etat du Haut-Valais*

Le comité général du Bas-Valais a pris en considération la lettre adressée le 17 du courant à son président au nom de la diétine séant à Sion.

Vous informez, Magnifiques Seigneurs, les communes du Bas-Valais, « que les communes du Haut-Valais avaient réfléchi que la ratification de leur indépendance paraissait nécessairement entraîner l'incorporation avec la souveraineté du Haut-Valais, laquelle, si elle devait avoir lieu, il serait indispensable de travailler à un plan de réunion ».

Nous avons l'honneur de vous observer, Magnifiques Seigneurs, que dans l'acte d'indépendance remis à l'assemblée générale par les très illustres et très honorés députés de la haute commission souveraine siégeant à Sion, la haute commission leur avait conféré le pouvoir de déclarer formellement au nom de leurs Souverains Seigneurs, qu'ils renonçaient formellement à tous leurs droits souverains et reconnaissaient pour le présent et à l'avenir tous les Bas-Valaisans pour un peuple libre.

Cet énoncé annonçait des pouvoirs formels de la part de vos Souverains Seigneurs, les communes du Haut-Valais, de reconnaître l'indépendance du Bas-Valais. Si le comité général a demandé, Magnifiques Seigneurs, la ratification de cet acte, c'est parce que cette forme a de tout temps été reconnue absolument nécessaire pour compléter un acte de souveraineté de la part du Haut-Valais. Le comité, plein de confiance dans votre loyauté, n'a pas douté un instant que vos pouvoirs ne fussent formels comme vous l'annonciez, et que la ratification de l'acte en forme par les communes ne dût être obtenue sans aucun retard.

La lettre de la diétine actuelle semble être une reconnaissance de sa part que l'acte à nous remis par les députés de la haute commission n'est d'aucune validité sans la forme de la ratification, et elle justifie les instances que nous vous avons faites au nom du peuple du Bas-Valais de nous remettre cette ratification franche et entière.

La diétine actuelle regarde comme une condition essentielle et préalable à la ratification l'incorporation du peuple du Bas-Valais avec la souveraineté du Haut. Le comité général doit vous représenter que le peuple du Bas-Valais est présentement constitué en peuple libre, que la reconnaissance de notre indépendance apportée gracieusement au

milieu de nous par les députés de la haute commission a été pour nous le garant de la paix entre les deux Etats et le motif des égards réciproques que le peuple du Bas-Valais a maintenus de son côté avec le plus grand soin, mais que cette reconnaissance n'a rien ajouté à ses droits ; qu'en sollicitant cette reconnaissance dans une forme authentique, le comité général n'a eu en vue que de procurer au peuple qu'il représente une garantie positive de la bienveillance unanime des communes du Haut-Valais en faveur de celles du Bas, afin de faire cesser les faux bruits et les défiances que les ennemis de l'ordre public et de la réunion entière des deux peuples ont le loisir de semer tant que cet acte n'est pas produit ; que l'incorporation du Bas-Valais à la souveraineté du Haut ne doit pas être posée comme une condition préalable de la ratification de l'indépendance du Bas-Valais, attendu que les deux Etats peuvent exister indépendants sans être réunis, et qu'au contraire la ratification de son indépendance donnée librement et gracieusement par les communes du Haut-Valais est le véritable gage de la bienveillance mutuelle des deux peuples, l'acte qui anéantira toutes les méfiances réciproques et qui doit aplanir toutes les entraves que le comité ne peut s'empêcher de prévoir à un plan de réunion, s'il n'est pas précédé par cet acte.

Nous vous réitérons donc, Magnifiques Seigneurs, les instances les plus pressantes pour que vous veuillez nous remettre sous le plus court délai, et préalablement à tout, la ratification de l'acte de reconnaissance de l'indépendance du Bas-Valais en forme valide, soit de la part des communes immédiatement, soit en vertu de pouvoirs précis ad hoc.

Ne craignez pas, Magnifiques Seigneurs, que cette indépendance une fois reconnue sans condition, la réunion des deux peuples soit mise au hasard, le vœu unanime des communes du Bas-Valais vous en est garant, et vous devez songer que ce vœu est émis de notre part, tandis que de celle du Haut-Valais nous n'avons encore que l'expression du désir de vos députés ; et quant aux conditions de cette réunion, souvenez-vous que nous nous en sommes mutuellement rapporté à un médiateur également agréable à tous pour modérer les prétentions trop fortes de part et d'autre.

En général, Magnifiques Seigneurs, nous vous engageons instamment à éviter dans nos relations actuelles la lenteur et les procédés défiant de la politique ancienne ; confiez-vous à l'esprit unanime qui s'est manifesté dans toutes les communes du Bas-Valais ; confiez-vous à la loyauté du comité général dépositaire de leurs droits et, au nom de l'intérêt pressant des deux peuples, abrégeons toutes les formes et tranchons sur toutes les difficultés minutieuses qui peuvent retarder le travail de notre réunion.

Nous passons nous-mêmes sur des formes que nous sommes dans le cas de relever : la lettre que nous adresse la diétine n'est signée de personne ; le sceau de l'Etat appliqué à l'extérieur de la lettre est l'unique et faible garant de son authenticité ; nous pourrions être jaloux de l'oubli des formalités à notre égard, mais nous ne le sommes que d'accélérer la détermination de notre réunion et de l'ordre général.

La diétine nous annonce par sa lettre que les honorables députés ont des instructions des communes du Haut-Valais sur leurs intentions relativement à la ratification de l'indépendance, et qu'ils sont autorisés à entendre « les représentations d'après les combinaisons desquelles on s'empressera d'arriver à une heureuse conclusion désirable qui pourrait effectuer et consolider le bien-être réciproque ».

Nous devons, Magnifiques Seigneurs, nous replacer à vos yeux dans l'état où vous devez nous envisager ; nous n'avons point de représentations à porter auprès de vous, nous avons un pacte d'union à faire, un pacte libre entre deux peuples libres, un pacte fondé sur l'intérêt mutuel, et nous nous devons réciproquement les égards fondés sur cette position commune.

La diétine invite les représentants du comité général à se transporter à Sion le 20 du présent mois, pour le lendemain et jours suivants s'occuper en commun de tous les objets énoncés en sa lettre.

Nous n'hésiterions pas, Magnifiques Seigneurs, à voler sur les pas de votre messenger pour vous donner la main comme des frères, si notre opinion, si celle de nos communes nous guidait seule, mais pour mieux servir votre pays et le nôtre, nous sommes obligés de nous refuser à votre invitation. La réunion de nos deux peuples, la constitution commune qui doit la garantir ne peut manquer de présenter des difficultés. Vos députés ont désiré comme nous la médiation du c. résident de la République française et l'ont prié d'inter-

venir pour concilier nos intérêts communs ; le c. Mangourit, chargé d'un grand nombre d'autres intérêts, est obligé de demeurer à Saint-Maurice pour être plus à portée de toutes les relations extérieures ; chaque incident nous mettrait dans le cas de recourir à lui, et occasionnerait à chaque fois des lenteurs fâcheuses dans un moment où le prix du temps ne peut être assez senti, et la nécessité des circonstances place le lieu des conférences à Saint-Maurice. Loin de nous, Magnifiques Seigneurs, loin de nos commettants dont nous vous sommes garants, l'intention d'humilier un Etat pour qui nos égards ne changeront point, ni ses représentants ; loin de vous l'idée que cette démarche puisse donner au Bas-Valais une sorte de supériorité qui ne doit appartenir à aucun des deux peuples, mais que l'intérêt d'accélérer l'édifice de la liberté commune fasse taire tous les préjugés, et déterminer le lieu, le moment et les personnes pour y travailler.

Nous vous remettons ci-inclus, Magnifiques Seigneurs, la copie d'une lettre que nous avons cru devoir écrire au c. résident de la République française [v. 26^e *Séance, Annexe V*] ; vous n'y trouverez point le ton de la défiance et de la menace à votre égard, parce qu'elle est entièrement éloignée de notre intention ; mais lorsque nous avons vu que la ratification de notre indépendance se reculait au-delà du temps que nos commettants devaient naturellement l'attendre, nous avons considéré que nous ne pouvions à tout événement laisser le peuple du Bas-Valais isolé, que nous devions pourvoir à lui assurer une alliance solide, et nous nous sommes portés vers la République française comme une puissance dont vous avez vous-mêmes de tout temps recherché et éprouvé l'amitié.

Nous vous renouvelons, Magnifiques Seigneurs, les assurances d'attachement et de cordialité de nos communes et de leurs représentants.

(B, pp. 27-32 ; C, pp. 87-92 ; Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N^o 111, copie ; D 3, pp. 22-27 ; Bagnes, Arch. comm., F. 7, copie ; etc. — Extraits publiés dans Ribordy, pp. 22-23 ; cité par Imesch, p. 16.)

29. Séance du mardi après-midi 20 février 1798

« A deux heures après-midi. »

a) « *Députation au comité militaire de Saint-Maurice.* Le président [Emonet] appelle l'attention du comité sur l'organisation militaire. La discussion ouverte sur ce sujet, on observe que le comité militaire de Saint-Maurice ayant déjà pris des mesures partielles d'organisation, il était nécessaire que le comité général prît connaissance de ses plans, afin qu'ils ne fussent arrêtés qu'autant qu'ils pourraient s'adapter à des dispositions générales. En conséquence, il est arrêté de nommer les c. Pittier, Dufour et Joris pour se transporter au comité militaire de Saint-Maurice, lui communiquer les réflexions du comité général et prendre part à son travail. Ils s'y rendent sur-le-champ ».

b) « *Excuses des c. Mudry et Golet au comité.* Le c. Mathys amène au comité les c. Mudry et Golet l'ainé convaincus devant le comité de Saint-Maurice d'avoir insulté le messenger de l'Etat du Haut-Valais, et condamnés par lui à quinze jours de prison et à des excuses à faire au messenger insulté ; convaincus en outre d'avoir insulté le c. Pittier et d'autres membres du comité et condamnés à des excuses envers eux. Le comité était déjà instruit que le c. Mangourit avait demandé grâce de la prison pour les délinquants. Les membres du comité injuriés ont reçu les excuses desdits Golet et Mudry et leur ont fait une exhortation sérieuse sur le respect qu'ils doivent porter, ainsi

que tous les citoyens, à des autorités nommées par la généralité des citoyens et sur la soumission aux lois qu'ils sont chargés de faire exécuter ».

c) « *Expédition du messenger de l'Etat*. Lesdits retirés, le comité fait appeler le messenger de l'Etat du Haut-Valais, lui remet un paquet contenant la réponse à sa lettre du 17, une copie de la lettre adressée au résident le 19 et une lettre relative à l'insulte faite à son messenger [*Annexe*]. Il s'enquiert de celui-ci s'il a reçu les excuses de ceux qui l'avaient insulté et s'il est satisfait du zèle du comité à lui rendre justice ; il répond qu'il est pleinement satisfait. Le comité lui fait remettre un écu neuf par son trésorier [Isaac de Rivaz], lui annonce que tous ses frais seront payés et le charge de partir sans délai et de voyager de nuit sans interruption sous l'escorte d'un homme qu'il lui donne jusqu'à Martigny, et de deux hommes que le comité de Martigny est prié de lui donner ».

d) « Le comité envoie communication au comité de Saint-Maurice de sa lettre à l'Etat du Haut-Valais et de celle au c. résident ».

e) « *Constitution*. La discussion est reprise sur le projet de constitution ; les treize premiers articles du titre premier des principes fondamentaux sont arrêtés ».

« La séance est levée à huit heures et demie. »

(A, pp. 36-37 ; C, pp. 98-99.)

Annexe

*St-Maurice, 20 février 1798. — Lettre du comité général
à l'Etat du Haut-Valais*

Nous avons vu avec infiniment de peine que le messenger porteur de la lettre dont vous nous avez honorés avait été insulté dans un cabaret par des citoyens de cette ville. Nous n'avons pas plutôt été informés d'un événement aussi fâcheux que nous avons chargé le comité de surveillance de Saint-Maurice de faire les informations les plus promptes et les plus exactes sur les faits et de rendre une justice rigoureuse. Le comité de Saint-Maurice s'en est occupé sur-le-champ, et nous pouvons vous assurer qu'il sera donné satisfaction à vous, Magnifiques Seigneurs, au droit des gens et à l'ordre public. Le c. Mangourit, qui se prête, avec un zèle auquel nous ne pouvons témoigner assez de reconnaissance, à nous aider à contenir toute espèce de désordre, a lui-même sévèrement réprimandé au milieu du peuple assemblé, et ceux qui étaient inculpés dans ce délit, et ceux qui étaient connus pour en être capables, et a assuré votre messenger de sa protection immédiate.

Cet incident est un exemple malheureux de tout ce que donne à craindre ce moment de relâchement dans l'autorité et dans l'exécution des lois. Il doit vous faire sentir, Magnifiques Seigneurs, combien est fondé notre empressement à abrégier la vacance du gouvernement, et vous donner à penser que la nécessité d'en déterminer un pourrait nous forcer à adopter le premier qui nous offrirait la sûreté et la paix, si de votre côté notre espoir se trouvait trop reculé.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 112, minute de la main de Tousard d'Olbec ; B, pp. 32-33 ; C, pp. 109-110 ; D 3, pp. 29-30 ; Bagnes, Arch. comm., F. 7, copie. — Extrait publié dans Ribordy, p. 20.)

30. Séance du mercredi matin 21 février 1798

« A sept heures du matin. »

a) « Le projet de constitution est à l'ordre du jour. »

b) « *Juge de paix de Vouvry*. Un député du comité central de Monthey vient rendre compte au comité général que le juge de paix de Vouvry [Emm. Cornut] est venu lui porter sa plainte de ce que son autorité a été méconnue par le c. [Jean-] Louis Collomb, de Vouvry, avocat du c. François Gallay, sous prétexte qu'il est un intrus mis en office sans aucun suffrage des communes ainsi que les députés au comité de Monthey et le comité particulier de Vouvry ; de quoi il a signé un acte conçu en termes injurieux et méprisants que ledit député a laissé sur le bureau [*Annexe*]. Sur quoi, le comité délibérant a arrêté d'attendre les pièces qui constatent l'établissement du juge de paix de Vouvry et des députés du comité avant de prononcer ».

c) « *Constitution*. La discussion sur le projet de constitution a été reprise, et le titre des principes fondamentaux a été complété, et celui de l'état politique des citoyens ».

« Séance levée à douze heures. »

(A, p. 37 ; C, p. 111.)

Annexe

*Vouvry, 21 février 1798. — Supplique de Jean-Louis Collomb
adressée au comité central de Monthey et au comité général*

La violation de nos droits par une poignée d'intrus qui fonctionnent aujourd'hui dans la commune de Vouvry nous force de nous adresser au comité général.

Depuis un temps immémorial nous avons droit d'élire nos ayants charge par la voie des suffrages ; maintenant la paisible révolution qui vient de s'opérer dans ce pays-ci non seulement confirme ce droit imprescriptible, en nous disant que les droits de l'homme et du citoyen sont la liberté, l'égalité, la sûreté et la propriété, mais encore nous dit plus particulièrement, article 19^e de la déclaration des droits, « que nul ne peut sans une délégation légale exercer une autorité ni remplir aucune fonction publique ».

Cependant tous les fonctionnaires actuels de Vouvry sans en excepter aucun continuent de fonctionner sans avoir exigé ni obtenu les suffrages des citoyens de la commune ; ils rendent justice à leur fantaisie, l'ancien conseil administre en secret sans rendre compte à personne de ce qui se passe, on ne convoque jamais l'[assemblée] générale pour lui communiquer les affaires importantes qui s'agissent aujourd'hui, on n'a établi personne ni aucun comité de correspondance où chaque citoyen puisse aller s'instruire des événements qui le regardent et dont on ne peut le priver.

L'ancien conseil fait comme Michel Morin lorsqu'il enterrait son père ; il fait tout et non seulement il fait tout, mais il fait tout à la muette, le public ignore tout ; bien souvent même ce prétendu conseil n'est composé que de deux ou quatre conseillers de l'ancienne roche, tous liberticides, persécuteurs de l'égalité, oppresseurs de leurs concitoyens dans le droit de parler, et qui ne s'assemblent que secrètement par l'invitation seule de M. le châtelain [Emm. Cornut] qui leur dit, comme il a dit dimanche dernier à ceux

de sa trempe qu'il a vus à l'entour de lui à la sortie de l'église, à l'endroit des criées : « Il faut venir chez moi après-dîner. Seulement trois ou quatre. Il y a d'affaires ». S'agit-il d'un ordre du comité central arrivé entre les mains de ces intrus, ils le gardent entre eux plusieurs jours, ils le discutent, ils marmottent, ils l'examinent avec la balance du despotisme et de l'inégalité ; ils ne le font publier par le crieur public qu'après l'avoir censuré tyranniquement et peut-être tronqué au préjudice de l'égalité, je dis peut-être, mais il y a de forts soupçons, car on ne permet pas à l'officier ordinaire de tout publier, le monsieur curial Pignat monte sur la pierre pour le faire lui-même, quoique l'officier Benjamin Cornut sache aussi bien lire que lui.

Il semble, à voir toutes ces intrigues, que les affaires ne regardent pas tous les citoyens. Il semble que le public est composé d'esclaves qui n'ont pas droit de voir leur propre esclavage, mais bien de le souffrir. Que peut-on conclure de toutes ces infâmes menées, sinon confirmation d'esclavage et assassinat d'égalité ? Que doit-on dire de cette despotique diatribe d'intrus qui maîtrise Vouvry sans aucune délégation ?

N'avons-nous pas droit de les appeler traîtres à la cause commune de la liberté et de l'égalité ?

Si ces gens-là ont tant envie de primer, d'être employés dans les affaires, et de s'immortaliser par leurs talents, d'acquérir, dis-je, de la gloire dans l'administration, personne à Vouvry n'en est jaloux, personne ne leur envie leur sort ; mais chaque citoyen est jaloux de ses droits et a droit de se plaindre quand il est opprimé ; si ces choses ne sont pas sur le pied de liberté et d'égalité, comme [on] nous l'a annoncé et comme on n'oublie jamais de le publier à la tête de tous les actes publics, il faut abattre cet arbre qu'il nous a tant coûté d'élever ; il ne sert de rien, il est un menteur et un signe de nouvelle tyrannie.

Voulant donc étouffer, citoyens, tout genre de discordes parmi nous, qui, dans ces circonstances, peuvent faire répandre le sang humain pour peu de chose, je prends la liberté particulière de présenter les réclamations de plus de soixante citoyens de Vouvry dont j'ai les noms signés de leur propre main, qui resteront secrets jusqu'à ce que je sois refusé, afin d'éviter des haines et des vengeance (quoique je doive les exhiber), lesquels, ainsi que nombre d'autres qui n'ont point signé déclarent « qu'ayant droit de concourir immédiatement ou immédiatement à la formation de la loi qui doit les assujettir, à la nomination des représentants du peuple et à celle des fonctionnaires publics, ils demandent que le jour de Saint-Mathias, 24 février, et dimanche suivant, tous les citoyens de Vouvry soient convoqués et leurs suffrages recueillis par la voie du scrutin pour la nomination de tous les fonctionnaires de la commune, sans en excepter aucun que les deux syndics, à cause des comptes qu'ils ont à rendre, lesquels finiront leur temps ; sans cela ils déclarent et je déclare en mon particulier nul et de nul effet sur la commune tout ce qui sera fait dès aujourd'hui par lesdits intrus, protestant contre tout, surtout pour les dépenses qu'ils font arbitrairement au nom de notre commune, les rendant responsables de tout désordre et mauvaises actions que cette intrusion scandaleuse peut occasionner dans la commune ». Il n'est pas douteux au reste que les esprits ne commencent à s'agiter, car on trouverait plusieurs témoins de complots déjà tenus d'insulter nocturnement plusieurs de ces intrus, ainsi que de prendre les armes en plein jour. Et que dirait-on si on voyait se mettre en mouvement dans Vouvry un peloton de gens armés dont la plupart n'ayant rien à perdre s'embarrasseraient fort peu du qu'en-dira-t-on ? Et il ne manquerait pas de ces sortes de gens dans toutes les communes qui grossiraient immanquablement le peloton, et je dis qu'ils auraient raison tandis qu'on les prive de leurs droits.

Rendez-nous donc justice, citoyens représentants des autres communes en comité à Monthey (car les nôtres n'y sont pas) et croyez que je suis malgré mes ennemis et mes réclamations de la patrie le franc citoyen...

P. S. — Pareille supplique au comité général et une autre au résident de France.

(Monthey, Arch. comm., F. 65, copie conforme par G. Guerraty.)

31. Séance du mercredi après-midi 21 février 1798

« La séance est ouverte à deux heures. »

a) « Le projet de constitution est à l'ordre du jour. »

b) « *Réponse du résident.* Le c. Mangourit adresse au comité sa réponse à sa lettre du 19 février par laquelle le comité lui demandait de lui faire connaître les intentions positives du Directoire à l'égard du Bas-Valais [Annexe I]. Lecture prise de cette lettre, le comité a arrêté qu'il en serait sur-le-champ envoyé une copie au comité de Saint-Maurice, et qu'il en serait adressé par le courrier de demain une copie en forme à l'Etat du Haut-Valais. Une lettre d'envoi est ordonnée à cet effet » [Annexe II].

c) « *Sel du c. Lacoste.* Le c. Du Fay présente une lettre du c. Lacoste à lui adressée par laquelle celui-ci exige le payement au comptant et en espèces l'écu neuf à 40 batz pour le sel qu'il fournirait. Cette condition a fait reprendre en considération la fourniture qui lui avait été commise et, sur l'avis des trois bannières, le comité arrête de ne demander au c. Lacoste que 500 sacs au lieu de 1.000. Sur quoi le c. Du Fay est prié de lui écrire ».

d) « *Jugement des c. Mudry et Golet.* Le comité de Saint-Maurice envoie des députés pour exposer ses scrupules sur sa compétence au jugement qu'il a rendu hier dans l'affaire des c. Mudry et Golet. Le président [Emonet] a pris l'avis du comité et leur a répondu que cette affaire leur a été renvoyée spécialement par le comité général et que celui-ci, par l'acte de son érection, avait les pouvoirs de remplacer les juges supérieurs et de pourvoir à la justice criminelle suivant les circonstances, les localités et sa prudence ».

(A, pp. 37-38 ; C, pp. 111-112.)

Annexe I

*St-Maurice, 2 ventôse an 6 (20 février 1798). — Réponse de Mangourit
au comité général*

Vous me demandez par office du jour d'hier « au nom du peuple du Bas-Valais » que je vous fasse connaître « quelles seraient les intentions positives du Directoire exécutif à son égard, dans le cas où un danger réel vous forcerait à réclamer sa protection ».

Je dois vous assurer que le Directoire exécutif de la grande nation auquel j'expédie votre demande, saura détourner d'une contrée ressaisie de ses droits par sa volonté et par l'offre même que lui en a fait la députation de la diète de Sion, les dangers qui seraient suscités *imprudemment* pour arrêter la jouissance de votre indépendance. Je suis loin de croire qu'elle puisse être menacée ; mais si elle l'était, je prendrais aussitôt des moyens tels que vous la conserveriez intacte, *ainsi que les opinions religieuses auxquelles vous êtes attachés.*

J'envoie à M. le grand bailli [Sigristen], aux résidents de la République en Suisse [Mengaud] et à Genève [Desportes], au général Brune, commandant en chef de l'armée fran-

çaise dans *ce voisinage*, copie de votre office et de ma réponse à laquelle vous pouvez donner la *plus haute publicité*.

(C, pp. 105-106 ; D 3, pp. 38-39 ; Bagnes, Arch. comm., F. 7, trois copies ; E, pièce 254. — Publié dans Grenat, p. 458 ; cité par Imesch, p. 17. — Les passages en italique sont soulignés dans le texte.)

Annexe II

St-Maurice, 21 février 1798. — Lettre du comité général à l'Etat du Haut-Valais

Nous avons l'honneur de vous remettre ci-inclus copie de la réponse du c. Mangourit, résident de la République française, à la lettre que nous lui avons adressée le 19 de ce mois et dont nous vous avons envoyé copie. Vous jugerez par cette réponse, Magnifiques Seigneurs, l'esprit qui règne dans nos relations particulières avec le représentant de la Nation française, qui ne demande pas mieux que de remplir entre les peuples du Haut et du Bas-Valais le rôle d'une puissance amie. Vous y verrez surtout un témoignage non douteux que les peuples du Bas-Valais ont prononcé leur attachement constant aux principes religieux qui nous sont communs, de manière à ne laisser aucune inquiétude aux louables communes du Haut-Valais sur un point aussi essentiel.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 114, minute de la main de Tousard d'Olbec ; B, p. 34 ; C, p. 115 ; D 3, pp. 37-38.)

32. Séance du jeudi matin 22 février 1798

« La séance est ouverte à sept heures du matin. »

a) « Le projet de constitution est à l'ordre du jour. »

b) « Les membres qui ont conféré avec le comité militaire de Saint-Maurice sur l'organisation de la force armée ont fait un rapport à ce sujet [*Annexes I et II*] et la discussion a aussi été entamée sur cet article. »

(A, pp. 38-39 ; C, p. 17.)

Annexe I

St-Maurice, s. d. [février 1798]. — Etat approximatif de la population du Bas-Valais

Nendaz et Conthey	feux	600
La Majorie [d'Ardon]		200
Les Quatre-Villes [Riddes, Leytron, Saillon, Fully] . . .		325
Saxon		100
Martigny		400
Bovernier		60

Sembrancher	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	120
Orsières	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	350
Liddes	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	250
Bourg-St-Pierre	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	80
Bagnes	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	700
Vollèges	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	140
Salvan et Finhaut	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	300
La châtellenie de Saint-Maurice	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	500
Bannière de Monthey												
Val-d'Illiez	.		feux									300
Troistorrents	.	.	.									260
Monthey	.	.	.	.								260
Collombey et Neyres	.	.	.	.								60
Muraz	.	.	.	.	.							40
Vionnaz	.	.	.	.	.							100
Vouvry	.	.	.	.	.							130
Bouveret	.	.	.	.	.							40
St-Gingolph	.	.	.	.	.							70
												1 260
												1 260
												5 385
												5
												26 925 [habitants]

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 138, minute de la main de Du Fay ; C, pp. 119-120. — Les chiffres des deux documents diffèrent ; nous avons reproduit ceux de la minute de Du Fay, en rectifiant les totaux. Ce recensement ne figure pas dans Meyer.)

Annexe II

St-Maurice, s.d. [février 1798]. — Projet d'organisation militaire

D'après la supputation approximative de la population du Bas-Valais, le comité militaire a jugé que l'on pourrait aisément former une troupe d'élite composée de trois bataillons, dont un par bannière, à raison de six cents hommes par bataillon. La composition serait de six compagnies de cent hommes, savoir une de chasseurs et cinq de fusiliers, qui ne devront pas avoir plus de cinquante ans, ni être au-dessous de vingt.

Chaque compagnie sera composée d'un capitaine, d'un lieutenant, un sous-lieutenant, quatre sergents et huit caporaux, deux tambours, un fifre, ce qui portera la compagnie à 82 faisant feu.

On attachera à chaque bataillon un porte-drapeau, deux fraters, un aumônier, et un chirurgien-major pour les trois bataillons.

Ce qui restera de 20 à 50 ans formera des compagnies de réserve pour suppléer au déficit des compagnies d'élite.

Projet de paie

pour chaque capitaine, lieutenant, sous-lieutenant, sergent, caporal, frater, aumônier, chirurgien-major, tambour, fifre, et formation de caisse militaire pour fournir à cette paie :

Le soldat à 8 batz par jour.

La compagnie 164.— —.—

Huit caporaux à 9 batz chaque	.	.	.	.	.	.	18.—	—.—
Le sergent à 10 batz	.	.	.	.	.	.	10.—	—.—
Deux tambours à 9 batz	.	.	.	.	.	.	4.—	6.—
Un fifre	.	.	.	.	.	.	2.—	3.—
								<hr/>	
							florins		
Par mois à 30 jours	.	.	.	.	.	.	198.—	batz 9.—
								30.—	
								<hr/>	
								5 940.—	
								15.—	
								7.—	6.—
								<hr/>	
Capitaine	.	.	.	40	} 95 écus	.	5 962.—	6.—	
Lieutenant	.	.	.	30		.	475.—	—.—	
Sous-lieutenant	.	.	.	25		.			
							<hr/>		
							6 437.—	6.—	
							<hr/>		
							6.—		
								<hr/>	
								38 625.—	—.—
L'état-major un seul commandant	.	.	.	.	.	.	320.—	—.—
Le chirurgien	.	.	.	.	.	.	150.—	—.—
L'aumônier	.	.	.	.	.	.	120.—	—.—
								<hr/>	
								39 215.—	—.—
Deux fraters	.	.	.	.	.	.	125.—	—.—
								<hr/>	
								39 340.—	—.—
L'armurier	.	.	.	.	.	.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 76, minute de la main de Joris ; C, pp. 118-119.)

33. Séance du jeudi après-midi 22 février 1798

« Deux heures après-midi. »

a) « *Visite du comité au résident.* Le comité a arrêté une visite en corps au c. résident de la République française pour le remercier de la lettre officielle qu'il a adressée au comité et de l'appui qu'il a assuré au peuple du Bas-Valais. Le comité s'y est rendu à trois heures et l'a complimé par l'organe de son président [Emonet.-*Annexe*]. Il a répondu au comité en termes très obligeants. Il a communiqué une lettre qu'il a écrite au même sujet à M. le grand bailli du Haut-Valais [Sigristen], et a insisté sur la nécessité d'organiser promptement la force armée et d'accélérer le projet de constitution ».

b) « Le comité est rentré au lieu de ses séances et a repris la discussion sur l'acte constitutionnel. »

« La séance est levée à huit heures et demie. »

(A, p. 39 ; C, p. 117.)

Annexe

*St-Maurice, 22 février 1798. — Discours adressé par Emonet,
président du comité général, au c. résident de France*

Le comité général du Bas-Valais a l'honneur de vous remercier du message que vous lui avez adressé hier et qui promet à nos communes la jouissance certaine de leur indépendance et de la liberté de nos opinions religieuses.

Ce n'est pas le premier bienfait que nous avons reçu de vous, c. résident ; votre sagesse nous a préservés des désordres intérieurs ; votre fermeté a intimidé les agitateurs ; votre bienveillance nous assure la protection de la grande nation que vous représentez, contre tous les dangers qui pourraient nous menacer. Le peuple du Bas-Valais ne peut mettre de bornes ni à sa confiance en vous, c. résident, ni à sa reconnaissance, et son comité général, en se félicitant d'en être l'interprète, vous prie d'agréer en même temps l'hommage de ses sentiments personnels.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 115, minute de la main de Tousard d'Olbec ; B, pp. 35-36 ; C, p. 121 ; Bagnes, Arch. comm., F. 7, copie.)

34. Séance du vendredi matin 23 février 1798

« La séance est ouverte à sept heures. »

a) « Le projet de constitution est à l'ordre du jour et est complètement achevé dans cette séance. »

b) « *Députation de Nendaz*. Le c. Jacques Michelet, lieutenant et député de la commune de Nendaz, s'est rendu au comité et y a pris séance ».

c) « *Députation de Leytron et de Saillon*. Les c. notaire Produit, de Leytron, et lieutenant Bouchard, de Saillon, se sont aussi présentés pour prendre connaissance des travaux du comité. Ils sont repartis avant midi ».

d) « *Lettre à Mgr l'évêque de Sion*. Ils ont été porteurs d'une lettre que le comité avait déterminé d'écrire à Mgr le révérendissime évêque de Sion pour lui protester de la persévérance du peuple dans la religion de ses pères, du désir ardent qu'il a de la conserver, des vœux qu'il fait pour sa réunion avec le Haut-Valais, et prier Sa Grandeur d'y coopérer autant que sa dignité et son ministère lui en donnent le moyen » [*Annexe*].

e) « *Sel du c. Lacoste*. Le c. Lacoste, de Sion, écrit au c. Du Fay pour lui dire qu'il fournira mille sacs de sel ; qu'il se contente du paiement de la moitié au 9 mars, et que le reste, il le recevra à mesure que le produit de la vente du sel le permettra. Le comité arrête que l'on persistera à n'accepter que 500 sacs et que le c. Du Fay sera prié de lui écrire ».

f) « Le c. Lacoste annonce confidentiellement que les communes du Haut-Valais sont très disposées à ratifier l'indépendance du Bas-Valais. »

« La séance est levée à midi et un quart. »

(A, pp. 39-40 ; C, p. 123.)

Annexe

St-Maurice, 23 février 1798. — Lettre du comité général à l'évêque de Sion

Le comité général du Bas-Valais a déjà eu l'honneur de présenter à Votre Grandeur l'assurance de la continuité du respect des communes qu'il représente, pour votre caractère sacré et pour votre personne. Nous venons encore vous attester ce vœu unanime qui s'est prononcé plus fortement chaque jour par tous les individus et par toutes les communes du Bas-Valais, de demeurer attachés inviolablement à notre sainte religion catholique, apostolique et romaine, et de vivre et mourir dans son sein. Et c'est avec une bien grande satisfaction personnelle que notre comité vient rassurer votre sollicitude pastorale sur les atteintes qu'elle pourrait éprouver au milieu de la révolution qui s'est opérée dans les esprits et dans les choses. Elle a été un des grands motifs qui ont rattaché les peuples du Bas-Valais à ceux du Haut-Valais par les liens de la fraternité, au moment où se rompaient ceux de la sujétion, et peut-être n'ont-ils guère d'autres motifs de convenance à cette réunion. Cet intérêt, Monseigneur, il est important de ne pas le laisser s'affaiblir. Il serait bien dangereux de donner le temps aux peuples de se laisser entraîner dans des liaisons que nos voisins sollicitent vivement, contre lesquelles le comité lutte constamment et dont il aurait peut-être de la peine à se défendre sans l'obstacle des opinions religieuses.

Dans ces circonstances difficiles, Monseigneur, l'influence de votre ministère, l'influence de votre caractère personnel peut être d'un grand poids. Veuillez être un esprit de paix et d'union entre tous les membres de votre Eglise ; aplanir tous les obstacles qui pourraient s'opposer à la conciliation des intérêts des deux peuples ; écarter les préventions et répandre dans nos transactions l'esprit de confiance et de bonne foi qui seul peut les accélérer, et vous réunirez la reconnaissance la plus vive des peuples avec la vénération et le respect le plus profond dont nous avons l'honneur d'offrir en particulier l'hommage à Votre Grandeur.

(Sion, Arch. de l'évêché, tir. 217, N° 156, original ; Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N°s 101, 102 et 103, minutes de la main de Tousard d'Olbec ; B, pp. 36-37 ; C, pp. 133-134 ; Bagnes, Arch. comm., F. 7, copies. — Publié dans Ribordy, pp. 23-24 ; extrait dans Grenat, p. 462 ; cité par Imesch, p. 20.)

35. Séance du vendredi après-midi 23 février 1798

« La séance est ouverte à deux heures et demie. »

a) « *Bruits d'une soumission particulière de l'Entremont.* Le c. Joris, de cette commune, vient donner avis au comité qu'un particulier de Liddes, nommé P. Bet, a donné la nouvelle d'une assemblée qui doit s'être tenue à Sembrancher où se sont réunis les députés des communes de Bourg-St-Pierre, Liddes, Orsières, Sembrancher et Bagnes, et où il doit avoir été résolu d'envoyer une députation à Sion pour protester à la diète de la soumission desdites communes. Quoique le comité y ajoute peu de foi, il croit ne devoir pas négliger les mesures de prudence dans une circonstance aussi délicate. Il arrête de faire part de ce bruit au résident de France et au comité de Saint-Maurice. Il arrête en outre d'envoyer sur les lieux le c. Joris, membre du comité, et le c. Melchior Quartéry, membre du comité de Saint-Maurice, pour éclairer le peuple sur les suites d'une pareille démarche qui peut provoquer une guerre civile et l'entrée de troupes étrangères ».

b) « *Note impérative du résident.* Le résident envoie une note par laquelle il demande que l'acte constitutionnel lui soit envoyé dès le lendemain

et que le comité rende un arrêté sur le rachat des fiefs et le fasse incessamment connaître et publier dans les communes pour ranimer l'esprit public. Il demande encore que la force armée soit promptement organisée sur le pied proposé par le comité militaire et que ce plan soit mis sur-le-champ en activité à quelque prix que ce soit. Il a demandé en outre que les c. Melchior Quartéry, Mathys et Dupré soient envoyés dans l'Entremont pour ranimer les esprits et engager les communes à nommer leurs traîtres et à les livrer à la justice ; d'envoyer aussi dans la bannière de Monthey les c. Jacques Quartéry et Du Fay » [Annexe].

c) « *Députation au résident*. Le comité envoie une députation au résident, composée des c. Duc, Pittier et Du Fay, pour lui faire quelques observations. A leur retour, on les députe au comité militaire de Saint-Maurice pour conférer avec lui, et on arrête que le comité se rassemblera après souper pour rendre le décret sur les fiefs ».

d) « *Députation en Entremont et Monthey*. Le comité adjoint le c. Joris aux députés que le résident a désiré voir envoyer en Entremont, et les c. Dufour et Louis Preux à la députation dans la bannière de Monthey ».

e) « *Présidence du c. Pittier*. Le terme de la présidence du c. Emonet étant fini, le comité élit à la pluralité des voix le c. Joseph-Louis Pittier pour lui succéder ».

« La séance est levée à huit heures et quart. »

(A, pp. 40-41 ; C, pp. 123-124.)

Annexe

St-Maurice, 23 février 1798. — Note de Mangourit au comité général

Le peuple attendait un nouvel ordre de choses. Les lenteurs mises à la constitution font que le peuple ne voit rien de changé. Il vaut mieux une constitution imparfaite et prompt, qu'une constitution parfaite qu'on ne peut avoir sur-le-champ.

Il est nécessaire :

- 1) que la constitution me soit présentée demain avant midi ;
- 2) que l'organisation militaire proposée par le comité militaire soit décrétée ce soir et mise sur-le-champ en activité à quelque prix que ce soit ;
- 3) que l'on envoie sur-le-champ dans l'Entremont les c. Melchior Quartéry, Mathys et Dupré, lesquels s'y informeront du bruit répandu et ranimeront les esprits, et engageront les communes à nommer leurs traîtres et à les livrer à la justice ;
- 4) que l'on envoie sur-le-champ dans la bannière de Monthey les c. Jacques Quartéry et Du Fay pour endoctriner cette bannière sur les avantages de la révolution ;
- 5) qu'aucun des citoyens ci-dessus désignés ne soit admis à aucune excuse, cette mission étant de salut public ;
- 6) que sans déssemparer ce soir on délibère sur-le-champ sur le rachat des fiefs, censes et dîmes qui n'ont pas une origine déshonorante pour l'espèce humaine, et que le rachat soit fixé à un taux très modéré ;
- 7) que les députés soient chargés de porter cette nouvelle aux bannières.

(Rz, cart. 72, fasc. 21, N° 9, original ; C, pp. 134-135 ; Bagnes, Arch. comm., F. 7, copie. — Résumé par Ribordy, p. 21.)

36. Séance du vendredi soir 23 février 1798

« Le comité se rassemble à neuf heures et quart. »

« *Fiefs*. On s'occupe de la rédaction du décret sur le rachat des fiefs. Cette question présente une telle difficulté que la discussion se prolonge jusqu'à deux heures du matin sans que le comité puisse s'accorder sur les bases de ce décret de manière à satisfaire l'attente du peuple et conserver le respect dû à la religion et aux propriétés ».

« La séance est levée à deux heures après minuit. »

(A, pp. 41-42 ; C, p. 124.)

37. Séance du samedi matin 24 février 1798

« La séance est ouverte à sept heures du matin. »

a) « *Fiefs*. Le comité reprend la discussion sur le décret sur le rachat des fiefs ».

b) « *Ratification de l'indépendance*. A huit heures et demie arrive un exprès de l'Etat du Haut-Valais qui remet au président [Pittier] deux paquets, le premier contenant un acte en forme authentique et scellé du grand sceau des VII Dizains, par lequel les députés composant la diète extraordinaire séant à Sion, en vertu des pouvoirs spéciaux dont ils sont nantis, comme ils le déclarent, de la part des louables conseils et communautés des VII Dizains du Haut-Valais corroborent, ratifient et confirment l'acte de reconnaissance de l'indépendance du Bas-Valais émané le 1er février de la haute commission siégeant à Sion et remis à l'assemblée générale des députés des communes le 4 suivant par ses députés » [*Annexe I*].

c) « *Lettre de l'Etat*. Plus une lettre du grand bailli [Sigristen] et conseil de l'Etat du Haut-Valais par laquelle ils affirment que l'acte est dans la forme et le style diplomatique usité dans toutes ses relations avec tous les Etats helvétiques ainsi qu'avec les ambassadeurs et puissances étrangères, et ils offrent d'y ajouter telles formalités différentes que le comité pourrait désirer. La lettre est pleine d'ailleurs des expressions les plus positives de la bienveillance, de la cordialité de la part de l'Etat du Haut-Valais et de son vœu sincère et pressant de sa réunion la plus prompte avec l'Etat du Bas-Valais. L'acte et la lettre en date du 22 février courant » [*Annexe II*].

d) « *Lettre du grand bailli*. Le 2^e paquet est une lettre du grand bailli de l'Etat du Haut-Valais qui contient de nouvelles assurances de la sincérité des intentions de tous les députés de la diète extraordinaire pour l'incorporation du Bas-Valais avec le Haut. Le grand bailli y donne communication au comité des quatre articles fondamentaux qu'il entrevoit qu'on proposera de la part du Haut-Valais pour base de la réunion » [*Annexe III*].

e) « Le comité arrête aussitôt de communiquer lesdites dépêches au c. Mangourit et au comité de Saint-Maurice. Il arrête également qu'il sera expédié des copies desdites pièces aux principaux comités des bannières qui seront chargés de les communiquer dans toutes les paroisses ».

f) « *Fiefs. Adresse aux communes.* Le comité termine enfin un projet d'adresse aux communes dans lequel le rachat des fiefs est décrété, mais sans fixer le mode et le taux du rachat ».

g) « *Envoi de la constitution au résident.* Le comité envoie une députation au c. Mangourit pour lui remettre le projet de constitution qu'il a rédigé pour le Valais et un mémoire sur les motifs qui l'ont déterminé à en adopter un particulier, de préférence à la constitution helvétique dont le projet a été répandu en Suisse et adopté par les représentants provisoires du Pays de Vaud et une partie des communes [Annexes IV et V]. La députation est en outre chargée de communiquer au c. résident son adresse sur les fiefs et de lui rendre compte de diverses apparences de troubles causés par les mesures prises pour l'organisation militaire ».

« La séance est levée à une heure après-midi. »

(A, pp. 42-43; C, pp. 137-138. — § d : dans C, énumération des articles fondamentaux.)

Annexe I

Sion, 22 février 1798. — Acte de ratification de l'indépendance du Bas-Valais

Nous, Jacques-Valentin de Sigristen, grand bailli de la souveraine République du Haut-Valais, et les députés de tous les sept louables Dizains, nommément : Alphonse Ambuel, grand châtelain, Pierre-Joseph de Riedmatten, bourgmestre, Emmanuel Barberini, banneret, Paul Kuntschen, Janvier de Riedmatten et Alexis Wolff, ci-devant bourgmestres, François Bridy, châtelain de Savièse, Urbain-Romain Bonvin, métral d'Arbaz, Jean-Baptiste Balet, châtelain de Grimisuat, Pierre Berthod, métral de Mase et lieutenant des Quatre-Villes, Pierre-Antoine Forclaz, notaire, d'Hérens, Jean Quinodoz, châtelain d'Evolène, Barthélemy Jacquod, capitaine des Quatre-Villes, Jean-Baptiste Mayor, de la vallée d'Hérens, Joseph Beytrison, capitaine de la même vallée, Jean Vuignier, châtelain de Saint-Martin, Chrétien Zenhäusern, châtelain de Bramois, pour la ville et dizain de Sion ; — Pierre-Joseph de Chastonay, grand châtelain et vice-chancelier, Joseph-Augustin Preux, banneret, Nicolas de Chastonay et Adrien Bonivini, ci-devant grands châtelains, Mathias Tabin, châtelain de la vallée d'Anniviers, Joseph de Lovina, châtelain vice-dominal et syndic de Plan-Sierre, Ignace-Sébastien Briguët, capitaine de Lens, Jean Liand, châtelain de Chalais et Vercorin, Chrétien Rion, banneret d'Anniviers, Antoine Crettaz, capitaine, Antoine Gillioz, châtelain et banneret de Granges, Augustin Solioz, officier de la vallée d'Anniviers, Pierre Martin, officier de la même vallée, François Des Clefs, ci-devant lieutenant de la Contrée de Sierre, Maurice Bruttin, ancien châtelain de Grône, Jacques Bruttin, curial, Chrétien Perruchoud, sergent de Chalais, N. Mabillard, châtelain de Saint-Léonard, pour et au nom du dizain de Sierre ; — Ferdinand Werra, juge et major, Antoine Roten, banneret, Jean-Joseph Julier, capitaine et trésorier, pour le dizain de Loèche ; — Nicolas Roten, juge et major, Christian Schnidrig, ci-devant major, Léopold de Sépibus, capitaine, et Jean-Joseph Imhof, major de Mörel, pour le dizain de Rarogne ; — François-Joseph Andenmatten, capitaine, Maurice Zurbruggen, ci-devant châtelain, Nicolas Fux, Lucas de Schalen,

Jean-Pierre Andenmatten et Ignace Lang, ci-devant châtelains, pour et au nom du dizain de Viège ; — Barthélemy Perrig, juge du dizain, Maurice Wegener, capitaine, Casimir de Sépibus et Adrien Walden, ci-devant châtelains, pour le dizain de Brigue ; — François-Augustin Steffen, juge du dizain, Pierre-Hyacinthe de Riedmatten, capitaine, Jean-Joseph Jost, Jean-François Taffiner, ci-devant juges, pour et au nom du dizain de Conches, spécialement délégués à l'effet des présentes, rendons notoire qu'en conséquence de la demande qui nous a été faite par écrit, sous le 6 courant, par MM. le banneret Duc, président, et l'avocat Joris, secrétaire provisoire, de la part et au nom du comité général national de Saint-Maurice, et en considération de la même demande réitérée par le même comité et énoncée dans sa réponse du 20 courant, à l'effet d'obtenir des sept louables Dizains l'acte solennel contenant la corroboration des louables conseils et communautés desdits VII Dizains et en leur nom, de la liberté et indépendance de l'Etat du Bas-Valais et de tout son peuple ; nous, les préfats grand bailli et députés des VII Dizains, en vertu de nos pleins pouvoirs dont nous sommes nantis à cette fin par les conseils et communautés respectives du Haut-Valais, nos commettants, déclarons et manifestons par les présentes à tous et à un chacun que, de l'autorité prédite, nous corroborons, ratifions et confirmons l'acte émané sous le premier de ce mois, signé par les membres de la haute commission siégeant à Sion, énonçant la renonciation aux droits de la souveraineté que le Haut-Valais possédait sur le Bas-Valais, et la reconnaissance de tous les individus du Bas-Valais pour un peuple libre, ainsi que le désir sincère et constant des VII Dizains d'entretenir avec l'Etat du Bas-Valais l'amitié la plus fraternelle et la plus solide, et la plus parfaite loyauté ; lequel acte a été délivré par nos députés au comité général de Saint-Maurice, le 4 du courant.

Fait à Sion en diète générale extraordinaire, le 15 courant et jours sécutifs, et expédié et délivré le 22 février 1798 sous le grand sceau de la République du Haut-Valais.

(Saint-Maurice, Arch. comm., B 16, original scellé ; *ibidem*, B 16, copie ; C, pp. 127-130 ; H 22, fasc. 5, N° 5, copie ; D 3, pp. 32-34 ; Bagnes, Arch. comm., F. 7, copies ; etc. — Publié dans Stockalper, pp. 12-14 ; Ribordy, pp. 29-32 ; Grenat, p. 457 — sans les noms des députés — et dans *Recueil* ..., pp. 12-15.)

Annexe II

Sion, 22 février 1798. — Lettre de l'Etat du Haut-Valais au comité général du Bas-Valais

Nous avons l'honneur de vous faire passer ci-joint l'acte formel de la ratification de celui que vous avez reçu le 4 courant des mains de nos députés à Saint-Maurice, en vous assurant de la manière la plus positive que cette ratification a été agréée et autorisée par les conseils et communautés des VII Dizains sans aucune difficulté d'après les sentiments sincères dont tout le Haut-Valais est animé à votre égard.

Nous espérons que la forme de cet acte sera à votre gré, puisqu'elle est selon le style diplomatique usité dans toutes nos relations avec tous les Etats helvétiques ainsi qu'avec les ambassadeurs et puissances étrangères. Si néanmoins vous souhaitiez des formalités différentes, nous serions désireux d'apprendre celles que vous adopteriez pour vous prouver la réalité de nos intentions sincères.

Il est très vrai, Messieurs, que selon notre façon de voir l'union du Haut et du Bas-Valais constituerait le bonheur de tous les deux Etats. La nature qui nous a fait naître dans l'enceinte des mêmes Alpes paraît la commander, le principe *vis unita fortior*, la diète, l'exemple des divers Etats de la Suisse, y invitent fortement ; c'est pourquoi l'incorporation du Bas avec le Haut-Valais a été notre premier vœu, que nous ne cessons de répéter avec toute la franchise de la cordialité. Voilà comment le désir de cette incorporation tient dans nos cœurs de près à celui de la ratification de votre indépendance.

En exprimant les vœux de nos commettants pour le pacte de cette union mutuellement désirée, nous n'ignorons pas que vous pouvez exister détachés du Haut-Valais, tout comme celui-ci pourra subsister indépendamment du Bas-Valais ; en attendant, les intérêts religieux et politiques, joints à l'habitude contractée depuis des siècles, nous font désirer très sincèrement la formation de dix dizains souverains, sans gêner cependant la liberté de vos intentions.

Divers objets de votre dépêche ont mis une partie des membres de notre conseil dans le cas de recourir aux conseils et communautés pour se munir de nouvelles instructions, quoique nous n'avions point de doute que si vous aviez voulu vous rendre à notre invitation, nous aurions consommé l'œuvre désirée de l'incorporation de gré à gré, à l'exemple de divers cantons suisses, sans intervention d'aucune influence étrangère.

Nous n'avons rien à vous dire sur la lettre que vous avez cru devoir adresser au c. Mangourit : nous laissons à votre sagesse de peser les motifs et les suites qui ont pu vous engager à cette démarche ; mais nous voudrions pouvoir vous convaincre avec la cordialité de la franchise qu'à notre égard vous n'aviez aucun besoin d'aucune protection, en ce que notre principe immuable est de vivre avec vous, Messieurs, dans la meilleure intelligence, bon voisinage et harmonie possible, soit que le nœud de la réunion désirée puisse s'effectuer, soit que le sort en dispose autrement.

Nous nous empressons de vous exprimer ici les témoignages de notre reconnaissance pour le zèle avec lequel vous avez bien voulu, Messieurs, vous intéresser pour la réparation des événements fâcheux que le porteur de notre lettre auprès de vous avait essayés à Saint-Maurice ; nous reconnaissons que cet acte de justice de votre part mérite notre réciprocité, pareil cas avenant, mais nous croyons pouvoir vous donner des assurances positives qu'aucun fait de cette nature n'aura jamais lieu chez nous.

Veuillez vous persuader au reste de la sincérité de nos dispositions amicales, et ne laisser aucun doute sur les sentiments de fraternité et la loyauté avec laquelle nous serons toujours prêts de recevoir tout ce que vous pourriez avoir à nous communiquer ; ce sont les intentions cordiales avec lesquelles nous avons l'honneur d'être ...

(C, pp. 125-127 ; D 3, pp. 30-32 ; Bagnes, Arch. comm., F. 7, deux copies ; etc.)

Annexe III

*[Sion, 22 février 1798]. — Lettre du grand bailli Sigristen
au comité général du Bas-Valais*

C'est avec chagrin que j'aperçois le retard qu'éprouve la consommation désirée de la réunion des peuples des deux Etats du Valais ; ce que je ne puis attribuer qu'à des méentendus, comme vous l'avez compris de même. Car je suis témoin oculaire et puis vous assurer très positivement des intentions sincères et constantes de Messieurs les députés pour l'effet de l'incorporation du Bas-Valais avec le Haut ; j'ose de plus croire qu'elle ne souffrira pas ou point de difficulté de la part des VII Dizains, moyennant les cinq articles que je puis entrevoir qu'on posera pour base du bonheur mutuel et que je vous communique par cette note, savoir : 1) la conservation de la religion catholique, apostolique et romaine telle que nous l'avons reçue de nos ancêtres à l'exclusion de toute autre ; 2) la qualité de Suisses libres et indépendants ; 3) l'inviolabilité des propriétés ; 4) l'oubli réciproque du passé, et [5] notre constitution dans ses principes.

Pour tout le reste, j'ai lieu d'espérer qu'il se terminera heureusement à la satisfaction réciproque, et en mon particulier, je m'estimerai toujours heureux de pouvoir contribuer au bien-être de la patrie ...

(C, pp. 101-102 ; D 3, pp. 34-35 ; Bagnes, Arch. comm., F. 7, deux copies ; etc. — Cité par Imesch, p. 19.)

Annexe IV

*[St-Maurice, 24 février 1798]. — Mémoire remis au c. résident de France
avec le projet de constitution*

Un projet de constitution helvétique a été répandu en Suisse ; il est annoncé comme ayant l'approbation et la faveur d'une puissance amie et protectrice de la liberté de la Suisse. Ce serait un titre pour qu'il fût adopté presque de confiance si, lorsqu'il s'agit de la liberté et de l'intérêt des peuples, on pouvait se dispenser des mesures les plus réfléchies. Déjà il a été accepté unanimement par la représentation provisoire du Pays de Vaud et par la presque totalité de ses communes. Sans doute, il est à leur convenance, et ce n'est pas à nous à l'examiner. Mais cet exemple doit-il entraîner le Valais à adopter ce projet de constitution ? C'est à quoi paraissent s'opposer sa constitution actuelle, ses localités, ses mœurs, ses usages et ses intérêts.

Le projet d'une République helvétique une et indivisible examiné en général établit un gouvernement représentatif, dans lequel la liberté des citoyens est réduite à nommer ses représentants au Corps législatif, ses juges et ses administrateurs.

Les dépositaires de sa confiance une fois nommés, le peuple n'a plus le droit de censurer ni les lois qu'ils lui donnent ni leur administration.

Ce gouvernement représentatif est celui qui convient à un grand peuple, où la multitude des intérêts à régler est proportionnée au nombre des individus.

Il convient à une nation qui doit et qui veut avoir des relations étendues et multipliées avec ses voisins, parce que ces objets à remplir exigent une grande célérité dans l'action du gouvernement, qui ne peut subsister avec les formes purement populaires.

Cette constitution sera un bienfait pour tous les peuples de la Suisse qui étaient sujets d'un ou de plusieurs cantons et qui étaient exclus de toute espèce de participation au gouvernement.

Mais comment pourrait-on l'offrir à un peuple éminemment libre, qui nomme immédiatement ses chefs et ses juges, soit à vie, soit à court terme, qui ne nomme ses représentants au Corps législatif qu'après leur avoir donné ses instructions précises sur les lois qu'ils doivent faire, et qui ne reconnaît ces mêmes lois, ou celles dont ses représentants prennent l'initiative, qu'après qu'il les a sanctionnées lui-même ; enfin qui, de tous ses droits, ne se dessaisit que de la portion de l'administration générale du pays qu'il ne peut pas exercer en corps ?

Tel est l'exposé succinct de la constitution du Valais à laquelle il ne manque que d'être fixée par écrit d'une manière précise.

Comment proposer à ce peuple de donner à ses représentants des pouvoirs illimités pour la confection des lois, de partager entre eux et un directoire qui leur sera étranger, le pouvoir de disposer de son sort par guerre et par alliance ? Quel genre d'intérêt pressant lui présente-t-on pour sacrifier tous ses droits ? Celui de faire partie d'un grand peuple, fort de la réunion intime de toutes ses parties, au lieu d'être un peuple isolé, uni faiblement avec un nombre d'autres dont toute la faiblesse individuelle ne composait qu'un tout faible, et l'attrait de voir accroître chez lui le commerce et l'industrie par les soins d'un gouvernement plus éclairé, et circuler le numéraire qui vivifie l'agriculture et les arts.

Ces peuples, nos maîtres dans la pratique de la liberté, répondront : « Nous devons rester un peuple isolé et peu nombreux, parce que c'est le moyen de conserver la plus grande étendue de liberté dont l'homme puisse jouir en société. »

Un peuple pauvre d'argent, mais riche de ses productions, comme nous le sommes, parce que cette pauvreté est la sauvegarde de la liberté, et parce que la vraie richesse, celle qui ne corrompt pas les mœurs, est l'abondance des denrées nécessaires à la vie, et parce que l'égalité de fortune est le garant de l'aisance générale. Nous resterons unis au Corps helvétique, mais comme nous l'avons été jusqu'à présent, plus étroitement s'il se peut, parce que notre union est suffisante pour nous défendre, parce qu'elle deviendra

plus forte encore, si tous les peuples sujets sont rendus à la liberté, comme nous y rendons les nôtres ; si, dans les diverses formes de constitution qu'ils adopteront, il ne subsiste plus d'opposition entre l'intérêt des peuples et celui du gouvernement, et que l'amour de la patrie se confonde avec l'intérêt personnel. Mais nous ne voulons pas faire partie d'un grand peuple ; nous ne désirons pas que le Corps helvétique confondant tous ses membres forme ce grand peuple, parce qu'à un grand peuple il faut un gouvernement riche et puissant, et que la richesse et la puissance du gouvernement ne se créent qu'aux dépens du peuple.

Ces idées, fortifiées par la conviction du bien-être personnel et de celui de douze générations successives qui se sont suivies, ne pourront être déracinées de l'esprit des peuples : il faut, ou les conquérir, ou leur laisser leur constitution ; et ce ne sera pas la République française qui viendra, au nom de la liberté, les forcer à cesser d'être libres, ou à l'être moins.

Remarquons en passant que tout ce qu'on vient de dire est également propre aux cinq cantons fondateurs de la liberté helvétique, à celui d'Appenzell et aux Grisons.

De cet aperçu général passons aux détails particuliers.

Le Valais est situé entre deux chaînes de montagnes dont le passage semblerait interdit par la nature, si l'homme, par curiosité et par intérêt, ne franchissait pas tout. Abondant en tout ce qui est de nécessité, ce pays peut à toute force se passer du monde entier, aussi ne recherche-t-il aucune relation avec les étrangers ; il les accueille avec hospitalité sans les aimer et sans rien faire pour les attirer, et cet esprit national frappe tous ceux qui sont à même de l'observer ; un attachement constant à ses habitudes, à ses usages, tout, jusqu'à un costume particulier, caractérise un peuple appelé par la nature à demeurer isolé.

Toutes les nuances s'affaiblissent dans la plaine du Bas-Valais par la communication plus fréquente avec les étrangers, mais la ligne de démarcation demeure néanmoins frappante, et toute l'étendue de la vallée du Rhône et des montagnes qui la forment offre les mêmes caractères.

Disons plus, ce pays ignoré d'une partie de la Suisse même est l'objet de la dérision de ceux de ses voisins qui le connaissent mieux, mais qui ne savent pas apprécier la simplicité de ses mœurs, la sagesse et le bonheur naturel de ses habitants.

Comment le Valais pourrait-il ne faire qu'un peuple avec eux ? La disparate serait trop grande et une pareille union ne pourrait jamais être solide. Cependant, supposons pour un moment que tout ce qui vient d'être exposé puisse être combattu avec avantage ; traitons même de préjugés cette prédilection pour une vieille constitution et cet assemblage de particularités locales ; mais il en est une qui peut être soumise au calcul le plus rigoureux et qui démontre évidemment l'impossibilité d'appeler et faire entrer le Valais dans la République helvétique quand elle viendra à se former, c'est le défaut de moyens pour fournir sa part des frais du gouvernement.

Le projet établit : un Sénat et un Grand Conseil ; cinq directeurs ; quatre ministres au moins ; un tribunal suprême par canton ; une force armée ; une trésorerie nationale ; un préfet national par canton ; un sous-préfet dans chaque chef-lieu et dans chaque district ; un agent de sous-préfet dans chaque section de ville et dans chaque village ; une chambre administrative et des juges inférieurs.

Evaluons les frais de ce gouvernement d'une manière au-dessous de l'idée des peuples riches de la Suisse :

1) Le Grand Conseil de huit membres obligés de s'ajourner pendant trois mois et pouvant s'ajourner pour un peu plus longtemps, nous ne leur supposons que six mois de séance à 18 livres par tête y compris le voyage .	1080 louis
2) Quatre sénateurs pour le même terme	540
3) Le Directoire exécutif à 36 livres par jour pour chaque membre siégeant toute l'année, dépense totale 2.700 louis. Par chaque canton au nombre de 22	123
4) Les 4 ministres et leur bureau 6 louis par jour, pour chaque canton	100

5) Les frais de salle, lumière, feu, huissiers, secrétaires des Conseils, du Directoire, pour chaque canton	25
6) La force armée, 1.000 hommes à 10 batz par jour au moins y compris la paie des officiers, frais de caserne et autres frais généraux, pour chaque canton	1140
7) Le tribunal suprême, le juge et son suppléant, des secrétaires, un louis par jour pour toute la dépense de ce tribunal, par chaque canton	365
8) Les commissaires de la trésorerie nationale, les secrétaires, l'établissement du trésor national, par chaque canton annuellement	50
Total de l'argent sortant du pays	3423 louis

Il résulte de ce calcul que le Valais serait obligé de fournir pour sa part des frais de gouvernement à Lucerne 3.423 louis par année. Il est hors de doute que cette exportation épuiserait dans très peu d'années le numéraire effectif existant dans le pays, dont la pauvreté est connue, et il est douteux que les avantages qui résulteraient pour le Valais de son entrée dans la République helvétique puissent compenser cette perte.

L'on ne fait ici aucune estimation de tous les frais de gouvernement dans le pays même, qui seront bien une charge pour les peuples mais qui n'appauvriront pas le pays.

Serait-ce là le gouvernement qu'on voudrait proposer à un peuple sans revenu national, à un peuple qui jusqu'ici n'a payé aucune contribution ; à un peuple qui ne payait d'autres frais de gouvernement qu'une rétribution de 3 livres 15 sols par jour à trois ou quatre représentants par dizain pendant deux diètes de quinze jours ?

L'Etat du Valais ne possède qu'un contrat de cent mille livres sur le gouvernement français.

Il avait un revenu sur la vente du sel dans le Bas-Valais et sur quelques modiques péages, mais la réunion du Bas-Valais à l'Etat anéantira presque en entier ces deux branches de revenus.

Il n'y avait d'ailleurs aucune imposition en Valais, et il ne reste aucun souvenir qu'il y en ait jamais eu.

Il résulte de ces réflexions que le projet de constitution helvétique ne peut être établi en Valais :

- 1) parce que la démocratie représentative, qui en fait la base, ne peut être proposée au peuple valaisan qui jouit de la démocratie pure ;
- 2) parce que la confusion du Valais avec tous les peuples de la Suisse en un seul peuple est évidemment opposée à ses intérêts particuliers et à ses convenances locales ;
- 3) parce que le Valais est dans l'impossibilité de payer sa part des frais du gouvernement établi par le projet.

Cette conviction nous a conduits à rédiger pour le Valais un projet de constitution particulière, dans laquelle nous avons consacré les principes immuables des droits des hommes que la démocratie pure maintient mieux qu'aucune autre. Nous y avons conservé tout ce que le projet de constitution helvétique nous offrait de conciliable avec ce principe.

Nous n'avons pas pu établir l'égalité et l'indifférence absolue des cultes, parce que la religion considérée d'un coup d'œil purement philosophique et politique est une de ces habitudes qui ont le plus d'empire sur les hommes et surtout chez un peuple qui tient aussi fortement aux siennes, et qu'on ne peut la heurter de front sans irriter les esprits et se préparer des obstacles et des maux incalculables ; mais nous avons posé pour les autres religions tous les principes de tolérance admissibles.

Ce sera surtout après l'établissement d'une constitution libre chez les divers peuples de la Suisse que, dans les lois de détail et surtout dans celles de commerce, le Valais cherchera à fraterniser étroitement avec ses voisins et avec la République helvétique entière.

(B, pp. 54-61 ; C, pp. 155-160. — Analysé par Rufer, pp. 195-197.)

Annexe V

[*St-Maurice, 24 février 1798*]. — *Projet de constitution pour la République du Valais*

Titre premier

Le Valais Haut et Bas, par sa situation, ses habitudes particulières, sa religion et par le vœu de l'un et l'autre peuple, est appelé à ne faire qu'une seule République composée d'un nombre de cantons à fixer.

Cette République formée de l'union des deux peuples devra être indivisiblement unie à la République helvétique pour la défense commune et pour tout ce qui n'est pas administration intérieure et économique et législation.

Si la République helvétique ne parvenait pas à se former, le Valais réuni devra faire ou renouveler des alliances avec les républiques voisines.

Cette République valaisanne sera posée sur les bases fondamentales suivantes :

La forme du gouvernement sera toujours, quelques modifications qui puissent y être apportées, une démocratie pure.

Par conséquent les assemblées des citoyens légalement convoquées sont le souverain ; elles peuvent seules faire les lois et conférer les pouvoirs soit représentatifs soit *ad referendum*.

Donc, il ne peut y avoir aucune hérédité de pouvoir, de rang, ni d'honneurs, ni de portions d'iceux, de sorte que tout citoyen riche ou pauvre sera éligible aux emplois civils et militaires, si le peuple lui connaît les lumières, la droiture, le courage et les vertus requises.

La seule supériorité qui existe de citoyen à citoyen est celle attribuée par le peuple aux fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions, et le respect que tout bon citoyen doit porter au plus vertueux et à celui qui se rend utile à sa patrie.

La stabilité du gouvernement valaisan ne peut être fondée que sur la simplicité, la frugalité et le travail, d'où naissent et se perpétuent le désintéressement, l'amour de la patrie et toutes les autres vertus sociales.

L'agriculture doit être spécialement encouragée en Valais, et de préférence à l'industrie qui n'attache pas l'homme au sol de son pays.

La richesse des productions de la terre est préférable à l'abondance de l'argent, parce que c'est la seule qui ne corrompt pas les mœurs, et qui maintient l'égalité des fortunes qui est la sauvegarde de l'aisance générale.

La loi est l'expression de la volonté du peuple. Dès qu'elle est consentie par lui, elle doit obliger tous les individus sans exception, et aucun d'eux ne peut être réputé vertueux s'il ne se joint aux autorités constituées pour la faire respecter et exécuter. Elle doit réprimer tous les genres de licence et n'être point insidieuse, mais procurer autant que possible le bien général et veiller à la sûreté d'un chacun en particulier.

L'égalité en dépend spécialement, parce qu'elle doit empêcher le riche d'opprimer le pauvre, et qu'elle appelle tous les citoyens aux emplois et fonctions quelconques, s'ils en sont capables.

La liberté en dépend de même, parce qu'elle assigne à chaque citoyen ce qu'il peut faire sans préjudicier à autrui ou au public.

Les propriétés particulières ne peuvent être grevées d'aucune charge non rachetable, ni être exigées par l'Etat que moyennant une juste indemnité et pour un usage public hautement nécessaire, ou dans des cas urgents, tels que la guerre ou les désastres publics.

Toute contribution doit être consentie par le peuple, ainsi que la dépense qui l'occasionne ; elle doit être répartie d'une manière proportionnelle approximative sur les facultés, revenus et jouissances.

Par une assemblée générale tenue en 1603, nos pères ont juré de maintenir en Valais la religion catholique romaine et sa prééminence exclusive. Il n'y a par conséquent qu'une assemblée pareille qui puisse y changer quelque chose.

Aucune autre religion n'exercera donc de culte public et n'y aura d'écoles. Cependant elles ne seront inquiétées ni persécutées pour leurs opinions religieuses, à moins que, sous prétexte de religion, quelqu'un ne trouble la paix, le bonheur ou la sûreté de la société.

Le citoyen se doit à sa patrie, à sa famille, aux malheureux. Ses devoirs ne peuvent être sacrifiés à aucun autre motif. Il abjure tout ressentiment personnel, toutes vues d'intérêt ou de vanité. Il recherche l'estime des gens de bien, il invite sans cesse aux doux sentiments de la fraternité, et sait aimer sa patrie lors même qu'elle serait ingrate envers lui.

Titre 2^e

De l'état politique des citoyens

Tous ceux qui au moment de l'acquisition de la liberté étaient bourgeois ou communiens de quelque ville, bourg ou village, sont citoyens valaisans.

Sont pareillement citoyens valaisans tous ceux qui avaient obtenu la permission sans restriction d'être domiciliés dans une ville, bourg ou village.

Sont réputés étrangers tous ceux qui n'avaient point obtenu la permission de se domicilier, ou qui ne l'auraient obtenue que pour un terme limité, ou pour le temps qu'il plairait à leur commune.

L'étranger devient citoyen lorsqu'il a résidé en Valais sans interruption pendant vingt années consécutives, qu'il s'est rendu utile à sa patrie, qu'il produit des témoignages favorables de sa conduite et de ses mœurs, et qu'il a été admis par sa commune à prêter le serment civique, et que son nom a été inscrit au registre des citoyens valaisans.

Néanmoins l'étranger ne pourra être admis au rang des citoyens, s'il n'a une propriété quelconque, ou un établissement d'agriculture ou de commerce, ou s'il n'est marié à une Valaisanne.

Il est dans les principes de la présente constitution que chaque commune a le droit de refuser des étrangers pour habitants sur son territoire, et de déclarer qu'il est assez peuplé.

Le droit de jouissance des propriétés communales et bourses publiques est absolument distinct des droits de cité.

Les citoyens ont seuls le droit de voter dans les assemblées primaires et de pouvoir être appelés aux fonctions publiques civiles.

L'étranger domicilié est soumis aux mêmes charges d'impositions, gardes et milices, que les citoyens.

Les étrangers ne peuvent être admis qu'aux emplois militaires, aux fonctions relatives à l'éducation et aux beaux-arts, et aux emplois de secrétaires et sous-agents de fonctionnaires publics.

Tout citoyen à l'âge de vingt ans accomplis est tenu de se faire inscrire sur le registre civique de son canton, de promettre de servir sa patrie, la cause de la religion, de la liberté et de l'égalité, de la sûreté des personnes et des propriétés en bon et fidèle citoyen avec toute l'exactitude et le zèle dont il est capable, et avec une juste haine contre la licence et l'anarchie.

Cette promesse sera faite par tous les jeunes citoyens parvenus à l'âge indiqué dans la belle saison, un jour de revue. Elle sera reçue par le juge du lieu et suivie d'une fête civique à laquelle le juge prononcera un discours analogue à son objet.

Tout citoyen est soldat-né de la patrie.

Les ministres de la religion ne peuvent exercer des fonctions politiques ni assister dans les assemblées primaires.

Le droit de cité se perd :

- 1) par la naturalisation en pays étranger ;
- 2) par l'affiliation à toute corporation étrangère, hormis les établissements littéraires ;
- 3) par la désertion ;

4) par une absence de dix ans sans obtenir la permission de prolonger son absence ;

5) par la condamnation à des peines infamantes jusqu'à réhabilitation.

L'exercice des droits de citoyen est suspendu :

1) par l'interdiction judiciaire pour cause quelconque ;

2) par l'état de faillite ;

3) par l'état de domestique à gage attaché au service de la personne ou du ménage ;

4) par l'état d'accusation ;

5) par un jugement de contumace tant que le jugement n'est pas anéanti.

Titre 3^e

Des assemblées primaires

Les assemblées primaires sont composées des citoyens reconnus majeurs par la loi, domiciliés dans une même commune depuis cinq ans à dater du jour où ils déclarèrent que leur intention était d'y fixer leur domicile.

Chaque commune, quelle que soit sa population, forme une assemblée primaire.

Les communes s'assembleront soit en entier soit par quartier, selon leur coutume, et la réunion des suffrages de ceux-ci formera le résultat du vœu de l'assemblée primaire de cette commune.

Les assemblées seront convoquées par le juge du lieu à des jours qui seront fixés avant et après chaque diète, et toutes les fois que le besoin de la commune l'exigera.

Nul ne peut voter dans les assemblées primaires s'il n'a cinq ans de domicile unique et réel dans la commune où il veut voter.

Les assemblées primaires doivent s'occuper de trois objets principaux :

1) de nommer tous ceux des fonctionnaires publics dont la nomination est réservée aux citoyens par la présente constitution ;

2) d'accepter ou rejeter les propositions qui sont envoyées à sa sanction par la diète, et leur donner force de loi ;

3) de délibérer sur les travaux publics qui concernent soit la commune soit la généralité, et sur l'administration de la chose publique ; consentir les dépenses qui doivent en résulter et faire les règlements de police particulière.

Titre 4^e

Des corps électoraux

Les corps électoraux sont une députation de chaque commune dont l'office est de proposer un nombre de candidats au choix des assemblées primaires uniquement pour la nomination des députés aux diètes, du juge de canton, de son suppléant et de ses assesseurs.

Ce corps électoral sera composé de 24 membres dans chaque canton, lesquels seront choisis parmi les membres des conseils administratifs de chaque commune et établis pour deux ans par les assemblées primaires.

Chaque quart, ou partie considérable de canton, s'arrangera avec les autres parties pour fixer son nombre proportionnel de députés au corps électoral.

Ces électeurs convoqués et présidés par le juge du canton s'assembleront dans le chef-lieu et procéderont à l'élection de trois candidats pour chaque personne à nommer.

Ils donneront leurs suffrages par scrutin ; aussitôt le juge, en présence de tous les électeurs, dépouillera le scrutin et remettra aux mêmes électeurs pour chaque commune

une liste des candidats ayant eu la pluralité, ajoutant son suffrage en cas d'égalité de voix.

La liste des trois candidats pour chaque place de fonctionnaire à remplir sera présentée à l'assemblée primaire qui sera convoquée à cet effet.

L'assemblée primaire choisira un des trois candidats. Le résultat de l'assemblée primaire sera renvoyé au juge du canton qui, en présence de ses assesseurs, vérifiera la pluralité, en fera publier le résultat, et en donnera connaissance aux citoyens nommés, et en enverra copie au Directoire.

Titre 5^e

Du pouvoir administratif et judiciaire suprême

Le pouvoir administratif et judiciaire est exercé par une assemblée qui est la diète.

Cette diète se tiendra dans un lieu dont on conviendra entre les deux peuples.

Les membres qui la composent sont : le préfet national qui présidera, le sous-préfet, le chancelier, et un nombre de députés de chaque canton dont le nombre n'excédera pas sept et ne sera pas moindre de trois.

Le juge de chaque canton est de droit membre de la diète.

La diète s'assemblera deux fois par an à des jours fixés pour toujours, en novembre et en mai.

Les pouvoirs de la diète sont de trois sortes :

- 1) ceux qui lui sont attribués expressément par une constitution et qu'elle exerce sans autre mandat ;
- 2) ceux qui lui sont donnés par une commission soit mandat spécial du canton ;
- 3) ceux qu'elle exerce provisoirement sous la condition constitutionnelle de la sanction des communes.

Dans les délibérations, chaque canton aura une voix et la majorité des voix l'emportera.

Dans toute affaire discutée en diète, la délibération sera réduite à un seul objet à décider par affirmative ou négative.

En cas d'égalité de suffrages, le Directoire aura la voix prépondérante, mais en aucun cas il ne pourra y avoir de canton partagé pour sa voix, parce qu'il devra y avoir également une voix prépondérante.

Mais l'article constitutionnel le plus solennellement juré est que toute décision passée en diète à la pluralité des suffrages fera force de loi pour tous les cantons, et que tous ceux qui auront composé la minorité seront obligés de s'y conformer, en sorte que rien ne pourra avoir force de loi s'il n'a été consenti par la pluralité des cantons ou par la moitié et la voix prépondérante, et que tout ce qui aura été consenti à cette pluralité sera mis à exécution dans tous les cantons.

Titre 6^e

Du pouvoir exécutif

Dans l'intervalle de chaque diète, il y aura un Directoire exécutif permanent composé de trois membres qui résidera dans un lieu dont on conviendra.

Les membres seront : le préfet national, le sous-préfet, le chancelier.

Les pouvoirs de ce conseil permanent sont :

- 1) de veiller d'après les lois à la sûreté intérieure et extérieure ;
- 2) de convoquer la diète extraordinaire en annonçant le sujet, s'il ne compromet pas le secret dû à certaines affaires ;
- 3) d'entamer et conduire les négociations avec les puissances étrangères, mais sans faire aucune promesse au nom de l'Etat ;

4) de correspondre régulièrement avec le Directoire exécutif et Conseil de la République helvétique ;

5) de faire exécuter les lois, décrets et ordonnances de la diète dès qu'elles sont sanctionnées par le peuple ;

6) de surveiller toutes les autorités constituées et fonctionnaires publics, tant dans l'exercice de leurs fonctions que dans la décence de leur vie privée, et de les rappeler à leurs devoirs ;

7) en cas de conspiration, il peut faire arrêter et interroger les prévenus, mais il doit les renvoyer au juge de police dans le délai de deux jours ;

8) il disposera de la force armée en deux cas seulement : pour réprimer une agression subite, et pour apaiser un soulèvement, mais sous la condition absolue et nécessaire dans l'un et l'autre cas, de convoquer à l'instant une diète extraordinaire.

Dans le dernier cas, il ne peut disposer de la force armée que conjointement avec le tribunal du canton où se sera fait le soulèvement.

Il présentera à la diète ce qu'il croira utile pour le commerce, l'agriculture, les arts et les sciences.

Il présentera de même les pétitions particulières qui seraient signées individuellement par trente citoyens.

Titre 7^e

Des tribunaux de canton

Il y aura, dans chaque canton, un tribunal composé d'un juge et de douze assesseurs, et un accusateur public, qui s'assemblera dans le chef-lieu du canton.

Le juge et les assesseurs auront chacun un suppléant. Les uns et les autres pourront être choisis dans tout le canton sans autre égard que la capacité ; mais le suppléant du juge sera choisi dans le chef-lieu, afin de pourvoir aux cas urgents et à ceux d'empêchement du juge du canton.

Tous, y compris l'accusateur public, seront élus par le conseil électoral et nommés par l'assemblée primaire pour fonctionner pendant deux ans consécutifs.

Ce tribunal jugera sans appel de toutes les causes dont la valeur au principal n'excèdera pas la somme de quatre cents écus petits.

Ce tribunal sera en même temps chargé de la poursuite en punition de tous les délits et causes criminelles.

Le juge, pour l'instruction d'une cause criminelle, convoquera deux assesseurs, mais il ne pourra porter de jugement que de l'avis des douze.

Dans le cas où le tribunal prononcerait une peine corporelle, il faudra, pour que le jugement soit sans révision, qu'il ait été rendu à la pluralité de neuf voix au moins. S'il n'y a pas neuf voix pour le même avis, le juge convoquera en sus les suppléants, remettra de nouveau la cause en délibération, et le nouveau jugement sera rendu à la pluralité des voix, et ensuite exécuté.

Titre 8^e

Des tribunaux inférieurs

Il y aura, dans chaque commune, un juge de paix nommé tous les deux ans à un jour fixe dans l'assemblée générale de la commune à la pluralité des suffrages.

Ce juge de paix ne connaîtra que des causes civiles et des contraventions aux règlements de police qui ne porteraient qu'une peine pécuniaire n'excédant pas la somme de vingt florins.

Il instruira seul le procès, mais il ne portera son jugement en définitif qu'avec l'avis délibératif de deux assesseurs choisis dans l'assemblée de la commune.

Ce jugement sera sans appel pour toutes les causes qui n'excéderont pas au principal la somme de deux cents florins.

Les causes excédant cette somme seront portées en appel au tribunal du canton.

Titre 9^e

Des administrations de canton et locales

Chaque canton est invité à former un conseil qui s'occupe de l'intérêt général du canton.

Outre ce conseil de canton, il y aura, dans chaque commune, un conseil nommé à la pluralité des suffrages par l'assemblée générale.

Ce conseil sera composé du juge de paix, d'un nombre de conseillers selon la force et la coutume de la commune, d'un ou de plusieurs syndics et autres personnes nécessaires à l'administration publique.

Le conseil sera toujours présidé par le juge de paix et convoqué par lui.

Il sera chargé de tout ce qui concerne l'administration de la commune, chemins, digues, ponts, édifices publics, manufactures, maladies épidémiques, revenus et dépenses publiques, et autres de ce genre.

Il recevra les ordres du Directoire et correspondra avec lui pour tous les objets d'administration qui lui seront confiés.

Titre 10^e

De la durée des offices

Les charges de préfet national, celle de sous-préfet, celle de chancelier et celle de trésorier seront pour deux ans.

Les charges de juge de canton seront également pour deux ans.

Les emplois militaires seront à vie, sauf le cas de destitution fondé sur des motifs graves et un procès en forme.

Les députés nommés pour siéger à la diète ordinaire composeront également les diètes extraordinaires où ils assisteront sans autre nomination ni députation spéciale.

Titre 11^e

De la force armée

Tout citoyen et tout étranger domicilié dans le Valais est soldat depuis l'âge de [- -] jusqu'à celui de [- -].

Il doit se fournir d'armes et munitions, et d'uniforme.

Il y aura en temps de paix un corps de troupes appelé corps d'élite, ou garde nationale, toujours prêt à marcher au besoin, soit pour prêter main-forte aux autorités légitimes, soit pour repousser une première agression étrangère.

La formation d'une caisse militaire paraît très avantageuse, afin qu'on y accumule en temps de paix ce qu'on ne trouverait que difficilement au moment de la guerre.

Outre les munitions de guerre qui seront à la charge de chaque soldat, l'Etat doit avoir des magasins et arsenaux en bon ordre.

(B, pp. 41-53 ; C, pp. 143-154. — Analysé par Rufer, pp. 197-201.)

38. Séance du samedi après-midi 24 février 1798

« La séance est ouverte à deux heures et demie. »

a) « *Fiefs*. La députation rend compte au comité que le c. résident a reçu son mémoire et son projet de constitution, et a promis de s'occuper très promptement des deux et d'y donner une attention sérieuse ; que ledit résident a insisté absolument sur la nécessité de la fixation par le comité de la condition du rachat des fiefs et du taux de ce rachat quant aux fiefs portant sur les terres, mais d'une suppression absolue et sans indemnité de toute espèce de servitude personnelle et taillabilité quelconque qui afflige la personne et dégrade l'homme ».

b) « *Affaire d'Entremont*. Le c. P[ierre] Bet, qui était accusé d'avoir répandu la nouvelle de l'envoi de députés particuliers par la bannière d'Entremont à l'Etat du Haut-Valais suivant le procès-verbal d'hier, est interrogé dans l'intérieur du comité. Sur sa dénégation formelle qu'il eût dit que des députés eussent été envoyés à Sion ; qu'il avait seulement dit que deux députés de Liddes et deux de Bourg-St-Pierre avaient été envoyés en bas ; qu'il les avait vu passer, qu'il les avait cherchés à Saint-Maurice et que ne les y trouvant pas, il avait cru qu'ils étaient montés à Sion, le comité députe deux de ses membres vers le c. Joris et vers le c. Riche chez qui les propos devaient avoir été tenus, afin de connaître positivement leur nature. Lesdits députés ont rapporté des contre-déclarations desdits c. Joris et Riche, d'où il résulte qu'il y a des propos mal entendus et mal rendus et qu'il n'y a aucune inculpation fondée contre le c. Bet ; sur quoi le comité arrête de lui faire une invitation d'être plus circonspect à répandre des nouvelles qui peuvent intéresser la sûreté publique. Ledit c. Bet est introduit, reçoit l'invitation convenue et se retire ».

c) « *Députation à Sion pour l'indépendance*. Le comité arrête d'envoyer une députation de six membres tant de son sein que des bannières à leur nomination vers la diète extraordinaire à Sion, pour y porter les assurances de sensibilité du comité général et des bannières à la manière franche et amicale dont l'Etat du Haut-Valais en agit avec l'Etat du Bas-Valais. La députation recevra des instructions plus étendues avant son départ ».

d) « *Lettre au grand bailli*. En attendant, le comité arrête de ne pas répondre à la lettre de l'Etat du Haut-Valais pour le moment, et d'écrire au grand bailli [Sigristen] en réponse à sa lettre que le comité général adresse ladite députation et qu'il se flatte que les articles fondamentaux ne souffriront que des réserves, et des explications sur lesquelles il y a espoir de s'accorder dans les détails » [Annexe I].

e) « *Fiefs*. Le président [Pittier] se transporte chez le c. résident pour lui faire de nouveau quelques observations sur les inconvénients qu'il y a à fixer le taux du rachat des fiefs. A son retour, il instruit le comité que le c. résident y a eu égard, et le projet d'adresse est définitivement arrêté tel qu'il existe dans les minutes pour être publié demain à Saint-Maurice, à Monthey, et le plus tôt possible dans les autres paroisses » [Annexe II].

f) « *Proscrits ou bannis pour opinions politiques*. Le comité arrête ensuite une proclamation par laquelle il rappelle les proscrits ou bannis pour cause d'opinions politiques, laquelle sera également publiée demain » [*Annexe III*].

g) « *Lettre au grand bailli*. La lettre pour M. le grand bailli est arrêtée et signée par le président et remise au messenger ».

h) « La séance est interrompue à huit heures et reprise à neuf heures. On fait les copies des décrets sur les fiefs et sur les bannis, et on se retire à minuit ».

(A, pp. 42-45 ; C, pp. 137-139.)

Annexe I

*St-Maurice, 24 février 1798. — Lettre du comité général
au grand bailli Sigristen*

Le comité général national du Bas-Valais a reçu avec la plus vive sensibilité la ratification authentique par les sept louables Dizains de l'acte d'indépendance qui nous avait été remis précédemment, et les expressions franches et ouvertes de la fraternité et de la cordialité contenues dans la lettre de l'Etat qui l'accompagnait. Nous n'aurons pas l'honneur d'y répondre dans ce moment parce que le comité a sur-le-champ arrêté d'adresser à Leurs Excellences une députation. Elle sera chargée de porter à vos Magnifiques Seigneurs les vœux réciproques du peuple du Bas-Valais pour une union intime de nos bannières avec les sept louables Dizains, et l'assurance de sa confiance dans leur loyauté et leur bienveillance. Veuillez en attendant, Monsieur le grand bailli, être notre interprète auprès d'eux.

La garantie que Votre Excellence veut bien nous donner en particulier des intentions sincères et constantes des Magnifiques Seigneurs, ses co-députés, nous est d'autant plus agréable que son caractère connu ne peut laisser aucun doute ; nous nous flattons, ainsi que Votre Excellence, que la réunion des deux Etats n'éprouvera pas de grandes difficultés. Le comité estime que les articles fondamentaux de cette réunion que vous lui communiquez, ne pourront souffrir que des réserves ou des explications sur lesquelles il y a espoir de s'accorder dans les détails.

Agrérez personnellement, Monsieur le grand bailli, les assurances de la haute considération et de l'attachement distingué de nos communes et de leurs représentants pour Votre Excellence.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 109, minute de la main de Tousard d'Olbec ; B, pp. 37-38 ; C, pp. 142-143 ; D 3, pp. 35-36 ; Brigue, Arch. Stockalper, N° 10.166, copie. — Cité par Imesch, p. 20.)

Annexe II

*St-Maurice, 24 février 1798. — Proclamation du comité général
au sujet des fiefs*

Le comité général n'aurait pas différé jusqu'ici à manifester ses intentions concernant les fiefs, s'il n'avait pas attendu de jour en jour la ratification de par les communautés du Haut-Valais de l'acte d'indépendance. Aujourd'hui cette ratification en pleine forme

ayant été apportée, le comité se fait le plus vif plaisir de l'annoncer aux communes et d'en accompagner la publicité avec les résolutions qu'il a prises sur les fiefs.

1) Le comité déclare qu'il a déjà établi au nombre des articles fondamentaux de la nouvelle constitution, qui ne tardera pas à paraître, que les terres ne peuvent être grevées de charges ou redevances perpétuelles non rédimables ; mais avant de statuer le taux du rachat, le comité a dû d'un côté porter ses considérations sur la nature de ces fiefs et redevances féodales et, d'un autre côté, il a encore dû consulter les vœux des communes sur le mode et les moyens du rachat, qui diversifient autant qu'elles sont en nombre.

En attendant, le comité décrète à l'unanimité l'extinction sans aucune indemnité des taillabilités et servitudes personnelles et déclare l'homme rendu à sa dignité.

2) Le comité décrète encore le rachat des censes, échutes, commissions et de toutes taillabilités réelles, à quel effet il mettra au plus tôt à profit les instructions qu'il sollicite des communes, et il s'étudiera plus particulièrement à faciliter les moyens de ce rachat en faisant concorder la modicité du taux avec celle de nos fortunes respectives, et les principes de la justice et de la religion que nous avons, citoyens, juré de professer jusqu'à la mort.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, Nos 105 a et b, 106 et 107, projets de minute ; *ibid.*, No 108, copie signée Pittier ; B, pp. 38-39 ; C, pp. 141-142 ; etc. — Résumé par Grenat, pp. 463-464.)

Annexe III

St-Maurice, 24 février 1798. — Proclamation du comité général au sujet des bannis pour opinions politiques

Le comité central des communes du Valais Occidental convaincu que l'acte le plus pressant qu'exigent l'indépendance et la justice du peuple, est la reconnaissance de l'innocence de tous et chacun de ses concitoyens qui pour cause d'opinions politiques dans des temps malheureux ont été poursuivis, bannis, ou condamnés :

1) proclame l'innocence de ces concitoyens et rappelle au sein de leur patrie indépendante ceux qui auraient été forcés d'en sortir, déclarant que, n'ayant été privés de leurs droits civiques que par surprise faite aux droits de liberté, égalité, sûreté et de propriété, ils ne les ont effectivement jamais perdus ;

2) invite les mentionnés en l'article précédent à l'oubli du passé ;

3) déclare que par cette déclaration les représentants du peuple du Valais Occidental n'entendent rappeler en aucune manière dans le sein de la patrie ceux qui l'ont outragée par des délits et qui ont été condamnés suivant les formes légales à une peine quelconque ;

4) ledit comité à l'unanimité saisit cette occasion de frapper un injuste préjugé que tous les bons gouvernements se sont empressés d'anéantir, et déclare en conséquence que les peines afflictives et infamantes prononcées, quoique légalement, contre des individus coupables de crimes ou délits infamants, ne notent point et en aucune manière les familles de ces individus.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, No 110, minute de la main de Mangourit ; B, p. 40 ; C, p. 141, etc. — Publié, dans des rédactions légèrement différentes, par Ribordy, pp. 27-28, et Grenat, p. 463.)

39. Séance du dimanche matin 25 février 1798

« La séance ouverte à neuf heures a été entièrement remplie par l'expédition de copies des pièces relatives à l'indépendance pour diverses paroisses. »

(A, p. 45 ; C, p. 165.)

40. Séance du dimanche après-midi 25 février 1798

« La séance est ouverte à deux heures. »

a) « *Attestation au c. Dufour.* Le c. Dufour, membre du comité, ayant été inculpé dans le public d'avoir tenu des propos contraires à notre sainte religion catholique, apostolique et romaine, a fait demander au comité une déclaration... ce qui est arrêté par le comité, et l'acte déclaratoire lui en est expédié par le secrétaire » [*Annexe I*].

b) « *Pétition du c. Giori.* Le c. Giori, appelant d'un jugement rendu par M. de Sépibus, gouverneur de Saint-Maurice avant l'indépendance du Bas-Valais, entre lui et le c. Liotard, demande un tribunal d'appel par-devant lequel il puisse faire intimer sa partie adverse et obtenir un jugement. Sur quoi le comité, après mûre délibération et vu l'urgence du cas, a arrêté de nommer ce tribunal d'appel... » [*Annexe II*].

c) « *Pétition du comité de Saint-Maurice sur la députation à Sion.* Le comité de Saint-Maurice, invité à nommer un de ses membres pour faire partie de la députation à Sion, envoie une députation au comité général pour lui exprimer ses alarmes sur le but d'icelle, et protester que le comité n'entend point qu'il soit traité de réunion avec l'Etat du Haut-Valais. Il lui est répondu par le président [Pittier] que l'objet de la députation n'est que de porter à l'Etat du Haut-Valais des remerciements de la manière gracieuse dont il a ratifié l'indépendance et nous a écrit ; qu'au surplus, s'il eût été arrêté par le comité général d'entamer le traité de réunion suivant ses instructions en son acte d'érection, ce ne serait pas au comité de Saint-Maurice seul à s'y opposer ».

d) « N'y ayant aucune affaire à l'ordre, le comité s'occupe de la recherche des divers objets qui devraient entrer dans un projet de réunion des deux Etats du Valais. »

« Séance levée à huit heures. »

(A, pp. 45-46 ; C, pp. 165-166.)

Annexe I

St-Maurice, 25 février 1798. — Certificat donné au major Dufour

Sur la représentation faite au comité général du Bas-Valais que des gens mal intentionnés répandaient dans le public que le c. major Dufour aurait émis dans le comité des opinions qui tendaient à l'avisement et à la destruction de notre sainte religion, et que pour arrêter ce bruit il serait convenable que le comité lui donnât une déclaration justificative, le comité général, après délibération, a arrêté de déclarer que, ni dans le comité, ni dehors, il n'a jamais été entendu par aucun de ses membres le moindre propos de la part du major Dufour qui fût contraire à la religion catholique, apostolique et romaine, et que ses opinions se sont constamment accordées avec celles de ses collègues pour son honneur et à sa conservation.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 100, minute de la main de Tousard d'Olbec ; B, p. 61 ; C, p. 167.)

Annexe II

St-Maurice, 25 février 1798. — Tribunal d'appel assigné à Bernard Giori

Sur la représentation faite au comité général national du Bas-Valais par le c. Bernard Giori, qu'il est appelant d'un jugement rendu par M. de Sépibus, gouverneur de Saint-Maurice avant l'indépendance du Bas-Valais, entre lui et le c. Liotard ; que, par la cessation des tribunaux, il ne peut faire juger son appel, pour quoi il requiert le comité général de lui donner un tribunal d'appel, par-devant lequel il puisse faire intimer sa partie adverse et prononcer un jugement ; sur quoi, le comité général, après mûre délibération, vu l'urgence de cette affaire, a arrêté de nommer le tribunal d'appel qui lui est demandé, pour la formation duquel les citoyens suivants ont été proposés, mis aux voix et nommés à l'unanimité des trois bannières : les c. Dallèves, vice-président du comité de Sembrancher ; Ribordy, ci-devant curial, de Fully ; Vaudan, curial, de Bagnes ; Meilland, ci-devant lieutenant ; Volluz, ci-devant capitaine, de Martigny ; Gay, curial, de Martigny ; Bourgeois, notaire, de Martigny ; lesquels juges seront présidés par le c. Dallèves et procéderont au jugement sur l'appel interjeté par ledit c. Giori du jugement rendu par M. de Sépibus, alors gouverneur de Saint-Maurice, entre lui et le c. Liotard.

Le tribunal s'assemblera à Sembrancher au jour indiqué par le président d'ici au 15 du mois de mars prochain, et procédera sauf les récusations légitimes des parties qu'elles seront tenues de produire dans les trois jours dès la signification qui leur sera faite du présent arrêté.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 100, minute de la main de Tousard d'Olbec ; B, pp. 61-62 ; C, pp. 167-168.)

41. Séance du lundi matin 26 février 1798

« La séance est ouverte à huit heures. »

a) « Les c. frères Rouiller, de Collonges, paroisse d'Outre-Rhône, viennent se plaindre qu'ils ont été insultés par divers particuliers d'Outre-Rhône ; que le comité leur avait signé hier un mandat pour appeler tous les citoyens

qui avaient quelque reproche à leur faire, à venir déposer contre eux ; que la publication dudit mandat leur avait été refusée et qu'ils n'osaient pas reparaitre dans cette paroisse. Sur quoi, le comité délibérant arrête que deux de ses membres seront chargés, avec deux députés du comité de Saint-Maurice, de se transporter à Outre-Rhône pour exhorter les citoyens à l'union et à la concorde, et au respect de la justice et des personnes, et à cet effet a député les c. Delasoie et Trombert, qui se sont joints aux c. Wuilloud et Arlettaz ».

b) « Les c. Louis Preux et Du Fay, revenus de leur mission dans la bannière de Monthey, rendent le compte le plus satisfaisant de la situation des esprits dans toutes les paroisses, et de la joie qu'a répandue la nouvelle de la ratification de l'indépendance. »

c) « Le comité de Monthey a nommé les c. Pignat et Rivaz pour la députation à l'Etat du Haut-Valais ; le comité de Saint-Maurice, le c. Louis Preux, et le comité général, les c. Pittier, Delasoie et Duc. »

d) « Le comité reçoit une lettre du comité diplomatique de Lausanne en remerciement des soins qu'il a pris pour s'opposer au passage du régiment Stettler » [Annexe].

« La séance est levée à midi. »

(A, pp. 46-47 ; C, p. 175.)

Annexe

Lausanne, 20 février 1798. — Lettre du comité diplomatique du canton de Vaud

Le c. Mangourit nous a donné connaissance de l'empressement avec lequel vous avez pris des mesures pour fermer les passages au régiment Stettler, s'il se vérifiait qu'il fût rappelé pour l'opposer aux troupes françaises, nos protectrices. L'assemblée nationale provisoire du canton de Vaud a chargé le comité diplomatique de vous en témoigner sa reconnaissance, comme aussi de vous exprimer son vœu de resserrer les liens qui nous unissent, en vous offrant les services de la fraternité et de l'amitié. Recevez nos vœux pour la prospérité de vos communes et la conservation de votre indépendance et de votre liberté.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 25, original signé Glayre ; C, p. 177.)

42. Séance du lundi après-midi 26 février 1798

« La séance est ouverte à deux heures. »

a) « Le c. Pittier prie le comité de nommer un autre membre pour le remplacer dans la députation à Sion. »

b) « Le comité s'occupe de diverses instructions verbales sur les divers objets dont il peut être traité vaguement par la députation. »

c) « Le c. Frossard, d'Ardon, se présente avec une procure des paroisses d'Isérables et d'Ardon pour siéger au comité général en place du c. Maye ; mais attendu qu'il n'a pas la procure de la paroisse de Chamoson, le c. Maye reste pour la représenter. »

d) « Le c. Jean-Barthélemy Produit, de Leytron, nommé par sa commune pour assister au comité général, présente sa procure et est admis à prendre séance. »

e) « Les c. [Ch.-E. de] Rivaz, Duc et Pignat se transportent chez le c. Mangourit pour concerter avec lui jusqu'à quel point ils peuvent s'avancer dans les entrevues particulières qu'ils peuvent avoir à Sion. »

f) « Le c. Frossard est nommé pour remplacer le c. Pittier dans la députation. »

g) « Les députés vers le résident rapportent qu'il insiste pour qu'il ne soit donné de parole sur aucun point et qu'il ne soit en aucune manière traité de réunion. »

h) « Le c. président [Pittier] est appelé chez le c. résident. Il revient annoncer que le c. Mangourit lui a donné communication d'une lettre du Directoire par laquelle il approuve que le Valais, Haut et Bas, forme un gouvernement à part fondé sur une démocratie représentative, et qu'il promet au Valais ses secours et ses conseils. Cette nouvelle répand la plus grande satisfaction dans le comité ».

i) « Le c. Louis-Gaspard Quartéry remet au comité une plainte signée de lui sur les menaces qui lui ont été faites chez lui... La plainte reste sur le bureau pour y être fait droit en temps et lieu » [*Annexe*].

(A, pp. 47-48 ; C, pp. 175-176. — Le § d ne figure pas dans C.)

Annexe

[*St-Maurice, 26 février 1798*]. — *Plainte de Louis-Gaspard Quartéry*

Louis-Gaspard Quartéry vient vous exposer que dimanche 11 de ce mois après-midi, un particulier de Vérossaz nommé le petit Joseph Saillen, accompagné de Golet, boulanger de ce lieu, est venu m'attaquer chez moi en me faisant des menaces, si je ne lui faisais pas rendre les argents qu'on a payés pour son compte pour avoir été impliqué et regardé comme complice d'un homicide arrivé en 1787, le 23 décembre, et moi pour lors juge de ce cas, qui l'ai condamné par sentence au bannissement et confiscation de ses biens, et s'en plaignant aujourd'hui de la manière la plus outrée, il m'a allégué que je lui avais fait une injustice la plus criante, que je ne pouvais pas lui infliger deux peines, le condamner au bannissement et à la confiscation de ses biens. Je lui ai répondu que, quoiqu'il m'en coûtait la vie, je ne lui rendrais pas un denier pour qu'il ne soit pas dit que j'aie passé pour un juge injuste, et que d'ailleurs il avait été jugé par les douze assesseurs.

Hier 25 courant, ledit petit Joseph Saillen se montrant chez moi de nouveau d'une manière cependant plus honnête en deux différentes fois, et le sergent Barman, frère de

feu Joseph Barman, ce dernier aussi impliqué et complice du même crime, et me déclarant, très échauffés l'un et l'autre, que si je ne leur compte pas leurs argents, ils iraient porter leur plainte au Directoire de Paris. Je leur ai encore répondu qu'ils n'avaient qu'à faire tout ce qu'ils voudraient, qu'on ne leur restituerait la moindre chose que la chambre du comité général en prenne préalablement connaissance et reçoive mes plaintes.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 4, original ; C, pp. 207-208.)

43. Séance du mardi matin 27 février 1798

« La séance est ouverte à sept heures. »

a) « Le comité reçoit : 1° une missive de l'évêque de Sion en réponse à sa lettre du 23 courant... [*Annexe I*] ; 2° une missive du grand bailli et conseil de l'Etat du Valais en réponse à la lettre du 21 courant... [*Annexe II*] ; 3° une missive du grand bailli » concernant l'annonce de la députation des bannières [*Annexe III*]. « Le comité donne communication de ces trois missives au comité de Saint-Maurice et au c. résident ».

b) « La députation pour Sion se transporte chez le c. résident pour prendre de nouveau ses instructions, et il leur confirme celles qu'il leur avait données la veille et les charge de diverses dépêches pour l'Etat. »

« La séance est levée à midi. »

(A, p. 49 ; C, p. 180.)

Annexe I

Sion, 25 février 1798. — Lettre de Joseph-Antoine Blatter, évêque de Sion, au président et aux membres du comité général

Je ne pouvais recevoir, dans la situation pénible et douloureuse de mon cœur, une plus touchante et sensible satisfaction, ni un plus pressant soulagement que m'en a donné la lettre que vous m'avez adressée qui respire la plus religieuse et filiale piété et la plus flatteuse confiance, ainsi que me l'avaient déjà attestés MM. vos députés.

D'après ce que j'ai fait jusqu'ici pour contribuer autant qu'il était en moi à la réunion des volontés, vous ne devez pas douter, Messieurs, de la sincérité de mes sentiments, de mon dévouement, et de mes continuels efforts pour seconder les généreuses dispositions des Seigneurs représentants du Haut-Valais, afin de rapprocher et resserrer le plus promptement possible les intérêts des deux peuples pour n'en former plus qu'un, réuni dans la foi, dans la liberté, la concorde et dans notre heureuse médiocrité, à l'imitation de plusieurs cantons catholiques et autres Confédérés. Je l'espère d'autant plus, cette réunion, que les prières publiques mettent les âmes dans les mains de la miséricorde divine ; que nombre d'alliances (de famille) déjà contractées font comme circuler le même sang entre le Haut et le Bas-Valais ainsi qu'un même zèle pour notre sainte religion. Des intérêts si pressants doivent les munir contre toute sollicitation à ce contraire, bannir toute défiance et réunir les deux peuples comme deux mains fraternelles qui se serrent, se jurent une amitié réci-

proque, une défense mutuelle et une alliance éternelle : le tout, dans l'union de la foi de notre sainte mère l'Eglise romaine et le sang du Sauveur. Que si mes vœux, mes efforts sont fécondés par un regard de cet adorable Maître, je lui offrirai en action de grâces votre foi, vos hommages, votre reconnaissance et vos bonnes œuvres, qui me sont des précieux trésors. Finalement, Messieurs, j'ose espérer et me féliciter d'avance qu'une fois faisant corps uni du gouvernement valaisan, de généreux amis de l'Eglise de Sion et de ses droits vous en deviendrez les défenseurs et les protecteurs.

(C, pp. 169-170 ; Bagnes, Arch. comm., F. 7, copie ; etc. — Publié dans Ribordy, pp. 25-26, Grenat, pp. 462-463 et dans *Recueil...*, pp. 15-16. — Voir, à Sion, Arch. de l'évêché, tir. 217, N° 52, le projet de lettre autographe en latin.)

Annexe II

*Sion, 26 février 1798. — Lettre du grand bailli Sigristen et conseil
du Haut-Valais au président et aux membres du comité général*

Nous avons reçu votre lettre du 21 février, par laquelle vous nous communiquez la réponse du c. Mangourit, résident de la République française, à votre lettre adressée à lui du 19 de ce mois. Nous y avons vu avec satisfaction les intentions des représentants de la nation française à l'égard des deux peuples du Valais, ainsi que les marques du témoignage non douteux de votre attachement constant aux principes religieux qui nous sont connus ; nous nous empressons à rassurer sur ce double point les communes de notre République, afin d'accélérer et affermir la réunion fraternelle qui fera le bonheur de la patrie commune.

(C, p. 193 ; D 3, p. 39 ; Bagnes, Arch. comm., F. 7, copie ; Riddes, Arch. comm., F. 2 g, copie.)

Annexe III

*Sion, 26 février 1798. — Lettre du grand bailli Sigristen au président
et aux membres du comité général*

C'était avec un vrai plaisir que j'ai reçu et mis sous les yeux de mes Souverains Seigneurs du Conseil permanent la lettre que vous avez bien voulu m'adresser sous le 24 courant. Toute la session a partagé avec moi l'émotion cordiale que nous inspire le désir réciproque de la réunion prochaine du Haut et du Bas-Valais, fondée sur des bases également avantageuses. Les membres de notre Conseil, qui se sont retirés pour recourir à de nouvelles instructions auprès de leurs communautés respectives, se retrouveront tous réunis ici demain soir ; et je puis vous assurer d'avance que toute l'assemblée attendra avec empressement et sensibilité l'arrivée de votre députation, ne doutant qu'elle apportera les mêmes dispositions sincères et fraternelles dont nous sommes animés, et dont la réception amicale de vos députés fera la preuve convaincante...

(C, p. 189 ; D 3, p. 36 ; Bagnes, Arch. comm., F. 7, copie ; etc. — Publié par Grenat, p. 464.)

44. Séance du mardi après-midi 27 février 1798

« La séance est ouverte à deux heures. »

a) « La commune d'Outre-Rhône demande l'exécution de sa maxe conformément au décret du gouverneur de Saint-Maurice du 11 mars 1794. Le comité arrête que ledit décret sera exécuté, attendu que tous les actes d'autorité antérieurs sont maintenus ».

b) « Le c. Joseph Courten, habitant Martigny, présente une pétition contre Joseph Bellon, de Massongex, tendant à ce que ledit Bellon soit contraint à lui restituer ses habillements dont il est détenteur. Il est renvoyé par-devant le juge de paix de Massongex ».

c) « La commune de Bonnevaux, département du Mont-Blanc, demande la restitution d'une cloche qu'ils disent leur avoir été volée ; laquelle cloche est entre les mains du c. banneret Dallèves à qui elle est venue par achat des pères de la Trappe, lesquels disent l'avoir achetée du c. Ducrey, marchand à Martigny. Le comité renvoie ladite commune par-devant le juge de Martigny où demeure le premier marchand présumé de la cloche ».

d) « Le c. Jérôme Constantin, demeurant à Martigny, présente une pétition signée dans laquelle il expose que passant aux environs de Savièse, il a été attaqué et maltraité à cause de sa cocarde verte [*Annexe I*]. Il présente le procès-verbal du médecin. Le comité arrête [*Annexe II*] qu'il sera écrit au grand châtelain de Sion [Ambuel] pour lui demander de faire ou de faire faire des informations et procurer justice et satisfaction au plaignant » [*Annexe III*].

e) « Le c. banneret Dallèves écrit pour rendre compte des mesures qu'il a prises sur les ordres du comité relatifs au passage du régiment Stettler [*Annexe IV*]. Il transmet à ce sujet [une lettre de la commune d'Orsières : *Annexe V*], une lettre de la commune de Bourg-Saint-Pierre [*Annexe VI*] et une lettre du prieur claustral [Claivaz] du Saint-Bernard [*Annexe VII*]. Ledit c. demande à rendre ses comptes de transit ».

f) « Le c. Frossard, président du comité de Liddes, transmet au comité une affiche scandaleuse et calomnieuse contre le c. Etienne-Joseph Bastian, laquelle a été affichée à quatre exemplaires à la porte du comité. Ces pièces restent sur le bureau pour en délibérer » [*Annexes VIII, IX et X*].

(A, pp. 49-50 ; C, pp. 180-182.)

Annexe I

*St-Maurice, 27 février 1798. — Plainte du c. Jérôme Constantin pour
maltraitements à lui faits à Savièse*

Je viens exposer à votre assemblée que le 5 du courant me rendant de Martigny en Ayent, mon domicile, et portant la cocarde verte, je fus assailli pour cette raison aux environs de Savièse par un nommé Antoine Jacquier, dudit lieu, qui m'enleva mon chapeau, en arracha la cocarde qu'il mit en pièces, me saisit au col, et je tombai enfin sous les coups redoublés d'une douzaine d'hommes environ, qui me dépouillèrent entièrement et me maltraitèrent de telle force que je restai sans espérance de vie ; on me tira ensuite plusieurs pierres, qui ne me touchèrent pas, lorsque l'un d'eux dit qu'il fallait m'assommer et m'enterrer sur les lieux. Je fis mes derniers efforts, et je m'échappai par la fuite à leur fureur.

Je laisse au procès-verbal du médecin qui me traita, le témoignage de l'état où ces forcenés me réduisirent. Je viens avec confiance implorer la justice de l'organe du peuple du Bas-Valais et demander la satisfaction qui m'est due, puisque la cause des mauvais traitements que j'ai essayés, est un outrage fait à notre liberté et au droit sacré des personnes. Veuillez, citoyens représentants, venger l'injure faite à votre régénération, et en méritant toujours la confiance de vos commettants, l'on vous souhaite le salut fraternel.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 33, original ; C, p. 183.)

Annexe II

St-Maurice, 27 février 1798. — Arrêté du comité au sujet de la susdite plainte

... Sur quoi le comité délibérant, vu la pétition signée dudit Constantin, et le procès-verbal du médecin, estime que dans le cas où l'exposé serait vrai, l'insulte faite audit Constantin lui a été faite à cause de sa cocarde nationale du Bas-Valais qu'il portait, que cette insulte serait réellement faite au peuple du Bas-Valais et au signe de son indépendance, et qu'en conséquence le comité doit prendre fait et cause en cette affaire, le comité arrête qu'il sera écrit à M. le grand châtelain du dizain de Sion [Ambuel] pour le prier de faire par lui-même, ou donner ordre au juge compétent de faire les informations les plus promptes sur cette affaire, et de rendre tant sur le droit du plaignant que sur le droit des gens la même justice qu'il offre de rendre réciproquement en cas pareil.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 96, minute de la main de Tousard d'Olbec ; *ibid.*, N° 97, copie de la main d'Isaac de Rivaz, modifiée dans sa forme ; B, pp. 63-64 ; C, pp. 183-184.)

Annexe III

*St-Maurice, 27 février 1798. — Lettre du comité général
au grand châtelain de Sion [Ambuel]*

Après avoir rappelé les circonstances de l'agression, le comité poursuit : Si cet exposé était vrai, M. le grand châtelain, ce serait une insulte positive faite en sa personne au peuple du Bas-Valais et au signe de son indépendance, pour laquelle le comité ne pourrait se dispenser de prendre fait et cause. Il vous prie, M. le grand châtelain, de vouloir bien en conséquence faire par vous-même, si la chose vous regarde, ou donner ordre au

juge compétent de faire les informations les plus exactes sur les faits et, en cas qu'ils soient constatés vrais, de rendre justice au plaignant et de faire donner satisfaction tant à lui personnellement qu'au droit des gens offensé en sa personne...

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 98, minute de la main de Tousard d'Olbec ; B, pp. 64-65 ; C, pp. 184-185.)

Annexe IV

*Sembrancher, 26 février 1798. — Lettre du banneret Dallèves
au comité général*

Le 19 courant, j'ai reçu les ordres du comité général concernant les électionnaires de la vallée d'Entremont ; aussitôt je les ai envoyés aux comités de chaque commune ; rapport fait par les représentants des communes que les électionnaires étaient prêts à marcher aux ordres du comité général, j'ai chargé la commune de Bourg-Saint-Pierre d'envoyer un exprès jusqu'à Saint-Rhémy pour prendre des informations secrètes sur l'approche de ces compagnies étrangères. Voyez la réponse du comité [Annexe VI]. Le prieur claustral du Saint-Bernard, qui est à la portée de recevoir à tout moment des nouvelles certaines, a été prié de les transmettre aussitôt au comité général ; je joins ici sa réponse [Annexe VII].

Je souhaiterais faire voir au comité mes comptes du transit. Je le prie de vouloir fixer le moment qu'il voudra les entendre.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 85, original ; C, p. 185.)

Annexe V

*Orsières, 21 février 1798. — Réponse de Joris, président du comité d'Orsières,
au banneret Dallèves, au sujet du passage du régiment de Stettler*

D'après l'ordre ou avis du 19 février, je n'ai pas manqué d'aviser en particulier et publiquement tous les électionnaires de cette paroisse de se tenir prêts à marcher au premier avis pour empêcher l'entrée dans le pays de toute troupe étrangère, notamment du régiment Stettler, qui est au service de Sa Majesté Sarde. J'espère qu'ils ne se présenteront pas, vu les préparatifs qu'on fait pour les recevoir.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 26, original ; C, p. 116.)

Annexe VI

*Bourg-St-Pierre, 22 février 1798. — Réponse de Balleys, secrétaire du comité
de Bourg-St-Pierre, au banneret Dallèves,
au sujet du passage du régiment de Stettler*

Le comité de Bourg-Saint-Pierre, pour répondre à votre lettre du 20 février, a envoyé à Saint-Rhémy un homme prudent, lequel s'étant informé autant qu'il a pu, a déclaré qu'il n'a pu découvrir aucune nouvelle touchant ces compagnies étrangères.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 27, original ; C, pp. 115-116.)

Annexe VII

*Grand St-Bernard, 24 février 1798. — Lettre du prieur Claivaz
au banneret Dallèves*

Il est plus que probable que ceux dont vous me parlez ne passeront pas par le Grand Saint-Bernard, surtout s'ils apprennent que le Bas n'est pas réuni avec le Haut. D'ailleurs, il est impossible de ne pas le savoir quelques jours d'avance ; ainsi je ne croirais pas nécessaire d'augmenter les frais des communes pour un plus grand nombre de gardes, l'un des deux qui sont ici pourrait bien se détacher pour aller porter l'alerte assez tôt. J'ai reçu la vôtre le 21. Vous ne paraissiez pas m'en demander réponse. J'ai différé jusqu'aujourd'hui pour avoir mieux le temps de vous exprimer mon empressement pour le bonheur de la patrie. Je puis vous assurer qu'il fait un des objets de mes plus ferventes prières. Je finis en vous souhaitant la bénédiction du bon Dieu...

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 30, original ; C, pp. 161-162.)

Annexe VIII

*Liddes, 25 février 1798. — Lettre de Pierre-Nicolas Frossard,
président du comité de Liddes, au comité général*

Une calomnie atroce courant contre le c. Etienne-Joseph Bastian, de Liddes, par quatre affiches plantées à l'insu du comité, dont une a été déchirée, et tenez la seconde ici-incluse, lui-même se trouvant coupable de rien ainsi qu'il le dit, et n'ayant rien fait ici à ma connaissance, ni à celle de ce comité, qu'il soit tel qu'on le dit, quelle doit être la conduite que je dois tenir à cet égard, j'attends votre avis.

N. B. — Les deux autres sont entre les mains du calomnié, l'un et l'autre entre les mains du président.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 32, original ; C, pp. 177-178.)

Annexe IX

*Savièse, 21 février 1798. — Signalement supposé envoyé par F. Bridy,
châtelain de Savièse*

Le sieur Etienne-Joseph Bastian, ci-devant guidonnier de Liddes, qui s'est évadé de la paroisse de Savièse, a été depuis reconnu coupable des crimes infâmes d'apostasie, de lèse-majesté, de faux, de parjure et de vol. Et l'honorable commune de Savièse voulant venger ces atrocités inouïes, promet cent louis neufs à celui qui apportera la tête dudit Bastian, ou cent et vingt louis neufs s'ils le conduisent vivant entre les mains des officiers de dite paroisse. Elle promet de plus le secret inviolable de ne jamais découvrir ceux qui se chargeront de cette bonne œuvre.

Donné à Savièse pour être affiché dans tous les coins qui seront jugés convenables.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 5, original ; C, p. 116, sur l'original « supposé écrit de la main du châtelain de Savièse ».)

Annexe X

Liddes, 24 février 1798. — Billet du médecin F. Bastian au comité général

Le c. F. Bastian prie le comité général de lui accorder tous les moyens possibles pour pouvoir découvrir le scélérat qui a inventé ce libelle atroce.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 31, original ; C, p. 161.)

45. Séance du mercredi matin 28 février 1798

« La séance (du matin) est entièrement remplie par la discussion des deux premiers titres d'un projet de constitution présenté par le c. Mangourit. »

(A, p. 51 ; C, p. 201.)

46. Séance du mercredi après-midi 28 février 1798

« La séance est ouverte à deux heures. »

a) « Le comité, ayant reçu une lettre de la commune de Chamoson relative à plusieurs questions... [Annexe I], arrête la réponse à ces diverses questions » [Annexe II].

b) « A la requête du c. Liotard, représenté par le c. Crompt, le comité signe un mandat par lequel il évoque la cause d'entre lui et le c. Giori pour laquelle il avait été nommé un tribunal d'appel en Entremont, à Saint-Maurice où il sera nommé un autre tribunal présidé par un membre du comité général, sauf la récusation dudit Giori, qui doit être présentée au comité d'ici au 3 mars prochain. »

c) Le comité arrête d'écrire au comité de Liddes relativement à la plainte du c. Bastian [Annexes III et IV].

d) « Le c. Joris, de retour de sa députation dans l'Entremont, rend un compte satisfaisant de l'état des paroisses de cette bannière, sur la disposition desquelles les bruits antérieurs avaient alarmé le comité. »

e) « Le secrétaire [Tousard] remet sur le bureau le projet complet de constitution envoyé par le c. Mangourit, dont le premier titre avait déjà été communiqué. La discussion est renvoyée à demain. »

(A, pp. 51-52 ; C, pp. 201-202.)

Annexe I

Chamoson, 24 février 1798. — Lettre de Favre, secrétaire du comité de Chamoson, au comité général

La commune de Chamoson, Grugnay, St-Pierre-de-Clages vous prie de lui expliquer les points suivants :

1) Savoir si les habitants entrèrent dans les biens achetés de la bourse commune tant meubles qu'immeubles ? A quelles conditions et quand ? Parce que si les habitants entraient dans lesdits biens après un terme limité, il serait conséquemment nécessaire de diviser lesdits biens entre les anciens communiens. Et ce doute désole tellement nos concitoyens que nous avons grand-peine de les contenir, sans cependant les accuser d'aucune violence à notre égard.

2) Une explication du pouvoir que le comité de chaque commune peut avoir, sans l'assemblée générale de tous les citoyens d'icelle ; car s'il fallait tous les jours assembler la généralité pour décider la moindre question, cela causerait une grande perte de temps à tous et un mépris notable au comité local.

3) Si, dans la réquisition à laquelle nous travaillons incessamment, on doit y mettre des gens qui ne sont pas de taille militaire, ou qui auraient quelques autres défauts corporels ; du reste la réquisition de notre commune vous parviendra lundi prochain 26 courant.

N. B. — Comme nous venons de nous séparer de la communauté d'Ardon pour le temporel, nous voudrions vous demander quelle poursuite il faudrait faire pour en avoir la séparation de paroisse et de ses revenus.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 29, original ; C, pp. 162-163.)

Annexe II

St-Maurice, 28 février 1798. — Lettre du comité général à la commune de Chamoson

Sur les questions que vous nous faites par votre lettre du 24 du courant, nous vous répondrons :

1) Que les bourses communes et les biens meubles et immeubles des communes forment la matière d'une question générale qui sera décidée par la constitution à établir pour tout notre pays, et que jusqu'à l'établissement de cette constitution, tous les citoyens doivent demeurer paisibles dans l'état actuel, et ne rien innover à cet égard.

2) Que les comités de chaque commune doivent avoir les mêmes pouvoirs et la même autorité qui étaient attribués aux ci-devant conseils des communes, à moins que ces pouvoirs et autorité n'aient été expressément diminués par l'assemblée générale de la commune.

3) Tous les communiens et habitants doivent être portés sur le dénombrement militaire, et quant à ceux qui ne sont pas de taille militaire ou qui ont quelque défaut de conformation, il faut en faire l'observation à côté de leur nom.

4) Votre séparation de la commune d'Ardon pour la paroisse et les revenus n'est pas de notre compétence, et nous estimons qu'elle regarde le tribunal ecclésiastique. Notre proclamation vous indiquait déjà le vœu de la généralité de ne porter aucune atteinte à notre sainte religion, et de ne rien empiéter sur les droits ecclésiastiques.

Nous vous exhortons, citoyens, à ne point agiter de querelle de commune à commune dans le moment actuel, et de rester dans un grand calme sur toutes les affaires majeures jusqu'à ce que les autorités que doit établir la constitution aient remplacé les autorités provisoires actuelles.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 90, minute de la main de Tousard d'Olbec ; B, pp. 65-66 ; C, pp. 203-204.)

Annexe III

St-Maurice, 28 février 1798. — Lettre du comité général au comité de Liddes

Sur l'avis reçu par votre président que des méchants se sont avisés d'afficher en différents endroits de votre commune des libelles diffamatoires et calomnieux contre l'honneur d'un citoyen [Bastian], le comité général, devant veiller à ce que la tranquillité publique ne soit pas troublée, vous invite, citoyens, de faire les recherches les plus exactes sur les auteurs, fauteurs et porteurs de ce libelle ; à quel effet le citoyen président pourra s'adjoindre deux membres du comité, et le calomnié est aussi invité à concourir à ces découvertes ; et dès que vous aurez, citoyens, acquis des renseignements et indices fondés, vous les transmettez aussitôt au comité général qui donnera les instructions nécessaires pour procéder aux enquêtes judiciaires.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 32 v°, minute de la main de Pittier ; C, pp. 178-179.)

Annexe IV

Savièse, 27 février 1798. — Déclaration de François Bridy, châtelain de Savièse, portant désaveu du libelle affiché sous son nom contre Bastian de Liddes

L'honorable communauté de Savièse, par la voie de son châtelain François Bridy soussigné, fait savoir, déclare et atteste, que le sieur Etienne-Joseph Bastian, guidonnier de Liddes, s'est transporté lui-même en personne à Savièse, le 27 février 1798, pour y reconnaître la vérité de l'infâme et atroce signalement affiché contre lui, et comme cet infâme signalement est faux, dit châtelain déclare et fait savoir que personne ne peut ni ne doit commettre pareil crime ni se reposer sur l'espérance de toucher la récompense promise des 120 louis. Bien plus, le châtelain soussigné au nom de sa commune réclame vengeance et justice contre l'inventeur scélérat qui a emprunté son nom et ceux qui ont posé les affiches, promettant même récompense à ceux qui les découvriront ; déclarant de plus que dit Bastian, pour autant qu'il est à la connaissance de dite communauté de Savièse, n'est rien autre qu'un homme d'honneur et de probité, et l'inventeur du libelle, l'homme le plus scélérat qui puisse exister, digne du dernier supplice. Fasse le ciel qu'on le puisse découvrir afin de maintenir le bon ordre et la sûreté publique d'où dépend le bonheur de toute société, priant tous les juges qui sont à prier de faire toutes les démarches possibles, en quelque sens que ce soit et contre qui que ce soit pour en découvrir l'infâme et scélérat auteur.

Donné à Savièse..., en présence de M. le capitaine et syndic Jean-Germain Dubuis et de M. le curial Pierre-François Dallèves, de Sion, et d'honnête Jean Crettin, demeurant à Sion.

Pour foi atteste, ce 2 mars 1798. Signé : Massard, secrétaire du comité provisoire de surveillance de Liddes.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 68, copie conforme ; C, p. 186.)

47. Séance du jeudi matin 1^{er} mars 1798

« La séance est ouverte à sept heures. »

a) « Le projet de constitution est mis en discussion, diverses observations sont rédigées. Mais un membre du comité, revenant de chez le c. Mangourit, annonce au comité qu'il lui a expressément notifié que son intention était que ce projet fût accepté sans aucune difficulté dans l'espace de 24 heures. Le comité envisageant déjà toutes les oppositions que ce projet pouvait rencontrer dans les communes, a délibéré longtemps sur le parti qu'il devait prendre et, ne pouvant en arrêter aucun, il s'en est généralement remis à ceux de ses membres qui pourraient voir confidentiellement le c. résident, d'essayer de lui faire agréer quelques modifications ».

b) Le comité prend un arrêté sur la plainte du c. Quartéry et charge le comité de Saint-Maurice d'y donner suite [*Annexe*].

« La séance est levée à midi. »

(A, p. 52 ; C, p. 205. — Le § b est omis dans C.)

Annexe

St-Maurice, 1^{er} mars 1798. — Arrêté du comité général sur la plainte de L.-G. Quartéry

En suite de son arrêté de ce jour sur les plaintes du c. Louis-Gaspard Quartéry, ci-devant châtelain de Vérossaz, ordonne à Joseph Saillen et au c. Maurice Barman, de dit lieu de Vérossaz, à se constituer après-demain 3 du mois de mars, à 9 heures du matin, devant lui, au lieu de ses séances, pour y répondre aux interrogatoires et sur la plainte énoncée, et voir à ce qu'il sera avisé de droit. Le comité de surveillance est invité à donner les suites convenables au présent.

Le présent a été notifié aux susdits Saillen et Barman le 1^{er} mars 1798. Pour foi : Penay, officier.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N^o 91, original signé « Pittier, président, Tousard d'Olbec, secrétaire » ; B, p. 67 ; C, pp. 208-209.)

48. Séance du jeudi après-midi 1^{er} mars 1798

« La séance est ouverte à deux heures. »

« Le projet de constitution est à l'ordre. Le comité, après avoir de nouveau considéré les instances du c. résident pour l'acceptation de la constitution et les pouvoirs limités dont il est nanti par les communes, persiste à estimer qu'il ne peut accepter lui seul cette constitution et à se flatter d'engager le c. résident à écouter ses représentations, et, dans cette persuasion, il continue l'examen du projet ».

« La séance est levée à sept heures. »

(A, p. 53 ; C, p. 205.)

49. Séance du vendredi matin 2 mars 1798

« Séance ouverte à huit heures. »

« La discussion est reprise sur le projet de constitution. Un membre vient annoncer qu'il a eu une entrevue particulière avec le c. résident qui lui a réitéré positivement que ses instructions exigeaient que nous acceptassions, ou le projet qu'il nous avait remis, ou celui de la constitution helvétique. Ce rapport rejette l'assemblée dans les mêmes agitations que celles de la veille. Enfin, elle arrête d'appeler un grand nombre de députés des bannières pour être témoins de sa conduite et de l'impossibilité où elle est de se soustraire aux dangers qui seraient la suite d'un refus à obtempérer aux désirs du Directoire français manifestés par son chargé d'affaires. La séance se prolonge dans ces discussions jusqu'à douze heures ».

(A, p. 53 ; C, p. 211.)

50. Séance du vendredi après-midi 2 mars 1798

« La séance est ouverte à deux heures. »

a) « Le comité expédie de ses membres et des invitations dans toutes les bannières pour appeler sans délai une réunion de députés extraordinaires. Les envoyés partent en grande hâte ».

b) « On vient avertir le comité de la part du c. résident de la République française qu'il désire communiquer officiellement diverses pièces au comité général et au comité particulier de Saint-Maurice, et qu'il les invite à se réunir à la maison commune. Le comité général s'y transporte. Le c. Mangourit arrive dans l'assemblée en grand costume. Il fait un discours dans lequel il expose la situation des peuples du Pays de Vaud, les efforts qu'il fait pour repousser ses anciens oppresseurs, et particulièrement les craintes des trois mandements libres d'Aigle, Ollon et Bex, qui sont menacés par les troupes bernoises stationnées sur les montagnes qui s'étendent dans le mandement des Ormonts. Il a reçu la nouvelle que ces troupes se sont avancées jusqu'à Leysin dont elles se sont emparées. Il lit à l'assemblée la lettre qui le lui annonce. Il informe l'assemblée que depuis du temps le général Brune, commandant les troupes françaises, et le général de Bons, commandant les troupes vaudoises, et les comités des trois mandements libres s'étaient adressés à lui pour savoir si, en cas de besoin, les Valaisans libres pourraient leur prêter quelque secours ; qu'il en avait parlé à divers membres du comité militaire de Saint-Maurice qui lui avaient assuré qu'il pouvait compter sur 400 hommes ; que les comités des trois mandements lui avaient remis d'avance des réquisitions pour demander le secours dans le moment où il deviendrait nécessaire, et il lit à l'assemblée les réquisitions de chacun de ces comités qui s'autorisent particulièrement de l'empressement que le comité avait montré à prendre des mesures militaires pour s'opposer au passage dans le Bas-Valais du régiment Stettler qu'on avait annoncé devoir passer le Saint-Bernard pour joindre l'armée bernoise. Enfin, il annonce que le secours de 400 Valaisans

est requis officiellement par le c. Chastel, commandant les troupes françaises et vaudoises à Aigle, et il lit sa lettre en date du 11 ventôse, soit 1^{er} mars courant [Annexe I]. A la suite de cet exposé, il harangue l'assemblée à laquelle il représente qu'il y a une alliance naturelle entre deux peuples qui se sont tous deux affranchis, qu'il y a communauté d'intérêts entre deux peuples si voisins dont l'un ne pourrait pas succomber sans que l'autre ne coure le risque d'être remis sous le joug, et il s'exprime avec une telle éloquence et une telle chaleur qu'il fait passer dans toute l'assemblée l'esprit dont il est animé et ne laisse plus aucun doute que le secours ne doive être accordé et sans délai. Le comité général prie le c. résident de remettre par écrit sa réquisition personnelle [Annexe II] et de lui donner communication officielle de la lettre réquisitoire du c. Chastel. Les comités se retirent chacun dans leur salle d'assemblée pour délibérer. Le résident envoie par un messenger au comité général la lettre du c. Chastel dont le secrétaire [Tousard] prend copie, et elle est remise à l'instant avec acte de la communication. Le comité délibère : 1° sur la prétendue offre de ce secours annoncé dans le discours du c. résident et dans la lettre du c. Chastel. Les membres du comité militaire de Saint-Maurice ont désavoué qu'ils eussent jamais fait cette offre. Le comité, sur la proposition d'un de ses membres, voulait d'abord écrire au c. résident pour relever cette assertion et constater sa conduite vis-à-vis des communes ; mais sur l'observation que les réquisitions des trois mandements n'en faisaient pas mention, que la lettre du c. Chastel exprime que ce sont 400 Valaisans qui se sont offerts, ce qui ne prouve au moins pas que cette offre ait été faite par le comité, on passe à l'ordre du jour. 2° Sur le secours à accorder ou à refuser. Sur cette question, le comité général arrête de se transporter à la maison commune pour se réunir avec le comité de Saint-Maurice et en délibérer en commun. Le comité de Saint-Maurice est invité à se réunir à cet effet au comité général à neuf heures du soir ».

(A, pp. 54-55 ; C, pp. 211-213.)

Annexe I

Aigle, 12 ventôse an 6 (2 mars 1798). — Lettre du commandant Chastel à Mangourit

Le moment est arrivé d'utiliser le zèle des 400 Valaisans qui ont offert leurs services pour combattre les satellites de l'oligarchie bernoise. Il ne faut pas que ces braves citoyens puissent nous reprocher un jour de ne les avoir pas crus dignes de la liberté. Admettons-les à l'honneur de partager notre gloire en les associant à nos travaux.

Une invitation de votre part équivaut sans doute à des ordres ; fixez à demain le jour de leur rassemblement à Saint-Maurice, et qu'ils partent le 14 [ventôse = 4 mars] du courant pour se rendre de bonne heure à Aigle où ils recevront de nouveaux ordres.

Je vous prie de m'accuser la réception de la présente par le retour de l'ordonnance que je vous envoie, en m'apprenant si je peux compter sur l'exécution de ce projet.

Le c. résident a communiqué la présente au comité général du Bas-Valais siégeant à Saint-Maurice, le 2 mars 1798, à 7 heures du soir. Pittier, président.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 92, copie de la main de Tousard d'Olbec ; *ibid.*, N° 93, copie ; B, pp. 67-68 ; C, p. 217. — Publié partiellement par Grenat, p. 466.)

Annexe II

*St-Maurice, 12 ventôse an 6 (2 mars 1798). — Réquisition de Mangourit
aux comités réunis*

Vous avez recouvré votre indépendance en même temps qu'une partie de la Suisse, l'autre est encore opprimée ; il faut lui faire part du bienfait recouvré.

L'oligarchie bernoise rugit dans sa tanière ; elle lance ses oursons sur les rochers qui vous avoisinent : ils menacent les quatre mandements et le Valais Occidental.

Citoyens, les laisserez-vous plus longtemps égarer de bons montagnards asservis sous le joug ? Ne porterez-vous pas l'effroi d'une main et la confiance de l'autre sur ces monts où la liberté sans vous refuse de s'asseoir ?

Vous direz aux peuples du Valais régénéré : « Armez-vous et marchez contre les tyrans de l'Helvétie », et pas un individu ne restera dans sa demeure : tous frères par la nature et l'indépendance, ils iront tous combattre leurs ennemis ; un seul drapeau réunira la grande famille contre l'égoïsme de quelques méprisables castes.

Mais arrêtez ce zèle, modérez cet enthousiasme : il ne vous faut pas une armée pour vaincre : 400 Valaisans suffisent pour terrasser. C'est après-demain que la chasse aux dévotrateurs de l'espèce humaine est résolue. Qu'ils partent, ces énergiques habitants de ces campagnes régénérées ; ils sont sûrs d'attacher à leurs couleurs les lauriers de la victoire ; ils verront les braves Vaudois armés pour les cueillir ; ils verront les vainqueurs de l'Italie leur offrir leur part dans les nouveaux trophées qu'ils vont élever ; ils auront en avant les dangers, à leurs côtés la gloire, et derrière eux la liberté française, l'honneur des grands souvenirs et la reconnaissance de la postérité.

(Rz, cart. 73, fasc. 21, N° 10, original ; B, pp. 68-69 ; C, pp. 217-218.)

51. Séance du vendredi soir 2 mars 1798

« La séance est ouverte et présidée par le président du comité général [Pittier]. Le secrétaire du comité de Saint-Maurice [Dépraz] est au bureau ».

a) « Le président appelle les trois bannières à donner leur vœu sur le secours demandé par les Vaudois. Dans le cours de l'après-midi, un grand nombre de députés des communes les plus promptement averties étaient arrivés, on y remarquait même ceux du Val-d'Illiez ; quelques-uns étaient venus assez tôt pour entendre le c. résident, et ces députés extraordinaires ont pris part aux délibérations de l'assemblée. Les trois bannières, après une délibération de plus de deux heures, prononcèrent chacune leur avis qui est inscrit au procès-verbal remis par le secrétaire au comité général et qui est déposé en ses minutes [Annexe I]. Il en résulte que le secours est accordé par les bannières de Saint-Maurice et de Monthey, mais que la bannière d'Entremont avait été d'avis d'en référer à ses communes ».

b) « Le président lève la séance et transporte le comité général au lieu ordinaire de ses séances où il est délibéré sur les mesures d'exécution. Le comité arrête une adresse à toutes les communes, dans laquelle elles seront informées que le secours n'a point été offert, mais qu'une réunion considérable de députés en a senti la nécessité, et qu'elles sont invitées à fournir leur

contingent ; le projet en est approuvé et signé par le président [*Annexe II*]. On écrit en outre aux communes des lettres instructives pour les mesures à prendre par elles. Il est arrêté une députation au résident pour l'en informer ».

c) « La députation à la diète de Sion était rendue à Saint-Maurice pour l'heure de la seconde séance à la maison de ville à laquelle elle a assisté. Au retour de cette séance, ils ont rendu compte verbal de leur députation et de l'accueil gracieux, fraternel et confiant qu'ils ont reçu ; le comité a arrêté qu'il serait fait un procès-verbal séparé de ce rapport pour ne point retarder les affaires urgentes du moment et que ce rapport serait inscrit sur le registre des minutes » [*Annexes III et IV*].

« La séance est levée à six heures du matin. »

(*A*, pp. 55-56 ; *C*, pp. 213-214.)

Annexe I

St-Maurice, 2 mars 1798. — Arrêté du comité général au sujet de la troupe à fournir au Pays de Vaud

Résultat des députés des trois bannières à la demande du c. résident :

I. Les députés de la bannière d'Entremont répondent :

1) Que les communes d'Entremont ont prouvé leur zèle dans la prompte exécution qu'elles ont mise à l'ordre donné par le comité général pour empêcher le passage de toutes compagnies étrangères par le Grand St-Bernard, et que la force armée desdites communes est encore en activité tant que cet ordre n'est pas levé et qu'il existe la garde au St-Bernard.

2) Que n'ayant pas de leurs commettants des pouvoirs suffisants pour disposer de la force armée, ils s'engagent de communiquer incessamment les propositions à leurs communes, et à faire intervenir le rapport de leur délibération.

3) Qu'ils prendront la liberté de demander au c. résident des informations plus amples pour les référer en même temps à leurs communes.

II. Les députés de Saint-Maurice et ressorts, Martigny, Quatre-Villes et Majorie inclinent à inviter les communes ressortissantes à fournir leur contingent des volontaires requis par le c. résident. Pour quant à la ville, elle est prête.

III. Le comité central de la bannière de Monthey et les députés de ladite bannière au comité général, quoiqu'ils n'aient pas l'avis de leurs communes qu'ils auraient désiré consulter au préalable, sont d'avis de fournir leur contingent des 400 hommes demandés par le c. résident pour être employé comme secours de police dans le voisinage, et qu'il soit envoyé une députation aux c. Mangourit et Chastel pour conférer avec eux à ce sujet.

La bannière de Saint-Maurice adhère à la motion de celle de Monthey pour quant à la députation près du c. Chastel, si tant est que l'on ne puisse pas avoir des éclaircissements suffisants du c. résident.

Ainsi fait en comité général extraordinaire en maison de commune de Saint-Maurice, le 2 mars à 11 heures du soir.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, Nos 94 et 95, minutes écrites et signées « Dépraz, secrétaire du comité de surveillance de Saint-Maurice » ; *B*, pp. 70-71 ; *C*, pp. 219-220.)

Annexe II

St-Maurice, 3 mars 1798. — Adresse aux communes pour fournir un secours de 400 hommes au Pays de Vaud

Votre comité général voyait avec inquiétude le danger de vos frères du Pays de Vaud, mais sans vos pouvoirs et sans votre aveu, il n'aurait jamais pris sur lui de leur promettre aucun secours. Aujourd'hui une réquisition formelle de leur général nous demande 400 volontaires pour marcher avec eux. Elle a été apportée au milieu d'une réunion nombreuse de députés extraordinaires des trois bannières par le c. résident de France. Tous l'ont entendu plaider la cause de ce peuple combattant pour sa liberté ; tous ont entendu les motifs puissants qui vous appellent à leur secours. Fort de leur témoignage, votre comité général vous invite à animer votre jeunesse à se réunir sous leur drapeau.

Citoyens, votre liberté ne vous a coûté aucun effort, mais s'il vous eût fallu la conquérir, n'auriez-vous pas appelé vos voisins à votre aide ? Mais si les anciens oppresseurs du Pays de Vaud le ramenaient sous le joug, croyez-vous qu'ils souffrissent à sa frontière un peuple affranchi de la sujétion ? Citoyens, cette cause est la vôtre. Vos frères ne vous demandent que votre courage et vos bras. Arrivés sur leur territoire, vous serez à leur solde et traités comme eux, le c. résident de France nous le garantit. Armez-vous, que ceux qui ont voulu la liberté paraissent et se montrent dignes d'elle, et qu'à votre empressement à marcher sous son étendard la patrie connaisse ce qu'elle aurait pu attendre elle-même de ses enfants.

Persuadés du zèle de toutes les bannières, nous vous invitons, citoyens, à rassembler sans aucun délai votre contingent sur l'égance de 133 hommes par bannière.

Si vous vous rendez à notre invitation, vous appellerez d'abord tous les jeunes gens de bonne volonté, vous prendrez ensuite dans les élections pour compléter votre nombre s'il est nécessaire. Chacun doit être armé et équipé et avec ses munitions ordinaires.

Enfin, vous saurez que l'intention expresse du c. résident est que chaque contingent arrive à Saint-Maurice sans aucune perte de temps, l'ayant requis pour dimanche matin si possible, et n'ignorez pas qu'en retardant vous pourriez perdre la gloire de cette expédition.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 88, minute de la main de Tousard d'Olbec ; B, pp. 71-72 ; C, pp. 220-221 ; D 2, pp. 3-5 ; etc. — On possède encore la réponse, datée du même jour, du comité de Martigny : Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 38, original signé Cropt ; C, p. 226.)

Annexe III

St-Maurice, 3 mars 1798, à une heure du matin. — Rapport de la députation envoyée à Sion

Les députés envoyés par le comité général à la diète de Sion de retour au sein du comité ont fait le rapport suivant, le c. Delasoie portant la parole.

A Riddes, la députation trouva deux envoyés au-devant d'elle, porteurs d'une lettre du conseil permanent de Sion, qui tendait à les rassurer sur les inquiétudes qu'on aurait pu leur donner pour les empêcher de monter à Sion, et leur donner les garanties expresses du conseil pour leur sûreté personnelle. Ils remettent la lettre [Annexe IV].

La députation est arrivée le 28 février, à dix heures du matin. Dès leur descente à leur logis, une députation composée de MM. le bourgmestre de Riedmatten, le capitaine désenal Andenmatten, le grand châtelain de Chastonay et Nicolas Roten, juge désenal, est venue leur témoigner la satisfaction que l'Etat ressentait de leur arrivée. L'après-midi, la députation s'est rendue chez M. le grand bailli [Sigristen], qui les a reçus avec toute la cordialité possible, et leur a témoigné un désir extrême de contribuer à la réunion intime et fraternelle des deux Etats du Valais. Ils furent reconduits par M. le grand bailli et ceux

qui étaient avec lui jusque sur le Grand-Pont. Ils se rendirent ensuite chez M. le bourgmestre de Riedmatten, de qui ils reçurent un accueil également satisfaisant et les mêmes assurances des dispositions de l'Etat du Haut-Valais en faveur de celui du Bas, qu'il partageait lui-même vivement. La députation crut devoir faire une visite à Mgr l'évêque de Sion pour lui renouveler l'attachement de l'Etat du Valais à notre sainte religion, et à lui en sa qualité de chef de l'Eglise de Sion ; l'accueil que leur fit Monseigneur fut digne de son caractère religieux et de l'affection qu'il nous a témoignée dans sa dernière lettre.

Le soir, M. le grand bailli fit prévenir la députation que la diète ne pourrait être réunie en session générale que le lendemain et qu'à dix heures elle serait invitée à s'y rendre.

Le 1er mars, à huit heures du matin, M. le grand bailli a envoyé un familier à la députation pour la prévenir qu'à neuf heures on viendrait la prendre pour la conduire à la diète. A neuf heures effectivement, un familier vint la chercher et la conduisit à la maison de ville, où était assemblée au lieu des séances ordinaires une diète composée des députés ordinaires, chefs des sept louables dizains, et d'un nombre considérable de députés populaires desdits louables dizains. Au bas de l'escalier, ils furent reçus par MM. le bourgmestre de Riedmatten, de Sion, et le capitaine désénal de Riedmatten, de Conches, qui les introduisirent dans dite salle de la diète, où ils trouvèrent préparés au milieu du cercle de l'assemblée six fauteuils qui leur étaient destinés. M. le grand bailli fit asseoir la députation et la pria instamment que l'on ne parlât qu'assis, et que l'entretien fût entièrement familier. Il fit ensuite un discours dans lequel il exposa l'intérêt et les avantages que les deux peuples du Haut et du Bas-Valais devaient mutuellement trouver à se réunir en un seul Etat, le désir ardent et sincère qu'avaient les communes du Haut-Valais et la nombreuse députation qui les représentait ; que, pour y parvenir, il serait nécessaire d'entrer en pourparlers de part et d'autre sur les bases de cette réunion ; que de la part du Haut-Valais l'intention était d'établir une égalité parfaite entre tous les membres du futur Etat, et que, l'intégrité de la religion réservée, ils étaient disposés à consentir à tout ce qui pourrait être envisagé comme un moyen de rendre cette égalité réelle et solide ; qu'ils étaient persuadés que, cette seule condition convenue, la négociation n'éprouverait aucune difficulté de leur part, et termina par engager la députation à s'ouvrir aussi franchement avec eux qu'ils le faisaient eux-mêmes.

La députation répondit, le c. Delasoie portant la parole, qu'elle ne s'était pas attendue à trouver une diète aussi nombreuse et munie d'aussi grands pouvoirs, et qu'avant de répondre aux ouvertures qui venaient de lui être faites en son nom par Son Excellence M. le grand bailli, ils demandaient la permission de se retirer pour délibérer en particulier. Ils se retirèrent effectivement dans la salle du petit conseil où, considérant que leur mission était uniquement pour faire des remerciements à la diète, ils ne pouvaient pas se livrer à aucuns pourparlers sans risquer de contrarier les vues de leurs communes, ou celles de la France ; étant rentrés, ils témoignèrent leur regret de ce que leurs pouvoirs avaient été limités, leur mission ne s'étendait qu'à offrir à la diète les expressions de la sensibilité et de la reconnaissance des communes du Bas-Valais pour la générosité et la manière gracieuse avec laquelle les louables dizains avaient de leur propre mouvement accordé et ratifié l'indépendance du Bas-Valais, et renoncé à tous droits de souveraineté sur ce pays. Le vœu de se réunir avec le Haut-Valais pour ne former qu'un seul Etat était fortement prononcé par toutes les communes du Bas-Valais, et constaté par toutes les opérations de leurs représentants, mais quant à la manière d'opérer cette réunion, les députés étaient dans l'impossibilité d'entamer aucune espèce de négociation, ni d'essayer même aucun aperçu, n'ayant absolument aucune instruction à cet égard. M. le grand bailli répondit que la diète avait un bien grand regret que les pouvoirs de la députation fussent si rigoureusement limités, mais qu'il ne pouvait pas désapprouver qu'elle se tint dans les bornes qui lui étaient imposées. Il témoigna ensuite à la députation que si elle croyait pouvoir se procurer et revenir avec des pouvoirs suffisants, la diète n'hésiterait pas à demeurer assemblée encore trois ou quatre jours. La députation répondit que ce serait son vœu, et qu'elle allait faire la plus grande diligence pour rendre compte de l'offre qui leur était faite par la diète, et qu'aussitôt après leur retour, le comité général du Bas-Valais s'empresserait de lui faire une réponse.

La députation se retira et fut accompagnée par les mêmes membres d'Etat qui l'avaient introduite, et reconduite jusqu'à son logement par un familier d'Etat. Un instant après, un membre de l'Etat vint inviter la députation à souper pour ce jour même.

L'après-midi, pendant la durée du petit conseil, la députation alla rendre visite aux dizains de Rarogne, Mörel, Loèche, Brigue, Viège ; les autres étaient occupés.

A 9 heures du soir, la députation se rendit au Lion d'Or, conduite par le ci-devant gouverneur Zurbriggen ; elle fut introduite avant le souper à la chambre de Conches, où Son Excellence baillivale leur fit part de la délibération prise par la diète de demeurer assemblée jusqu'au lundi suivant [5 mars] pour attendre ce qui leur serait communiqué au retour de la députation ; de là, on se mit à table ; les députés furent placés alternativement entre les principaux membres de l'Etat du Haut-Valais. Au dessert, le grand bailli porta la santé des trois dizains du Bas-Valais, et la députation porta celle de la réunion des dix dizains. Il y eut quelques santés particulières, et on se retira [à] une heure après s'être donné, au milieu de la familiarité de la table, les marques de cordialité et d'amitié les plus sensibles et les plus franches.

La députation partit à 6 heures du matin.

(B, pp. 97-101, minute rédigée par Tousard d'Olbec ; C, pp. 214-216.)

Annexe IV

Sion, 27 février 1798. — Lettre de sécurité du conseil permanent au comité général

Vous aurez déjà appris, Messieurs, par la lettre que Son Excellence baillivale vous a adressée par le courrier d'hier au soir l'empressement cordial avec lequel nous attendons l'arrivée de vos députés. Comme il se répand des bruits produits par l'ignorance ou plutôt la mésintelligence (que nous venons de calmer et d'assoupir en plein par des informations et remontrances paternelles), ne voulant laisser aucun doute sur la loyauté et sincérité avec laquelle nous sommes prêts de consommer l'œuvre désirée de la réunion du Haut et du Bas-Valais, avons cru vous donner des preuves indubitables de nos dispositions en vous adressant la présente par un exprès à l'effet de vous donner les assurances les plus formelles, que le conseil général qui sera réuni pour demain matin attend avec une sensation touchante votre arrivée, et que malgré les rumeurs destituées de vérité, qui ont pu naître par mécontentement et peut-être se répandre jusqu'à vous, vous pourrez vous rendre ici sans la moindre des inquiétudes sous notre garantie expresse.

Signé : Sigristen, bailli et banneret de Conches ; Preux, banneret, pour le dizain de Sierre ; Barberini, banneret, pour Sion ; Perrig, juge de Brigue ; Nicolas Roten, juge de Rargogne ; Andenmatten, capitaine, pour Viège ; Jost, pour la paroisse d'Ernen ; Imhoff, juge de Mörel ; Antoine Roten, banneret, pour Loèche.

(C, pp. 197-198 ; D 3, pp. 36-37.)

52. Séance du samedi matin 3 mars 1798

« La séance est ouverte à huit heures et demie. »

a) « Le c. Pittier annonce que le terme de sa présidence est fini et le comité élit à la pluralité des voix le c. ci-devant capitaine Rivaz, pour la bannière de Monthey. »

b) « Le comité envoie la députation délibérée par les comités réunis au c. résident pour lui notifier que le secours au Pays de Vaud a été accordé, que le comité a fait une adresse aux communes et pris toutes les mesures pour le rassemblement de la troupe auxiliaire. On lui remet copie de l'adresse ».

c) « Le comité, pour compléter les mesures militaires nécessaires pour le moment, arrête un règlement pour l'organisation générale de la troupe, nomme le commandant à qui on laisse libre choix de son adjudant-major. Ce commandant est le c. Joseph de Bons. Le choix des autres officiers est remis aux bannières » [*Annexe I*].

d) « Le comité, instruit qu'il arrive une députation du Haut-Valais, nomme deux de ses membres pour aller au-devant d'elle et pourvoir à ce qu'elle soit logée et reçue d'une manière convenable, et une députation de six membres pour aller leur rendre visite » [*Annexes II et III*].

« La séance est levée à onze heures. »

(A, p. 57 ; C, p. 223.)

Annexe I

St-Maurice, 3 mars 1798. — Arrêté sur l'organisation de la troupe auxiliaire fournie au Pays de Vaud

Le comité général des communes du Bas-Valais délibérant sur l'organisation de la troupe auxiliaire qu'il a invité les communes à envoyer au peuple vaudois, après discussion et délibération des trois bannières sur chaque objet, a arrêté ce qui suit :

1) Chaque bannière nommera pour son contingent un capitaine, un lieutenant et un sous-lieutenant, lesquels elles seront invitées à choisir parmi des citoyens qui aient déjà eu des emplois au service étranger. Cette nomination sera faite par les députés des bannières présentement réunis à Saint-Maurice, et pour Monthey par le comité central.

2) Il sera nommé par le comité général pour le corps entier un commandant de bataillon.

3) Le commandant de bataillon sera chargé d'organiser la troupe et de régler tous les détails de son service pendant la durée de son commandement.

4) L'adjudant-général sera aux ordres du commandant de bataillon et fera le service pour tout le bataillon sans égard aux différences de bannière. Il sera nommé par le commandant de bataillon.

5) Le comité, après avoir fait une liste des officiers qui se sont offerts volontairement et qui lui ont été recommandés par le c. résident de France, a nommé à la pluralité le c. Joseph de Bons pour commandant du bataillon, et le c. Pittier, ex-président, a été chargé de lui notifier sa nomination, ainsi qu'au c. résident.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 37, minute de la main de Tousard d'Olbec ; B, pp. 72-73 ; C, pp. 225-226.)

Annexe II

Martigny, 2 mars 1798, à une heure après minuit. — Lettre d'Antony, membre du comité de Martigny, à Pittier, membre du comité général

Je juge à propos de vous prévenir qu'une commission du Haut-Valais, composée de onze membres, se trouvera aujourd'hui à Saint-Maurice ; prenez vos précautions à ce sujet.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 36, original ; C, p. 222.)

Annexe III

Martigny, du 2 au 3 mars 1798. — Lettre de Cropt, président du comité de Martigny, au président Pittier

Le c. Antony vient de me dire qu'il est arrivé dans ce moment, douze heures de minuit, plusieurs Messieurs avec des paysans. J'ai cru nécessaire [de] vous en prévenir pour que vous puissiez prendre vos mesures.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 35, original ; C, p. 222.)

53. Séance du samedi après-midi 3 mars 1798

« La séance est ouverte à une heure. »

a) « La députation de l'Etat du Haut-Valais ayant fait prévenir le comité de sa visite, il s'était rassemblé avant l'heure indiquée. La députation renouvelle au comité les témoignages d'amitié que la diète entière avait déjà donnés à nos députés. Le président [Ch.-E. de Rivaz] leur répond que les communes du Bas-Valais ne varieront jamais dans les sentiments dont elles ont fait donner l'assurance à l'Etat du Haut-Valais ; et comme il n'y avait pas moyen d'entamer aucuns pourparlers de quelque importance de part ou d'autre, la visite se borne à des témoignages de politesse et d'amitié ».

b) « Le comité arrête qu'il sera écrit au comité de Martigny pour le prier de pourvoir au logement et aux fournitures d'étape à la troupe d'Entremont et de la plaine qui descendra à Martigny, en lui recommandant de tenir le compte séparé des fournitures faites à chaque commune. »

c) « Le comité arrête que le projet de constitution présenté par le c. Mangourit sera accepté provisoirement par le comité, sauf la ratification des communes ainsi qu'il est porté par l'article 45 de ce projet, et qu'il lui sera porté ainsi accepté par deux de ses membres » [*Annexe*].

d) « Il est nommé une députation pour tâcher de voir les députés du Haut-Valais avant leur départ, soit ce soir, soit demain matin. »

« La séance est levée à huit heures et demie. »

(A, pp. 57-58 ; C, pp. 223-224.)

Annexe

St-Maurice, 3 mars 1798. — Projet de constitution pour la République du Valais

Titre premier

Article premier. — Le Valais Oriental et Occidental, par sa situation, ses habitudes et le vœu de ses habitants, est appelé à ne faire qu'une seule république composée de l'universalité de ses citoyens.

Art. 2. — Les districts formant la République sont égaux entre eux ; leur démarcation sera déterminée.

Art. 3. — La République valaisanne est indivisiblement unie à la République helvétique en ce qui concerne la défense commune, et dès ce moment elle se regarde comme alliée de fait et de sentiments avec la République française, le Peuple Vaudois et la République cisalpine.

Art. 4. — A la République valaisanne appartient le droit de contracter ou de renouveler, suspendre ou annuler des alliances et des traités de commerce et de navigation, celui de déclarer la guerre et de faire la paix, celui de battre monnaie, et généralement tous ceux qui sont inhérents à la souveraineté nationale.

Art. 5. — La forme constitutionnelle de l'Etat est démocratique, quelques modifications qui puissent y être apportées.

Art. 6. — L'universalité des citoyens ayant droit de vote constitue le souverain ; les assemblées du peuple convoquées constitutionnellement peuvent seules conférer les pouvoirs représentatifs.

Art. 7. — Tous les actes publics seront faits et délivrés en langue française ; il sera en conséquence établi par la diète au moins quatre professeurs de cette langue.

Art. 8. — Il n'y a et ne peut y avoir aucune hérédité de pouvoir, de rang ni d'honneur, de sorte que tout citoyen, riche ou pauvre, est éligible si le peuple reconnaît en lui les lumières, la droiture, le courage et les vertus requises.

Art. 9. — Il dérive de l'article précédent : 1^o que les substitutions sont abolies et l'égalité des partages, consacrée ; 2^o que chaque canton nommera à son tour, dans les régiments valaisans et compagnies au service d'une puissance étrangère, aux emplois qui vauront à l'avenir dans ces corps ; 3^o que les fonctions publiques sont à temps.

Art. 10. — La seule supériorité qui existe de citoyen à citoyen est celle attribuée par le peuple aux fonctionnaires publics qu'il a choisis, parce qu'ils représentent le peuple pendant la durée de leurs fonctions ; mais il ne pourra être cumulé sur une même personne deux fonctions publiques et deux traitements.

Art. 11. — L'homme est rendu à sa dignité ; le droit d'aubaine et les taillabilités personnelles sont abolis sans indemnité ; les censures, échutes, commissions et autres taillabilités réelles sont rachetables à un taux modéré qui, sur l'avis des communes, sera fixé par la diète prochaine.

Art. 12. — La stabilité du gouvernement valaisan est fondée sur la simplicité, la frugalité, le travail, l'industrie et le choix d'hommes vertueux pour représenter le peuple.

Art. 13. — L'agriculture et les dessèchements qui la favorisent doivent être spécialement encouragés ; la richesse territoriale est la force d'un peuple et fonde sa vertu en maintenant l'égalité des fortunes, sauvegarde de l'aisance générale.

Art. 14. — La loi est la volonté du peuple exprimée par ses représentants, dès qu'elle est prononcée par eux suivant les formes constitutionnelles ; elle oblige tous les individus sans exception ; toute opposition à la loi est licence et anarchie.

Art. 15. — Les propriétés particulières ne peuvent être exigées par l'Etat que moyennant une juste indemnité et pour un usage public hautement nécessaire, soit pour aviser à la défense commune, soit pour réparer un désastre public, soit pour entreprendre une amélioration utile à tous.

Art. 16. — Toute contribution doit être consentie par le Corps législatif, ainsi que la dépense qui l'occasionne, et répartie d'une manière proportionnelle approximative sur les facultés, revenus et jouissances.

Art. 17. — La religion catholique, apostolique et romaine est maintenue dans toute son intégrité ; mais celui qui, sous prétexte de religion, troublerait l'ordre social sera puni comme perturbateur du repos, de la sûreté et du bonheur du peuple valaisan.

Art. 18. — Aucune opinion religieuse ne sera ni inquiétée ni persécutée, et la liberté de conscience est au-dessus de toute puissance humaine. La fraternité qui doit exister entre les hommes et les nations en fait un devoir, et ce devoir est un droit constitutionnel reconnu par la France, la Cisalpine et tous les Etats où le gouvernement ne s'occupe que d'union entre les citoyens. Récemment le Pays de Vaud rendu à l'indépendance vient d'admettre les catholiques sur son territoire.

Art. 19. — La liberté de la presse est le boulevard de la République ; elle étend les lumières et les rapports de nation à nation et de citoyen à citoyen.

Art. 20. — Les fautes sont personnelles et n'affectent les familles d'aucune infamie.

Art. 21. — Le passé est oublié, mais les confiscations en vertu de condamnations pour opinions politiques seront remises aux condamnés ou ayants-cause, en nature si les objets confisqués n'ont pas changé de main, ou leur valeur fixée dans le temps où ils l'ont été.

Art. 22. — Les condamnés ou bannis pour cause d'opinions politiques ou en vertu d'actes arbitraires faits par des personnes ayant abusé de la confiance du Haut-Valais sont rappelés et réintégrés dans tous leurs droits.

Art. 23. — Néanmoins il sera loisible aux citoyens compris dans l'article précédent de se pourvoir par-devant un tribunal composé d'un juge par canton et qui s'assemblera à Martigny le 1^{er} juillet prochain, soit pour se faire réintégrer dans leurs biens saisis pour cause d'opinions politiques, soit pour réviser les jugements, actes et transactions arbitraires, vexatoires et iniques, et avoir leur recours sur les biens des juges malversateurs.

Art. 24. — Le citoyen se doit à sa patrie, à sa famille, aux malheureux ; ses devoirs ne peuvent être sacrifiés à aucun autre motif. Il abjure tout ressentiment personnel, toutes vues d'intérêt et de vanité, il recherche l'estime des gens de bien, il invite sans cesse aux doux sentiments de la fraternité et sait aimer sa patrie lors même qu'elle serait ingrate envers lui.

Titre II

De l'état politique des citoyens

Art. 25. — Tous ceux qui, au moment de l'acquisition de l'indépendance, étaient bourgeois ou communiers de quelque ville, bourg ou village, sont citoyens votants, pourvu qu'ils ne soient portés sur aucune liste d'émigrés français.

Art. 26. — Sont pareillement citoyens votants, sauf la réserve ci-dessus, tous habitants qui avaient obtenu la permission de se domicilier sans restriction dans une ville, bourg ou village.

Art. 27. — Sont réputés étrangers tous ceux qui n'avaient obtenu la permission de se domicilier qu'avec restriction.

Art. 28. — L'étranger devient citoyen en Valais lorsqu'il y a résidé sans interruption pendant vingt années consécutives, qu'il s'y est rendu utile, qu'il produit des témoignages favorables de sa commune ; en prêtant le serment civique, son nom sera inscrit au registre des citoyens.

Art. 29. — Néanmoins, après sept ans de domicile en Valais, l'étranger sera admis au rang des citoyens votants, s'il a acquis une propriété territoriale de six mille florins ; s'il y a établi un art nouveau, une usine ou une fabrique ; s'il a fait une découverte utile aux arts, aux sciences ou à l'humanité ; s'il y a fertilisé mille toises carrées (de trente-six pieds chacune) de montagne, ou desséché cinq cents toises d'un semblable mètre en marais, ou enfin s'il a épousé une Valaisanne.

Art. 30. — Les bourses publiques instituées par les ex-bourgeois appartiennent à l'Etat qui en respectera l'application. Dans chaque ville, commune ou corporation ayant bourse publique, il sera fait un tableau de la masse fournie par les ex-bourgeois, et du nombre des ci-devant habitants ; ceux-ci aviseront entre eux à fournir une masse semblable par le moyen

d'une contribution répartie entre eux, d'après l'article 16 de la présente constitution. Les citoyens peu aisés pourront payer leur cote en journées de travail.

Art. 31. — L'étranger est soumis aux mêmes charges d'impositions, gardes et milices, que les citoyens.

Art. 32. — Les citoyens ont seuls le droit de voter dans les assemblées primaires et de pouvoir être appelés aux fonctions publiques. Les emplois militaires ne sont point des fonctions publiques ; néanmoins les officiers supérieurs, jusque et y compris la commission de lieutenant, seront tenus d'opter entre les fonctions civiles ou administratives, et les emplois militaires.

Art. 33. — Les étrangers ne peuvent être admis qu'aux emplois militaires, aux fonctions relatives à l'éducation et aux beaux-arts, aux emplois de secrétaires et sous-agents des fonctionnaires publics ; le tableau des étrangers ainsi employés sera à chaque diète rendu public par le gouvernement.

Art. 34. — Tout citoyen âgé de vingt ans accomplis est tenu de se faire inscrire sur le registre civique de son district et de prêter le serment « de servir sa patrie et la cause de la liberté et de l'égalité en bon et fidèle citoyen avec toute l'exactitude et le zèle dont il est capable, et avec une juste haine contre la licence et l'anarchie ». La prestation de ce serment a lieu, de la part de tous les jeunes citoyens parvenus à l'âge indiqué, dans la belle saison et au même jour, en présence des parents et magistrats ; elle sera précédée d'une revue générale pendant laquelle les nouveaux citoyens seront armés par l'officier militaire supérieur du district, et suivie d'une fête civique que le magistrat ouvrira par un discours analogue à son objet.

Art. 35. — Tout citoyen est soldat-né de sa patrie.

Art. 36. — Les ecclésiastiques ne peuvent exercer les fonctions politiques ni assister aux assemblées primaires.

Art. 37. — Le droit de cité se perd :

1. par la naturalisation en pays étranger ;
2. par l'affiliation à toute corporation étrangère, hormis les établissements littéraires et ceux fondés en faveur de l'humanité ;
3. par la désertion ;
4. par une absence de dix ans sans obtenir la permission de la prolonger ;
5. par la condamnation à des peines infamantes jusqu'à la réhabilitation.

Art. 38. — L'exercice des droits de citoyen est suspendu :

1. par l'interdiction judiciaire pour cause quelconque ;
2. par l'état de faillite ;
3. par l'état de domestique à gage, attaché au service de la personne ou du ménage ;
4. par l'état d'accusation ;
5. par un jugement de contumace tant que le jugement n'est pas anéanti.

Titre III

Des assemblées primaires

Art. 39. — Les assemblées primaires sont composées des citoyens ayant les qualités exprimées dans le titre précédent et domiciliés dans une même commune depuis cinq ans à dater du jour où ils ont déclaré que leur intention était d'y fixer leur demeure. Néanmoins, pour les assemblées primaires de cette année, cette formalité ne sera point observée ; pour celle de l'année suivante, elle ne sera exigée que pour l'année précédente, et ainsi jusqu'à la cinquième année.

Art. 40. — Chaque commune où se trouvent cent individus ayant droit de vote forme une assemblée primaire et nomme un électeur ; le surplus se joint à la commune voisine, à moins qu'ayant cent cinquante votants, ils ne concourent à nommer deux électeurs.

Art. 41. — La commune qui ne renferme pas cent votants se réunit à ceux de la commune voisine.

Art. 42. — Les assemblées primaires s'assemblent de plein droit le 1er mai, chaque année. Le plus ancien d'âge est président, pendant qu'elles se choisissent par vote de chaque individu : 1^o un président ; 2^o un secrétaire ; 3^o trois surveillants à l'inscription du vote de chaque votant conformément à son opinion prononcée.

Art. 43. — La constitution recommande aux votants de ne consulter dans leurs votes en faveur des hommes qu'ils chargeront de leurs pouvoirs que leur propre conscience et l'opinion qu'ils ont du civisme et de la probité de ces hommes ; elle le leur recommande surtout dans le choix des surveillants, de la vertu desquels dépend la certitude que, les opinions particulières ayant été fidèlement et religieusement recueillies, il n'y a aucune fraude dans le choix des électeurs.

Art. 44. — Les assemblées primaires peuvent être convoquées sur un décret du Corps législatif.

Art. 45. — Les assemblées primaires doivent s'occuper de trois objets :

1. d'accepter ou rejeter la constitution ;
2. de nommer ceux des fonctionnaires publics dont la nomination leur est réservée par la constitution ;
3. d'accepter ou rejeter les changements à l'acte constitutionnel suivant les formes légales et prescrites au titre de la révision.

Titre IV

Des corps électoraux

Art. 46. — Le Corps législatif s'occupera, du moment de son installation au 1er avril 1799, de la division du territoire de la République la plus avantageuse aux citoyens pour l'exercice de leur souveraineté, la plus économique et la plus prompte pour l'administration intérieure.

Art. 47. — Les électeurs du Valais Oriental s'assembleront dans les lieux centraux de chaque dizain, et ceux du Valais Occidental à Monthey, à Martigny, à Sembrancher et à Conthey. Pour cette fois seulement les électeurs des cinq dizains supérieurs et ceux des cinq dizains inférieurs formeront deux corps électoraux qui s'assembleront à Brigue et à Martigny.

Art. 48. — Les corps électoraux dans chaque district s'assembleront le 15 avril de chaque année.

Art. 49. — Ils s'organiseront suivant l'esprit et les formes des articles 42 et 43 et nommeront pour leur district : 1^o les députés au Corps législatif et leurs suppléants ; 2^o les tribunaux inférieurs et leurs suppléants ; 3^o les membres de la Chambre administrative et leurs suppléants.

Art. 50. — Lorsque dans le même corps électoral se trouveront deux ou plusieurs citoyens parents ou alliés en ligne droite, ou des parents en ligne collatérale jusqu'au degré d'oncle ou de neveu inclusivement, ils tireront au sort jusqu'à ce qu'il n'en reste qu'un de cette famille ; les président, secrétaire et surveillants de l'assemblée primaire qui auraient souffert cette injustice seront privés du droit de vote et ne pourront être élus à aucune fonction quelconque pendant deux ans.

Art. 51. — Les corps électoraux auront soin sous les mêmes peines de ne porter à l'un des conseils, au même tribunal, à la même Chambre administrative, des parents de la qualité exprimée dans l'article précédent.

Art. 52. — Les corps électoraux peuvent être convoqués au besoin par un décret du Corps législatif pour ce qui concerne les vacances dans les fonctions publiques exprimées art. 49.

Art. 53. — Les corps électoraux de l'année 1799 et suivantes dans chaque district se réduiront au nombre de douze votants immédiatement après le recensement qui sera fait du nombre des électeurs, en commençant par le plus jeune et ainsi de suite.

Titre V

Du Corps législatif

Art. 54. — Le pouvoir législatif est exercé par deux conseils distincts, séparés et indépendants l'un de l'autre et ayant chacun un costume différent.

Art. 55. — Il s'assemble alternativement à Sion et à Saint-Maurice, le 1er mai et le 1er novembre de chaque année.

Art. 56. — Il peut s'ajourner le temps qu'il juge nécessaire ; il se rassemblera sur la convocation extraordinaire du Directoire.

Art. 57. — Ces deux conseils sont :

1^o le Sénat où siège, outre les ex-directeurs, un député de chaque district. Pour cette fois, les corps électoraux réunis des cinq dizains supérieurs et des cinq dizains inférieurs nommeront chacun sept sénateurs et leurs suppléants ;

2^o un Grand Conseil auquel chaque district députe deux membres ; et pour cette fois les mesures indiquées pour la formation du Sénat seront employées pour nommer vingt-huit grands conseillers et leurs suppléants.

Art. 58. — Le 1er mai 1799, le Grand Conseil, après s'être formé sous la présidence du plus ancien d'âge, nommera à la majorité absolue des voix pour passer dans le Sénat un de ses membres parmi ceux qui ont les qualités requises pour y entrer.

Art. 59. — A compter de la troisième année inclusivement après la mise en activité de la constitution, il faudra, pour être élu membre du Sénat, avoir été ou être, soit juge de paix, soit membre d'une Chambre administrative, soit juge de tribunal, soit préfet ou sous-préfet, soit secrétaire du Directoire exécutif.

Art. 60. — Il faut de plus être marié ou l'avoir été, et avoir atteint l'âge de trente ans ; ces deux dernières conditions auront lieu dès à présent.

Art. 61. — Les ex-directeurs sont de droit membres effectifs du Sénat pour les trois ans qui suivront leur sortie du Directoire exécutif, à moins qu'ils n'acceptent une autre place ou ne préfèrent de rentrer dans la classe des simples citoyens, pourvu que dans le Sénat ils n'aient un parent ou allié en ligne droite, ou un parent en ligne collatérale jusqu'au degré d'oncle et de neveu inclusivement.

Art. 62. — Le renouvellement du Sénat se fait toutes les années impaires par quart quant aux membres sujets à élection, en sorte que chaque membre électif du Sénat y siège huit ans.

Art. 63. — Pour être élu membre du Grand Conseil, il faut avoir atteint l'âge de vingt-cinq ans accomplis et jouir des droits de citoyen.

Art. 64. — Le renouvellement du Grand Conseil se fait toutes les années paires par tiers.

Art. 65. — Les membres du Sénat qui ont été huit ans en fonctions ne peuvent être réélus qu'après un intervalle de quatre ans.

Art. 66. — Les membres du Grand Conseil qui ont été six ans en fonctions ne peuvent être réélus qu'après un intervalle de huit ans.

Art. 67. — Le Sénat approuve ou rejette les résolutions du Grand Conseil.

Art. 68. — Le Corps législatif introduira l'uniformité dans les lois civiles et dans les mesures, mais les lois civiles générales portées n'auront aucun effet rétroactif sur les transactions et actes antérieurs.

Art. 69. — Les séances des deux conseils sont publiques ; néanmoins, le nombre des assistants ne peut dans chaque conseil excéder celui de ses membres, et il sera pratiqué un lieu qui sépare les conseils des assistants.

Art. 70. — Les conseils ratifient ou rejettent, sur la proposition préalable et nécessaire du Directoire exécutif, tout ce qui concerne les finances, la paix ou la guerre.

Art. 71. — Les membres des conseils législatifs ne peuvent être mis en jugement que dans les formes suivantes.

Art. 72. — Aucune dénonciation contre un membre de l'un et l'autre conseil ne peut donner lieu à poursuite si elle n'est rédigée par écrit, signée et adressée au Grand Conseil.

Art. 73. — Le Grand Conseil délibère d'abord sur la question de savoir si la dénonciation sera admise.

Art. 74. — Si la dénonciation est admise, l'inculpé est cité pour comparaître à trois jours francs.

Art. 75. — S'il comparaît, il est entendu dans l'intérieur du Grand Conseil.

Art. 76. — Soit que l'inculpé se soit déclaré ou non, le Grand Conseil déclare après le délai fixé par la citation s'il y a lieu ou non à l'examen de sa conduite.

Art. 77. — S'il est déclaré par le Grand Conseil qu'il y a lieu à l'examen, l'inculpé est appelé par le Sénat ; il a pour comparaître un délai de deux jours francs et, s'il comparaît, il est entendu dans l'intérieur du lieu des séances du Sénat.

Art. 78. — Soit que l'inculpé se soit présenté ou non, le Sénat, après ce délai et après avoir délibéré, confirme ou rejette la résolution du Grand Conseil.

Art. 79. — S'il la confirme, il renvoie l'inculpé devant le tribunal suprême, lequel décide s'il y a lieu à accusation.

Art. 80. — Toute discussion dans l'un ou l'autre conseil relative à la prévention d'un de leurs membres se fait en comité général.

Art. 81. — Toute délibération sur les mêmes objets est prise à l'appel nominal et au scrutin secret.

Art. 82. — L'accusation prononcée par le tribunal suprême contre un membre du conseil législatif entraîne suspension.

Art. 83. — Après l'accusation prononcée, le tribunal suprême convoque ses suppléants et ne forme avec eux qu'un seul et même tribunal. Il instruit le procès et juge définitivement ; le tiers des voix plus une absout ; la détermination des tiers se fait par approximation, le tiers de dix sera de trois, le tiers de onze sera de quatre, et ainsi de suite.

Art. 84. — Si l'inculpé est acquitté par le jugement du tribunal suprême, il reprend ses fonctions.

Art. 85. — Chaque conseil a le droit de police dans le lieu de ses séances.

Art. 86. — L'enceinte extérieure ne peut s'entendre que d'un terrain clos de murs, de haies ou autrement.

Art. 87. — En aucun cas les deux conseils ne peuvent se réunir dans une même salle.

Art. 88. — Ni l'un ni l'autre des conseils ne peut créer dans son sein aucun comité permanent. Seulement chaque conseil a la faculté, lorsqu'une matière lui paraît susceptible d'un examen préparatoire, de nommer parmi ses membres une commission spéciale qui se renferme uniquement dans l'objet de sa formation ; cette commission est dissoute aussitôt que le conseil a statué sur l'objet dont elle était chargée.

Titre VI
Du Directoire exécutif

Art. 89. — Le pouvoir exécutif est délégué à un Directoire exécutif composé de trois membres et siégera dans le lieu des séances du Corps législatif.

Art. 90. — Le Directoire exécutif est renouvelé partiellement par l'élection d'un nouveau membre, chaque année, trois mois avant le renouvellement des conseils législatifs, et par conséquent le 1^{er} février.

Art. 91. — Dès à présent, il faut avoir atteint l'âge de quarante ans, et être marié ou veuf, pour pouvoir être élu directeur.

Art. 92. — A compter de la quatrième année, il faudra de plus avoir été, soit membre de l'un des conseils législatifs, soit secrétaire du Directoire, soit président d'un tribunal ou d'une administration.

Art. 93. — Le mode d'élection est pour la première année comme suit.

Art. 94. — L'un des conseils forme au scrutin et à la majorité absolue des voix une liste de cinq candidats, et l'autre conseil choisit aussi au scrutin et à la majorité absolue des voix dans cette liste présentée, le nouveau Directoire. — Mais le sort décide immédiatement avant l'élection lequel des deux conseils formera la liste des candidats. Cette opération se réitérera la première année trois fois, et le sort décidera pendant les trois premières années de la sortie successive de ceux qui auront été nommés la première fois.

Art. 95. — Les membres sortants du Directoire ne peuvent être réélus qu'après un intervalle de trois ans. Néanmoins celui qui sortira à la fin de la première année pourra être réélu après un intervalle d'un an ; celui qui sortira la seconde année pourra être réélu après un intervalle de deux ans.

Art. 96. — Le Directoire pourvoit d'après les lois à la sûreté extérieure et intérieure de l'Etat. Il dispose de la force armée, sans qu'en aucun cas le Directoire collectivement ni aucun de ses membres puisse la commander, ni pendant le temps de ses fonctions ni pendant les deux années qui suivent immédiatement l'expiration de ses fonctions.

Art. 97. — Le Directoire exécutif peut inviter chacun des conseils à prendre un objet en considération.

Art. 98. — Il a la proposition préalable et nécessaire de toute remise en commutation de peine, même de récompense en cas de révélation de la part des complices d'un crime.

Art. 99. — Il scelle et fait publier les lois ; il en surveille et assure l'exécution.

Art. 100. — Il entame et conduit les négociations avec les puissances étrangères ; mais les traités qu'il signe ou fait signer ne sont valables qu'après avoir été examinés et ratifiés par les conseils législatifs formés en comité général. — Les dispositions des articles secrets s'exécutent sans la ratification des conseils législatifs, mais elles ne peuvent être destructives des articles patents, ni porter atteinte aux lois constitutionnelles.

Art. 101. — Le Directoire rend compte annuellement aux conseils législatifs de l'emploi des sommes assignées à chaque département, hormis de celles qui auront été spécialement confiées pour des dépenses personnelles ou secrètes.

Art. 102. — Le Directoire révoque ou destitue les chefs et officiers de tout grade de la force armée, le secrétaire du Directoire et autres ses agents, les commissaires de la trésorerie nationale, les préfets, l'accusateur public, et le greffier du tribunal suprême, et les receveurs des revenus de la République. Il nomme à toutes ces fonctions, à l'exception des sous-préfets et sous-receveurs dont les préfets et receveurs répondent, et des officiers et sous-officiers de la force armée dont la nomination est attribuée à leurs compagnies.

Art. 103. — Si le Directoire est informé qu'il se trame quelque conspiration contre la sûreté extérieure ou intérieure de l'Etat, il peut décerner des mandats d'amener et des mandats d'arrêt contre ceux qui en sont présumés les auteurs ou les complices : il peut

les interroger, mais il est obligé, sous les peines portées contre le crime de détention arbitraire, de les renvoyer par-devant l'officier de police dans le délai de deux jours, pour procéder suivant les lois.

Art. 104. — Toutes les dispositions relatives à la mise en jugement des membres des conseils législatifs sont communes aux membres du Directoire exécutif.

Titre VII

Le tribunal suprême

Art. 105. — Le tribunal suprême se compose d'un juge nommé par chaque tribunal de district, d'un président, de l'accusateur public et d'un greffier nommés par le Directoire.

Art. 106. — Il est convoqué par le Directoire s'il est nécessaire de juger un membre du Corps législatif, et par le Corps législatif s'il est nécessaire de juger un membre du Directoire.

Art. 107. — Sa résidence sera déterminée par le Corps législatif sur la proposition préalable et nécessaire du Directoire exécutif.

Titre VIII

Force armée

Art. 108. — Tout citoyen valaisan depuis l'âge de vingt ans à soixante est défenseur de son pays. Il doit se fournir d'uniforme, d'armes et de munitions.

Art. 109. — Les citoyens de vingt à quarante ans sont toujours prêts à marcher au besoin, soit pour prêter main-forte aux autorités légitimes, soit pour repousser une agression étrangère.

Art. 110. — Les magasins, arsenaux et caisse militaire sont à la charge de la République.

Titre IX

Crimes d'Etat

Art. 111. — Toute accusation pour fait de crimes d'Etat, de forfaiture, de malversation et de vénalité directe et indirecte des suffrages ou des votes, sera portée devant le tribunal du lieu du délit ou, si ce lieu n'est pas déterminé, devant le tribunal du lieu où le principal ou premier accusé a son domicile habituel. Ce tribunal examinera préalablement s'il y a lieu à accusation et, dans ce cas, il convoquera ses suppléants et formera avec eux un tribunal criminel en première instance.

Art. 112. — L'appel étant interjeté, soit par le condamné, soit par l'accusateur public, par-devant le tribunal suprême, le Directoire exécutif convoquera le tribunal suprême qui prononcera définitivement.

Titre X

Autorités dans les districts

§ 1. Du préfet national

Art. 113. — Les trois premières autorités d'un district sont le préfet national, la Chambre administrative, et le tribunal de district ; elles siégeront dans le chef-lieu.

Art. 114. — Le préfet y représente le pouvoir exécutif.
Il a pour lieutenant le sous-préfet du district.

Il surveille toutes les autorités et les employés dans l'exercice de leurs fonctions et les rappelle à leurs devoirs.

Il leur transmet les lois ainsi que les ordres du Directoire.

Il reçoit leurs observations, projets et réclamations.

Il est tenu de se rendre de temps à autre dans les diverses communes du district pour y recevoir les doléances du peuple.

Il fait passer les pétitions qu'on lui remet aux autorités compétentes.

Il convoque les corps électoraux et les assemblées primaires.

Il préside en chef aux fêtes civiques.

Il requiert l'exécution des lois dans les tribunaux et dans la Chambre administrative, mais sans y voter.

Il veille à la sûreté intérieure, exerce le droit d'appréhension sous sa responsabilité et se sert à cet effet de la force armée, sans la pouvoir commander en personne.

§ 2. Du tribunal de district

Art. 115. — Le tribunal de district se compose d'un président, de huit juges, d'un sous-préfet qui est accusateur public, et d'un greffier ; dix suppléants sont nommés pour remplir les vacances des juges ; le plus proche suppléant remplira la place du juge absent.

Art. 116. — Le tribunal jugera sans appel de toutes les causes dont la valeur n'excèdera pas 600 livres de France et, dans les causes excédant cette somme, l'appel sera porté au tribunal de district le plus prochain.

Art. 117. — Comme rien n'est plus conforme à la justice et à l'humanité que d'être jugé par ses pairs, la procédure par jurés, originaire de la Gaule, transportée depuis en Angleterre et perfectionnée en France, aura lieu en matière criminelle ; ainsi les tribunaux de district rempliront les fonctions que remplissent en France les tribunaux criminels.

Art. 118. — Chaque année, il sort deux juges de chaque tribunal, lesquels sont remplacés ou conservés par les corps électoraux.

Art. 119. — Ils ont des suppléants pour le temps de maladie, ou congés délivrés par le Directoire exécutif pour un mois et plus, et par la Chambre administrative pour un mois de temps.

§ 3. Chambre administrative

Art. 120. — La Chambre administrative est chargée de l'exécution immédiate des lois relatives aux finances, au commerce, aux arts, aux métiers et à l'agriculture, aux dessèchements, aux canaux, aux ponts, aux grands chemins et à l'entretien des villes.

Art. 121. — Elle est composée d'un président et de quatre assesseurs qui se renouvellent ainsi que les suppléants tous les ans, à raison d'un par année.

Art. 122. — Les assesseurs peuvent être réélus deux fois de suite, après quoi ils ne peuvent l'être qu'à un intervalle de deux ans ; les suppléants peuvent être réélus trois fois de suite, après quoi ils ne peuvent l'être qu'après un intervalle de deux ans.

Art. 123. — Les suppléants sont institués pour le temps de maladie ou de congé délivré par le Directoire exécutif pour un mois et plus, et par le tribunal de district pour un mois de temps.

§ 4. Des juges de paix

Art. 124. — Il y aura dans chaque commune un juge de paix et deux assesseurs nommés tous les deux ans, à la majorité absolue, huit jours avant les assemblées primaires, par les citoyens de la commune ayant droit de vote, sous la présidence du plus ancien d'âge et de deux scrutateurs.

Art. 125. — Le juge de paix et les assesseurs sortants n'auront pas séance à cette assemblée et pourront être réélus.

Art. 126. — Ils ne connaîtront que des causes civiles et des contraventions aux règlements de police ne portant qu'une amende au plus de dix livres. Les causes excédant cette somme seront portées en dernière instance au tribunal de district.

Art. 127. — Ils instruiront et jugeront les procès.

Art. 128. — Sur le fait des chemins, digues, ponts, édifices, dessèchements, défrichements, manufactures, revenus publics, maladies épidémiques, ils appelleront avec eux deux citoyens mariés et âgés de trente ans accomplis.

Art. 129. — La fonction la plus honorable et la plus importante du juge de paix et des assesseurs consiste à concilier les hommes entre eux et à les engager à transiger amiablement. Ils pourront en conséquence passer les transactions et accommodements devant eux, et ces actes auront force de jugement avec la signature de quatre témoins.

Art. 130. — Les sous-préfets établis dans les lieux où le préfet jugera leur présence nécessaire auront l'autorité du préfet.

Art. 131. — Le Directoire exécutif peut, lorsqu'il le croit nécessaire, destituer les tribunaux et la Chambre administrative, ou quelques-uns de leurs membres, et les remplacer jusqu'aux élections prochaines, en motivant leurs arrêtés à cet égard.

Titre XI

Changements à la constitution

Art. 132. — Le Sénat propose ces changements, mais les propositions faites à ce sujet ne deviennent résolutions qu'après avoir été décrétées deux fois en laissant écouler un intervalle de cinq ans entre le premier décret et le second. — Ces résolutions seront ensuite rejetées ou ratifiées par le Grand Conseil et, dans ce dernier cas, envoyées à l'acceptation ou refus des assemblées primaires.

Art. 133. — Si les assemblées primaires les acceptent, elles forment autant de nouvelles lois fondamentales de la constitution.

Art. 134. — Si plusieurs changements sont jugés nécessaires par le Sénat, il les décrètera séparément ; les résolutions seront également séparées ainsi que le rejet ou ratification du Grand Conseil et l'acceptation ou refus des assemblées primaires.

Titre XII

Moyens de mettre la constitution en activité

Art. 135. — Il en sera dressé autant d'exemplaires qu'il y a de dizains.

Art. 136. — Il en sera adressé un à M. le grand bailli [Sigristen] du Haut-Valais avec invitation de le communiquer à la diète pour avoir son assentiment sous le délai de quatre jours.

Art. 137. — Les quatre jours écoulés sans réponse, on procédera dans le Valais Occidental à l'acceptation ou rejet de la constitution.

Art. 138. — Dans les districts, bourgs et villages du Valais Oriental, où il se trouvera un certain nombre de citoyens déterminés à participer aux bienfaits de cette constitution fondée sur l'exercice des droits inhérents à la liberté et à l'égalité, à la sûreté et à la propriété qu'ils tiennent de la nature et d'une société sagement ordonnée, ils se déclareront réintégrés dans leurs droits et réunis au Valais Occidental.

Art. 139. — Ils se réuniront en assemblées primaires, accepteront la constitution, nommeront des électeurs d'après ses principes. S'ils forment un district, le corps électoral s'acquittera des fonctions prescrites par elle ; s'ils ne le forment pas, leurs électeurs se joindront au corps électoral du lieu le plus voisin.

Art. 140. — Les communes qui, par égarement suscité par des hommes puissants habitués à les dominer, n'accéderont point au vœu de leurs concitoyens, seront censées représentées par les communes fidèles à la cause de la liberté et de l'égalité, ou par les hommes courageux qui s'en détacheraient.

Art. 141. — Les députés nommés au Corps législatif se réuniront sans délai dans la ville de Saint-Maurice. Ils se constitueront respectivement en Sénat et en Grand Conseil aussitôt qu'ils se trouveront en nombre suffisant pour former le tiers des membres dont chacun des conseils doit être composé.

Art. 142. — Les conseils étant constitués nommeront le Directoire exécutif, et le Directoire nommera aux fonctions dont la constitution lui donne la pourvoyance.

Le Comité général du Valais Occidental ayant délibéré sur le présent projet de constitution, reconnaissant qu'il établit à jamais le bonheur du Valais par la réunion générale de tous ses citoyens pour les faire jouir en commun des biens inappréciables de la liberté, de l'égalité, de la sûreté et de la propriété, a arrêté unanimement de l'accepter provisoirement et sous la ratification des communes réunies en assemblées primaires, laquelle condition est établie par ladite constitution, article 45 ; ordonne que ce projet sera déposé aux archives et qu'il en sera fait deux copies au pied desquelles sera inscrite la présente acceptation, l'une pour être portée à l'acceptation de la diète du Valais Oriental, l'autre pour être remise au c. résident de la République française avec invitation d'en faire part sur-le-champ au Directoire exécutif.

Fait en Comité général à Saint-Maurice, le 3 mars 1798.

Signé : Rivaz, président.

Par le Comité général du Valais Occidental.

Signé : Tousard d'Olbec, secrétaire.

(Rz, cart. 75, N° 13, cahier (24 × 36 cm) de 12 fol. reliés d'un ruban vert : c'est l'original destiné à être « déposé aux archives ». Ecrit de diverses mains, dont celle d'Isaac de Rivaz, il porte la déclaration suivante de la diète du Haut-Valais munie des signatures autographes des députés :

« Le Conseil des Sept Dizains composant la diète du Valais Oriental, ayant pris en délibération le présent projet de constitution qu'il a reçu officiellement aujourd'hui treizième du mois de mars de l'an mil sept cent quatre-vingt dix-huit des mains des députés du comité général du Valais Occidental, les c. Pittier, [Du] Fay et Duc ; voyant qu'il assure aux Etats du Valais la base fondamentale réciproquement réservée par le maintien de la religion catholique, apostolique et romaine dans toute son intégrité, ainsi que la réunion désirée des deux Etats du Valais sur les principes de l'égalité, de la liberté et de la sûreté des propriétés, a décrété l'acceptation provisoire de cette constitution sous la ratification des communes réunies en assemblées primaires conformément à l'article 45 de la manière ci-après dénoncée, avec ordre qu'il en soit expédié une copie à chacun des louables dizains du Haut-Valais. Les députés du louable dizain de Conches n'étant pas arrivés dans le courant de la journée, ce que l'on attribue à leur éloignement, les députés des autres louables dizains présents ont signé comme suit :

[Députés du dizain de Sion] : de Riedmatten, bourgmestre, au nom du Sénat et de la Bourgeoisie de Sion. — Alphonse Ambuel, grand châtelain de la ville et dizain, au nom des communes qui ne [se] sont pas signées. — François Bridy, au nom de la communauté de Savièse et au nom du métral d'Arbaz, Romain Bonvin. — Michel Blanc, au nom de la commune d'Ayent, je corrobore le présent projet. — Jean Berthod, au nom des quatre villes Bramois, Nax, Vernamiège, Mase, je corrobore le prédit projet. — Par ordre du lieutenant François Bovier, major de Vex, au nom de ladite communauté, ratifie le précédent projet, en foi, François Bridy, notaire public. — Par commandement du provide Georges Genolet, major et banneret d'Hérémenche, confessant la ratification, en foi, François Bridy, notaire public.

Députés du dizain de Sierre : P.-A. Preux, vice-bailli du Haut-Valais. — Pierre-Joseph de Chastonay, grand châtelain. — Jos.-Aug. Preux, grand banneret. — Mathias Alexander Tabin, châtelain. — Ignace-Sébastien Briguet, capitaine.

Députés du dizain de Loèche : Antoine Augustini, ex-gouverneur. — François-Ignace Werra, ancien major. — Antoine Willa, ex-major. — Peter Martin, Hauptman. — Pierre Mathieu, lieutenant.

Députés du dizain de Viège : Adrien Courten, curé du chef-lieu. — Antoine Burgener, grand banneret. — Andenmatten, capitaine. — Zurbriggen, ex-gouverneur. — De Schalen, châtelain.

Députés du dizain de Brigue : Bartholomy Perrig, juge. — Jacques Theiler, châtelain. — Caspar Wissen. — Jos. Michlig. — Moritz Schmit, M+S.

Députés de Rarogne : Aloys Roten, ancien juge. — Felix Walker für Mörel.

[Les députés de Conches ont signé par la suite] : Jost, pour la paroisse d'Ernen. — De Riedmatten, pour la paroisse de Münster. — Valleint Wellen, Ernen. — Valentin Michel, von Ernen. — Dominicus Müller, A. ».

— AV, fonds Clausen-Perrig, A 28, 1 cahier (27×41 cm) de 10 fol., expédition sans doute destinée au dizain de Brigue, également munie de la déclaration et des signatures autographes des députés.

— Paris, Archives des Affaires Etrangères, Correspondance politique, Valais, t. 5, ff. 282-292, expédition destinée à Mangourit ; l'art. 23 porte la note marginale suivante : « L'art. 21 et l'art. 23 seront extraits du plan de constitution si, par voie de négociation avec les parties lésées, ces articles sont exécutés sous huitaine ». Ce texte a été publié par H.-B. Hill, dans les *Annales historiques de la Révolution française*, 1949, pp. 253-268. Voir au sujet de cette publication, A. Rufer, *A propos de la constitution du Valais*, *ibidem*, 1950, pp. 60-61. Voir aussi Rufer, pp. 201-210.

— B, pp. 94-97 ; D 1.

— Ce projet a été imprimé, en 1798, à Sion, chez Antoine Advocat. C'est une brochure de 28 pages in-18, pleine de fautes d'impression ; la Bibliothèque cantonale du Valais en possède deux exemplaires. Le texte s'achève par la *nota* suivante :

« Le présent projet de constitution ayant été dressé pour le Valais formant une république indépendante et accepté provisoirement sous la réserve de la sanction des communes, elle doit leur être connue, quoique la réunion à la République helvétique une et indivisible prononcée par les dizains puisse y occasionner des changements ».)

54. Séance du dimanche matin 4 mars 1798

« La séance est ouverte à huit heures. »

a) « Les membres envoyés vers la députation du Haut-Valais rendent compte qu'ils ont été lui faire les adieux fraternels du comité, et qu'elle était repartie sans avoir pu entrer en négociation avec le résident. »

b) « Le comité, sur la demande du commandant de Bons, arrête qu'il lui sera loisible de se choisir un adjudant-major par bannière. »

c) « Le comité, voyant arriver une partie du contingent de la troupe, arrête qu'il se rassemblera à l'heure de son départ et qu'il lui sera fait par le président [Ch.-E. de Rivaz] un discours analogue aux circonstances. »

d) « Le comité fait expédier au c. de Bons la copie de l'arrêté qui le nomme commandant du bataillon auxiliaire de Saint-Maurice et lui laisse l'organisation du service, et arrête qu'il lui sera envoyé une députation de trois membres pour le lui porter et lui donner verbalement l'instruction au nom du comité : 1° de régler l'emploi de sa troupe suivant sa prudence ; 2° de ne point la laisser sortir du gouvernement d'Aigle et de conserver sa communication libre avec le pays, sauf nouvelles instructions ; 3° d'entretenir une cor-

respondance suivie avec le comité général. Les membres députés vers lui sont les c. Duc, Pittier et Dufour. »

« La séance est levée à douze heures. »

(A, pp. 58-59 ; C, p. 229. — Dans C, le § a est incomplet.)

55. Séance du dimanche après-midi 4 mars 1798

a) « Le comité se rassemble à une heure et se transporte sur la place où la troupe était formée. Le président les remercie de leur zèle, les exhorte à la confiance et à l'obéissance pour leurs chefs, au respect des lois, des propriétés et des personnes, et à faire aimer le nom valaisan chez nos voisins » [Annexe I].

b) « Le c. résident envoie au comité sa réquisition, par écrit, de 400 Valaisans pour aller au secours des trois mandements d'Aigle » [v. 50^e Séance, Annexe II].

c) « Le comité, considérant que dans la position actuelle des choses il est nécessaire d'établir des signaux, arrête qu'il en sera établi..., et charge de l'exécution les comités locaux » [Annexe II].

d) « Le comité arrête en même temps qu'il sera écrit à M. le grand bailli [Sigristen] pour lui en donner avis, et prévenir que cette mesure ne puisse être prise comme un signe de défiance sur la disposition des louables Dizains à l'égard du Bas-Valais » [Annexe III].

e) « Le comité considérant que, par la nouvelle constitution, la partie du Valais connue sous le nom de Bas-Valais était actuellement désignée sous celui de Valais Occidental, que cette dénomination peut avoir l'avantage d'effacer les idées attachées jusqu'à ce jour dans la partie du Valais ci-devant souveraine à ce nom de Bas-Valais et de Bas-Valaisan, a arrêté qu'à compter de ce jour le comité n'emploiera plus dans tous ses actes pour désigner la partie du Valais rentrée dans ses droits de liberté et d'indépendance, que le nom de Valais Occidental. »

f) « La commune de Massongex expose qu'elle est dépourvue de juge depuis la cessation des fonctions de son ex-seigneur et en demande un. Le comité arrête qu'elle s'assemblera le jour indiqué par son comité et nommera un juge de paix qui aura les mêmes pouvoirs et compétences qui étaient attribués ci-devant aux châtelains. »

g) « La commune de Vacheresse réclame la même cloche des trappistes que la commune de Bonnevaux avait précédemment répétée. Le comité persistant dans l'arrêté qu'il avait pris à ce sujet le 27 février, par lequel il a renvoyé le jugement de l'affaire au juge de paix de Martigny [v. 44^e Séance, § c], attendu que c'est le lieu de domicile du premier vendeur de la cloche, le c. Ducrey, suivant les informations données, renvoie également la commune

de Vacheresse par-devant ledit juge de paix de Martigny lequel décidera : 1° à laquelle des deux communes appartient la réclamation de la cloche ; 2° si cette réclamation est fondée, et rendra ensuite justice à qui de droit. Le comité estime pour la sûreté du pétitionnaire que le juge de paix doit ordonner le séquestre de la cloche entre les mains du c. banneret Dallèves par lettre réquisitoriale au juge de paix de Sembrancher. Le comité invite le juge de paix de Martigny à rendre prompte justice en cette affaire attendu qu'elle concerne des étrangers. »

h) « Le comité a lu à diverses reprises pendant cette séance le projet de constitution, présenté par le c. résident, aux députés de plusieurs communes d'Entremont, savoir Bourg-Saint-Pierre, Liddes, Orsières, Bagnes et Sembrancher. »

i) « Le comité, d'après un message du c. résident, change son arrêté au bas du projet de constitution et y substitue celui qu'il lui propose lui-même. »

« La séance est levée à neuf heures. »

(A, pp. 59-61 ; C, pp. 229-230. — Les § e et i manquent dans C.)

Annexe I

St-Maurice, 4 mars 1798. — Discours prononcé par Ch.-Emm. de Rivaz, président du comité, devant la troupe valaisanne à son départ pour Aigle

Vous n'avez pas trompé l'espérance du comité général. Votre zèle à vous presser sous l'étendard de la liberté annonce à votre patrie que son indépendance est fixée à jamais. Il prouvera à nos voisins que les peuples libres sont des peuples de frères, et qu'entre eux tous les dangers sont communs.

Le comité général vous a donné pour chef un officier dont l'expérience, les talents et le patriotisme méritent toute votre confiance ; avec lui vous êtes assurés que les ennemis de la liberté des peuples ne seront pas ménagés, et avec vous il est sûr de les vaincre.

Mais n'oubliez pas que la discipline est la première vertu du soldat ; qu'avec elle rien n'est impossible à des soldats tels que vous, et que sans elle tout votre courage peut être inutile.

Conservez sous les armes l'obéissance aux lois et aux autorités et le respect pour les personnes et les propriétés dont vous avez donné l'exemple comme citoyens. Que votre sagesse vous fasse aimer des peuples que vous allez secourir. Rendez cher le nom valaisan au dehors, et vous mériterez au dedans la reconnaissance de tous vos concitoyens.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 41, minute de la main de Tousard d'Olbec ; B, pp. 102-103 ; C, p. 231.)

Annexe II

St-Maurice, 4 mars 1798. — Arrêté du comité général sur les signaux

Le comité général des communes du Bas-Valais, considérant qu'il ne doit négliger aucun des moyens qui peuvent conserver la sûreté et la tranquillité du pays, a arrêté ce qui suit :

1) il sera établi des signaux en la manière accoutumée à Conthey, Saillon, Martigny, Saint-Maurice, et un dans la bannière de Monthey ;

2) il sera établi une garde à chacun de ces signaux ;

3) il sera en outre établi une garde de quatre hommes au mayen de Plan-Rouise, commune de Conthey.

4) Le comité général renvoie aux comités locaux l'exécution du présent arrêté, et les invite à pourvoir à tout ce qui sera nécessaire suivant leur prudence et l'exigence des cas.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 40, minute de la main de Tousard d'Olbec ; B, p. 102 ; C, pp. 231-232 ; etc.)

Annexe III

St-Maurice, 4 mars 1798. — Lettre au grand bailli Sigristen au sujet des signaux

Notre position actuelle nous a obligés de mettre en activité les signaux de notre pays depuis les montagnes bernoises de nos frontières jusques en Bas, et nous nous empressons d'avoir l'honneur d'en prévenir Votre Excellence, et de la prier d'apprécier cette mesure. Elle ne peut avoir aucun rapport à nos relations réciproques et ne doit pas être considérée comme un indice de défiance sur la disposition des louables dizains à notre égard, dont nous avons reçu des marques si positives et si touchantes au milieu de la diète, et des témoignages récemment encore de vos députés. Veuillez, M. le grand bailli, prendre la peine de leur garantir la réciprocité et la continuité de nos sentiments.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 39, minute de la main de Tousard d'Olbec ; B, p. 101 ; C, p. 232 ; D 3, pp. 79-80.)

56. Séance du lundi matin 5 mars 1798

« A sept heures du matin. »

a) « Le comité reçoit une lettre du commandant de Bons qui rend compte que notre troupe a quitté pendant la nuit le bivouac où elle est à Aigle pour se rendre dans la vallée des Ormonts » [*Annexe I*].

b) « On reçoit ensuite un message du c. résident par lequel il communique officiellement une relation de la prise de Morat, Büren et Soleure par les troupes françaises, et la réunion de leurs armées pour marcher sur la ville de Berne [*Annexe II*]. Le comité arrête d'en donner avis aux comités de Monthey, Saint-Maurice, Martigny, Sembrancher et Conthey, avec ordre de le répandre dans les communes voisines, et on expédie des notes en conséquence ».

c) « Le comité sentant l'importance d'établir une correspondance active et suivie entre lui et toutes les communes arrête qu'il sera établi un comité de surveillance à Conthey, composé de deux membres dudit lieu, deux de Nendaz et deux d'Ardon, lequel restera en permanence à Conthey jusqu'à nouvel ordre pour veiller sur les mouvements qui peuvent avoir lieu dans la vallée bernoise du Gessenay communiquant avec Conthey, et d'avertir incessamment

de tout ce qu'il apprendra qui puisse intéresser notre sûreté intérieure. L'arrêté est envoyé à la commune de Conthey qui sera chargée de son exécution » [Annexe III].

d) « Le comité a ensuite remercié par une note le c. résident de sa communication officielle et lui a fait part des nouvelles mesures qu'il vient de prendre pour sa correspondance » [Annexe IV].

e) « Le comité s'occupe ensuite de quelques notes sur le projet de constitution dont quelques articles sont impossibles à exécuter eu égard aux localités. »

« La séance est levée à midi. »

(A, pp. 61-62 ; C, pp. 233-234.)

Annexe I

Aigle, 4 mars 1798. — Lettre du commandant de Bons au comité général

Ce soir, nous partons du bivouac où nous sommes pour nous rendre aux Ormonts ; nous ne perdons ainsi pas du temps ; vous aurez demain des relations plus intéressantes. Très à la hâte.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 67, original ; C, p. 235.)

Annexe II

St-Maurice, 15 ventôse an 6 (5 mars 1798). — Message de Mangourit au comité général

Le soussigné a l'honneur de faire part au comité central des communes du Valais Occidental des opérations de l'armée de la liberté, et l'invite à charger son comité de correspondance à en envoyer sur-le-champ des copies aux comités des trois bannières avec injonction de faire parvenir cette glorieuse nouvelle dans toutes les communes de leur district, afin d'aneantir dès le principe les vils mensonges dont on alimente le peuple afin de l'enchaîner de nouveau.

(Rz, cart. 73, fasc. 21, N° 12, original ; C, p. 235 ; Bagnes, Arch. comm., F. 7, copie.)

Annexe III

St-Maurice, 5 mars 1798. — Lettre du comité général au comité de Conthey

Nous vous remettons ci-inclus la copie d'une note officielle des succès des armées de la liberté [Annexe II]. Nous vous prions de faire circuler ces nouvelles dans toutes les paroisses de vos environs, afin que tous nos concitoyens soient soutenus dans l'intérêt qu'ils prennent à la cause de la liberté.

Le comité général a pensé que, dans les circonstances actuelles, il était nécessaire d'entretenir une correspondance active entre toutes les communes et lui ; en conséquence il a arrêté d'inviter les communes de Conthey, de Nendaz et de la Majorie [d'Ardon], à

former un comité de correspondance de six personnes, deux de chacune, qui se tiendrait à Saint-Séverin. Ce comité recevra les nouvelles et les ordres que nous lui adresserons, et les fera circuler dans toutes les communes de sa dépendance. Ce comité entretiendra une correspondance suivie avec le comité général et l'instruira tous les jours de poste de l'état de ses communes. Dans le cas où quelque affaire pressante exigerait un avis plus prompt, le comité de Saint-Séverin enverra un exprès et, dans le cas de quelque événement qui intéresserait la sûreté publique, il enverra un courrier à cheval à grande course. Les exprès et courriers que dépêchera le comité de Saint-Séverin remettront leurs dépêches au comité de Martigny pour les faire passer avec la même diligence au comité général.

Le comité général recommande au comité de Saint-Séverin de surveiller exactement tout ce qui se passe dans les montagnes et dans tous leurs environs, et de lui en donner communication. En cas d'alarme, il donnera l'ordre que le signal soit allumé, et dépêchera un courrier en toute diligence.

Nous vous invitons, citoyens, à prendre les mesures les plus promptes pour l'exécution du présent arrêté.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 43, minute de la main de Tousard d'Olbec ; B, pp. 104-105 ; C, pp. 236-237.)

Annexe IV

St-Maurice, 5 mars 1798. — Note du comité général à Mangourit

Le comité général des communes du Valais Occidental a l'honneur de remercier le c. résident de la République française de la communication qu'il a bien voulu lui donner des opérations des armées de la liberté dont les succès ont causé au comité la plus grande satisfaction. Il a envoyé sur-le-champ des copies de la note dans les communes.

Le comité a l'honneur d'informer le c. résident que pour entretenir l'esprit public et intéresser de plus en plus les peuples du Valais Occidental à la cause de la liberté, il vient d'établir des comités de correspondance, à l'aide desquels la communication entre les communes et le comité général sera active et continue. Le comité sera promptement averti de tout ce qui concernera la sûreté publique et la disposition des esprits. Le peuple sera instruit de tous les événements militaires, de tous les actes publics et de la suite des opérations qui tendent à assurer son indépendance, et on ira au-devant de tous les faux rapports par lesquels on pourrait troubler l'esprit des bons citoyens. Les ordres pour l'établissement des signaux sont partis.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 42, minute de la main de Tousard d'Olbec ; B, pp. 103-104 ; C, p. 237.)

57. Séance du lundi après-midi 5 mars 1798

« Séance ouverte à deux heures et demie. »

a) « Le comité envoie un de ses membres vers le c. résident pour prendre son avis sur les observations qu'il avait cru devoir faire le matin concernant divers articles de la constitution. Le résident s'étant trouvé à Cries, il s'y est aussi transporté. »

b) « Dans l'intervalle est arrivé à Saint-Maurice le contingent de la vallée d'Entremont et celui des bannières de Saillon et d'Ardon. Le président

[Ch.-E. de Rivaz], accompagné de quelques membres du comité, s'est rendu devant la troupe pour présenter à la troupe d'Entremont le c. Joseph Cha-pelet, ancien capitaine en France, que les députés de la bannière d'Entremont ont choisi pour chef de ladite troupe. Le président a ensuite remercié de leur zèle les troupes desdits contingents, les a exhortées à garder bonne discipline et à honorer le nom valaisan dans l'étranger par leur sagesse et leur bravoure. »

c) « Un exprès de Bex apporte la nouvelle qu'il y a eu une attaque infructueuse du côté de Gryon. »

d) « Le résident désire que la troupe nouvellement arrivée ne s'arrête pas à Saint-Maurice et se rende le même soir à Bex. Elle s'y prête avec empressement et, après s'être rafraîchie une heure, elle repart. »

e) « Le c. [Isaac] de Rivaz, membre du comité, est allé à Bex pour prendre connaissance de ce qui se passe sur les lieux mêmes. »

« La séance est levée à huit heures. »

f) « A neuf heures du soir, un message du comité de Bex communique l'avis que les vallées des Ormonts étaient évacuées de troupes ennemies » [*Annexe*].

(A, p. 62 ; C, p. 234. — La fin du § a ne figure pas dans A.)

Annexe

Gryon, 5 mars 1798. — Lettre de Bocherens, président du comité d'Aigle, au comité de Bex

La victoire est à nous. Vive la République ! Vivent nos défenseurs, nos braves frères d'armes !

Les chasseurs ont traversé tous les Ormonts, de là à la Croix. La Providence protège les amis de la liberté et de l'égalité, etc., s'étant réunis audit poste.

Des détails, nous ne pouvons vous en donner aucun...

Bocherens, président

[P. S.] Il est déjà arrivé ici nombre de chasseurs de la compagnie Cossy.

Launier, secrétaire de l'Etat-Major

Nous avons plusieurs blessés et je vous prie de vouloir bien faire donner les ordres nécessaires pour leur pansement, surtout du commandant de bataillon Forneret.

Adressé au comité de surveillance à Bex à 6 heures du soir, reçu à Saint-Maurice, ce 5 mars à 9 heures du soir.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 69, copie de la main de Maye, membre du comité ; C, p. 238 ; Riddes, Arch. comm., F. 2 i, copie.)

58. Séance du mardi matin 6 mars 1798

« A six heures du matin. »

a) « Le c. [Isaac de] Rivaz, de retour de Bex, instruit le comité que nos troupes sont revenues à Bex, la veille à dix heures du soir, après une marche continuelle et fort pénible dans la vallée des Ormonts, à travers les glaces et les neiges. Cette vallée a été abandonnée par les troupes ennemies qui se sont retirées à mesure que les autres avançaient. Les maisons sur la route étaient aussi abandonnées ; néanmoins de quelques-unes il a été tiré des coups de fusil. Notre troupe a été jusqu'au poste de la Croix et revenue par Gryon à Bex extrêmement harassée, ayant couru toute la nuit et le jour presque sans aucune nourriture. Il a informé que le commandant français [Chastel] proposait de conduire nos troupes jusqu'à Thoune. Sur ce rapport, le comité a délibéré d'envoyer trois de ses membres à Bex pour voir les soldats, pourvoir à ce qu'il leur soit fourni des subsistances et des logements, et voir quel est l'esprit qui règne parmi eux. La députation part. »

b) « Le comité arrête ensuite une autre députation au résident pour lui exposer que le projet du général français était contraire à la réquisition faite par le c. résident lui-même, laquelle ne parlait que de couvrir les quatre mandements et le Valais Occidental ; que ce but étant rempli par l'évacuation et la retraite des troupes ennemies, les nôtres devaient rentrer dans leurs foyers. (La députation devait lui parler aussi de la course trop pénible qu'on avait exigée d'eux, de la négligence qu'on avait mise à leur fournir des subsistances, et enfin) que notre pays pouvant être attaqué lui-même du côté de Conthey, il était naturel qu'il retînt ses troupes pour veiller à sa propre sécurité. — Le comité, informé que le résident est parti pour Aigle, ordonne à ses députés de l'y aller joindre et remplir leur mission tant auprès de lui qu'auprès du général Chastel. Les c. Pittier, Du Fay et Delasoie nommés à cet effet partent à une heure et demie. »

c) « Un des membres députés à Bex rapporte que les troupes sont en bon ordre à Bex, qu'il ne manque qu'un homme de Martigny, qu'on a pourvu à leur subsistance. — Le c. [Isaac de] Rivaz est resté auprès d'eux pour pourvoir à tout et informer le comité de tout ce qui sera nécessaire » [*Annexe I*].

d) « Le comité de Saint-Maurice envoie une députation de deux membres pour proposer de consigner à la garde du pont et aux bateliers de Massongex, Collombey, Illarsaz et Porte-du-Sex, de ne laisser passer aucun de nos soldats sans une permission par écrit de leurs officiers. Le comité répond qu'il a envoyé hier de ses membres à Bex et à Aigle, et qu'ils prendront de là les mesures qu'ils jugeront convenables. »

e) « On donne à Martigny communication des nouvelles et du retour de nos troupes sans perte, et le comité est invité à les communiquer dans les communes d'Entremont. — Le c. Maye, se rendant à Ardon, se charge de répandre les nouvelles dans les bannières de la plaine (Saillon, Ardon et Conthey). »

f) « Il est fait réponse à la lettre du comité diplomatique du canton de Vaud, reçue le 26 février. On lui fait part de la ratification de notre indépendance et on lui envoie l'adresse aux communes pour le secours de 400 hommes aux mandements d'Aigle » [*Annexe II*].

g) « Les c. Joseph Saillen et Maurice Barman, cités à comparaître par-devant le comité, se présentent et demandent délai jusqu'au 8, à dix heures. Accordé. »

« La séance est levée à midi. »

(A, pp. 63-64 ; C, pp. 239-240. — Au § b, le passage entre parenthèses ne figure pas dans A.)

Annexe I

Bex, 6 mars 1798. — Note écrite par Isaac de Rivaz au comité général

Arrivés ici, nous apprenons que nos Valaisans ne sont descendus du poste de la Croix qu'avec la permission du commandant Chastel, qui lui-même est descendu à Aigle. Lorsqu'il renvoya la troupe, il ne lui a donné aucun ordre, et en ce moment il n'y en a aucun, et on ignore absolument ce qui se passe ultérieurement. Mais le présent est spécialement pour vous dire que le c. résident part pour Aigle ce matin à 8 heures.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 70, original ; C, p. 243.)

Annexe II

St-Maurice, 6 mars 1798. — Lettre au comité diplomatique de Lausanne

C'était avec un intérêt bien vif que le comité général avait pris des mesures pour fermer le passage au régiment Stettler. Vos frères du Bas-Valais ne croyaient pas alors être appelés à vous servir autrement qu'en formant une barrière entre vous et vos ennemis. Le peuple vaudois a mieux espéré de nous. La portion libre des mandements d'Aigle nous a demandé 400 hommes pour marcher avec eux. Nous ne pouvions qu'inviter nos communes, et à notre voix leur contingent s'est effectué.

A ce zèle, on reconnaît les peuples dignes de la liberté. Celle de leurs voisins leur est aussi chère que la leur propre, et c'est en partageant les périls qu'ils fraternisent véritablement.

Nous remercions le Ciel de ce qu'en nous délivrant de toute crainte pour notre liberté et notre tranquillité intérieure, il nous a laissé la faculté de vous prêter une partie de nos forces. Au moment où vous les requériez, nous venions de recevoir un acte authentique dont nous nous proposons de vous donner connaissance, par lequel les communes du Haut-Valais reconnaissent dans la forme la plus solennelle et la plus valide l'Etat du Bas-Valais pour un Etat indépendant et tous ses habitants pour un peuple libre, et renoncent à tous droits de souveraineté sur eux qu'elles possédaient précédemment. Cet acte, accordé par l'Etat du Haut-Valais sans résistance et sans aucune condition ni restriction, fait honneur à sa sagesse et à son patriotisme, et contraste d'une manière bien frappante avec la conduite des gouvernements suisses qui ont attiré sur leur patrie les fléaux de la guerre. En avouant franchement et loyalement le rang que nous prenions parmi les peuples libres, ils

ont maintenu ces relations d'amitié qui peuvent seules rendre solides les relations politiques que nous sommes appelés par la nature à contracter ensemble.

Veillez, citoyens, faire part à l'assemblée générale des représentants de cet acte important pour la sûreté de notre indépendance.

Nous vous remettons ci-inclus une copie de notre adresse aux communes pour la levée de nos volontaires.

Nous faisons des vœux pour l'affermissement et le triomphe de votre liberté et de votre indépendance.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 44, minute de la main de Tousard d'Olbec ; B, pp. 106-107 ; C, pp. 243-244.)

59. Séance du mardi après-midi 6 mars 1798

« La séance est ouverte à deux heures après-midi. »

a) « Les députés de retour d'Aigle ont rendu compte qu'ils avaient été parfaitement accueillis du commandant français et qu'il leur a donné non seulement des témoignages de sa satisfaction des troupes valaisannes, mais encore l'espérance qu'elles ne seraient pas employées hors des quatre mandements. Ils ont dîné avec lui. »

b) « On s'occupe de faire expédier une copie de la constitution pour le c. Mangourit. »

c) « Un exprès du comité de Bex vient nous apprendre la nouvelle de la prise de Berne. On fait tirer 24 coups de canon et la séance se lève au milieu de la joie que répand cette nouvelle qui annonce la fin des maux de la guerre. »

(A, pp. 64-65 ; C, pp. 240-241. — § a : C donne non pas l'espérance, mais l'assurance que les troupes valaisannes ne seront pas employées hors des mandements.)

60. Séance du mercredi 7 mars 1798

« Ouverte à sept heures du matin. »

a) « Le comité expédie aux comités de Martigny et de Sembrancher des notes de la prise de Berne » [Annexe I].

b) « Le c. Ribordy, secrétaire de la commune de Riddes, présente une pétition sur son expulsion illégale et l'enlèvement fait de ses papiers dans son coffre. Il demande justice et réintégration [Annexe II]. Le comité prend un arrêté sur cette pétition » [Annexes III et IV].

c) « Plusieurs membres du comité, instruits que le commandant français venait passer en revue la troupe valaisanne à Bex et assister au convoi funèbre du commandant de bataillon vaudois Forneret, mort d'une blessure reçue à l'attaque de la vallée des Ormonts, ont témoigné le désir de s'y rendre. Le comité a cru pouvoir interrompre un moment ses séances pour permettre à ses

membres d'assister à la revue de la troupe de nos contingents et aux obsèques de ce martyr de la liberté de son pays. »

d) « Mais à midi les membres sont revenus de Bex sur l'avis reçu que le commandant français venait à Saint-Maurice. »

e) « Le comité, réuni avec celui de Saint-Maurice, lui va faire une visite. Les comités sont parfaitement accueillis. Le commandant loue avec une espèce d'enthousiasme la constance infatigable avec laquelle nos troupes, à peine arrivées à Aigle, ont supporté une marche de 18 heures dans les montagnes, les glaces et les neiges, presque sans prendre de repos, et il promet d'en rendre un compte flatteur au général en chef Brune. »

f) « Le c. résident a invité le président du comité [Ch.-E. de Rivaz] à dîner chez lui avec le commandant français et les a placés l'un à droite, l'autre à gauche de la c. Mangourit. Après dîner, le c. résident et le commandant français se sont rendus à Bex, plusieurs membres du comité y sont aussi retournés (pour assister au convoi du c. Forneret renvoyé à l'après-midi) ; l'un et l'autre ont prononcé un discours et ont mêlé à l'éloge du capitaine Forneret un grand éloge des troupes valaisannes. »

g) « Le comité s'est en même temps occupé d'une nouvelle copie de la constitution à être envoyée aux VII Dizains du Haut-Valais et demandée par le résident. »

h) « Au retour de Bex (après sept heures), on s'est aperçu que le feu était (pris) dans les bois qui bordent les rochers de Vérossaz, au-dessus de cette ville. Comme le feu n'était pas éloigné de l'endroit où était placé le signal, on a craint qu'il ne répandît l'alarme dans le reste du pays. Le comité a jugé à propos d'écrire au comité de Martigny pour le rassurer et de lui envoyer un exprès. L'événement a prouvé que cette mesure de prudence était très bien fondée. Le comité de Martigny avait allumé son signal et envoyé un exprès à Saint-Maurice. »

« La séance est levée à huit heures et un quart. »

(A, pp. 65-66 ; C, pp. 245-246. — § c : texte selon C ; § f et h : les adjonctions entre parenthèses selon C ; le § g ne figure pas dans A.)

Annexe I

St-Maurice, 7 mars 1798. — Note du comité général au comité de Martigny

Nous nous empressons de vous faire part que la ville de Berne s'est rendue par capitulation aux armées françaises, le lundi 5 du courant, à une heure du matin. Veuillez faire circuler cette intéressante nouvelle qui met fin aux malheurs de la guerre et ajoute de nouvelles forces à notre existence politique. Le porteur de cette lettre pourra vous être utile pour répandre dans la plaine cet heureux événement. Nous vous prions de bien vouloir lui donner des instructions à ce sujet.

(Original signé « Rivaz président » chez feu Henri Couchepin, à Martigny, et publié par lui dans *Ann. Val.*, 1946, p. 95, note 8.)

Annexe II

St-Maurice, 6 mars 1798. — Pétition de Ribordy, secrétaire de la commune de Riddes

Je soussigné, étant secrétaire de la commune de Riddes et ayant été destitué de cette place, le 3 courant, à mon insu et en mon absence, j'envisage l'assemblée qui a prononcé et opéré ma destitution illégalement constituée, et je me plains formellement de la manière violente avec laquelle quelques-uns de cette assemblée, conduite par le vice-président du comité, le c. Pierre Brun, se sont portés chez le c. ci-devant métral Gaillard, chez qui je tiens un coffre pour y enfermer mes papiers, argent et autres effets, qui se sont fait délivrer la clef de ce coffre par des menaces qu'ils ont faites à la c. Gaillard qu'ils voulaient entrer, et cela sous prétexte d'en retirer des papiers de la commune, et qu'en effet ils ont emporté hors du coffre, suis-je instruit, des papiers et titres à discrétion ; j'ignore s'ils se sont bornés aux papiers. En conséquence, recourant à l'autorité du comité général, j'implore sa protection pour ma réintégration, droit et justice.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 66, original ; C, pp. 247.)

Annexe III

St-Maurice, 7 mars 1798. — Arrêté du comité général relatif à la pétition de Ribordy

Le comité général, après avoir rappelé la pétition, poursuit :

Le comité, voulant marcher régulièrement en cette grave affaire, ordonne par le présent aux c. président et membres du comité de la commune de Riddes, qu'ils aient à envoyer au comité général dans le terme de trois jours une copie du verbal qu'ils auront infailliblement dressé lors de l'ouverture du coffre dudit c. secrétaire, lequel devra contenir les motifs qui l'ont décidé à cette violence, ainsi que les formes qu'on y a mises ; et pour ce qui est de la destitution, le comité demande qu'il lui soit rendu compte des raisons qui ont décidé ladite commune à cette destitution, quelles formalités y ont été mises, par quelle autorité l'assemblée à cet effet a été convoquée, et comment et par qui la chose y a été traitée, afin qu'ayant connaissance de ces points importants, le comité puisse renvoyer la partie plaignante devant le tribunal qui sera jugé compétent, ou donner les ordres qui seront jugés nécessaires. Mais dans la circonstance, le comité, ayant reçu des avis concernant le c. notaire qu'on dit avoir été substitué au c. Ribordy, a cru devoir ordonner au comité de la commune de Riddes de ne se servir en cas de besoin ni du destitué ni du nouvellement nommé, mais d'un autre notaire à son choix, jusqu'à définition de cause.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 45, minute de la main d'Isaac de Rivaz ; B, pp. 107-108 ; C, pp. 247-248.)

Annexe IV

Riddes, 11 mars 1798. — Lettre du secrétaire Ribordy au comité général

Je m'empresse à vous faire part de l'issue d'une assemblée générale qui s'est tenue à Riddes, le 9 courant, au sujet des ordres que [vous] me fîtes l'honneur de m'accorder le 7 dit ; laquelle assemblée a délibéré unanimement que tous les papiers qui m'ont [été] enlevés de mon coffre par mégarde (dit-on) me seraient rendus ; qu'on me reconnaissait dans l'office du secrétariat de la commune de Riddes tout comme auparavant et du passé, vu que ce qui s'était passé en cette affaire, ce fut par pure ignorance et sans aucune réflexion,

seulement par l'émotion de quelques tolérés de cette paroisse, qui aujourd'hui me rendent justice. Par ainsi, je viens par la présente vous témoigner mon contentement, et suivant les circonstances mon désistement des poursuites ultérieures à ce sujet ; pour le coup de même que ma plus vive reconnaissance et remerciement de l'équitable justice que m'avez si promptement rendue, tout comme je vous supplie très humblement, braves législateurs, de rendre la même à tous ceux qui la requerront contre moi, promettant d'y correspondre en tout ce que pourrai et devrai dans ma conduite, étant avec toute la recommandation possible...

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 87, original ; C, p. 288. — Le texte du procès-verbal de l'assemblée de Riddes se trouve à Riddes, Arch. comm., F. 2 j.)

61. Séance du jeudi matin 8 mars 1798

« Séance ouverte à sept heures. »

a) « Le comité reçoit une lettre de l'Etat du Haut-Valais remerciant de l'avis à lui donné relativement aux signaux. La diète, quoique sans aucune défiance à notre égard, nous prie de l'informer amicalement quelle est notre position actuelle qui nous a portés à prendre cette mesure [*Annexe I*]. Le comité, après longue discussion, arrête de répondre très vaguement à cette question et de renvoyer les détails au rapport des députés qui doivent leur porter le projet de constitution » [*Annexe II*].

b) « Le c. Chapelet, notaire, de Troistorrents, est chargé de dresser des tableaux par ordre d'âge des dénombrements militaires reçus des différentes communes, ainsi que des armes qui y existent, afin d'avoir des bases pour asseoir le nouveau plan d'organisation militaire. »

c) « On lit et on signe une copie du projet de constitution demandée par le c. résident pour être envoyée dans le Haut-Valais. »

d) « Le c. résident envoie un message pour faire part d'une lettre qu'il a reçue de l'Etat du Haut-Valais. »

e) « Le comité députe réciproquement vers lui pour lui porter l'exemplaire du projet de constitution, lui communiquer la lettre de l'Etat du Haut-Valais au comité et sa réponse, et lui témoigner le désir du comité que les troupes puissent rentrer provisoirement dans leurs foyers pour éviter des frais de solde que nos communes leur fournissent outre celle du Pays de Vaud, et rendre des bras aux travaux de la campagne. »

f) « La députation revient et rapporte que le résident approuve la lettre du comité, mais qu'il estime que les troupes doivent rester sous les drapeaux jusqu'à ce que notre députation dans le Haut-Valais soit de retour. »

g) « Le comité nomme pour cette députation les c. Duc, Pittier et Du Fay. Il leur remet une autre lettre pour l'Etat au sujet de cette constitution » [*Annexes III et IV*].

h) « Les c. Barman et Saillen, en vertu du renvoi d'avant-hier, comparaissent et présentent une pétition pour être dédommagés de la confiscation de leurs biens prononcée par sentence de 1788. Ils subissent interrogatoire sur

les faits contenus dans la plainte rendue contre eux par le c. Louis-Gaspard Quartéry [*Annexe V*], ensuite de quoi le comité les renvoie à dimanche pour recevoir réponse. »

i) « On reçoit avis par le comité de Bex que la vallée de Gessenay et celle du haut et bas Simmental sont venues se soumettre au commandant français à Aigle [*Annexe VI*]. Le comité charge ses députés allant à Sion de répandre cette nouvelle dans les communes. »

« La séance est levée à midi et demi. »

(A, pp. 67-68 ; C, pp. 253-254. — § b : texte selon C.)

Annexe I

Sion, 6-7 mars 1798. — Lettre de l'Etat du Haut-Valais au comité général

Monsieur le grand bailli nous a communiqué la nouvelle que vous lui avez fait l'honneur de donner de votre résolution de mettre en activité les signaux de votre pays, et nous l'avons reçue comme une nouvelle marque de vos bonnes intentions pour la République du Haut-Valais. Elle aurait sans doute eu de quoi nous surprendre, si vous n'aviez pas marqué en même temps que cette démarche ne peut avoir aucun rapport à nos relations réciproques, et que la défiance n'y a aucune part ; et en effet les dispositions des VII Dizains n'ont point changé et ne changeront jamais ; le seul embarras que nous cause cette nouvelle provient de l'obligation qui nous lie en notre qualité d'alliés avec les treize louables cantons. Veuillez donc nous instruire, avec la même continuité de vos sentiments que vous avez de nouveau garantis dans votre dernière d'une manière aussi rassurante que fraternelle, quelle est la position qui vous a obligés à cette résolution, comme nous avons l'honneur de vous prévenir avec les mêmes sentiments que nous avons aussi provisoirement ordonné d'établir nos signaux, afin que cette notre démarche ne puisse dans aucun rapport vous occuper.

P. S. Nous vous faisons encore part avec une confiance fraternelle que nous avons attendu ici en grand nombre le plan de constitution que le c. résident, chargé d'affaires, faisait espérer à MM. nos députés dernièrement à Saint-Maurice, qu'il nous parviendrait dans peu de temps, et que nous transportons demain le conseil à Sierre où un grand nombre de ses membres est appelé par des raisons économiques, et où nous l'attendrons avec le même empressement.

(C, pp. 249-250 ; D 3, pp. 77-78.)

Annexe II

St-Maurice, 8 mars 1798. — Réponse du comité général à l'Etat du Haut-Valais

Nous voyons avec bien de la satisfaction que l'établissement de nos signaux ne vous ait inspiré aucun doute sur la continuité de nos sentiments pour Vos Excellences. Nous ne répondons pas aux questions que vous nous faites à cet égard. La députation qui doit avoir l'honneur de vous porter aujourd'hui ou demain le projet de constitution, pourra vous donner verbalement les explications que vous désirez. Nous souhaitons bien que ce projet puisse achever la réunion de tout le Valais et nous mettre à même de nous livrer aux sentiments d'amitié et de fraternité dont nous prions Vos Excellences de recevoir les nouvelles assurances.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 46, minute de la main de Tousard d'Olbec ; B, pp. 109-110 ; C, p. 255.)

Annexe III

St-Maurice, 8 mars 1798. — Lettre du comité général à l'Etat du Haut-Valais

Nous avons l'honneur de députer vers Vos Excellences les c. Duc, Pittier et [Du] Fay, membres du comité général. Ils sont chargés de vous remettre le projet de la constitution qui doit être commune au Valais Oriental et Occidental. Dans d'autres temps, il eût convenu que nos deux Etats eussent traité directement des bases de notre réunion ; mais aujourd'hui il paraît qu'elle ne peut s'opérer que par notre acquiescement mutuel au projet de constitution qui vous est présenté. Vous verrez, Magnifiques Seigneurs, que nous avons pris l'initiative sur son acceptation : un grand nombre de motifs de convenance nous ont déterminés. Votre sagesse saura sans doute les apprécier et peser ceux qui vous seront personnels ; nous désirons bien sincèrement que vous reconnaissiez dans notre marche l'attachement bien vrai pour notre patrie commune et notre vœu constant pour sa tranquillité.

(Rz., cart. 72, fasc. 34 a, N° 48, minute de la main de Tousard d'Olbec ; B, pp. 110-111 ; C, p. 256.)

Annexe IV

Sion, 8 mars 1798. — Lettre du grand bailli et de la haute commission au comité général

Depuis notre dernière dépêche, nous avons considéré qu'à notre grand regret l'époque de la réunion fraternelle des Etats séparés du Haut et du Bas-Valais ne s'avancait pas selon nos désirs ; c'est ce qui nous a déterminés de tâcher d'obtenir le pouvoir et instructions nécessaires de la part de nos communes respectives, afin de traiter par une députation à Saint-Maurice cet objet important avec succès. Nous avons tout lieu d'espérer de les obtenir dans quelques jours et, en ce cas, nos députés ne perdront pas un instant pour se rendre auprès de vous, ne doutant nullement que cette réunion [ne] se fasse ensuite incessamment à la satisfaction des deux dits Etats. Cette nouvelle démarche et la conduite que nos députés tiendront en conséquence de leurs instructions vous convaincront de notre confiance en vous et de notre désir loyal et sincère d'en éloigner tout retard qui n'a été nécessité que par l'éloignement des lieux de nos commettants, le peuple souverain.

(D 2, p. 13. — Cette lettre, dont nous n'avons pas réussi à retrouver l'original et dont le comité ne fait pas mention dans ses procès-verbaux, paraît n'avoir été qu'un projet qui, finalement, n'a pas été expédié.)

Annexe V

*St-Maurice, 8 mars 1798. — Interrogatoire des nommés
Jean-Jos. Saillen et Maurice Barman*

Le président a demandé au nommé Saillen :

1) S'il a été seul chez le c. Quartéry ? — a répondu qu'il avait été avec le c. Golet, boulanger.

2) Quel était le motif pour lequel il y allait ? — a répondu qu'il était allé pour lui demander compte de l'argent qu'il avait reçu à titre de confiscation, n'ayant pas pu être condamné au bannissement perpétuel et à la confiscation de ses biens, à ce qu'il prétend.

3) Quelle réponse lui a été faite ? — a dit que le c. Quartéry avait répondu qu'il croyait la sentence juste et qu'il ne croyait pas être dans le cas de restitution.

4) S'il a été relevé de son ban ? — a répondu qu'oui et a exhibé une déclaration de l'Etat du Valais du 7 décembre 1792 en sa faveur, et celle de François Saillen.

Ledit J.-Jos. Saillen a produit en même temps une pétition au comité général tant en son nom que conjointement avec Maurice Barman tendant à obtenir les dédommagements qu'ils réclament, laquelle il a laissée sur le bureau.

Le président a demandé au nommé Maurice Barman :

- 1) Combien de fois il a été chez le c. Quartéry ? — a répondu une fois.
- 2) A quelle intention il y a été ? — a dit que c'était pour voir la sentence rendue contre feu son frère Jos. Barman ; que si elle était juste, il ne réclamait rien, sinon qu'il réclamerait les biens confisqués à son frère et qui ont été vendus par le c. Pittier, lors procureur fiscal, au c. Jean Chasse pour 1800 florins. Que le c. Quartéry leur a dit ne pas avoir la sentence, et qu'il n'avait tiré que ce qui lui revenait.
- 3) Interrogé s'il a fait des menaces ? — a répondu que non.
- 4) Interrogé s'il s'en rapporte à la requête remise sur le bureau en son nom et en celui de Jos. Saillen ? — a dit qu'oui.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 89, minute de la main de Tousard d'Olbec ; C, pp. 258-260.)

Annexe VI

Aigle, 7 mars 1798. — Lettre de Bocherens, président du comité d'Aigle, au comité de Bex (communiquée au comité général, le 8 mars 1798)

Nous nous empressons de vous faire part qu'en ce moment est arrivé un député chargé d'une adresse au commandant français stationné en cette ville de la part des communes du Gessenay, Châtelet, Lovenaz [Lauenen], du haut et bas Simmental, demandant capitulation, levée de toute hostilité respective et amitié.

Nous avons reçu trois députés d'Ormont-Dessous, qui se mettent de même à la grâce ; Ormont-Dessus contre notre attente est tardif, mais il faudra bien qu'il se range. Les copies de leurs résignations seront transmises sitôt que possible.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, Nos 71 et 72, copies ; C, pp. 255-256.)

62. Séance du jeudi après-midi 8 mars 1798

« La séance s'ouvre à deux heures et demie. »

a) « Le c. banneret Luder entre au comité comme suppléant du c. Emonet. »

b) « Le c. Joris s'absente pour ses affaires jusqu'à samedi soir [10 mars]. »

c) « Les députés à Sion (soit à Sierre) partent après avoir reçu leurs dernières instructions, soit du comité, soit du résident. »

d) « Le comité envoie à la c. Mangourit une boîte contenant les pièces d'argenterie suivantes : une cafetière, deux chandeliers et un porte-huilier, le tout valant 539 francs de Suisse, dont il lui fait présent au nom du peuple valaisan » [Annexe I].

e) « Le comité répond au commandant de Bons que la troupe doit rester sous les armes jusqu'au retour des députés à la diète et le remercie de ses soins pour la troupe » [Annexes II et III].

(A, p. 68 ; C, p. 254. — Le § b ne figure pas dans A ; § c : adjonction seulement dans C.)

Annexe I

*Lausanne, 3 mars 1798. — Compte de Jean Veyrassat pour la
vaisselle d'argent offerte à Mme Mangourit*

Monsieur, ci-joint vous recevrez les articles que vous m'avez commis :		
Une paire de chandeliers à l'anglaise pesant 30 onces 8 deniers à 4 livres		
7 sols l'once	131 L.	19 S.
Façon	55	
Une cafetière du dernier goût 27 onces 21 deniers à 4 livres 7 sols . . .	121	6
Façon	42	
Un porte-huillier à bateau à guirlande pesant 28 onces à 4 livres 7 sols .	121	16
Façon	64	
Deux carafes de Bohême taillé	3	
	<hr/> 539 L. 1 S.	

Le tout à titre de France pour payer comptant l'écu neuf à 4 L., vous priant de m'envoyer le montant par le retour du courrier.

(Rz, cart. 73, fasc. 21, N° 11, original ; C, pp. 226-227.)

Annexe II

Bex, 7 mars 1798. — Lettre du commandant de Bons au comité général

Si ma présence n'eût pas été ici nécessaire, j'aurais été vous rendre compte verbalement de la conduite de la troupe que vous m'avez fait l'honneur de me confier ; et si je n'étais pas assuré que vous en êtes pleinement informés, je vous en aurais donné le détail dans celle-ci ; mais un soin plus pressant, c'est notre chère patrie, s'il arrivait quelques contestations sur notre indépendance et notre réunion au Haut-Valais, nous fussions obligés malgré nous de recourir à la force et au secours étranger, et vu l'embarras où nous serions d'avoir des subsistances et munitions nécessaires à l'entretien des troupes : je crois, c. représentants, devoir vous observer qu'il serait à propos d'en conférer avec les c. général et résident de la grande République, afin d'obtenir par eux dans le besoin les munitions de guerre et de bouche, surtout du canon de nos voisins vaudois.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 73, original ; C, p. 257.)

Annexe III

St-Maurice, 8 mars 1798. — Réponse du comité général au commandant de Bons

Le comité général a envoyé une députation chez le c. Mangourit pour conférer avec lui sur les divers objets contenus en la lettre que vous nous avez fait l'honneur de nous écrire le 7 du courant. Le c. résident nous a dit que la troupe devait rester sous les armes jusqu'au retour de la députation qui est partie aujourd'hui pour porter à la diète le projet de constitution. Il pense que jusque-là il ne convient pas de faire de nouvelles instances au général pour la licencier.

Quant aux autres mesures que vous nous proposez, c. commandant, nous ne pensons pas qu'il soit encore question d'en prendre aucune de ce genre.

Nous saisissons cette occasion, c. commandant, pour vous faire nos remerciements du zèle que vous avez mis dans la conduite de la troupe. Elle doit sûrement à l'exemple de son commandant une partie des éloges qu'elle a mérités. Nous espérons que sous votre surveillance elle ne se démentira point, et si elle était malheureusement dans le cas d'être employée pour la patrie, il serait d'un grand avantage pour elle d'être restée quelque temps sous votre commandement.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 47, minute de la main de Tousard d'Olbec ; B, pp. 108-109 ; C, pp. 257-258.)

63. Séance du vendredi matin 9 mars 1798

« La séance est ouverte à huit heures. »

a) « Le comité reçoit deux notes officielles du résident. La première informe le comité d'une décision concernant les chevaliers de Malte français, en conséquence de laquelle il demande l'expulsion de M. de Damas, qui demeure à Monthey [*Annexe I*]. Le comité arrête une réponse à sa note [*Annexe II*] et expédie au comité central de Monthey un ordre conforme à la réquisition et à sa réponse. »

b) « Par la seconde note, le résident donne communication officielle des bulletins de nouvelles qui lui sont parvenus pour être répandus dans les communes [*Annexe III*]. Le comité en expédie des copies authentiques pour les comités centraux de Monthey et de Martigny et celui de correspondance de Conthey. »

c) « Le comité ouvre une lettre de Conthey adressée au c. Duc, qui expose le rapport fait par les c. envoyés de Conthey au Châtelet... La lettre rassure également sur les dispositions du Haut-Valais... » [*Annexe IV*].

d) « En écrivant au comité de Conthey, on lui marque de supprimer la garde de Plan-Rouise. »

e) « Le c. major de Rivaz est envoyé à Bex : [1°] pour remettre au commandant de Bons la lettre du comité en réponse à la sienne ; 2° pour s'informer du c. Wild si les salines de Bex pourraient s'engager à fournir annuellement le sel nécessaire au Bas-Valais et à quel prix ; 3° prendre des informations sur l'organisation des troupes vaudoises afin d'en tirer des lumières sur celle qui pourrait nous convenir. »

f) « Le c. Jean Saillen, de Vérossaz, et sa femme Maurise Antoine ont rendu plainte que cette dernière a été battue, hier après-midi à une heure dans le village des Cases, par les c. Pierre-Maurice Gex et Jean-Claude Dubulluit, et a été blessée d'un coup de pierre au nez. Elle cite pour témoin Barbe Rabaty, femme de Jacques Wuilloud, ainsi que ce dernier qui l'a vue ensanglantée ; elle cite encore Louis Morisod, âgé de douze à quatorze ans, qui l'a vu frapper. Le comité délègue le c. Jacques Quartéry, juge de paix de cette commune, pour informer de cette affaire et la juger en l'assistance de deux assesseurs qu'il s'adjoindra. »

g) « Le c. Frossard, membre du comité, fait rapport que le c. Jean-Claude Clémento s'est opposé à la levée du contingent de troupes de la commune d'Ardon, malgré que le comité dudit lieu exhibât l'adresse du comité général aux communes à ce sujet, et a dit que l'on vendait les soldats comme des moutons ; item que Jean-Pierre Loye, d'Ardon, dans le moment qu'on est allé faire l'inspection des armes et munitions, a répondu que, quant à la munition, il n'en avait pas et qu'il prétendait n'être pas obligé à se fournir jusqu'à ce qu'il eût sa part de la bourse publique, et que, quant à son fusil, il a dit qu'il en avait un, que ses officiers n'avaient qu'à se mettre à deux cents pas et qu'il leur montrerait si son arme était bonne. Le comité a arrêté de requérir le comité d'Ardon de faire connaître au comité général les circonstances de ces deux délits et, s'ils lui sont suffisamment vérifiés, de prendre ensuite les mesures convenables pour réprimer les délinquants. »

« La séance est levée à midi. »

(A, pp. 69-70 ; C, pp. 261-262.)

Annexe I

St-Maurice, 18 ventôse an 6 (8 mars 1798). — 1^{re} note de Mangourit au comité général

Etant décidé, citoyens, que l'état de chevalier de Malte ne rend point étranger le Français de cet ordre qui a émigré ou qui est prévenu d'émigration, je réclame l'exécution de la loi de ce pays contre M. de Damas, et je vous requiers en conséquence d'ordonner au comité de la commune qu'il habite dans la ci-devant bannière de Monthey, de le faire partir dans deux fois vingt-quatre heures hors le territoire du Valais, en lui prescrivant la route qu'il doit prendre pour sortir de son territoire, pourvu que ce ne soit pas par le territoire vaudois, bernois et français, ce dont il justifiera en se représentant devant les comités de son passage d'ici le duché d'Aoste.

(Rz, cart. 73, fasc. 21, N° 13, original ; C, p. 267.)

Annexe II

St-Maurice, 9 mars 1798. — Réponse du comité général à la note précédente

...En conséquence et conformément à votre réquisition, nous chargeons le comité central de Monthey de donner ou faire donner l'ordre audit M. de Damas de sortir du territoire du Valais dans deux fois vingt-quatre heures, et de lui prescrire la route qu'il doit prendre...

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 49, minute de la main de Tousard d'Olbec ; B, p. 111 ; C, pp. 267-268.)

Annexe III

*St-Maurice, 17 ventôse an 6 (7 mars 1798). — 2^e note de Mangourit
au comité général*

J'ai l'honneur, citoyens, de vous notifier officiellement et de vous inviter à notifier de même aux comités de correspondance les nouvelles ci-après :

a) Quartier-général de Morat, 15 ventôse an 6 (5 mars 1798).
Brune, général en chef, à Mangourit.

« Le pont de Neueneegg en avant de Fribourg sur la Sense [Singine] a été enlevé par les troupes françaises à la baïonnette : on a pris un drapeau, 3.000 prisonniers et tué 800 hommes. Le général de brigade Pijon s'est distingué par la célérité de ses mouvements, et les troupes républicaines ont montré leur ardeur accoutumée.

« Pendant que Neueneegg était enlevé, on occupait l'ennemi à Gumine [Gümmenen] en lui montrant des forces, et en lui envoyant quelques bordées. Les troupes aux ordres de Pijon doivent se trouver ce soir aux portes de Berne ; en même temps le général Schauenburg, qui a passé l'Aar à Soleure, prendra Berne de l'autre côté ; ainsi je pense que demain je pourrai vous annoncer la fin de l'expédition. »

b) Quartier-général de Morat, 15 ventôse an 6 (5 mars 1798).
Brune, général en chef, à Mangourit.

« Je vous ai annoncé ce matin, c. résident, la victoire de Neueneegg. Une circonstance qui ne doit être oubliée, c'est que nous y avons pris vingt pièces de canon. Schauenburg a dû entrer vers les midi du matin à Berne. Le général Pijon a dû s'y porter quelques heures après, et celle aux ordres du général Rampon est le soir au-delà de Gumine, qui a été évacué dès les trois heures après-midi. Cette armée bernoise commet beaucoup d'excès en se dispersant : elle désole les habitants des campagnes. Nous avons trouvé 15 pièces de canon à Gumine, et la route de Berne est couverte de caissons, de munitions, de fusils, d'approvisionnements, etc. »

Cette dernière dépêche m'a été acheminée par les députés de l'assemblée générale provisoire de Lausanne envoyés à Moudon, en date du 16 ventôse (6 mars) avec cette addition :

« En vous accompagnant la lettre que nous remit hier pour vous le général Brune d'après duquel nous venons, nous nous empressons de vous apprendre qu'un courrier parti hier soir à 10 heures de Morat et qui vient de passer (il est sept heures du matin), porte l'excellente nouvelle pour la liberté et l'honneur de vos armes de l'occupation de Berne par la division de Schauenburg qui, selon le rapport, a dû y entrer hier à une heure de l'après-midi. Le courrier a ajouté que le général Brune avait déjà fait ses dispositions pour y entrer lui-même ce matin. Reconnaissance éternelle à la République française. »

« Signé : Perdonnet fils, et Gex-Oboussier. »

(Rz, cart. 73, fasc. 21, N° 14, original ; C, pp. 268-269 ; Riddes, Arch. comm., F. 2 n, copie.)

Annexe IV

*St-Séverin (Conthey), 8 mars 1798. — Lettre de Duc, secrétaire du comité
de Conthey, au c. banneret Duc*

Très cher père,

Jean Dessimoz et Jean-Pierre Jacquemet, qui sont partis hier matin pour le Châtelet et y sont arrivés à trois heures après-midi, et à trois heures et quart les soldats du Châtelet y sont arrivés de Berne abattus à la dernière avec leurs gibernes, ceinturons et habits aussi noirs qu'un chapeau par le feu, et leur ont dit que Berne a été pris le dimanche à douze

heures de la nuit, et qu'il y a eu grand massacre des deux côtés. Hier au soir, on a planté l'arbre de liberté au Gessenay, et aujourd'hui on le plante au Châtelet. Les deux exprès ont été reçus au Châtelet en bons amis, et tout le monde y est en grande tristesse en disant que leur souverain de Berne les a trahis. Ce sont les nouvelles que ces deux personnes ont apportées, et on peut y ajouter foi, et m'ont assuré que nous n'avons rien à craindre dans ce moment des Bernois. Nous continuons de garder le signal, et les gardes de Plan-Rouise jusqu'à nouvel ordre. Le feu que nous avons vu la dernière nuit à Martigny nous a causé grande inquiétude, mais ces nouvelles nous ont rassurés et tranquillisés, et je peux vous assurer que dans le Haut-Valais tout y est tranquille. Nous attendons par le présent porteur des plus amples nouvelles de Saint-Maurice.

[P. S.] Je viens à ce moment d'apprendre que les chanoines de Sion sont tous montés par le Haut-Valais pour prêcher aux peuples d'acquiescer les demandes du c. résident.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 75, original ; C, p. 270.)

64. Séance du vendredi après-midi 9 mars 1798

« A trois heures. »

a) « Sur la proposition du c. banneret Luder, le comité prend un arrêté qui défend aux secrétaires des comités des communes et à tous fonctionnaires publics qui ne sont pas reçus notaires jurés, de stipuler des actes publics » [*Annexe I*].

b) « Le c. major de Rivaz, de retour de Bex, rapporte que le c. Wild lui a dit n'avoir que peu de sel à remettre au Valais ; qu'il ne pouvait s'engager à en faire la fourniture annuelle en entier ; que, quant au prix, il croyait pouvoir le mettre à 75 batz par quintal de 18 onces, mais qu'il ne pouvait le déterminer sans l'autorité de l'assemblée générale de Lausanne ; qu'il invitait à lui écrire une lettre à ce sujet et qu'il y ferait réponse. Quant à l'organisation militaire du Pays de Vaud, il a rendu compte qu'il avait renoncé à l'ancienne et qu'il paraissait vouloir organiser sa troupe à peu près de la même manière que les Français. »

c) « La c. Mangourit est allée faire une visite au président [Ch.-E. de Rivaz] pour le remercier au nom du comité du présent qu'elle en avait reçu, et lui témoigner qu'elle désirait qu'on y gravât des devises qui attestassent qu'elle le tenait de l'amitié des Valaisans ; que c'était sous ce rapport qu'il lui serait plus agréable. »

d) « Le comité reçoit une lettre du comité de Bourg-Saint-Pierre demandant s'il peut enlever la garde établie sur le Saint-Bernard [*Annexe II*], et une autre du poste même du Saint-Bernard à l'occasion des déserteurs français [*Annexe III*]. Le comité les envoie en communication au résident et lui fait demander son avis. »

e) « Le c. de Nucé, relevé de maladie, vient prendre son poste de secrétaire et entre en exercice à cette séance (Il s'occupe à inscrire sur un registre les pièces émanées de l'assemblée générale et restées jusqu'à ce moment éparées, ainsi que les subséquentes, faute de secrétaire et de temps). »

« La séance est levée à huit heures. »

(A, pp. 71-72 ; C, pp. 262-264. — § e : l'adjonction entre parenthèses ne figure pas dans A.)

Annexe I

St-Maurice, 9 mars 1798. — Arrêté du comité général relatif à la stipulation des actes publics

Sur l'observation faite par un membre du comité général que, depuis l'époque de l'indépendance du Bas-Valais, plusieurs citoyens se sont immiscés à faire les fonctions de notaire sans avoir été reçus en cette qualité suivant les formalités requises par les lois existant jusqu'à ce jour, et notamment des citoyens qui ont été nommés par les communes à des places de secrétaire de comité ou autres fonctions publiques du régime provisoire actuel, et qu'il lui paraissait dangereux de laisser subsister cet usage qui pourrait être sujet à beaucoup d'abus, la question mise en discussion et délibération, le comité général du Valais Occidental a considéré que lors de l'établissement de l'indépendance, l'assemblée générale des communes a maintenu toutes les lois, coutumes et franchises existantes alors jusqu'à ce qu'il eût établi de nouvelles lois par la constitution qui serait adoptée par le peuple ; que cette loi générale et provisoire des communes a été publiée dans la proclamation faite au nom de l'assemblée générale le 11 février dernier ; que par cette loi le code pénal a été maintenu comme toutes les autres lois ; que par l'article 4 du chapitre 19 de ce code : « Il est très expressément défendu à toute personne qui ne sera pas notaire juré de stipuler des actes pour les faire signer ensuite par un notaire public sous peine de nullité d'un pareil acte et d'une amende de vingt-cinq livres payable par l'un et l'autre, exceptant toutefois de la peine de nullité et de l'amende celui qui aurait écrit un acte en présence d'un notaire qui l'aurait ensuite signé comme notaire » ; que cet article interdit expressément les fonctions de notaire aux personnes qui ne sont pas notaires jurés ; que la confiance que le peuple témoigne à des citoyens en les appelant à des fonctions publiques n'est pas un titre pour en exercer d'autres, et que la distinction des fonctions est une des bases essentielles de l'ordre public, qui ne pourrait subsister si tous les fonctionnaires voulaient empiéter sur le ministère les uns des autres, et qu'il est instant d'y pourvoir, a arrêté qu'il est expressément défendu à qui que ce soit, même à ceux qui sont revêtus des emplois de secrétaire de commune, secrétaire de comité et autres fonctions publiques, de s'immiscer dans les fonctions de notaire, s'ils ne sont pas déjà reçus notaires jurés suivant les formalités usitées avant l'indépendance du Bas-Valais, et ce sous les peines établies par le code subsistant à ce sujet.

Le comité général charge les comités centraux des bannières et les comités particuliers des communes de l'exécution du présent arrêté et leur recommande la plus exacte surveillance.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 50, minute de la main de Tousard d'Olbec ; B, pp. 112-113 ; C, pp. 271-272.)

Annexe II

Bourg-St-Pierre, 8 mars 1798. — Lettre de Anselme Moret, vice-président, et de Pierre-Anselme Max, vice-secrétaire du comité de Bourg-St-Pierre, au comité général

Nous venons par ces deux lignes pour vous remercier de l'heureuse nouvelle que vous nous avez révélée par votre lettre du 7 mars que nous avons reçue à huit heures du matin, le jeudi 8 courant, ensuite fait savoir au peuple ledit jour à la sortie de la messe. Nos députés du second dudit auprès de vous nous apportent que le comité général avait enlevé la garde mise dernièrement par ordre du c. Mangourit au St-Bernard, ce que nous n'avons point encore reçu l'ordre, par ainsi le comité dudit Bourg vient auprès de vous pour s'informer d'après l'heureux succès emporté sur les Bernois, savoir si on peut les enlever ; c'est ce que nous attendons vos ordres.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 74, original ; C, pp. 272-273.)

Annexe III

Grand St-Bernard, 2 mars 1798. — Lettre de la garde du poste du Grand St-Bernard au comité général

Nous prenons la liberté de vous écrire ces deux lignes pour vous faire à savoir que suivant l'ordonnance que vous nous avez envoyée d'arrêter tous ceux qui ne sont pas munis de bons passeports, et nous nous trouvons dedans le cas qu'il vient plusieurs déserteurs qui ne sont pas munis d'aucun passe, autant de Français que de ceux du roi de Sardaigne. Nous vous prions de nous envoyer au plutôt possible une conduite suivant votre sentiment.

Les gardes du poste

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 34, original ; C, pp. 221-222.)

65. Séance du samedi matin 10 mars 1798

« La séance est ouverte à huit heures. »

a) « Le c. Luder est élu président. »

b) « Le c. secrétaire Vaudan, de Bagnes, a remplacé le c. curial Gard comme membre du comité pour ladite commune suivant la lettre de l'assemblée de la commune (du 9 mars 1798, signée Michellod, président). »

c) « L'arrêté pris dans la séance d'hier après-midi relativement aux notaires ne sera point publié ; seulement le comité a écrit au c. président du comité de Fully en lui envoyant copie dudit arrêté, ce qu'il fera encore à l'égard des autres communes où cette mesure sera nécessaire. »

d) « Le c. lieutenant Emmanuel de Nucé est venu faire rapport que la troupe valaisanne avait reçu l'ordre du c. Chastel, commandant les troupes du Pays de Vaud, de faire partir pour Aigle jusqu'à nouvel ordre la première compagnie de fusiliers et la compagnie de chasseurs. »

e) « Les c. de Rivaz et Udry, membres du comité, sont envoyés auprès du c. résident suivant l'arrêté d'hier relatif aux missives du Bourg-St-Pierre et du Saint-Bernard. Le résident leur répond qu'il prie de laisser passer les déserteurs français à condition qu'ils offrent de prendre service dans l'armée française en Suisse, et qu'ils lui soient adressés. 2° Lesdits députés le consultent sur l'affaire des c. Maurice Barman et Joseph Saillen, de Vérossaz, et il leur conseille de renvoyer les pétitionnaires par-devant le tribunal de révision qui sera établi en vertu de la constitution pour faire droit sur tous les griefs de ce genre. 3° Ils lui ont exposé les frais que faisaient ici les dragons vaudois en station pour porter ses ordres. Il a répondu qu'il n'entendait pas que ces frais fussent à la charge du Valais ; que le comité devait envoyer au comité militaire de Lausanne le compte de ces frais et en demander le paiement, et lui offrir en même temps ses services pour contribuer dans le cas où il voudrait faire quelque changement dans la dépense de ses dragons, et que la lettre devait lui être remise ouverte afin qu'il l'accompagnât d'une de sa part. 4° Il a remercié

le comité du cadeau qu'on avait envoyé à sa femme en témoignant sa peine de la dépense qu'on avait faite à son sujet, et qu'une plaque de cuivre où on lui aurait exprimé ces sentiments l'aurait encore plus flatté. »

f) « On écrit au comité de Bourg-St-Pierre de laisser subsister la garde du Saint-Bernard et de permettre le passage des déserteurs en les acheminant vers le c. résident lorsqu'ils offriront d'aller servir dans l'armée française en Suisse et en leur donnant un billet de route. »

(*A*, pp. 72-73 ; *C*, pp. 275-276. — § b : l'adjonction entre parenthèses ne figure pas dans *A* ; § c : selon *C* ; § e, 3^o, *C* porte : « ... que, si le comité de Lausanne se refusait, on lui en fit part, et qu'il en écrirait au général Brune ».)

66. Séance du samedi après-midi 10 mars 1798

« La séance est ouverte à trois heures. »

a) « On met en délibération s'il ne conviendrait pas de louer les biens annexés au château et, attendu l'urgence, le comité arrête de prier le comité de Saint-Maurice de faire adjuger ces amodiations à l'enchère à des conditions avantageuses pour l'entretien desdits biens et sous la réserve cependant des bâtiments et forêts au-dessus du château, et que tous les bois et arbres ne devront pas être touchés. »

b) « Le c. résident écrit au comité pour requérir l'expulsion de Michel Dunand, curé de Saint-Gingolph, comme émigré, et d'un autre non nommé [*Annexe I*]. Le comité envoie copie de sa lettre au comité central de Monthey et le charge de prendre les mesures nécessaires pour lui donner satisfaction, et de rendre compte au comité de ce qu'il aura fait. »

c) « Le président du comité de Saint-Maurice apporte au comité une lettre que lui avait remise le c. résident venant du grand bailli du Haut-Valais, par laquelle il lui demande une prolongation de deux jours au-delà des quatre fixés pour accepter la constitution, attendu que la plupart des députés de la diète étaient dans leurs dizains pour y chercher des pleins pouvoirs » [*Annexes II et III*].

d) « Le comité reçoit en même temps une lettre du c. Pittier, président de la députation à Sion, par laquelle il nous annonce que les esprits sont très bien disposés » [*Annexe IV*].

e) « L'affaire des c. Saillen et Barman est remise en délibération et, d'après le conseil du c. résident, le comité arrête qu'ils seront renvoyés par-devant le tribunal de révision qui doit s'assembler (le 1^{er} juillet) à Martigny en vertu de la constitution, et qu'en attendant il leur sera fait défense d'aucune menace ni voie de fait à l'égard du c. Quartéry, sous les peines de droit » [*Annexe V*].

« La séance est levée à huit heures. »

(*A*, pp. 73-74 ; *C*, pp. 276-277. — § e : adjonction seulement dans *C*.)

Annexe I

*St-Maurice, 20 ventôse an 6 (10 mars 1798). — Office de Mangourit
au comité général*

C'est avec chagrin, citoyens, que je vous dénonce que vos ordres pour l'expulsion des émigrés de votre territoire ne sont pas exactement exécutés. On me dénonce que des émigrés les y bravent sur la partie valaisanne de Saint-Gingolph : il y a notamment à Saint-Gingolph, en cette lisière, un prêtre émigré qui m'est dénoncé officiellement comme un scélérat : il se nomme Michel Dunand ; cet homme s'émigra du Mont-Blanc à l'époque du serment, vint habiter à Saint-Gingolph en Valais où il obtint, dit-on, du gouverneur, à force d'intrigues, de faire chasser le vicaire et chapelain [Charmot] qui était placé longtemps avant la Révolution, sous prétexte qu'il aimait la Révolution française.

Là, il s'associa un acolyte émigré [Derivaz], et de concert ils déclamèrent en furibonds contre la République française, firent circuler dans le Mont-Blanc les brochures les plus incendiaires ; dans ces derniers temps, il a pris chez lui des pensionnaires émigrés.

Si la petite chapelle du refuge se trouve par l'expulsion de ce perturbateur et de son camarade sans desservant, le comité pourra prendre des mesures avec le clergé compétent pour qu'elle soit desservie sans intervalle. On prétend d'ailleurs que la partie valaisanne de Saint-Gingolph désire son ancien desservant [Charmot] ; s'il est ainsi, pourquoi ne rendrait-on pas à un paisible ecclésiastique la place qui lui a été enlevée par tyrannie ? N'est-ce pas l'esprit de votre arrêté de rappel des bannis pour cause d'opinions politiques ?

Je requiers la mise en activité la plus prompte de votre législation à l'égard des émigrés français en ce qui concerne surtout l'émigré Michel Dunand et son coassocié.

(Rz, cart. 73, fasc. 21, N° 16, original ; C, p. 279. — Publié dans A. Chaperon, *Monographie de Saint-Gingolph*, Annecy, 1913, p. 37.)

Annexe II

*St-Maurice, 20 ventôse an 6 (10 mars 1798). — Lettre de Mangourit
au grand bailli du Haut-Valais*

Communication confidentielle.

Je reçois à l'instant, Monsieur, votre dépêche, et j'y suis on ne peut plus sensible ; il n'y a jamais de délai fatal entre patriotes. Je sais à quoi m'en tenir sur votre vertu et votre patriotisme ; je regarderai comme un jour heureux pour moi celui où je pourrai vous témoigner mon respect.

P. S. Je m'en réfère à une réponse que j'ai l'honneur d'adresser aux citoyens de la députation du Valais Occidental [Annexe III].

(Rz, cart. 73, fasc. 21, N° 15, copie de la main de Nucé ; B, p. 114 ; C, p. 280.)

Annexe III

*St-Maurice, 20 ventôse an 6 (10 mars 1798). — Lettre de Mangourit
à la députation du Valais Occidental près le Valais Oriental*

Communication confidentielle.

Je reçois à l'instant votre lettre qui, comme ami de votre pays, me fait le plus grand plaisir.

J'ai reçu en même temps de M. le grand bailli une dépêche qui fait sur mon cœur le même effet.

Si les VII Dizains acceptaient, munis de pouvoirs, la constitution, cela nous éviterait des formes longues, et l'on n'aurait plus que les assemblées primaires à convoquer pour le corps électoral ; nous ferions même chose dans les trois dizains du Valais Occidental ; cela presserait la réunion.

La plantation de l'arbre de la liberté remise à lundi pour plus de solennité m'est un sûr présage du bon esprit qui règne dans le Haut-Valais.

Toutes les communes insurgées de l'Oberland sont rentrées dans le devoir. Elles s'unissent à la République helvétique, acceptent la constitution et fournissent des compagnies de cent volontaires par arrondissement pour servir la cause de la restauration.

Continuez votre auguste et fraternelle mission avec le zèle et la fraternité qui n'ont cessé de vous animer.

(Rz, cart. 75, fasc. 1, original ; *ibidem*, cart. 73, fasc. 21, N° 17, copie de la main de Tournesard d'Olbec ; B, pp. 114-115 ; C, p. 283. — Cité par Imesch, p. 26.)

Annexe IV

Sion, 10 mars 1798. — Lettre de Pittier, député à Sion, au comité général

Nous avons l'honneur de vous instruire de notre heureuse arrivée en cette ville, où nous avons été bien accueillis par les députés du Valais Oriental. Une partie d'entre eux venaient de partir pour aller chercher dans leurs communes des pleins pouvoirs pour accepter la constitution, et une députation était envoyée au c. résident pour lui demander un délai de deux jours ; nous l'avons rencontrée au pont de la Morge et, d'après les ouvertures que nous lui avons faites qu'il ne s'agissait que de l'acceptation de la constitution par la diète, elle est retournée sur ses pas, et des exprès ont été expédiés cette nuit pour rappeler les députés absents. Nous attendons leur retour pour présenter officiellement à la diète la constitution, et nous pouvons vous assurer d'avance qu'elle sera acceptée ; il serait seulement à désirer que les dispositions des esprits dans les cinq dizains d'en haut soient aussi bonnes que dans ceux de Sion et de Sierre ; nous ne partirons pas avant les quatre jours fixés pour l'acceptation de la constitution, et nous disposons la ville de Sion à planter avant notre départ l'arbre de la liberté et à arborer la cocarde verte. Nous écrivons aussi au c. résident pour lui communiquer ces nouvelles.

Nous avons cru nécessaire d'établir sur la route des courriers pour vous transmettre avec plus de célérité nos dépêches, et nous avons requis quelques communes du Valais Occidental d'accourir au secours de la ville de Sion dans le cas qu'elle fût attaquée par les ennemis du nouvel ordre des choses ; notre entrée dans ses murs y a causé une allégresse universelle.

Nous espérons que nos chers collègues approuveront nos dispositions et nous les prions de recevoir les assurances de notre attachement.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 65, original ; C, pp. 280-281 ; Bagnes, Arch. comm., F 7, copie ; etc.)

Annexe V

St-Maurice, 10 mars 1798. — Jugement pour Joseph Saillen et Maurice Barman

Sur la plainte présentée au comité général du Valais Occidental par le c. Louis-Gaspard Quartéry contre les c. Joseph Saillen et Maurice Barman, de Vérossaz, qui se seraient portés chez lui pour répéter avec menaces les biens confisqués sur ledit Saillen et sur Joseph Barman, frère dudit Maurice, en vertu d'un jugement rendu contre eux par le c. Quartéry, lors châtelain de Vérossaz, et ses douze assesseurs ;

vu l'interrogatoire desdits Saillen et Barman par eux subi en comité général le 8 courant ;

vu ensuite la requête présentée au comité ledit jour par lesdits Saillen et Barman tendant à établir leur demande en restitution des biens confisqués ;

vu enfin le projet de constitution en vertu duquel il doit être établi un tribunal à Martigny pour connaître de toutes les demandes en révision de jugement ; tout considéré,

le comité général a arrêté que les c. Joseph Saillen et Maurice Barman seront renvoyés par-devant le tribunal de révision qui sera établi par la constitution, pour y faire valoir leur demande en restitution de biens confisqués à eux ou aux leurs, et qu'en attendant il leur sera enjoint de s'abstenir d'aucune menace ni voie de fait à l'égard du c. Quartéry, sous les peines de droit établies contre les violences particulières.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 51, minute de la main d'Isaac de Rivaz ; B, pp. 115-116 ; C, pp. 281-282.)

67. Séance du dimanche matin 11 mars 1798

« La séance est ouverte à neuf heures. »

a) « Le comité reçoit une pétition du c. François Berrut, demeurant à Martigny, exposant qu'il a pris un mandat du juge de paix de Saint-Maurice [Jacques de Quartéry] contre le c. Maurice Paccolat, d'Outre-Rhône, mais que la commune de Dorénaz a établi un juge chez elle. Il demande qui doit prendre connaissance de son affaire. Le comité ajourne la question jusqu'à ce qu'il ait prit des informations suffisantes. »

b) « Le comité se réunit après la messe et n'entame aucune délibération. »

« La séance est levée à midi. »

(A, p. 74 ; C, p. 285. — C commence par reprendre la délibération et décision sur l'affaire Saillen et Barman qui figure, dans A et déjà dans C, à la séance précédente.)

68. Séance du dimanche après-midi 11 mars 1798

« La séance est ouverte à trois heures. »

a) « Le révérendissime abbé de Saint-Maurice [Exquis] présente une pétition au sujet du mobilier et biens de son domaine de Bagnes. La pièce reste sur le bureau » [*Annexe*].

b) « Trois habitants de la commune de Dorénaz se présentent, disant que les anciens communiers ne les ont point appelés dans les conseils généraux. Le comité leur dit que son avis est qu'ils doivent y être admis et les renvoie de nouveau vers le comité de Dorénaz pour qu'il les admette aux assemblées générales, ou qu'il leur donne acte de refus. »

c) « Le c. président Luder et deux autres membres (Joris et major de Rivaz) s'absentant pour affaire pressante, le c. de Rivaz, ex-président, prend

le fauteuil, mais le comité ne se trouvant pas assez complet ne prend aucune délibération. (Il s'occupe le reste de la séance à la rédaction de ses procès-verbaux et enregistrement de ses pièces). »

« La séance est levée à sept heures. »

(A, p. 75 ; C, pp. 285-286. — § c : adjonction d'après C.)

Annexe

*St-Maurice, 11 mars 1798. — Pétition de l'abbé de St-Maurice
au comité général*

Le c. Exquis, abbé de St-Maurice, a l'honneur de vous communiquer les inquiétudes qu'il aurait touchant les effets mobiliers qui se trouvent dans la maison abbatiale de Bagnes, surtout dans ce moment d'effervescence où les préjugés des peuples sont si différens ; craignant que des malveillants [ne] soient allés de nuit briser les portes pour voler lesdits effets, et étant persuadé que pour y établir des gardes il aurait plus coûté que lesdits effets pourraient valoir, [il] avait jugé à propos de les vendre à deux particuliers qui devaient les sortir et en disposer, mais ayant appris qu'il y aurait quelques personnes assez hébétées pour s'y opposer en disant que la commune en était responsable, il aurait cru convenable de s'adresser : 1) au c. résident qui lui a répondu que c'étaient ses propriétés, et que le c. abbé pouvait en disposer de la manière qu'il lui plairait sans que personne puisse s'y opposer ; 2) au comité général, que le c. abbé prie instamment de vouloir bien prendre sa pétition en considération, de la corroborer et de remettre une réponse au c. Vaudan qui me la fera remettre. Et comme la saison de semer le jardin est arrivée, le c. abbé prie aussi le comité général de vouloir bien décider s'il ne pourrait pas l'amodier avec le verger et la maison abbatiale, s'il se rencontrait quelqu'un qui voulût l'amodier et y aller rester afin qu'elle soit entretenue.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 57, original ; C, p. 303.)

69. Séance du lundi matin 12 mars 1798

« La séance est ouverte à huit heures. »

a) « Le c. banneret Cheseaux, de Saillon, se présente au comité, exposant qu'il a envoyé son fils comme électionnaire dans le contingent de la troupe auxiliaire du Pays de Vaud et que ce nonobstant la commune de Saillon voulait encore que son second fils fût inscrit dans la liste pour un nouveau contingent s'il devait avoir lieu. Il a produit les ordres donnés par le comité militaire de Saint-Maurice dont il remet copie [*Annexe I*]. Le c. Frossard, membre du comité, rapporte que les mêmes ordres ont été donnés dans la bannière d'Ardon. Pendant que le comité délibère à ce sujet, arrive le c. Jean-Claude Granges, de Fully, envoyé par le comité dudit lieu pour exposer de même que l'ordre donné pour l'organisation militaire mettait les esprits dans une grande agitation et inquiétude, d'autant que rien de pareil ne s'exé-

cutait à Martigny, ni dans l'Entremont, ni à Conthey ; que les citoyens croyaient qu'il était question d'une nouvelle levée et que le bruit se répandait qu'ils allaient être envoyés dans une expédition étrangère, et il demande aussi les ordres du comité à ce sujet. Le comité arrête que cette nouvelle organisation sera suspendue jusqu'à ce qu'il ait pu être établi un régime uniforme pour toutes les bannières et qu'en attendant on s'en tiendra au régime des élections comme du passé, si le cas arrive qu'il y ait à faire marcher des troupes. Le comité fait expédier cet arrêté à Fully, à Saillon et à Ardon, et dans la Majorie » [Annexe II].

b) « Les députés du Valais Occidental à Sion écrivent au comité que les dizains de Sion, Sierre et Loèche sont déjà réunis pour accepter la constitution, que l'arbre de la liberté y sera planté le lendemain en présence du conseil de Sion et des préposés des communes de tout le dizain » [Annexe III].

« La séance est levée à onze heures et demie, le président [Luder] et le secrétaire ayant été invités à dîner chez le résident. »

(A, pp. 75-76 ; C, pp. 289-290.)

Annexe I

St-Maurice, s. d. [environ le 6 mars 1798]. — Note des ordres donnés par le major de Bons dans les bannières de Saillon et de la Majorie

Chaque bannière générale formera un bataillon de 500 hommes, composé de quatre compagnies de fusiliers et une de chasseurs ;

chaque compagnie composée de 85 hommes, 3 sergents, 6 caporaux, 2 tambours, 1 fifre, 1 capitaine, 1 lieutenant, 1 sous-lieutenant. Total : 100.

Les hommes seront pris de la manière suivante : de 20 à 40 ans, qui feront la compagnie d'élite, et cette compagnie se recrutera dans la masse de 15 à 20 et, si cette dernière classe ne suffit pas, de 40 à 50 ans.

S'il arrivait qu'il se trouvât dans ce moment, dans ces classes de 20 à 40, des hommes pauvres et qui ne fussent armés ni habillés, en cas qu'ils soient destinés à partir, les armes, habillements et munitions de guerre seront mis en réquisition chez les particuliers qui en ont et qui sont par leur âge et infirmités exempts de paraître sous les armes.

Chaque bannière s'organisera sans délai, et exercera sa troupe fêtes et dimanches. Donné par ordre du comité militaire siégeant à Saint-Maurice.

P. S. Cas avenant que les troupes vinssent à sortir ou à marcher dans l'intérieur, chaque commune assemblera son monde et procédera comme suit pour la levée des hommes de 20 à 40 ans, en proposant à ladite troupe s'il y a des volontaires pour leur contingent qui leur compétera et, à défaut de volontaires, les comités conjointement avec les officiers militaires feront tirer au sort à raison d'un par feu. Par cette nouvelle organisation, les élections se trouveront supprimées.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 79, copie de la main de Ch.-Emm. de Rivaz et de celle de Nucé ; C, pp. 291-293 ; etc.)

Annexe II

St-Maurice, 12 mars 1798. — Arrêté du comité général portant suspension de l'organisation militaire

Sur l'exposé fait au comité général par le c. Jean-Claude Granges, de Fully, que les ordres donnés par le comité militaire de Saint-Maurice dans la bannière de Saillon et de la Majorie pour une nouvelle organisation militaire qui remplaçât le régime des élections, avaient causé de l'inquiétude aux peuples de ces deux bannières, d'autant plus que la même organisation ne s'établit pas dans les communes des autres bannières ; après en avoir conféré avec le comité militaire de Saint-Maurice, le comité général du Valais Occidental a arrêté que la nouvelle organisation militaire ordonnée dans la bannière de Saillon et la Majorie sera suspendue jusqu'à ce qu'il ait pu être établi un régime uniforme pour toutes les bannières, et qu'en attendant on s'en tiendra au régime des élections comme du passé, si le cas arrive qu'il y ait à faire marcher des troupes, ce dont il n'est aucunement question dans le moment actuel.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 53, minute ; B, pp. 119-120 ; C, p. 295.)

Annexe III

Sion, 11 mars 1798. — Lettre de Pittier, président de la députation près le Valais Oriental, au président du comité général

Nous nous empressons de vous donner l'agréable nouvelle que le dizain de Loèche, dans lequel les dispositions des esprits étaient très mauvaises, vient d'imiter l'exemple de Sion et de Sierre. La confirmation de la prise de Berne n'a pas peu contribué à cette démarche, et nous espérons que les autres dizains ne tarderont pas à revenir de leurs égarements. Celui de Sion a nommé le bourgmestre de Riedmatten et le banneret Barberini pour députés à l'assemblée représentative provisoire. Nous les engagerons à descendre avec nous ainsi que les députés des dizains qui se réuniront à la bonne cause, et nous croyons pouvoir nous mettre en route mardi [13 mars] ou mercredi au plus tard. L'arbre de la liberté sera planté ici demain ; le conseil de la ville ainsi que les chefs des communes du dizain assisteront à cette cérémonie.

[P.S.] Veuillez en faire part aussitôt au c. résident de France et accueillir les porteurs.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 63, original, sur l'adresse : « Ouverte par les membres du comité général qui se trouvent à Martigny, 11 mars 1798. [Isaac de] Rivaz » ; C, pp. 295-296.)

70. Séance du lundi après-midi 12 mars 1798

« La séance est ouverte à quatre heures. »

a) « On continue la rédaction des procès-verbaux et des registres. »

b) « On écrit quatre lettres au c. résident : la première, pour lui rendre compte des mesures prises pour satisfaire à sa réquisition au sujet du sieur

Michel Dunand, curé de Saint-Gingolph [*Annexe I*] ; la 2^e, pour le remercier des nouvelles officielles à nous communiquées le 9 [*Annexe II*] ; la 3^e, pour le remercier du présent qu'il a fait d'un livre intitulé : « Notice historique des descentes en Angleterre » [*Annexe III*] ; la 4^e, pour le remercier de la copie qu'il a envoyée au comité de son discours prononcé à la pompe funéraire du capitaine Forneret » [*Annexe IV*].

c) « On écrit au comité militaire de Lausanne au sujet des dragons d'ordonnance ; on lui propose des moyens d'économie et on joint le compte des frais jusqu'à ce jour montant à [- -], dont on demande le paiement » [*Annexe V*].

d) « Toutes ces pièces sont remises au secrétaire pour les porter au c. résident. »

« La séance est levée à huit heures. »

(*A*, pp. 76-77 ; *C*, p. 290. — Le § a ne figure pas dans *A*.)

Annexe I

St-Maurice, 11 mars 1798. — 1^{re} lettre du comité général à Mangourit

Nous avons transmis sur-le-champ au comité central de Monthey la copie de la lettre que vous nous avez fait l'honneur de nous adresser pour réclamer l'expulsion de Michel Dunand, curé de Saint-Gingolph, comme étant compris dans la classe des émigrés, et d'un autre émigré non dénommé [Derivaz]. Nous avons chargé le comité de Monthey de prendre les mesures nécessaires pour vous donner satisfaction et de nous rendre compte de ce qu'il aura fait, et nous aurons l'honneur de vous informer de ce qui suivra.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N^o 52, minute de la main de Tousard d'Olbec ; *B*, p. 116 ; *C*, p. 296.)

Annexe II

St-Maurice, 11 mars 1798. — 2^e lettre du comité général à Mangourit

Nous avons reçu avec reconnaissance la communication officielle que vous nous avez donnée le 9 du courant de la suite des opérations de l'armée française du 5 mars. Le comité a reconnu les vainqueurs de l'Italie. La lutte contre l'oligarchie bernoise n'a été qu'un jeu pour eux. Ils n'ont pas laissé longtemps en suspens l'impatience des amis de la liberté ; en peu de jours, ils ont terrassé tous ses ennemis, et la Suisse est prête à recueillir le fruit des bienfaits de la République française.

Nous avons fait circuler le bulletin dans nos comités de correspondance.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N^o 52, minute de la main de Tousard d'Olbec ; *B*, p. 117 ; *C*, p. 297.)

Annexe III

St-Maurice, 11 mars 1798. — 3^e lettre du comité général à Mangourit

Le comité général a reçu avec un grand intérêt le présent que vous avez eu la bonté de lui faire de la notice historique des descentes faites dans les Iles britanniques. Attachés depuis longtemps à la France, nous nous intéressons bien plus encore à ses triomphes aujourd'hui que nous avons vu de près les soldats de la République et que nous les avons vus combattre pour la liberté de la Suisse. Nous voyons avec plaisir se réduire jusqu'à la mesure du courage et du génie de votre grande nation les difficultés de l'entreprise d'une descente en Angleterre, qu'on présentait comme insurmontables, et se combler en quelque sorte l'intervalle qui sépare la France de son perfide ennemi. La nation française le saisira corps à corps, elle se vengera, elle vengera l'Europe entière de ce machiavélisme odieux qui a semé le désordre et les divisions intestines autour de la liberté naissante, afin que les peuples ne la vissent qu'avec effroi s'approcher d'eux, et entretenu tous les fléaux de la guerre sur le continent pour occuper une nation contre laquelle la lutte était trop dangereuse. Nos vœux sincères suivront la République dans cette haute entreprise qui sera le terme de ses travaux.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 52, minute de la main de Tousard d'Olbec ; B, pp. 117-118 ; C, pp. 297-298. — Il s'agit de : [Stanislas de Girardin], *Notice historique des descentes qui ont été faites dans les Iles Britanniques, depuis Guillaume-le-Conquérant jusqu'à l'an VI de la République française ; avec une carte enluminée, gravée par P. Tardieu*, Paris, Crapelet, an VI ; 4^o, 43 p. — L'exemplaire offert par Mangourit est conservé à la Bibliothèque cantonale, à Sion ; il porte, avec le sceau du chargé d'affaires, la dédicace autographe suivante de Mangourit : *Présenté à la République du Valais, pour sa Bibliothèque en la ville de Saint-Maurice par le Résident de la République française Mangourit. Saint-Maurice, 18 ventôse an 6 de la R. fr. U. et indivisible.*)

Annexe IV

St-Maurice, 11 mars 1798. — 4^e lettre du comité général à Mangourit

Le comité a été singulièrement sensible au don que vous lui avez fait du discours que vous avez prononcé à la pompe funèbre du capitaine Forneret. Prévenus que vous deviez prendre part à son éloge, nous nous étions empressés d'aller vous entendre. Le spectacle des honneurs muets que lui rendaient ses concitoyens pouvait ne faire que de légères impressions ; votre discours leur a prêté une expression qui a pénétré jusqu'au fond des cœurs et développé tous les grands sentiments qu'une pareille cérémonie devait exciter. Il eut été fâcheux qu'il n'eût été confié qu'à la mémoire d'un auditoire trop éloigné de l'orateur pour l'entendre parfaitement. Nous vous remercions de nous l'avoir donné écrit, et nous osons vous dire que nous étions dignes de ce dépôt. Vous avez beaucoup loué les Valaisans ; vous les avez trop loués ; mais vous ne pouviez rien dire de trop de l'estime, de la confiance et de l'attachement que vous leur avez inspirés ; nous vous avons vu, nous vous avons entendu dans l'agitation des assemblées populaires, dans l'intérieur paisible du cabinet : votre caractère et vos talents n'ont laissé aucune borne à ces sentiments, et votre dernier ouvrage y ajouterait encore s'il était possible.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 52, minute de la main de Tousard d'Olbec ; B, pp. 118-119 ; C, pp. 298-299.)

Annexe V

St-Maurice, 12 mars 1798. — Lettre du comité général au comité militaire de Lausanne

Depuis que vous avez établi à Saint-Maurice les quatre dragons d'ordonnance destinés au service de la correspondance entre le c. résident de la République française et toutes les autorités françaises et vaudoises, nous nous sommes occupés des moyens de rendre ce service le moins dispendieux qu'il serait possible. Mais nous n'avions pas sur vos citoyens assez d'autorité pour les réduire à un état de dépenses qui se rapprochât de la simplicité et de l'économie militaires. Jusqu'ici leurs frais ordinaires sont de 140 à 150 batz par jour pour les hommes et les chevaux. Nous aurions désiré les établir dans une pension qui réduirait la dépense des hommes d'un tiers par jour, c'est-à-dire d'environ 25 batz par jour. Nous n'avons pas pu y réussir. Pour établir le service plus économiquement encore, il n'y aurait de moyen que de les astreindre à une étape fixe. Mais nous devons vous réitérer que c'est à vous de donner les ordres directs, afin que vos citoyens puissent les reconnaître, et que nous ne pouvons que vous offrir notre surveillance sur les détails.

En établissant le service de l'étape, vous éviteriez que vos dragons se fissent passer en dépense des repas qu'ils ne prennent réellement pas lorsqu'ils sont absents, et du moins la dépense des ordonnances de postes extérieurs serait compensée par la vacance des nôtres lorsqu'ils seraient en course.

Nous nous sommes crus obligés de mettre ces détails sous vos yeux, afin de vous prouver notre sollicitude fraternelle pour vos intérêts, et de fixer votre attention sur l'écoulement d'une portion de vos fonds, dont la somme finirait par vous paraître exorbitante.

Nous vous remettons ci-joint copie des mémoires arrêtés jusqu'à ce jour, et nous vous prions de vouloir bien pourvoir à nous en faire les fonds, afin de pouvoir satisfaire l'aubergiste qui sollicite son paiement.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 54, minute de la main de Tousard d'Olbec ; B, pp. 120-121 ; C, pp. 299-300.)

71. Séance du mardi matin 13 mars 1798

« La séance est ouverte à huit heures et demie. »

a) « Le c. juge de paix de Saint-Maurice, (Jacques) Quartéry, vient rendre visite au comité. »

b) « La fille cadette de feu Théodore André dit Gentilhomme vient se plaindre d'avoir été battue sur le grand chemin à coups de pelle sur le bras par Jean Verdelet. Elle est renvoyée par-devant le juge de paix de Saint-Maurice. »

c) « Le comité reçoit une lettre de ses députés à Sion.... » [*Annexe*].

d) « Le comité arrête de communiquer cette lettre au c. résident. Les c. [Ch.-Emm. de] Rivaz et Frossard s'y rendent. Ils rapportent des remerciements du c. résident sur cette communication, sa satisfaction des bonnes nouvelles, mais qu'il a beaucoup désapprouvé le partage des bourses publiques. »

e) « Le comité fait donner communication des nouvelles au comité de Saint-Maurice et au quartier-général à Bex. »

« La séance est levée à midi. »

(A, pp. 77-78 ; C, p. 301.)

Annexe

Sion, 12 mars 1798. — Lettre de Pittier, président de la députation à Sion, au comité général

Nous avons l'honneur de vous accuser la réception de votre lettre du 10 et de vous transmettre l'agréable nouvelle que les députés des dizains, à l'exception de ceux de Rarogne et Conches, sont arrivés ici munis des pouvoirs de signer provisoirement la constitution que nous leur présenterons demain officiellement. On a eu beaucoup de peine à disposer les esprits dans les dizains de Loèche et Brigue ; Conches se rendra aussi de sorte que Rarogne sera vraisemblablement le seul rénitent. Vous connaissez le personnage qui a une influence si dangereuse sur ce dizain. Nous comptons de nous mettre en route mercredi [14 mars] pour le Valais Occidental, et nous serons vraisemblablement suivis par les députés des dizains. Il sera convenable de prier l'abbaye de les recevoir pour quelques jours afin de leur donner le temps de chercher des pensions.

L'arbre de la liberté sera planté ici demain avec la plus grande pompe ; les communes des dizains de Sion et Sierre ne trouvent plus d'inconvénients à imiter l'exemple de la capitale, et nous sommes très satisfaits de la bonne disposition des esprits de ces deux dizains : nous voyons seulement avec peine qu'on s'y occupe du partage des bourses publiques, ce qui nuira infiniment à l'établissement du nouveau régime ; nous avons fait tous nos efforts pour les dissuader sur une opération qui entraînera de grands inconvénients. Nous vous prions de communiquer au c. résident ces nouvelles et de nous excuser auprès de lui de ce que nous ne lui écrivons pas, ayant été obligés d'attendre l'arrivée du courrier pour avoir des informations sur ce qui se passait dans les dizains d'en haut.

(Rz, cart. 75, fasc. 16, N° 3, original ; C, p. 303.)

72. Séance du mardi après-midi 13 mars 1798

« La séance est ouverte à trois heures. »

a) « Le c. président Luder et les membres absents sont de retour. »

b) « Le c. Dépraz se présente au comité envoyé par le commandant de Bons pour informer le comité général qu'une compagnie a été commandée pour Chillon. L'assemblée fait réponse qu'elle s'en occupera et se concertera avec le c. résident. »

c) « L'assemblée reprend en délibération la pétition du révérend abbé de Saint-Maurice [Exquis], et le comité, sentant l'importance d'éclairer les esprits sur les propriétés religieuses et de manifester qu'elles doivent être respectées et maintenues en pleine et entière liberté entre les mains de ceux à qui elles appartiennent, et qu'il est en même temps utile de donner au clergé une preuve de la protection dont il est assuré et qui doit lui persuader qu'il restera tranquille dans sa possession, prend un arrêté en forme motivé sur ces considérations et qui répond au cas particulier » [*Annexe*].

d) « Le c. Antony, membre du comité de Martigny, rend visite au comité général. »

e) « Le juge de paix de Massongex se présente pour demander au comité qui doit juger les causes arriérées et entamées par-devant l'ex-seigneur. Le comité attribue toutes ces causes au juge de paix actuel, à l'exception de celles qui peuvent le concerner personnellement, pour lesquelles l'assemblée de la commune lui nommera un lieutenant. »

f) « Le comité étant instruit que les dizains du Valais Oriental ont nommé des députés pour former avec ceux du Valais Occidental l'assemblée générale provisoire du Valais entier et qu'ils vont arriver incessamment, avise aux mesures nécessaires pour leur assurer au premier moment le logement et la table, et l'on va d'abord faire une visite à M. l'abbé de Saint-Maurice pour le prier de vouloir bien se charger de les recevoir pour le premier moment. Le c. de Rivaz, ex-président, est chargé de cette visite. »

g) « Le comité députe vers le c. résident pour réclamer son intervention afin que la troupe commandée pour Chillon soit ramenée dans le mandement d'Aigle ; le c. résident promet d'en parler au commandant lui-même [Chastel]. »

« La séance est levée à huit heures. »

(A, pp. 78-79.)

Annexe

St-Maurice, 13 mars 1798. — Arrêté du comité général sur la pétition de l'abbé de St-Maurice

Vu la pétition du révérendissime abbé de Saint-Maurice, le comité général, considérant que le premier acte de l'assemblée générale des communes du Valais Occidental a été de jurer le respect des propriétés et la conservation de notre sainte religion dans toute son intégrité ; que tous les actes du comité général, que la constitution qui sera proposée aux peuples établissent de plus en plus ces principes ; qu'en conséquence, comme propriétés particulières et comme propriétés religieuses, les biens de l'abbaye et de l'abbé de Saint-Maurice doivent être entièrement respectés, et que la disposition suivant les lois établies et la libre administration leur en appartiennent en toute liberté, déclare qu'il ne serait besoin d'aucune décision particulière sur cette pétition ; et néanmoins, pour éclairer les esprits et manifester la disposition des lois à cet égard, a arrêté :

1) que les effets mobiliers de la maison abbatiale de Bagnes vendus par le révérendissime abbé de Saint-Maurice doivent être laissés sans opposition aux acquéreurs, déclarant le comité en tant qu'il serait nécessaire qu'il n'en peut résulter aucun recours contre la commune ;

2) que l'amodiation de la maison abbatiale et dépendances est entièrement à la disposition du révérendissime abbé.

En cas que la commune de Bagnes se croie fondée à former quelque réclamation à ce sujet, elle le fera dans huit jours dès la communication du présent, à défaut de quoi elle sera censée y avoir renoncé.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 55, minute de la main de Tousard d'Olbec ; B, pp. 121-122 ; C, pp. 304-305.)

73. Séance du mercredi matin 14 mars 1798

« La séance est ouverte à neuf heures. »

a) « Le commandant de Bons vient faire visite au comité général et lui rend compte de divers détails relatifs à sa troupe. Le comité le remercie de tous ses soins et le prie de les continuer. »

b) « Aucune affaire n'étant à l'ordre du jour, le comité ne s'occupe que d'affaires d'ordre de son intérieur. »

« La séance est levée à midi. »

(A, p. 80 ; C, p. 307.)

74. Séance du mercredi après-midi 14 mars 1798

« Séance ouverte à trois heures. »

a) « Le c. commandant de Bons, avant de rejoindre sa troupe, vient prendre les ordres du comité. Il ne lui en est point donné d'autre que d'encourager la troupe à la constance et à la tranquillité, tant que son service sous le drapeau sera nécessaire. »

b) « Le comité n'ayant point d'affaires urgentes, plusieurs membres s'occupent à la confection par ordre d'âge des rôles militaires. »

« La séance est levée à huit heures. »

(A, p. 80 ; C, p. 307.)

75. Séance du jeudi matin 15 mars 1798

« La séance est ouverte à neuf heures. »

a) « Le comité est instruit que le bruit est répandu qu'une partie de notre troupe doit être envoyée à Vevey. Le comité, sans ajouter foi à ce bruit, prend en considération la nécessité de rappeler nos soldats dans le pays ou du moins, si on ne peut l'obtenir, de prendre des mesures pour en rendre le service moins onéreux aux paroisses et aux particuliers. Cette délibération se divise en diverses branches de discussion. On n'arrête pour le moment que d'écrire au c. résident. »

b) « Le comité reçoit une lettre des c. Grange et Gaillard, de Nyon, au sujet des sels qu'ils nous ont offerts et sur lesquels ils demandent notre dernier mot. »

c) « Le comité reçoit une lettre du c. résident en date du 25 ventôse [15 mars] par laquelle il l'informe » d'un ordre du général en chef Brune,

« et qu'il vient d'écrire au commandant Chastel pour le prier de faire rentrer immédiatement dans les quatre mandements les compagnies valaisannes qui avaient été détachées à Chillon et à Montreux [Annexe I]. Le comité arrête qu'il lui en sera fait des remerciements. »

d) « Le comité reçoit une lettre du comité central de Monthey [Annexe II] qui lui transmet deux lettres du comité de Saint-Gingolph par lesquelles il est rendu compte de l'exécution des ordres du comité pour l'expulsion du curé Michel Dunand et d'un autre émigré qu'il a interprété être son vicaire actuel [Derivaz]. Il demande des instructions relativement au c. de Loys » [Annexes III et IV].

e) « Le comité députe les c. Dufour et Joris vers le c. résident pour lui communiquer ces pièces et lui demander ses instructions sur les éclaircissements demandés. Les députés rendent compte que le c. résident a insisté sur l'expulsion absolue du curé Michel Dunand qu'il a qualifié de scélérat ayant tenu des propos incendiaires, fait circuler des libelles dans le Mont-Blanc, été la poste et l'hôte habituel des émigrés. Il a communiqué une lettre de plainte contre lui et affirmé qu'il avait des preuves contre lui à ce sujet ; qu'il réclamait instamment sa destitution et que, s'il pouvait prouver qu'il ne fût pas émigré, il pourrait rester en Valais ou en France, mais qu'il requerrait qu'il ne restât plus curé. Il a observé au comité qu'il s'était empressé d'employer toute son influence personnelle pour purger le pays des mauvais sujets qui en troublaient la tranquillité et qu'il avait droit d'attendre que l'on eût le même égard pour lui, lorsqu'il demandait l'expulsion de sujets suspects à la République française. Quant au vicaire, le c. résident a reconnu qu'il n'était point émigré, mais il a dit qu'il avait des plaintes contre lui, que le comité prendrait à cet égard les mesures convenables, mais qu'il était bon au moins de lui faire une réprimande. Le comité a arrêté qu'il serait écrit en conséquence au comité central de Monthey. »

f) « Le comité reçoit par la poste quatre feuilles du journal dit des *Alpes*, N° 83. »

(A, pp. 80-82 ; C, p. 309. — Le § f ne figure pas dans A.)

Annexe I

*St-Maurice, 25 ventôse an 6 (15 mars 1798). — Lettre de Mangourit
au comité général*

Le général en chef de l'armée française en Helvétie [Brune] me prie de transmettre au commandant français [Chastel] l'ordre de maintenir dans les quatre mandements les Français, Vaudois et Valaisans qui s'y trouvent.

Je viens d'accéder à son vœu qui coïncide avec celui dont je lui avais fait part, et j'écris au commandant en chef, le c. M. Chastel, pour que les compagnies valaisannes qu'on avait portées sur Chillon et Montreux pour nécessité de service, rentrent immédiatement dans les quatre mandements ; cette occasion est heureuse, puisque je suis à même par elle de vous renouveler l'assurance de mes sentiments.

(Rz, cart. 73, fasc. 21, N° 18, original ; C, p. 311.)

Annexe II

Monthey, 15 mars 1798. — Lettre de Devantéry, président du comité central de Monthey, au comité général

J'ai l'honneur de vous transmettre les deux lettres [*Annexes III et IV*] que j'ai reçues hier au soir du c. Chaperon, membre du comité central ; l'une justifie l'exécution des ordres qu'il avait reçus à l'égard des deux ecclésiastiques prévenus d'émigration et qui se trouvent dans la commune de Saint-Gingolph. L'autre regarde le c. de Loys, sur l'état duquel il me demande des éclaircissements en explication des décrets que je ne connais pas et que par conséquent je ne saurais lui donner. Veuillez, Monsieur le président, en instruire le c. résident et en conférer avec lui, afin que je puisse donner une réponse précise sur le fait qu'on attend...

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 60, original ; C, pp. 311-312.)

Annexe III

St-Gingolph, 14 mars 1798. — 1^{re} lettre de Chaperon, membre du comité, au président du comité central de Monthey

A mon arrivée à Saint-Gingolph, j'ai signifié les ordres dont j'étais chargé au curé Michel Dunand et au vicaire Joseph Derivaz, aussi bien qu'au conseil et principaux communiers de cette commune ; tous furent surpris et sensiblement affligés de tel ordre, vu qu'ils n'ont jamais cru qu'on pût regarder ces deux prêtres comme émigrés, puisque le susdit Dunand est curé depuis dix ans de Saint-Gingolph dont il n'a jamais sorti, et que ledit Derivaz se trouvait domicilié chez lui, rière Valais, bien avant l'époque du serment. Pour ce qui regarde les déclamations supposées contre la République française, le susdit conseil m'a attesté qu'il n'a jamais entendu les susdits prêtres dire une seule chose en public ni en particulier de contraire aux lois françaises.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 62, original ; C, pp. 312-313. — On trouve une pétition des paroissiens de Saint-Gingolph en faveur de leur curé et de leur vicaire, du 14 mars 1798, à Monthey, Arch. comm., F 73, copie.)

Annexe IV

St-Gingolph, 14 mars 1798. — 2^e lettre de Chaperon, membre du comité, au président du comité central de Monthey

Sur l'avis que j'ai reçu pour faire partir le curé et son vicaire, il se trouve encore le c. Jacques-Philippe de Loys que j'ai cru émigré, mais il m'a fait voir l'arrêté du département du Mont-Blanc, du 23 septembre 1793, qui porte que tous ceux qui se sont évadés ou soustraits aux autorités constituées, n'ont qu'à se présenter dans cinq jours après la publication ; il m'a aussi fait voir sa présentation signée par le maire de la commune faite dans son temps ; sur ce, je n'ai su que lui intimer ; j'attends, citoyen, vos ordres à cet égard.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 61, original ; C, p. 312.)

76. Séance du jeudi après-midi 15 mars 1798

« La séance est ouverte à deux heures et demie. »

a) « Le comité reçoit une lettre du comité d'Ardon qui répond aux informations qui lui avaient été demandées sur les c. Jean-Pierre Loye et Clémento. La pièce reste sur le bureau » [Annexe I].

b) « Le c. président d'Ardon [Gaillard] écrit au comité pour lui demander si le président est obligé de fournir un soldat ou de marcher lui-même » [Annexe II].

c) « Le c. Alexis Quennoz, qui a eu la faiblesse de quitter son drapeau à Bex sans congé, est ramené par le c. Frossard et demande à retourner à la troupe. Il supplie le comité de le recommander à l'indulgence du commandant. Le comité acquiesce à sa demande après une exhortation convenable et écrit au commandant de Bons une lettre dont il est porteur » [Annexe III].

d) « La députation à la diète de Sion rentre au comité ; elle rend un compte succinct du succès de sa mission. Ils sont sur-le-champ envoyés vers le c. résident pour lui en faire part. »

e) « Ils ont annoncé qu'ils étaient suivis de la députation de la totalité des VII Dizains. Le comité envoie au-devant d'eux de ses membres pour les recevoir. On arrête que divers membres se chargeront de faire préparer les logements et qu'on ira ensuite prendre les députés à l'abbaye pour les conduire chacun aux logements qui leur auront été distribués. »

« La séance se trouve incomplète et elle est levée à huit heures. »

(A, pp. 82-83.)

Annexe I

*Ardon, 11 mars 1798. — Lettre de François-Joseph Delaloye,
secrétaire du comité d'Ardon, au comité général*

Le comité d'Ardon en Bas-Valais en réponse de votre lettre du 9 courant touchant les propos que Jean-Pierre Loye nous a tenus. Le comité s'oppose entièrement au partage de la bourse de la commune, considérant qu'il est nécessaire de conserver un fonds public pour toute sorte de nécessités publiques, et principalement pour le maintien de la muraille auprès de la Lizerne, qui est notre principal soutien dans les cas d'inondation. Revenant sur le caractère dudit Jean-Pierre Loye, il a été reconnu depuis nombre d'années pour un homme qui se plaît à s'opposer au bon ordre et à troubler le repos public, et qui n'a aucune apparence de vouloir se corriger et qui d'ailleurs a été obligé à l'amende de l'obole d'or pour avoir détracté la justice et à cause de ses mauvais propos ; au reste, il travaille à se faire un parti suffisant pour contraindre la commune à faire le partage de la susdite bourse publique ; s'il refuse de fournir ce qu'il doit au public, ce n'est point l'indigence qui l'oblige à cela, car il a assez de quoi. Voilà en abrégé le tableau que nous vous faisons de cet homme opiniâtre, en attendant qu'il vous plaise donner des ordres à son égard. Touchant le c. Clémento, il a fait ses excuses en disant que c'est des paroles mal réfléchies sur un verre de vin suivant les rapports que son père nous a faits, qui bien loin de soutenir les propos de son fils, il désapprouve entièrement de tels raisonnements.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 83, original ; C, p. 287.)

Annexe II

Ardon, 11 ventôse an 6 [probablement pour 11 mars 1798]. — Lettre de Gaillard, président du comité d'Ardon, au c. Frossard, député au comité général

Je vous fais à savoir que vous eussiez la bonté de vous informer du c. major de Bons, savoir si le c. président est obligé de fournir un soldat, ou de partir lui-même ; vous vous informerez et vous me porterez la nouvelle.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 82, original ; C, p. 314.)

Annexe III

St-Maurice, 15 mars 1798. — Lettre du comité général au c. de Bons, commandant

Le comité général du Bas-Valais vous recommande le nommé Jean-Alexis Quennoz, porteur de la présente, qui a eu la faiblesse de quitter les drapeaux sans congé, mais dont le repentir sincère de sa faute nous paraît mériter indulgence et pardon.

Il arrive une trentaine de députés des sept dizains du Haut-Valais, et nos députés viennent d'arriver. Tout va bien.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 56, minute ; B, p. 123 ; C, p. 313.)

77. Séance du vendredi matin 16 mars 1798

« La séance est ouverte à six heures du matin. »

a) « Le président [Luder] a mis en délibération plusieurs questions relatives au service auxiliaire du Pays de Vaud, à la manière de faire marcher les hommes et à la solde de ceux qui marcheraient par remplacement ou pour leur compte personnel, et sur les exemptions de service pour fonctions civiles. Les questions sont ainsi posées :

1) « Les hommes de la généralité étant obligés de marcher, par ordre de richesse, pour remplacer les électionnaires hors d'état de servir, comme infirmes, femmes ou pupilles, quelle solde leur sera-t-il attribuée ? — La bannière de Monthey avait fixé la solde de ces soldats de remplacement à 4 batz au compte des communes et six batz au compte des électionnaires. Mais les deux autres bannières ont été d'avis que l'électionnaire ne devait payer que quatre batz et la commune, quatre batz. — Cette solde a donc été fixée à quatre batz payables par la commune et quatre batz payables par l'électionnaire, et ce en outre de la solde qui sera fournie par le Pays de Vaud. Les électionnaires fourniront en outre à leur homme l'armement et les munitions accoutumées.

2) « Attendu qu'il y a eu des marchés exorbitants faits dans cette dernière levée de troupes entre les électionnaires et les soldats de remplacement, il a été délibéré si ces marchés exorbitants doivent être annulés ou non pour le passé ; s'ils doivent être défendus pour l'avenir ; à l'égard de quelles personnes ils doivent être annulés, ou défendus, ou maintenus. — Le comité a arrêté qu'à l'égard des personnes en état de marcher elles-mêmes et non nécessitées à se faire remplacer, les marchés même exorbitants ne pouvaient pas être annulés ni modérés, attendu qu'ils ont été faits du consentement libre des deux parties, sans aucune obligation de part ou d'autre ; que par les mêmes motifs tous marchés étaient permis pour l'avenir de la part et à l'égard de personnes qui voulaient se soustraire à un service obligé qu'elles peuvent faire elles-mêmes ; qu'à l'égard des personnes hors d'état de marcher elles-mêmes, comme les femmes, les pupilles, les infirmes et estropiés et autres de ce genre, lesdits marchés sont défendus pour l'avenir. Mais quant à ceux qui auraient été faits par le passé par lesdites personnes, le comité n'a pas cru pouvoir décider la question sans un examen plus circonstancié, et la question a été ajournée.

3) « Quelles sont les personnes exemptes, soit de servir personnellement, soit de se faire remplacer en fournissant un soldat ? — Le comité a déterminé l'exemption susdite en faveur des seules personnes ci-après : les juges de paix et leurs secrétaires ; les membres du comité général et ses secrétaires ; les présidents et secrétaires des comités des communes ; les syndics de communes, et le comité central de la bannière de Monthey. — Le comité a pensé que tous les fonctionnaires susdits servent la patrie de leur personne et de leurs talents, de même que le soldat, de sa personne et de son courage. »

b) « La députation chargée de porter la constitution à l'acceptation de la diète de Sion, de retour d'hier, a fait son rapport par écrit de sa mission. Le comité arrête que ce rapport sera inscrit au registre des minutes. »

c) « Le comité, prévenu que l'assemblée générale représentative devait se former aujourd'hui, a reconnu que son existence cessait de ce jour ; que les représentants du Valais Occidental ne pouvaient plus former qu'une partie intégrante de la représentation totale et qu'en conséquence, il ne s'assemblerait plus que pour terminer les affaires dont il était saisi, ou les renvoyer aux autorités qui deviendraient compétentes, ou pour les affaires concernant les trois bannières qui se trouveraient d'une nécessité urgente et de nature à ne pouvoir pas être renvoyées aux autorités provisoires avant la mise en activité de la constitution. »

« Ce fait, l'assemblée s'est transportée à la maison commune. Il est dix heures du matin. »

(A, pp. 83-86 ; C, pp. 315-316. — § b : le rapport de la députation à Sion ne figure ni dans B, ni dans C ; nous n'avons retrouvé que le discours prononcé lors de la remise de la constitution, le 13 mars : *Annexe*.)

Annexe

Sion, 13 mars 1798. — Discours prononcé par la députation du Valais Occidental aux députés du Valais Oriental en leur remettant la constitution

Magnifiques Seigneurs,

La mission que nous venons remplir auprès de Vos Excellences est d'une importance et d'une délicatesse si grandes que ce n'est pas sans une émotion sensible que nous avons l'honneur de nous présenter devant vous. Nous ne venons pas vous offrir d'ouvrir entre vos communes et les nôtres une négociation pour concilier nos intérêts individuels ; cette forme à laquelle nous nous sommes arrêtés de part et d'autre assez longtemps entraînerait des longueurs qui pourraient mettre en danger notre tranquillité intérieure et les grands intérêts que nous avons le plus à cœur de conserver. Un moyen de réunion plus prompt et moins hasardeux vous est proposé. C'est un projet de constitution commune pour le Valais Oriental et Occidental divisé jusqu'ici en Haut et Bas-Valais. Ce projet offrira à Vos Excellences et plus encore à leurs communes des formes de gouvernement nouvelles qui entraînent, il est vrai, le sacrifice de quelques avantages et de quelques droits, et établissent un degré de liberté moins grand peut-être, mais il laisse aux peuples cette mesure de liberté qui assure le mieux la tranquillité intérieure et la sûreté extérieure de l'Etat, cette liberté qui leur procure dans la plus grande étendue les avantages que l'homme puisse attendre du gouvernement et dont il est presque toujours privé lorsqu'une trop grande liberté individuelle donne une trop grande prépondérance à l'intérêt personnel sur l'intérêt public. Ce projet nous conserve particulièrement les intérêts auxquels le peuple de tout le Valais tient le plus essentiellement, l'intégrité de la religion et l'existence du Valais entier comme un Etat à part et indépendant. Ces deux points sont maintenus formellement. C'est une considération que nous devons avoir devant les yeux toutes les fois que des convenances particulières ou de longues habitudes moins essentielles se verront heurtées et brisées par cette nouvelle constitution. Le comité général du Valais Occidental a déjà accepté provisoirement cette forme de constitution sous la ratification des communes. En prenant l'initiative à cet égard, le comité n'a pas eu l'intention que son exemple vous fit une loi. Ce n'est cependant pas son intérêt personnel qui a déterminé sa conduite. Du moment que les deux peuples se sont voué amitié et fraternité, celui du Valais Occidental ne s'est point regardé comme isolé d'avec vous et l'intérêt de notre patrie commune a été notre unique guide dans nos délibérations.

Une combinaison toute nouvelle d'intérêts se forme en Suisse. Vous venez de voir s'écrouler les plus puissants de ses gouvernements ; tous vont adopter un système constitutif tout différent de celui auquel ils étaient habitués. L'union du Corps helvétique n'est menacée d'aucune atteinte, et le Valais comme tous ses anciens membres est appelé de rentrer dans cette union. Pour la rendre plus intime, pour la rendre plus utile à chacun, il est nécessaire que les divers gouvernements s'établissent sur des principes uniformes, que rien ne contrarie cette unité d'intérêts qui doit lier tous ces gouvernements, ainsi que les gouvernants et les gouvernés, pour opérer le concert unanime et simultané de tous pour la défense commune. Au milieu des désastres que fait éprouver au Corps helvétique en ce moment l'opiniâtreté de l'orgueil et des intérêts personnels et qui semblent ternir la gloire du nom suisse, osons dire à son honneur que s'il n'eût pas existé entre tous les cantons une grande diversité d'intérêts personnels, si surtout il n'eût pas existé cette disparate prodigieuse de quinze villes ou petits Etats concentrant dans leur chétive enceinte la prétendue liberté helvétique d'une population immense souffrant avec impatience la privation de tous les droits de l'homme dont l'exemple de leurs maîtres les rendait plus avides, sans ce mélange honteux de sujétion parmi les descendants et les imitateurs de Guillaume Tell, l'amour de la liberté et l'amour de la patrie se confondant auraient uni tous les habitants de la Suisse ensemble pour former autour d'elle une enceinte insurmontable. Voilà ce que nous devons espérer de la révolution dont le Corps helvétique est le théâtre en ce moment ; voilà à quoi chacun des Etats qui le composent doit concourir par son organisation partielle.

N'accusons pas d'envahissement la République française parce que sa prépondérance et sa force ont déterminé ce grand mouvement. Sans doute, elle a l'air de diriger tous les Etats de la Suisse et de tracer leur marche. Mais comme voisine de la Suisse n'est-elle pas

en droit de demander qu'en adoptant un système conforme à ses intérêts, elle n'oublie pas de les concilier avec les intérêts politiques de la France ? L'égalité de droit et l'uniformité du gouvernement représentatif renaissent essentiellement dans ses vues. Bien loin de résister à cette influence quand même nous le pourrions, nous devons lui en témoigner notre reconnaissance. La France ne veut que la liberté et le bonheur du peuple ; c'est en lui désignant un bon gouvernement qu'elle lui en assure l'un et l'autre. Pouvait-elle lui en indiquer un meilleur que celui qu'elle a adopté elle-même et qui l'a sauvée tant de fois contre les agitations de ses ennemis ? La France nous a mis dans l'heureuse nécessité de réformer le gouvernement abusif qui, dans une aussi petite étendue de pays, faisait d'une modique population un peuple sujet et un peuple souverain, et dans lequel ce même peuple soi-disant souverain était le jouet de l'oligarchie. La constitution nouvelle qui le réforme paraît au premier abord sacrifier une partie de la liberté du peuple ; mais au vrai elle n'anéantit que l'oligarchie, que l'intrigue que quelques familles savaient maintenir au préjudice de la vraie liberté. La nouvelle constitution laisse au peuple cette portion de liberté nécessaire et suffisante pour faire le moins de mal et le plus de bien possible, en établissant un mode combiné avec sagesse et uniforme pour la nomination des magistrats. Le peuple qui dans sa première et libre impulsion fait rarement le mal voudra toujours le bien dans le choix de ses représentants. Les magistrats éclairés s'efforceront de justifier ce choix et feront briller leur civisme en travaillant à la législation et en maintenant l'administration. De cette manière le peuple évitera les dangers et les maux de l'anarchie dans laquelle les pièges des ambitieux oligarques le précipitent si souvent. Le peuple ne perd donc rien, il échange une liberté souvent licencieuse avec la sûreté et la tranquillité publique. Heureux et mille fois heureux les peuples que la France met dans l'impuissance de rejeter et refuser cet échange avantageux ! Plusieurs cantons, pour s'être refusés aux vues de la France, ont senti la force de ses armes, mais du moins n'a-t-elle pas employé ce machiavélisme désorganisateur qui ne fait qu'affaiblir les peuples ses voisins pour n'avoir point à les craindre, au lieu de mériter leur attachement en les conduisant sans désordre à une constitution libre. Le Valais en a été particulièrement un exemple sensible ; jusqu'ici aucun malheur général ni individuel n'a pu nous faire récrier contre l'influence de cette puissance. En adoptant le projet de constitution qui vous est présenté sous son approbation, nous pouvons nous promettre de conduire notre patrie paisiblement à une forme de gouvernement qui assure tous nos intérêts extérieurs et qui peut maintenir dans notre intérieur la fortune et la sûreté des personnes et des propriétés.

Voilà, Magnifiques Seigneurs, les considérations qui ont déterminé l'acceptation provisoire du comité général du Valais Occidental. Elles nous ont paru l'emporter sur un grand nombre de convenances particulières dont nous sentions tout le poids. Nous les soumettons à votre sagesse et à votre prudence. Nous y joignons le vœu de l'amitié la plus sincère pour Vos Excellences et pour les communes que vous représentez, parce que nous croyons que notre acquiescement mutuel à cette constitution est d'un intérêt plus pressant pour vous et nous le confions à tous ceux d'entre vous qui, par leur état, leurs lumières et leur sagesse, peuvent avoir quelque influence personnelle sur l'esprit du peuple.

Vous sentez, Magnifiques Seigneurs, ces importantes vérités. Votre civisme nous est garant des efforts que vous ferez pour en persuader les peuples que vous représentez. C'est sans doute en leur montrant d'un côté les avantages réels et multipliés pour la patrie de cette nouvelle constitution, et d'un autre côté l'immuable nécessité de l'adopter et de la mettre en activité que vos efforts seront couronnés d'un heureux succès.

Jérôme Vida, évêque d'Albe, voulant consoler le pape Clément VII, captif au château Saint-Ange, des maux qui l'environnaient lui adresse une ode dans laquelle on remarque ces deux strophes :

*L'arbitre suprême des cieus
Sous le voile de sa puissance
Ote à ses décrets impérieux
Toute inutile résistance.
Lui-même inflexible destin,
Il veut, décide et tout s'arrange.*

*Il n'y a point d'effort humain,
Il n'est point de prière qui change
Son immuable volonté.
Dans les maux qui troublent le monde,
Céder à la nécessité
Est une sagesse profonde.*

(Monthey, Arch. comm., F 57, annexe, 4 p., de la main de P.-L. Du Fay, député à Sion.)

78. Séance du dimanche matin 18 mars 1798

a) « Lecture faite du projet de mémoire au c. résident pour la rentrée de la troupe, décidé unanimement de renvoyer la chose au Directoire comme pétition au nom des représentants des trois bannières d'en bas, et chargé le secrétaire d'en dresser le projet » [*Annexe I*].

b) « Il a été encore à ce propos résolu d'écrire au c. résident en réponse à sa lettre concernant les ordres du général Brune pour faire rentrer nos troupes dans le Pays de Vaud, dans laquelle on devait lui faire part que nous avions renvoyé la chose au Directoire par une pétition » [*Annexe II*].

c) « Il a été apporté sur le bureau un nouveau compte de dépenses des dragons servant de poste du résident. Délibéré d'envoyer ce nouveau compte au Directoire, en l'avisant qu'il a été écrit à ce sujet au comité de Lausanne. »

d) « Délibération faite sur la fourniture de sel qui va arriver et doit être payée aussitôt, les trois bannières ont cru nécessaire d'en faire la proposition à l'assemblée provisoire, afin que, s'il y avait eu des avances faites au c. Lacoste, les trois bannières fussent dispensées de payer cette fourniture en devenant comptables à l'Etat. »

e) « Outre cela, on a arrêté de proposer comment on devait se comporter dès à présent pour le prix du sel à cause du profit qui résulte de la vente du sel dans les trois bannières, et qui ne doit plus subsister, si le Valais Occidental n'adopte pas un nouveau taux qui procure un profit pareil. »

(C, p. 317.)

Annexe I

St-Maurice, 18 mars 1798. — Lettre des représentants du Valais Occidental au Directoire exécutif [valaisan]

Vous êtes déjà informés que le Valais Occidental avant sa réunion au Valais Oriental avait fourni un secours de 400 hommes aux quatre mandements d'Aigle. Les représentants de cette partie du Valais ont fait auprès du c. résident des instances continues pour obtenir le rappel de cette troupe ; mais depuis la formation de l'assemblée représentative du Valais entier et la nomination du Directoire, nous n'avons plus le pouvoir de traiter directement avec le c. résident. En conséquence, nous vous prions, c. directeurs, de vouloir bien prendre la suite des négociations qui y seront relatives. A cet effet, nous allons vous exposer les bases sur lesquelles nous avons agi et que nous présumons que vous adopterez.

Le but de l'expédition de nos troupes est rempli ; les considérations qui ont pu les retenir sous les drapeaux tant qu'a duré la division des deux parties du Valais ne subsistent plus, et nos gens supportent avec bien de l'impatience leur éloignement de leurs foyers dans un moment où le travail des terres devenu urgent exigerait absolument leur présence. Le nombre d'hommes que nous avons fournis est à peu près la dixième partie de notre généralité, et nous ne pouvons pas soutenir la privation d'un aussi grand nombre de bras dans un moment surtout où nos ouvriers habituels du Mont-Blanc ne peuvent pas venir aussi facilement qu'ils venaient autrefois. La solde qui se distribue par notre pays en accroissement de celle qui est payée par le Pays de Vaud, quand même elle serait à un taux rai-

sonnable, serait encore très onéreuse pour un pays pauvre comme le nôtre. Ces motifs sont bien puissants pour déterminer le licenciement de notre troupe.

Cependant, si l'emploi d'un contingent valaisan est absolument nécessaire, il conviendrait du moins que la durée de ce service fût fixée, et que le pays eût la faculté de faire relever cette troupe par de nouveaux soldats. La précipitation avec laquelle on a formé cette troupe n'a pas permis d'avoir égard à des considérations bien importantes :

1) On renverrait dans leurs familles ceux qui y sont le plus nécessaires. — 2) On ne laisserait au drapeau que ceux qui y sont le plus volontairement. — 3) On ferait cesser un grand nombre de marchés onéreux qui ruinent les particuliers ou les communes qui ont été obligées de fournir des hommes à l'improviste. On ne peut casser ces marchés qu'en donnant la faculté de remplacer des soldats trop coûteux par d'autres soldés à moindre prix. — 4) On pourrait alors mettre en activité le règlement fait par le comité général du Valais Occidental pour la taxe et l'ordre du service militaire, de manière à ne pas causer au pays une surcharge excessive, et abolir un monopole réellement honteux.

Avec ces mesures, la troupe montée sur un pied modéré et servant de meilleur cœur n'aurait plus l'impatience de quitter le drapeau et ne causerait plus aux représentants du peuple la sollicitude bien vive que nous désirons vous voir partager ; vous sentirez vous-mêmes, c. directeurs, que si on n'a pas égard très promptement aux intérêts de la troupe et à ceux des communes, nous ne pouvons pas être assurés de la persévérance de nos soldats. Une considération bien importante, et que nous remettons à votre prudence de faire valoir, c'est que le Valais entier se trouvant réuni en une seule République, il serait bien étrange que trois dixièmes de la République entretenissent un corps de troupe à part, une alliance à part, et continuassent à faire des actes nationaux à part.

Veuillez, c. directeurs, placer cette affaire au nombre de celles qui sont de la plus grande urgence.

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 59, minute de la main de Tousard d'Olbec ; B, pp. 125-126 ; C, pp. 318-320.)

Annexe II

St-Maurice, 18 mars 1798. — Lettre du comité général à Mangourit

Nous avons l'honneur de vous offrir nos remerciements de la bonté que vous avez eue d'écrire au c. commandant Chastel, pour que nos compagnies valaisannes soient ramenées dans les quatre mandements d'Aigle suivant leur désir et leur engagement, d'après la destination que vous leur aviez fixée vous-même dans la réquisition que vous aviez faite de ce secours au comité général.

La suite des intérêts de cette troupe exigera la continuité d'une correspondance avec vous, mais la formation de l'assemblée représentative de toute la République du Valais ayant fait cesser l'existence du comité général du Valais Occidental, et cette assemblée ayant remis au Directoire exécutif tous les pouvoirs d'administration, les représentants du Valais Occidental chargent le Directoire de traiter directement avec vous, c. résident, tout ce qui aura rapport à la tenue ou au rappel de cette troupe.

Les représentants des trois dizains du Valais Occidental

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 58, minute de la main de Tousard d'Olbec ; B, pp. 123-124 ; C, p. 318.)

Appendice

Comptes des reçus et dépenses faites par ordre du comité des trois bannières 1798

[établis par Isaac de Rivaz]

(Les « reçus » sont transcrits en italique)

			Livres	Sols
Février	19	<i>Reçu du c. Ritter pour exaction du pontonage et autres droits par lui perçus depuis le 28 janvier ayant rendu compte jusqu'ici au gouverneur</i>	11	
	20	<i>Du c. commis Riche acompte des argents de la vente du sel</i>	200	
Février	19	Payé à maître Louis Dirac pour façon planches et clous d'une bière pour l'enterrement d'une fille morte sans laisser aucun avoir	4	
		Clous pour accrocher les chapeaux au comité		6
	22	Une boîte d'oublies		3
		Plumes et papier	1	6
		Ecritaires de plomb et sabliers de fer-blanc commandés par le c. Pittier à l'usage du comité	1	17
		Frais à Bex lorsque le c. [Ch.-E. de] Rivaz y fut avec Hiltepr. Monnay à l'occasion des bruits répandus en Vérossaz que les livres de fiefs étaient brûlés dans le Pays de Vaud	1	2
		Payé à un exprès envoyé à Bagnes pour y porter des lettres de la part du comité	3	
		Au valet de chambre du c. Mangourit	4	3
		A un exprès venu du Haut-Valais pour bonne-main . .	4	3
		Payé pour frais d'un voyage à Aigle aux c. Joris et Frossard pour y prendre connaissance des décrets sur les fiefs	3	16
		Acheté dans le même voyage un livre blanc	2	
		Au c. Trombert envoyé à Sion pour y voir l'état du pays et les dispositions des esprits, pour ses frais	5	
		A un exprès qui est allé accompagner le messager d'Etat qui avait été insulté ici	2	16
		Du papier		12
		De l'encre		14
		Une rame papier chancellerie	9	
		Une rame petit papier commun coupé	2	4

			Livres	Sols
24		A l'exprès d'Etat qui a apporté la ratification de l'acte d'indépendance	4	3
		Au c. [Tousard] d'Olbec pour la souscription du <i>Bulletin officiel</i>	5	4
		Du papier payé par un membre du comité, à lui rendu		17
		Au c. Frossard, d'Ardon, qui a été à Aigle avec le c. Joris pour l'affaire des fiefs	1	10
		Une rame papier grand chancellerie pour le comité	9	10
		Une rame papier fin coupé en petit	4	10
		A l'exprès qui a apporté la lettre de Monseigneur [Blatter]	1	
		Au postillon Escher qui a apporté une lettre du grand bailli [Sigristen]		16
		Au c. Delasoie remboursé trois écus neufs qu'il avait fournis au messenger d'Etat, l'agent envoyé à Sion ayant négligé de lui donner lesdits 3 écus neufs ici	12	9
		Frais d'un carreau de fenêtre à la chambre du comité		5
		Pour intimation aux c. Saillen et Barman, de Vérossaz		16
		Frais à Bex allant avec les c. Vaudan et Monnay, dépensé	0	0
Mars	3	A l'exprès venu de Martigny avertir que les seigneurs de la députation devaient arriver	1	
		Frais aux c. [Du] Fay et [Jacques de] Quartéry envoyés dans le gouvernement de Monthey pour y prendre informations sur le bon esprit du peuple	3	14
		Etrenne à l'auberge de Sion pour la députation, remboursé au c. Delasoie	1	10
	4	Cire d'Espagne pour le comité		14
		Il a manqué dans un paquet		1
		Donné à un voiturier en revenant de Bex pendant la nuit, le soir que le c. Isaac Rivaz y fut pour prendre informations de la situation des troupes	1	
	7	Au c. Delasoie pour frais par lui payés, soit partie des frais de la députation à Sion	10	
		A un exprès envoyé de Bex par le c. [Isaac de] Rivaz pour faire tirer le canon à l'occasion de la prise de Berne		10
		A un autre ordonnance envoyé de Bex par le c. Isaac Rivaz		12
		Remboursé au président Ch. Rivaz étrenne donné aux ordonnances envoyés par le c. Isaac Rivaz pour annoncer la prise de Berne		12
		Reçu du c. Riche encore 100 livres par le moyen d'une assignation au c. Giroud, aubergiste	200	
		Livré la même somme audit Giroud par assignation susdite, et cela pour le compte des dragons logés chez lui	200	
		Chez Verbois payé du ruban pour attacher les feuilles de la constitution		4

		Livres	Sols
8	A M. [Tousard] d'Olbec pour pareils rubans pour l'exemplaire remis au c. résident		5
9	Une règle et crayons pour le comité		6
	A l'exprès venu de Martigny avec une lettre de nos députés		10
11	A Madame Hyacinthe de Quartéry acompte de son loyer et chauffage du fourneau pour le mois de février . .	16	
12	A M. Jean Vincent pour être allé à Martigny avertir que le feu du roc de Vérossaz n'était pas le signal . .	1	
13	Au postillon pour avoir apporté une lettre de nos députés de Sion		4
	Un livre blanc acheté du c. Pelloux pour inscrire les actes du comité	4	4
	Acompte au c. Puy jusqu'au 20 février pour chandelles fournies au corps de garde du pont, et encre fournie .	9	15
	Pris chez lui 5 livres chandelle pour le comité . . .	3	10
	Port du cachet pour le comité		2
	A celui qui a placé le fourneau de fer et scié du bois court	1	4
	A ceux qui ont apporté les chaises du château au comité		6
16	Port de lettres qui sont des exemplaires de <i>l'Echo des Alpes</i> , et deux autres pour les sels	7	10
23	A Verbois pour une rame de papier pour des cartouches à canon : ordre de Bons	2	10
22	A Martin pour façon de 100 cartouches à boulet à 3 crutz la pièce	7	16
	L'étoffe qui a servi pour ces gargousses a été prise chez Dubetier et passée en un autre compte		
	A Vincent, maître charron, pour les coins de mire des canons et autres réparations aux canons, selon son reçu	2	
	Pour la dépense de moi Isaac de Rivaz à Bex en trois diverses circonstances : 1° frais lorsque je suis allé avec le c. résident à Bex lors de l'affaire des Ormonts, y ayant passé la nuit, goûté et soupé ; 2° déjeuné le lendemain et dîné, ayant été d'ordre du comité pour y voir la troupe ; 3° troisième voyage pour y porter une lettre au commandant de Bons et conférer avec lui sur l'état des soldats. — Vin payé extra au commandant Nicollérat qui vint annoncer la reddition de Berne et ses circonstances, et à l'exprès qui était là prêt pour en porter la nouvelle à St-Maurice dès qu'elle serait confirmée . .	7	6
	A Jacques Geoffroy pour vacations à poser le signal de St-Maurice et son compagnon dragon . . batz 60		
	A Jean-François Blanc des Lièvres pour fourniture de bois les 5, 6, 7 mars batz 50		

			Livres	Sols
		A Jean-François Barman pour journées et bois fourni pour le même objet	40	
		Total selon son compte écrit : batz 150, payé le 17 mars 1798	15	
		A l'officier Rappaz pour avoir haché du bois pour le corps de garde du château jusqu'au 17 mars 1798 . . .	2	10
		En revenant du bal de Bex, les députés du Haut-Valais et ceux du Bas. Donné pour ouvrir les portes de Berne et celles du Valais, et pourboire à la garde du Valais .	1	12
		Reçu le 21 du c. Riche pour donner au c. commandant de Bons	200	
		Livré le même argent au c. commandant de Bons pour la troupe d'après la demande qu'il m'en avait faite, n'ayant rien pour payer la solde qui leur avait été promise pour venir à St-Maurice faire la parade le jour de St-Joseph	200	
27		A la servante de la c. Hyacinthe Quartéry qui a chauffé le fourneau		10
		Reçu encore du c. commis Riche	120	
Avril	7	A la c. Quartéry, acompte du loyer de ses chambres pour le second mois	10	
		Rendu au c. Frossard pour frais d'un exprès à Sion envoyé à l'imprimeur [Advocat] pour l'inviter à descendre à St-Maurice		10
		Total des reçus	731	
		Total des livrés	595	9
		redoit	135	11

Compte du c. major Dufour

Février	9	Frais dudit c. et le c. Dupré à leur retour de Sion en députation, faits à St-Maurice	2	8
		Renvoi et retour du cheval dudit c. pour le même sujet, et une couchée à St-Maurice	2	2
		Frais au Val-d'Illiez avec les c. Preux et Marclay allant pour connaître l'esprit de l'endroit	2	2
		Frais du voyage à Sion qui ont été payés par le c. banneret Dallèves, savoir :		
		Dîner à 4 à Martigny et 4 chevaux	7	8
		Souper à St-Pierre [-de-Clages] à 4 et dépense	6	16
		Coucher de deux chevaux	2	2
		Bonne-main au porteur de Savièse [?] et pour le serviteur St-Pierre en revenant batz 36 . . .	3	12
		A Martigny, dîner en revenant	4	4
		Le souper dudit c. banneret Dallèves à St-Maurice . .		

			Livres	Sols
		Compte du c. Pittier		
Mars	6	Voyage à Aigle pour parler au commandant Chastel au sujet du retour de la troupe	6	
		Déboursé pour les courriers de Charrat dans la députation à Sion pour donner des nouvelles de Sion . .	7	
		Au courrier de Martigny pour le même objet . . .	3	
		Le loyer du fourneau de fer	1	
		Au courrier de Vétroz pour le même objet [que] ci-dessus	4	

Compte du c. banneret Duc

Vin présenté au c. résident d'ordre du comité : bouteilles, frais d'emballage 48 bouteilles : batz 600
Dont à déduire 80 batz reçus de trop du c. Riche
. batz —
Plus pour divers frais ainsi qu'en son billet
. batz —

Comptes généraux du comité

qui sont à payer :
Compte pour *l'Ecu du Valais*

Février	4	A <i>l'Ecu du Valais</i> pour frais par Mudry venant de Bex avec le c. Rivaz lorsqu'il y eut une alerte à l'occasion des Ormonts		16
		Pour frais de dragons et voituriers qui conduisirent le commandant de Bons, l'un 40 batz, l'autre 24 batz . .	6	8
		Messenger d'Etat de Sion	5	16
		Autre messenger d'Etat	3	6
		Faux-frais du messenger avec Dépraz	1	
	26	Conduire 4 personnes à Outre-Rhône	1	8
	27	Conduit 6 membres du comité à Sion	36	
Mars	7	Dépense d'un messenger d'Etat	1	4
		Aux messagers de Bex		16
		Souper au commissaire de Martigny	1	
		Conduite de 3 membres du comité général du 8 au 15 inclus	66	

(Rz, cart. 72, fasc. 34 a, N° 9, autographe, 1 cahier de 21 x 35 cm, 6 fol. dont 3 écrits.)

Index des noms de lieu

Sont exclus les noms qui apparaissent si fréquemment que leur recherche équivaut à la lecture quasi complète du texte : *Valais, Bas-Valais, Haut-Valais*, les 3 *Bannières, vallée du Rhône, Saint-Maurice* (ville), *Sion* (ville), *France* (et ses synonymes).

Abréviations

c.	=	commune	riv.	=	rivière
départ.	=	département	v.	=	voir
fr.	=	français			

Districts du Valais

C	=	Conthey	Mo	=	Monthey
E	=	Entremont	Se	=	Sierre
G	=	Conches (Goms)	Sm	=	Saint-Maurice
H	=	Hérens	Sn	=	Sion
Ma	=	Martigny			

Cantons suisses

AG	=	Argovie	FR	=	Fribourg
BE	=	Berne	VD	=	Vaud

A

Aar, riv. : 134
Aigle (VD) : 20, 23, 95-96, 117-118, 122-125, 128, 137, 160-161, 164
— comité : 18, 20, 130
— mandement ou gouvernement : 95-96, 115, 149
— quatre mandements : 32, 97, 116, 122-124, 151, 158-159
Ain, départ. : 47
Alpes : 67
Angleterre : 112, 145-146
Annecy, diocèse : 34-36
Aoste, vallée, cité, duché : 27-28, 133
Appenzell : 70

Ardon (C) : 8, 17-18, 84, 92, 118, 122, 133, 143, 153, 161
— bannière : 120, 122, 142, 144
— majorie : 17, 26, 59, 98, 119, 143
Artois : 35
Ayent (H) : 88, 114

B

Bagnes (E) : 7, 31-32, 35, 60, 63, 82, 117, 137, 141-142, 149, 160
— maison abbatiale : 142, 149
Berne, Etat et ville : 22, 26, 40-41, 45, 49, 51, 95-97, 118, 124-125, 133-136, 144-145, 161-162

Bex (VD) : 23, 28, 121-125, 132, 135, 147,
153, 160-164
— comité : 20, 23, 121, 124, 128, 130
— mandement : 95-96
— salines : 132, 135
Bonnevaux (départ. Haute-Savoie) : 87, 116
Bourg-Saint-Pierre (E) : 7, 41, 60, 63, 78,
87, 89, 117, 135-138
Bouveret, Le — (c. Port-Valais) : 17, 35,
43, 60
Bovernier (Ma) : 7, 59
Bramois (Sn) : 114
Bremgarten (AG) : 44
Brigue : 107
— dizain : 67, 100-101, 115, 148
Büren (BE) : 118

C

Cantons primitifs : 70
Cases, Les — (c. St-Maurice) : 132
Chamoson (C) : 7, 84, 91-92
Charrat (Ma) : 164
Châtelet, v. Gsteig
Chillon (VD) : 148-149, 151
Choëx (c. Monthey) : 7
Cisalpine, république : 104-105
Collombey (Mo) : 60, 122
Collonges (Sm) : 7, 82
Conches, dizain : 9-10, 67, 101, 114-115, 148
Conthey : 7, 20, 26, 59, 107, 118-119, 122,
132, 143
— bannière : 122
Corps helvétique, v. Suisse
Cries (c. Bex) : 120
Croix, col de la — (VD) : 121-123

D

Daviaz (c. Massongex) : 7
Dorénaz (Sm) : 7, 141

E

Entremont, vallée : 41, 89
— bannière : 7, 12-14, 25, 31, 34, 36, 41,
63-64, 78, 91, 97-98, 103, 117, 120-122,
143, 154
Ernen (G) : 101, 115
Europe : 146
Evionnaz (Sm) : 7, 19, 31, 46

F

Finhaut (Sm) : 7, 20, 23, 31, 39, 41, 46, 60
Fribourg : 134
Fully (Ma) : 7, 19, 33, 59, 82, 98, 137, 142-
144
Furka, col de la — : 45

G

Genève : 35, 58
Gessenay, v. Saanen
Grisons : 22-23, 70
Grugny (c. Chamoson) : 92
Gryon (VD) : 121-122
Gsteig (BE), fr. Châtelet : 130, 132, 134-135
Gümnen (BE), fr. Gumine : 134

H

Hérémece (H) : 114
Hérens : 66

I

Illarsaz (c. Collombey) : 122
Isérables (Ma) : 26, 84
Italie : 97, 145

J

Jura, départ. : 47

L

Lauenen (BE), fr. Lovenaz : 130
Lausanne, assemblée et comités : 18, 20,
23, 83, 123, 134-135, 137-138, 145, 147,
158
Lens (Se) : 9-10
Leysin (VD) : 95
Leytron (Ma) : 7, 26, 59, 62, 84, 98
Liddes (E) : 7, 60, 63, 78, 87, 90-91, 93, 117
Lizerne, riv. : 153
Loèche, dizain : 66, 100-101, 114, 143-144,
148
Lorraine : 35
Lovenaz, v. Lauenen
Lucerne : 71

M

Majorie (d'Ardon), v. Ardon
Malte, chevalier de — : 132-133
Martigny : 7, 16-17, 27, 29, 31, 33, 44, 49,
55, 59, 82, 87-88, 98, 102-103, 105, 107,
116-118, 122, 135, 138, 141, 143-144,
148, 161-164
— comité : 31, 35-37, 55, 99, 102-103, 118,
120, 122, 124-125, 132
— bureau du sel : 20, 23, 25-26
Mase (H) : 114
Massongex (Sm) : 7, 23, 31, 87, 116, 122,
149

Mex (Sm) : 7, 19
 Mont-Blanc, départ. : 33-34, 41, 47, 87, 139, 151-152, 158
 Monthey : 8, 18, 20, 33, 60, 78, 107, 132
 — bannière : 12-14, 20, 34, 36, 60, 64, 83, 97-98, 101, 118, 133, 154-155, 161
 — comité central : 23, 39, 56-57, 83, 98, 102, 118, 132-133, 138, 145, 151-152
 — bureau du sel : 20, 23, 25-26
 Mont-Joux, v. Saint-Bernard, Grand
 Montreux (VD) : 151
 Morat (FR) : 118, 134
 Mörel, dizain : 100-101, 115
 Morge, pont de la — (de Conthey) : 7, 140
 Moudon (VD) : 134
 Münster (G) : 115
 Muraz (Mo) : 8, 60

N

Nancy : 35
 Nax (H) : 114
 Nendaz (C) : 7, 26, 59, 62, 118-119
 Neuenegg, pont de — (BE) : 134
 Neyres, Les — (c. Collombey) : 60
 Nyon (VD) : 150

O

Oberland (BE) : 140
 Ollon (VD), mandement : 95
 Ormonts (VD), vallée : 118-119, 121-122, 124, 130, 162, 164
 — mandement : 95
 Orsières (E) : 7, 18, 60, 63, 87, 89, 117
 Outre-Rhône, paroisse (c. Collonges et Dorénaz) : 19-20, 23, 31, 82-83, 87, 141, 164

P

Paris : 85
 Passy (départ. Haute-Savoie) : 35
 Piémont : 29, 41
 Plan-Rouise (c. Conthey) : 118, 132, 135
 Port-Valais (Mo) : 8, 35
 Porte-du-Sex (c. Vouvy) : 122

Q

Quatre-Villes, sous-bannière des — (dépendante de la bannière de Sion) : Bra-mois, Nax, Vernamiège et Mase
 — mandement ou châtelanie des — : Sail-lon, Leytron, Riddes et Fully

R

Rarogne, dizain : 66, 100-101, 115, 148
 Riddes (Ma) : 7, 26, 59, 98-99, 124, 126
 Rome, château St-Ange : 157
 Rouen : 35

S

Saanen (BE), fr. Gessenay : 118, 128, 130, 135
 Saillon (Ma) : 7, 59, 62, 98, 118, 142-143
 — bannière : 120, 122, 143-144
 Saint-Bernard, col du Grand — : 28-29, 31, 90, 95, 98, 135-138
 Saint-Gingolph (Mo) : 8, 60, 138-139, 145, 151-152
 Saint-Maurice
 — bannière : 12-14, 19, 25, 34, 36, 97-98
 — châtelanie : 20, 60
 — ville : *passim*
 — abbaye : 148-149, 153
 — château : 27-28, 31-32, 39, 138, 162-163
 — couvent des Capucins : 25
 — maison de commune : 8-9, 15, 28-29, 49, 95-96, 98, 155
 — maison de Quartéry : 17, 29
 — Parvis : 24
 — pont : 16, 25, 28, 30, 32-33, 122, 162
 — bureau du sel : 20, 23, 25
 — comité : 15-16, 21, 24, 27-30, 32, 35, 40, 42, 44-46, 48-51, 54-55, 58-59, 63-64, 66, 81, 83, 85, 94-97, 101, 118, 122, 125, 138, 142, 144, 147
 Saint-Pierre-de-Clages (c. Chamoson) : 7, 92, 163
 Saint-Rhémy (val d'Aoste) : 28-29, 89
 Saint-Séverin (c. Conthey) : 120
 — v. aussi Conthey
 Sallanches (départ. Haute-Savoie) : 35
 Salvan (Sm) : 7, 20, 23, 39-40, 46, 60
 Sardaigne : 29, 35, 40-41, 89, 137
 Savièse (Sn) : 87-88, 90, 93, 114, 163
 Savoie : 35, 47, 50
 Saxon (Ma) : 7, 26, 59
 Sembrancher (E) : 7, 31-32, 36, 60, 63, 82, 89, 107, 117-118, 124
 — trappistes, v. Vollèges (leur établisse-ment se trouvait sur le territoire de cette commune)
 Sierre : 45, 128, 130
 — dizain : 66, 101, 114, 140, 143-144, 148
 Simmental (BE) : 128, 130
 Singine, riv. : 134
 Sion, dizain : 66, 101, 114, 140, 143-144, 148
 Soleure : 118, 134
 Suisse : 10, 18, 28, 39, 44-45, 47, 52, 58, 66-72, 76, 85, 97, 104, 115, 123, 128, 137-138, 140, 145-146, 156

T

Thonon (départ. Haute-Savoie) : 50
Thoune (BE) : 122
Troistorrents (Mo) : 8, 60, 127
Turin : 28-29
Tyrol : 35

V

Vacheresse (départ. Haute-Savoie) : 116-
117
Val-d'Illez (Mo) : 8, 60, 97, 163

Vaud : 18, 23, 45, 51-52, 66, 69, 83, 95-99,
101-102, 104-105, 123, 127, 131-133, 135,
137, 142, 147, 151, 154, 158, 160
Vernamiège (H) : 114
Vérossaz (Sm) : 7, 19, 22-23, 42-43, 84, 94,
125, 132, 137, 140, 160-162
Vétroz (C) : 164
Vevey (VD) : 49, 150
Vex (H) : 114
Viège, dizain : 67, 100-101, 115
Vionnaz (Mo) : 8, 60
Vollèges (E) : 7, 28, 37, 60
— trappistes : 23, 25, 27-28, 33-34, 36-39,
87, 116
Vouvry (Mo) : 8, 25, 56-57, 60

Index des noms de personne

Abréviations

anc.	= ancien	m.	= membre
cap.	= capitaine	prés.	= président
chât.	= châtelain	secrét.	= secrétaire
départ.	= département	v.	= voir
gén.	= général		

A

Advocat, Antoine, imprimeur à Sion : 115, 163
 Allantaz, Joseph-Marie, chanoine de Salanches : 35
 Ambuel, Alphonse, grand chât. de Sion : 10, 66, 87-88, 114
 Andenmatten, François-Joseph, cap. : 66, 99, 101, 115
 — Jean-Pierre, anc. chât. : 67
 André, Théodore, dit Gentilhomme : 147
 Antoine, Maurise, épouse de Jean Saillen, de Vérossaz : 132
 Antony, Antoine, m. du comité de Martigny : 7, 26, 102-103, 148
 Arlettaz, Gaspard, m. du comité de Saint-Maurice : 83
 Augustini, Antoine, anc. gouverneur de Monthey : 114

B

Baillifard, Jean-Joseph, vicaire d'Orsières : 38
 Balet, Jean-Baptiste, chât. de Grimisuat : 66
 Balles, secrét. du comité de Bourg-Saint-Pierre : 89
 Barberini, Emmanuel, banneret de Sion : 9-10, 66, 101, 144
 Bardet, Claudine, épouse Thiessot : 38-39
 Barman, Jean-François : 163
 — Jean-Pierre, sergent, m. du comité de St-Maurice : 30

— Joseph, notaire, secrét. du comité de St-Maurice : 9, 21, 38-39
 — Joseph (†), frère du sergent Maurice : 85, 130, 140
 — Maurice, sergent : 84, 94, 123, 127, 129-130, 137-138, 140-141, 161
 Bastian, Etienne-Joseph, guidonnier, de Liddes : 87, 90-91, 93
 — F., médecin, de Liddes : 91
 Bellon, Joseph, à Massongex : 87
 Bender, Pierre-Marie, sautier, de Fully : 7
 Bérard, François-Frédéric, d'Ardon : 7
 Berguerand, Pierre, à Martigny : 20-21
 Berrut, François, à Martigny : 141
 Berthod, Jean : 114
 — Pierre, métral de Mase : 66
 Besse, Barthélemy, de Chamoson : 7
 Bet, Pierre, de Liddes, aubergiste à Saint-Maurice : 63, 78
 Bettin, de Martigny : 31
 Beytrison, Joseph, cap. d'Hérens : 66
 Bioley, Maurice, sergent, de Daviaz : 7
 Blanc, Jean-François, dit des Lièvres : 162
 — Michel, d'Ayent : 114
 Blatter, Joseph-Antoine, évêque de Sion : 15, 22, 62-63, 85, 100, 151
 Bocherens, prés. du comité d'Aigle : 121, 130
 Bonivini, Adrien, anc. grand chât. de Sierre : 66
 Bons, Jacques de —, major : 14-15
 — Jean-Louis de —, gén. des troupes vaudoises : 95
 — Joseph de —, anc. major, commandant de la troupe auxiliaire dans le Pays de

Vaud : 102, 115, 118-119, 130-132, 143, 148, 150, 153-154, 162-164
 Bonvin, Urbain-Romain, métral d'Arbaz : 66, 114
 Bouchard, Jean-Laurent, lieutenant, de Saillon : 62
 Bourgeois, Gaspard, notaire, de Martigny : 82
 — Léonard, notaire, de Bovernier : 7
 Bovier, François, lieutenant, major de Vex : 114
 Bret, Antoine, de Fully : 19
 Bridy, François, notaire, châ. de Savièse : 9-10, 66, 90, 93, 114
 Briguet, Ignace-Sébastien, cap. de Lens : 9-10, 66, 114
 Brun, Pierre, vice-président du comité de Riddes : 126
 Brune, Guillaume, gén. en chef des troupes françaises en Suisse : 51-52, 58, 95, 125, 134, 138, 150-151, 158
 Bruttin, Jacques, curial : 66
 — Maurice, anc. châ. de Grône : 66
 Burgener, Antoine, grand banneret de Viège : 115

C

Caillet, Jean, de Salvan : 7
 Chablais, Joseph, de Port-Valais : 8, 35
 Chapelet, Charles, notaire, de Troistorrents : 127
 — Joseph, anc. cap. en France, commandant du contingent de l'Entremont : 121
 Chaperon, Jean, sergent, de St-Gingolph, m. du comité central de Monthey : 8, 152
 Charmot, Pierre, vicaire de St-Gingolph : 139
 Chasse, Jean : 130
 Chastel, Louis-Pierre-Aimé, gén. commandant les troupes françaises et vaudoises à Aigle : 96, 98-99, 122-125, 128, 130-131, 137, 149, 151, 159, 164
 Chastonay, Nicolas de —, anc. grand châ. de Sierre : 66
 — Pierre-Joseph de —, grand châ. de Sierre et vice-chancelier : 9-10, 66, 99, 114
 Cheseaux, banneret, de Saillon : 142
 Claivaz, Etienne-François, prieur du Saint-Bernard : 87, 89-90
 Clavibus, de —, Clavioz, v. Des Clefs
 Clément VII, pape : 157
 Cléménzo, Jean-Claude, d'Ardon : 133, 153
 Collomb, Jean-Louis, avocat, à Vouvry : 56
 Constantin, Jérôme, d'Ayent, à Martigny : 87-88
 Contard, Charles, fils, de Sembrancher : 36-38

Coquoz, Jean-Pierre, de Finhaut : 7
 Cornut, Benjamin, officier municipal, à Vouvry : 57
 — Emmanuel, juge de paix de Vouvry : 8, 56
 Cossy, François, commandant de compagnie vaudoise : 121
 Courten, Adrien (Joseph-Maurice-) de —, curé de Viège : 115
 — Joseph de —, à Martigny : 87
 Crettaz, Antoine, cap. de Granges : 66
 Crettin, Jean, à Sion : 93
 Cropt, Bernard-Antoine, anc. banneret, prés. du comité de Martigny : 26, 43, 91, 99, 103

D

Dallèves, Pierre-François, curial à Sion : 93
 — Pierre-Joseph, de Sembrancher, banneret d'Entremont, m. du comité général : 7, 13-16, 40-41, 46, 82, 87, 89-90, 117, 163
 Damas, de —, chevalier de Malte, émigré à Monthey : 132-133
 Darbellay, Jean-François, de Liddes : 7
 Dave, Jean-Joseph, de Vérossaz, sergent : 7
 Décaillet, v. Caillet
 Delacoste, v. Lacoste
 Delaloye, François-Joseph, secrét. du comité d'Ardon : 153
 — v. aussi Loyer
 Delasoie, Gaspard-Etienne, de Sembrancher, m. du comité général : 31, 36, 39, 42, 51, 83, 99-100, 122, 161
 Dépraz, Claude-Maurice, curial, secrét. du comité de St-Maurice : 19, 46, 97-98, 148, 164
 Derivaz, Joseph, vicaire de St-Gingolph : 139, 145, 151-152
 Des Clefs, François, anc. lieutenant de la Contrée de Sierre : 66
 Desportes, Félix, résident de la République française à Genève : 58
 Dessimoz, Jean, de Conthey : 134
 Devantéry, Jean, prés. du comité central de Monthey : 152
 Dirac, Louis, maître menuisier, à St-Maurice : 160
 Donnet, Jean, de Choëx : 7
 — Jean-Joseph, curial, de Troistorrents : 8
 Dorsaz, Jean-Joseph, de Bourg-St-Pierre : 7
 Dubetier, Joseph, négociant, à St-Maurice : 32, 162
 Dubouloz, Jacques-François, grand vicaire d'Annecy : 34-36
 Dubuis, Jean-Germain, cap. et syndic de Savièse : 93
 Dubulluit, Jean-Claude : 132

- Joseph, de Vérossaz : 42-43
- Duc, Jean-Joseph, banneret de Conthey, m. du comité général, prés. du 6 au 16 II : 7, 13-16, 20-21, 24, 27, 30, 35-36, 38-39, 64, 67, 83-84, 114, 116, 127, 129, 132, 134, 164
- Séverin, fils de Jean-Joseph, anc. major, secrét. du comité de Conthey : 20, 134
- Ducrey, marchand, à Martigny : 87, 116
- Marin, prêtre : 44
- Du Fay, Pierre-Louis, juge de paix et commis du sel à Monthey, m. du comité général : 8, 13-15, 18, 20, 24-26, 36, 40-41, 51, 58, 60, 62, 64, 83, 114, 122, 127, 129, 157, 161
- Dufour, Michel, de Vionnaz, major, m. du comité général : 8, 13-16, 36, 46, 51, 54, 64, 81-82, 116, 151, 163
- Dunand, Michel, curé de St-Gingolph : 138-139, 145, 151-152
- Dupré, Jacques, m. du comité de St-Maurice : 64, 163

E

- Emonet, Maurice, châ. m. du comité général, prés. du 16 au 23 II : 31, 36, 42, 44, 46, 51-52, 54, 58, 61-62, 64, 130
- Escher, postillon : 161
- Exquis, Joseph-Gaspard, abbé de St-Maurice : 141-142, 148-149

F

- Favre, secrét. du comité de Chamoson : 92
- Joseph-Antoine, de St-Pierre-de-Clages, curial, m. du comité général : 7, 13-16, 46
- Forclaz, Pierre-Antoine, notaire, d'Hérens : 66
- Forneret, Albert, cap. vaudois : 121, 124-125, 145-146
- Fournier, Nicolas, de Salvan : 7
- Freppaz, Germaine-Marie, de Passy : 35
- Frossard, Jean-François, vice-prés. du comité d'Ardon, m. du comité général : 17-18, 20, 84, 133, 142, 147, 153-154, 160-161, 163
- Pierre-Nicolas, prés. du comité de Liddes : 87, 90
- Fux, Nicolas, anc. châ. : 66

G

- Gaillard, prés. du comité d'Ardon : 153-154
- marchand de sel, à Nyon : 150
- anc. métral de Riddes : 126

- Joseph, de Saillon : 7
- Nicolas, d'Orsières, notaire, syndic : 7
- Gallay, François, de Vouvry : 56
- Galliet, Jean, de Port-Valais : 35
- Gard, Frédéric, de Bagnes, cap. m. du comité général : 7, 13-14, 27, 29
- Pierre, de Bagnes, commissaire, curial, m. du comité général : 31, 36, 137
- Garni, Jacques, d'Evionnaz, métral : 7
- Gay, curial, de Martigny : 82
- Elie, lieutenant, de Martigny : 7
- Jean-Maurice, de Finhaut : 41
- Genolet, Georges, major et banneret d'Héremence : 114
- Geoffroy, Jacques : 162
- Germanier, Jean-Pierre, de Conthey : 7
- Gex, Pierre-Maurice : 132
- Gex-Oboussier, m. de l'assemblée provisoire de Lausanne : 134
- Gillioz, Antoine, châ. et banneret de Granges : 66
- Giori, Bernard : 81-82, 91
- Girardin, Stanislas de —, auteur de la *Notice historique des descentes en Angleterre* : 146
- Giroud, aubergiste, à St-Maurice : 161
- Jean-Joseph, de Vollèges : 7
- Glavyre, Maurice, prés. de l'assemblée provisoire de Lausanne : 83
- Golet, boulanger, à Vérossaz : 84, 129
- l'aîné, à St-Maurice : 49-51, 54, 58
- Grange, marchand de sel, à Nyon : 150
- Granges, Jean-Claude, de Fully : 7, 142, 144
- Grept, Bernard, de Port-Valais : 35
- Guerraty, Gabriel, de Monthey : 57
- Guillet, Nicolas, de Port-Valais : 35
- Urbain, Dom, prieur des trappistes : 23

I

- Imhof, Jean-Joseph, châ. et major de Mörel : 66, 101
- Ittig, Johann-Martin, lieutenant : 10

J

- Jacquemet, Jean-Pierre, de Conthey : 134
- Jacquier, Antoine, de Savièse : 88
- Jacquod, Barthélemy, cap. des Quatre-Villes : 66
- Joris, aubergiste, à St-Maurice : 78
- prés. du comité d'Orsières : 63, 89
- François-Emmanuel, d'Orsières, avocat, m. du comité général, secrét. provisoire : 7, 13-14, 16, 18, 20, 30, 36, 51, 54, 61, 63-64, 67, 91, 130, 141, 151, 160-161
- Jean-Nicolas, d'Orsières, banneret : 7

Jost, Jean-Joseph, anc. châ., d'Ernen : 67, 101, 115
Julier, Joseph (Jean-), cap. de Loèche et trésorier d'Etat : 10, 66

K

Kuntschen, Paul, anc. bourgmestre de Sion : 66

L

Lacoste, Jean-Marie, fournisseur de sel, à Sion : 17, 42-43, 58, 62, 158
Lang, Ignace, anc. châ. : 67
Launier, secrét. d'Etat-Major : 121
Liand, Jean, châ. de Chalais-Vercorin : 66
Liotard, Jean-Daniel, de Genève : 81-82, 91
Longeat, Pierre-Maurice, de Massongex : 7
Lovay, Jean-Pierre, d'Orsières : 7
Lovina, Joseph de —, châ. vice-dominal et syndic de Plan-Sierre : 66
Loye, Jean-Antoine, de Riddes, cap. : 7
— Jean-Pierre, d'Ardon : 133, 153
Loys, Jacques-Philippe de — : 151-152
Luder, Jacques-François-Joseph, banneret, m. du comité général, prés. du 10 au 16 III : 130, 135, 137, 141, 143-144, 148, 154
— Louis-Antoine, prévôt du St-Bernard : 38

M

Mabillard, N., châ. de St-Léonard : 66
Mangourit, Michel-Ange-Bernard, résident de la République française en Valais : *passim*
— Madame, épouse du résident : 32, 125, 130-131, 135, 138
Marclay, Grégoire, de Val-d'Illiez, notaire, m. du comité général : 8, 30, 36, 163
Martin, artisan : 162
— Peter, cap. de Loèche : 114
— Pierre, officier d'Anniviers : 66
Massard, Mémi-Nicolas, secrét. du comité de Liddes : 7, 93
Mathieu, Pierre, lieutenant, de Loèche : 114
Mathys, Jean-Baptiste-Louis, secrét. de Mangourit : 25, 44-45, 54, 64
Max, Pierre-Anselme, vice-secrét. du comité de Bourg-Saint-Pierre : 136
Maye, Georges, notaire, secrét. du comité d'Ardon, m. du comité général : 17, 36, 84, 121-122
Mayor, Jean-Baptiste, d'Hérens : 66

Meilland, anc. lieutenant : 82
Mengaud, Joseph, chargé d'affaires de la République française en Suisse : 58
Mermoud, François, d'Evionnaz : 7
Michaud, de Bex : 28
Michel, Jean-François, de Collonges : 7
— Valentin, d'Ernen : 115
Michelet, Jacques, lieutenant, député de Nendaz, m. du comité général : 62
Michellod, Pierre-Joseph, prés. du comité de Bagnes : 35, 137
Michlig, Joseph : 115
Monnay, Hiltteprand, de Vérossaz : 19, 22-23, 160-161
Morand, Jean-Marie, de Riddes : 7
Moret, Anselme, vice-prés. du comité de Bourg-Saint-Pierre : 136
Morin, Michel, personnage légendaire de la « Bibliothèque bleue » : 56
Morisod, Louis : 132
Moulin, Sébastien, de Vollèges : 7
Mudry, de St-Maurice : 49-51, 54, 58, 164
Müller, Dominicus, d'Ernen : 115

N

Nicollerat, commandant vaudois : 162
Nicollier, Joseph-Laurent, de Martigny : 44
Nucé, Emmanuel de —, lieutenant : 137
— Joseph-Alphonse de —, curial, secrét. du comité général : 36, 135, 139, 143, 145, 158
— Léopold de —, gén. au service de France : 35, 51

P

Pacolat, Jean-François, de Dorénaz, anc. métral : 7
— Jean-Sigismond, de Dorénaz : 7
— Maurice, d'Outre-Rhône : 141
Pache, de Vevey : 49
Pelloux, marchand : 162
Penay, officier : 94
Perdonnet, Vincent, m. de l'assemblée provisoire de Lausanne : 134
Perrier, Joseph, de Saxon : 7
Perrig, Barthélemy, grand châ. de Brigue : 10, 67, 101, 115
Perron, André-Maurice, de Bagnes : 7
Perruchoud, Chrétien, sergent, de Chalais : 66
Pignat, Michel, curial, à Vouvry : 57, 83-84
Pijon, Jean-Joseph, gén. français : 134
Pittier, Joseph-Louis, de Martigny, avocat, m. du comité général, prés. du 23 II au 3 III : 7, 9, 13-15, 18, 32-33, 35-37,

39, 43, 49, 51-52, 54, 64-65, 78-81, 83-84, 86, 93-94, 96-98, 101-103, 114, 116, 122, 127, 129-130, 138, 140, 144, 148, 160, 164
 Pochon, Jean-Marie, de Collonges, sergent : 7
 Ponaz, Claude, du départ. du Mont-Blanc : 41
 Preux, Joseph-Augustin, grand banneret de Sierre : 10, 66, 101, 114
 — Louis : 64, 83, 163
 — Pierre-Antoine, de Sierre, vice-bailli : 114
 Produit, Jean-Barthélemy, de Leytron, m. du comité général : 84
 — Jean-François, de Leytron, notaire : 7, 62
 — Jean-Joseph, de Leytron, curial : 7
 Putallaz, Jean-Pierre, de Leytron : 7
 Puy, René, marchand, à St-Maurice : 29, 31, 162

Q

Quartéry, Mme Hyacinthe de — : 17, 29, 162-163
 — Jacques de —, juge de paix de St-Maurice : 64, 132, 141, 147, 161
 — Louis-Gaspard de —, anc. châ. de Vérossaz : 84, 94, 128-130, 138, 140-141
 — Melchior de —, m. du comité de Saint-Maurice : 63-64
 Quennoz, Alexis : 153-154
 Quinodoz, Jean, châ. d'Evolène : 9-10, 66

R

Rabaty, Barbe, épouse de Jacques Wuiloud : 132
 Raboud, Joseph, m. du comité général : 36
 Rampon, Antoine-Guillaume, gén. français : 134
 Rappaz, officier : 30, 163
 Rard, Jean-André, de Saxon : 7
 Reuse, Jean-Joseph, de Fully, châ., m. du comité général : 7, 30, 33, 35-36, 51
 Ribordy, de Fully, curial : 82
 — secrét. de Riddes : 124, 126
 — Jean-Pierre, de Sembrancher : 7
 — Pierre, de Sembrancher, curial : 7
 Richard, Claude, de Mex : 7
 Riche, commis du sel à St-Maurice : 17, 20, 24-26, 78 (?), 160-161, 163-164
 Riedmatten, Hyacinthe de —, cap. du dîzain de Conches : 9-10, 67, 100, 115
 — Janvier de —, anc. bourgmestre de Sion : 66
 — Pierre-Joseph de —, bourgmestre de Sion : 9-10, 16, 66, 99-100, 114, 144

Rion, Chrétien, banneret d'Anniviers : 66
 Ritter, concierge du château de St-Maurice : 31-32, 160
 Rivaz, MM. de — : 35
 — Charles-Emmanuel de —, de Monthey, cap., m. du comité général, prés. du 3 au 10 III : 8, 12-15, 18, 23, 32-33, 36-37, 41, 83-84, 101, 103, 114-117, 121, 125, 135, 141, 143, 147, 149, 160-161
 — Isaac de —, major de Monthey, m. du comité particulier de St-Maurice, m. et trésorier du comité général : 9, 12-15, 20-22, 24, 27-28, 31, 33, 35-36, 47, 49-51, 55, 88, 114, 121-123, 126, 132, 135, 137 (?), 141, 144, 160-162, 164
 Robin, Claude, à Martigny : 49-50
 Roch, Jean, de Port-Valais : 35
 Roten, Aloys, anc. juge de Rarogne : 115
 — Antoine, banneret de Loèche : 66, 101
 — Nicolas, juge et major de Rarogne : 10, 66, 99, 101
 Rouiller frères, de Collonges : 82

S

Saillen, François, de Vérossaz : 129
 — Jean, de Vérossaz : 132
 — Joseph (Jean-), de Vérossaz : 84, 94, 123, 127, 129-130, 137-141, 161
 Saint-Marcel, Jean-Pierre, grand vicaire d'Annecy : 34-36
 Sarasin, Jean-Joseph, de Bovernier : 7
 Schalen, Lucas von —, anc. châ. : 10, 66, 115
 Schauenburg, Alexis-Balthasar-Henri-Antoine, gén. français : 134
 Schmit, Moritz : 115
 Schnidrig, Christian, anc. major de Rarogne : 66
 Sépibus, Casimir de —, anc. châ. : 67
 — Léopold de —, anc. gouverneur de St-Maurice, cap. de Mörel : 39, 66, 81-82
 Sigristen, Jacob-Valentin, anc. gouverneur de St-Maurice, grand bailli : 10, 47, 58, 61, 65-68, 78-79, 85-86, 99-101, 113, 116, 118, 128-129, 138-139, 161
 Solioz, Augustin, officier d'Anniviers : 66
 Steffen, Augustin, grand châ. de Conches : 10, 67
 Stettler, régiment : 40-42, 83, 87, 89, 95, 123

T

Tabin, Mathias-Alexandre, châ. d'Anniviers : 9-10, 66, 114
 Taffiner, Jean-François, anc. châ. : 67
 Theiler, Jacques, châ. : 115

Tell, Guillaume : 156
 Théodule, Antoine, de Nendaz : 7
 Thiessot, Jean-Alexis : 38-39
 Tissières, Jean-Nicolas, d'Orsières : 7
 Tousard d'Olbec, Louis-Anne, secrét. du
 comité général : 45, 48, 51-52, 55, 59,
 62-63, 79, 81-82, 88-89, 91, 93-94, 96,
 99, 101-102, 114, 117-118, 120, 124, 128-
 130, 132-133, 136, 140, 145-147, 149,
 159, 161-162
 Trombert, Barthélemy, de Val-d'Illiez, anc.
 syndic, m. du comité général : 8, 33,
 160
 Turin, Emmanuel, de Muraz, lieutenant : 8

U

Udry, de Conthey, m. du comité général :
 137

V

Valet, Louis, d'Ardon : 17
 Vallotton, Christian, vice-prés. du comité
 de Martigny : 7
 Vaudan, Etienne-Martin, curial, secrét. du
 comité de Bagnes, m. du comité géné-
 ral : 23, 32, 35, 82, 137, 142, 161
 Verbois, marchand, à St-Maurice : 161-
 162
 Verdelet, Jean : 147
 Vérollet, Pierre, de Saillon : 7
 Veyrassat, Jean, orfèvre, à Lausanne : 131
 Vida, Jérôme, évêque d'Albe : 157
 Vincent, maître charron : 162

— Jean : 162
 Voeffray, Pierre-Maurice, de Vérossaz : 7
 Voisin, André, de Port-Valais : 35
 Volluz, cap., commis du sel à Martigny :
 17, 26, 82
 Vouilloz, sergent : 26
 Vuignier, Jean, châ. de Saint-Martin : 66

W

Walden, Adrien, anc. châ. : 67
 Walker, Félix, de Mörel : 115
 Wegener, Maurice, cap. du dizain de Bri-
 gue : 67
 Wellen, Valleint, d'Ernen : 115
 Werra, Ferdinand, juge et major de Loèche :
 67
 — François-Ignace, anc. major de Loèche :
 114
 Wild, Franz-Samuel, directeur des Salines
 de Bex : 132, 135
 Willa, Antoine, anc. major de Loèche : 114
 Wissen, Caspar : 115
 Wolff, Alexis, anc. bourgmestre de Sion :
 66
 Wuilloud, Jacques : 132
 — Jean-François, m. du comité de Saint-
 Maurice : 83

Z

Zenhäusern, Chrétien, châ. de Bramois :
 66
 Zurbriggen, Maurice, anc. châ., anc. gou-
 verneur de Monthey : 66, 101, 115

Table des matières

Introduction	3
Sources et bibliographie. Abréviations	5

Procès-verbal de l'assemblée générale des communes du Bas-Valais, tenue à St-Maurice les 3, 4 et 5 février 1798	7
---	---

Annexe I. — Demande en ratification de l'indépendance (4 février)	9
Annexe II. — Déclaration donnée par une commission souveraine du Haut-Valais (1 ^{er} février)	9
Annexe III. — Proclamation de l'assemblée générale (5 février) .	10
Annexe IV. — Acte d'érection d'un comité général (5 février) .	12

Procès-verbaux et actes du comité général

1. <i>Séance du mardi matin 6 février 1798</i> : Entrée en fonctions du comité. — a) Duc élu président. — b) Visite au résident	14
2. <i>Séance du mardi après-midi 6 février 1798</i> : a) Dîner chez de Bons. — b) Séance chez le major de Rivaz. — c) Députation pour la ratification de l'indépendance. — d) Proclamation de l'indépendance. — e) Requête pour la ratification de l'indépendance. — f) Nomination des députés. — g) Péages et pontonages	15
Annexe. — Pétition du comité général pour la ratification de l'indé- pendance (6 février)	16
3. <i>Séance du mercredi matin 7 février 1798</i> : a) Un suspect. — b) Funé- railles d'une étrangère. — c) Propositions de Lacoste pour le sel. — d) Compte du cap. Volluz, commis du sel à Martigny. — e) Compte de Riche, commis du sel à St-Maurice. — f) Plainte de Valet, d'Ardon .	16
4. <i>Séance du mercredi après-midi 7 février 1798</i> : a) Logement du comité — b) Proclamation. — c) Députation de la Majorie. — d) Bulletin de Lausanne. — e) Compte de Du Fay, commis du sel à Monthey .	17
5. <i>Séance du jeudi matin 8 février 1798</i> : Fiefs	18
Annexe. - Lettre du comité général au comité d'Aigle (8 février) .	18

6. Séance du jeudi après-midi 8 février 1798 : a) Requête de Bret, de Fully. — b) Radiation sur la minute de la proclamation	19
<i>Annexe.</i> — Pétition du curial Dépraz et de Hildebrand Monnay (8 février)	19
7. Séance du vendredi matin 9 février 1798 : a) Girouettes. — b) Prix du sel. — c) Instructions pour la proclamation. — d) Fiefs. — e) Poudre et salpêtre	19
<i>Annexe I.</i> — Arrêté du comité général concernant le prix du sel à St-Maurice et à Monthey (9 février)	20
<i>Annexe II.</i> — Instructions pour la cérémonie de la proclamation du 5 février (9 février)	21
<i>Annexe III.</i> — Lettre de P. Berguerand au président du comité général (9 février)	21
8. Séance du vendredi après-midi 9 février 1798 : a) Serment. — b) Rapport de la députation à Sion	21
<i>Annexe.</i> — Arrêté du comité général pour être publié à la suite de la proclamation du 5 février (9 février)	22
9. Séance du samedi matin 10 février 1798 : Bruits alarmants qui circulent à Vérossaz	22
10. Séance du samedi après-midi 10 février 1798 : a) Expédition de l'arrêté sur le prix du sel. — b) Trappistes de Sembrancher. — c) Copies de la proclamation	23
11. Séance du dimanche matin 11 février 1798 : Cérémonie de la procla- mation	24
12. Séance du dimanche après-midi 11 février 1798 : a) Compte du sel de Du Fay. — b) Injures contre le comité. — c) Funérailles d'une fille étran- gère. — d) Sortie des grains. — e) Péages et pontonages. — f) Trappistes <i>Annexe.</i> — Comptes du sel rendus au comité général (10 fév.) .	24 25
13. Séance du lundi 12 février 1798, matin et après-midi : Aucune délibé- ration	27
14. Séance du mardi matin 13 février 1798 : a) Canons. — b) Salpêtre. — c) Poudre du cap. Gard	27
15. Séance du mardi après-midi 13 février 1798 : a) Juges de paix ; logement du comité. — b) Trappistes. — c) Arbre de la liberté abattu au St-Ber- nard. — d) Députation au résident. — e) Canons. — f) Sortie des grains <i>Annexe I.</i> — 1 ^{re} lettre de Mangourit au comité général (13 février) <i>Annexe II.</i> — 2 ^e lettre de Mangourit au comité général (13 février)	27 28 29
16. Séance du mercredi matin 14 février 1798 : a) Canons. — b) Logement du comité. — c) Poudre du cap. Gard. — d) Plomb	29

17. Séance du mercredi après-midi 14 février 1798 : a) Concierge du pont de St-Maurice ; pourboire à la milice. — b) Espions	30
18. Séance du jeudi matin 15 février 1798 : a) Garde du pont. — b) Juridictions vacantes. — c) Plomb. — d) Députation d'Entremont. — e) Fabrication de poudre. — f) Arbre de la liberté au St-Bernard	30
19. Séance du jeudi après-midi 15 février 1798 : a) Compte du concierge du château. — b) Plainte de Bettin, de Martigny. — c) Communications à diverses communes. — d) Fiefs. — e) Message du résident sur la force armée. — f) Retour de l'express envoyé dans l'Entremont. — g) Présent à Mme Mangourit	31
<i>Annexe.</i> — Tarif des droits d'entrée et de transit au pont de St-Maurice	32
20. Séance du vendredi matin 16 février 1798 : a) Organisation militaire. — b) Emigrés. — c) Trappistes. — d) Projet d'acte de réunion et de constitution	33
<i>Annexe I.</i> — 1 ^{re} lettre de Mangourit au comité général (14 février)	34
<i>Annexe II.</i> — 2 ^e lettre de Mangourit au comité général (14 février)	34
<i>Annexe III.</i> — Proclamation du comité général contre les émigrés et déportés (16 février)	34
<i>Annexe IV.</i> — Rapport de deux communes (Port-Valais et Bagnes) concernant l'arrêté sur les émigrés (ca 20 et 26 février)	35
21. Séance du vendredi après-midi 16 février 1798 : a) Emigrés. — b) Visite du général de Nucé. — c) Comité général définitif. — d) Emonet élu président. — e) Réponses au résident. — f) Trappistes. — g) Pétitionnaires. — h) Nomination du secrétaire de Nucé	35
<i>Annexe I.</i> — Lettre du comité général au comité de surveillance de Martigny (16 février)	36
<i>Annexe II.</i> — 1 ^{re} lettre du comité général à Mangourit (16 février)	37
<i>Annexe III.</i> — 2 ^e lettre du comité général à Mangourit (16 février)	37
22. Séance du samedi matin 17 février 1798 : a) Domaine des trappistes. — b) Bannis rentrants. — c) Avertissement au vicaire d'Orsières	38
<i>Annexe I.</i> — Pétition de Ch. Contard (17 février)	38
<i>Annexe II.</i> — Arrêté sur les biens des pères de la Trappe (17 février)	38
<i>Annexe III.</i> — Note au sujet du bannissement de Thiessot et de sa femme (17 février)	39
23. Séance du samedi après-midi 17 février 1798 : a) Juges de Salvan et de Finhaut. — b) Passage du régiment Stettler. — c) Discours du résident aux comités réunis	39
<i>Annexe I.</i> — Lettre du comité général à la commune de Salvan (17 février)	40

Annexe II. — Lettre du comité général à la commune de Finhaut (17 février)	41
Annexe III. — Lettre de Mangourit au comité militaire des communes du Bas-Valais (17 février)	41
Annexe IV. — Lettre du comité général au banneret Dallèves (18 février)	41
Annexe V. — Lettre du comité général à Mangourit (17 février) .	42
24. Séance du dimanche matin 18 février 1798 : a) Juge de Vérossaz. — b) Sel de Lacoste. — c) Dénombrement. — d) Augmentation des membres du comité	42
Annexe I. — Arrêté concernant l'administration de la justice à Vérossaz (18 février)	43
Annexe II. — Lettre du comité général à Lacoste (18 février) .	43
Annexe III. — Arrêté du comité général décrétant l'augmentation du nombre de ses membres et le recensement des communes (18 février)	43
25. Séance du dimanche après-midi 18 février 1798 : a) Emigrés et déportés. — b) Augmentation des membres du comité général. — c) Dénombrement	44
26. Séance du lundi matin 19 février 1798 : a) Lettre de l'Etat du Haut-Valais. — b) Communication au résident. — c) Note du résident. — d) Déserteurs et réquisitionnaires français. — e) Dragons d'ordonnance. — f) Nomination du secrétaire Tousard d'Olbec. — g) Députation au résident. — h) Réquisition de l'appui de la France. — i) Réponse à l'Etat du Haut-Valais. — j) Insultes au messenger du Haut-Valais. — k) Juge de Salvan. — l) Dénombrement	44
Annexe I. — Lettre du Haut-Valais au président du comité général (17 février)	46
Annexe II. — 1 ^{re} note de Mangourit au comité général (19 février)	47
Annexe III. — 2 ^e note de Mangourit au comité général (19 février)	47
Annexe IV. — 3 ^e note de Mangourit au comité général (19 février)	47
Annexe V. — Lettre du comité général à Mangourit (19 février) .	48
Annexe VI. — Arrêté du comité général relatif aux insultes faites au messenger du Haut-Valais (19 février)	48
27. Séance du lundi après-midi 19 février 1798 : a) Insulte à des membres du comité. — b) Discours du résident à la maison de commune. — c) Jugement contre Golet et Mudry. — d) Rédaction de lettres . . .	49
Annexe I. — Lettre du comité général à Mangourit (19 février) .	50
Annexe II. — Proclamation du comité général au sujet des émigrés et déserteurs savoisiens, et sur le dénombrement des hommes en âge de porter les armes (19 février)	50

28. Séance du mardi matin 20 février 1798 : a) Projet de constitution. — b) Députation au général Brune. — c) Réponse à l'Etat du Haut-Valais. — d) Suspension de l'exécution du jugement contre Golet et Mudry. — e) Le résident approuve la réponse au Haut-Valais. — f) Départ du général Brune	51
Annexe I. — Discours adressé par Pittier au général Brune (20 fé- vrier)	52
Annexe II. — Réponse du comité général au Haut-Valais (20 février)	52
29. Séance du mardi après-midi 20 février 1798 : a) Organisation militaire. — b) Excuses de Mudry et Golet au comité. — c) Expédition du messenger de l'Etat. — d) Communication de lettres au comité de St-Maurice. — e) Projet de constitution	54
Annexe. — Lettre du comité général à l'Etat du Haut-Valais (20 février)	55
30. Séance du mercredi matin 21 février 1798 : a) Projet de constitution. — b) Juge de Vouvry. — c) Projet de constitution	56
Annexe. — Supplique de J.-L. Collomb adressée au comité central de Monthey et au comité général (21 février)	56
31. Séance du mercredi après-midi 21 février 1798 : a) Projet de constitu- tion. — b) Réponse du résident. — c) Sel de Lacoste. — d) Jugement de Mudry et Golet	58
Annexe I. — Réponse de Mangourit au comité général (20 février)	58
Annexe II. — Lettre du comité général à l'Etat du Haut-Valais (21 février)	59
32. Séance du jeudi matin 22 février 1798 : a) Projet de constitution. — b) Organisation militaire	59
Annexe I. — Etat approximatif de la population du Bas-Valais (s. d.)	59
Annexe II. — Projet d'organisation militaire (s. d.)	60
33. Séance du jeudi après-midi 22 février 1798 : a) Visite au résident. — b) Projet de constitution	61
Annexe. — Discours adressé par Emonet, président du comité géné- ral, au résident de France	62
34. Séance du vendredi matin 23 février 1798 : a) Projet de constitution. — b) Députation de Nendaz. — c) Députation de Leytron et de Saillon. — d) Lettre à l'évêque de Sion. — e) Sel de Lacoste. — f) Ratification de l'indépendance	62
Annexe. — Lettre du comité général à l'évêque de Sion (23 février)	63
35. Séance du vendredi après-midi 23 février 1798 : a) Bruits d'une soumis- sion particulière de l'Entremont. — b) Note impérative du résident. —	

c) Députation au résident. — d) Députation en Entremont et à Monthey.	
— e) Pittier élu président	63
Annexe. — Note de Mangourit au comité général (23 février)	64
36. Séance du vendredi soir 23 février 1798 : Rachat des fiefs	65
37. Séance du samedi matin 24 février 1798 : a) Rachat des fiefs. —	
b) Ratification de l'indépendance. — c) Lettre de l'Etat du Haut-Valais. —	
d) Lettre du grand bailli. — e) Communication de ces pièces. — f) Rachat	
des fiefs. — g) Envoi de la constitution au résident	65
Annexe I. — Acte de ratification de l'indépendance du Bas-Valais	
(22 février)	66
Annexe II. — Lettre de l'Etat du Haut-Valais au comité général	
(22 février)	67
Annexe III. — Lettre du grand bailli Sigristen au comité général	
(22 février)	68
Annexe IV. — Mémoire remis au résident avec le projet de consti-	
tution (24 février)	69
Annexe V. — Projet de constitution pour la République du Valais	
(24 février)	72
38. Séance du samedi après-midi 24 février 1798 : a) Rachat des fiefs. —	
b) Affaire d'Entremont. — c) Députation à Sion pour l'indépendance. —	
d) Lettre au grand bailli. — e) Rachat des fiefs. — f) Proscrits ou bannis	
pour opinions politiques. — g) Lettre au grand bailli. — h) Copies des	
décrets	78
Annexe I. — Lettre du comité général au grand bailli Sigristen	
(24 février)	79
Annexe II. — Proclamation du comité général au sujet des fiefs	
(24 février)	79
Annexe III. — Proclamation du comité général au sujet des bannis	
pour opinions politiques (24 février)	80
39. Séance du dimanche matin 25 février 1798 : Expédition de copies	81
40. Séance du dimanche après-midi 25 février 1798 : a) Attestation à	
Dufour. — b) Pétition de Giori. — c) Pétition du comité de St-Maurice	
sur la députation à Sion. — d) Projet de réunion	81
Annexe I. — Certificat donné au major Dufour (25 février)	82
Annexe II. — Tribunal d'appel assigné à Bernard Giori (25 février)	
	82
41. Séance du lundi matin 26 février 1798 : a) Plainte des frères Rouiller,	
de Collonges. — b) Etat des esprits dans la bannière de Monthey. —	
c) Députation à l'Etat du Haut-Valais. — d) Régiment Stettler	82
Annexe. — Lettre du comité diplomatique du canton de Vaud	
(20 février)	83

42. Séance du lundi après-midi 26 février 1798 : a), b), e), f), g) Députation à Sion. — c) Députation d'Ardon et Isérables. — d) Députation de Leytron. — h) Approbation du Directoire exécutif. — i) Plainte de L.-G. Quartéry	83
Annexe. — Plainte de Louis-Gaspard Quartéry (26 février) . . .	84
43. Séance du mardi matin 27 février 1798 : a) Réception de trois lettres. — b) Instructions du résident à la députation envoyée à Sion	85
Annexe I. — Lettre de l'évêque de Sion au comité général (25 février)	85
Annexe II. — Lettre du grand bailli et conseil du Haut-Valais au comité général (26 février)	86
Annexe III. — Lettre du grand bailli au comité général (26 février)	86
44. Séance du mardi après-midi 27 février 1798 : a) Requête d'Outre-Rhône. — b) Pétition de Jos. Courten, à Martigny. — c) Requête de la commune de Bonnevaux (cloche des trappistes). — d) Plainte de J. Constantin. — e) Compte rendu des mesures prises contre le passage du régiment Stettler. — f) Affiche calomnieuse contre Bastian, de Liddes	87
Annexe I. — Plainte de J. Constantin pour maltraitements à lui faits à Savièse (27 février)	88
Annexe II. — Arrêté du comité général sur la plainte de Constantin (27 février)	88
Annexe III. — Lettre du comité général au grand châtelain de Sion (27 février)	88
Annexe IV. — Lettre du banneret Dallèves au comité général (26 février)	89
Annexe V. — Réponse du comité d'Orsières au banneret Dallèves au sujet du passage du régiment Stettler (21 février)	89
Annexe VI. — Réponse du comité de Bourg-St-Pierre au banneret Dallèves au sujet du passage du régiment Stettler (22 février) .	89
Annexe VII. — Lettre du prieur Claivaz au banneret Dallèves (24 février)	90
Annexe VIII. — Lettre du comité de Liddes au comité général (25 février)	90
Annexe IX. — Signalement de Bastian par le châtelain de Savièse (21 février)	90
Annexe X. — Billet du médecin F. Bastian au comité général (24 février)	91
45. Séance du mercredi matin 28 février 1798 : Projet de constitution présenté par Mangourit	91
46. Séance du mercredi après-midi 28 février 1798 : a) Questions de la commune de Chamoson. — b) Affaire Giori-Liotard. — c) Plainte de	

Bastian. — d) Etat des esprits dans l'Entremont. — e) Projet de constitution de Mangourit	91
<i>Annexe I.</i> — Lettre du comité de Chamoson au comité général (24 février)	92
<i>Annexe II.</i> — Réponse du comité général à la commune de Chamoson (28 février)	92
<i>Annexe III.</i> — Lettre du comité général au comité de Liddes (28 février)	93
<i>Annexe IV.</i> — Déclaration du châtelain de Savièse portant désaveu du libelle affiché sous son nom contre Bastian (27 février) . . .	93
47. <i>Séance du jeudi matin 1^{er} mars 1798</i> : a) Projet de constitution de Mangourit. — b) Plainte de Quartéry	94
<i>Annexe.</i> — Arrêté du comité général sur la plainte de L.-G. Quartéry (1 ^{er} mars)	94
48. <i>Séance du jeudi après-midi 1^{er} mars 1798</i> : Projet de constitution de Mangourit	94
49. <i>Séance du vendredi matin 2 mars 1798</i> : Projet de constitution de Mangourit	95
50. <i>Séance du vendredi après-midi 2 mars 1798</i> : a) Convocation de députés extraordinaires des bannières. — b) Réquisition de Mangourit pour un secours de 400 hommes au Pays de Vaud	95
<i>Annexe I.</i> — Lettre du commandant Chastel à Mangourit (2 mars)	96
<i>Annexe II.</i> — Réquisition de Mangourit aux comités réunis (2 mars)	97
51. <i>Séance du vendredi soir 2 mars 1798</i> : a) Vote des bannières sur le secours aux Vaudois. — b) Adresse aux communes. — c) Retour de la députation envoyée à Sion	97
<i>Annexe I.</i> — Arrêté du comité général au sujet de la troupe à fournir au Pays de Vaud (2 mars)	98
<i>Annexe II.</i> — Adresse aux communes pour fournir un secours de 400 hommes au Pays de Vaud (2 mars)	99
<i>Annexe III.</i> — Rapport de la députation envoyée à Sion (3 mars)	99
<i>Annexe IV.</i> — Lettre de sécurité du Conseil permanent au comité général (27 février)	101
52. <i>Séance du samedi matin 3 mars 1798</i> : a) Ch.-Emm. de Rivaz élu président. — b) Députation au résident. — c) Arrêté sur l'organisation de la troupe auxiliaire. — d) Annonce de l'arrivée d'une députation du Haut-Valais	101
<i>Annexe I.</i> — Arrêté sur l'organisation de la troupe auxiliaire (3 mars)	102
<i>Annexe II.</i> — Lettre d'Antony, du comité de Martigny, au président Pittier (2 mars)	102

Annexe III. — Lettre de Crompt, président du comité de Martigny, au président Pittier (2/3 mars)	103
53. Séance du samedi après-midi 3 mars 1798 : a) Accueil de la députation du Haut-Valais. — b) Logement de la troupe à Martigny. — c) Acceptation provisoire du projet de constitution de Mangourit. — d) Députation pour saluer à leur départ les députés du Haut-Valais	103
Annexe. — Projet de constitution pour la République du Valais (3 mars)	103
54. Séance du dimanche matin 4 mars 1798 : a) Adieux à la députation du Haut-Valais. — b) Un adjudant-major par bannière. — c) Arrivée d'une partie du contingent. — d) Instructions au commandant de Bons	115
55. Séance du dimanche après-midi 4 mars 1798 : a) Exhortation à la troupe. — b) Le résident envoie sa réquisition. — c) Etablissement de signaux. — d) Avis au grand bailli. — e) Nouvelle désignation du Bas-Valais, soit Valais Occidental. — f) Juge de Massongex. — g) Nouvelle requête concernant la cloche des trappistes. — h) Lecture du projet de constitution aux députés de plusieurs communes. — i) Modification à l'arrêté qui suit le projet de constitution	116
Annexe I. — Discours prononcé par Ch.-E. de Rivaz, président du comité, devant la troupe valaisanne à son départ pour Aigle (4 mars)	117
Annexe II. — Arrêté du comité général sur les signaux (4 mars)	117
Annexe III. — Lettre au grand bailli Sigristen au sujet des signaux (4 mars)	118
56. Séance du lundi matin 5 mars 1798 : a) Avis du commandant de Bons. — b) Message du résident sur la prise de Morat, Büren et Soleure. — c) Etablissement d'un comité de surveillance à Conthey. — d) Remerciements au résident et communication des mesures prises. — e) Projet de constitution	118
Annexe I. — Lettre du commandant de Bons au comité général (4 mars)	119
Annexe II. — Message de Mangourit au comité général (5 mars)	119
Annexe III. — Lettre du comité général au comité de Conthey (5 mars)	119
Annexe IV. — Note du comité général à Mangourit (5 mars)	120
57. Séance du lundi après-midi 5 mars 1798 : a) Projet de constitution. — b) Arrivée des contingents d'Entremont et de Saillon et Ardon. — c) Attaque du côté de Gryon. — d) Les contingents poursuivent sur Bex. — e) I. de Rivaz se rend à Bex. — f) Les vallées des Ormonts sont libérées	120
Annexe. — Lettre de Bocherens, président du comité d'Aigle, au comité de Bex (5 mars)	121

58. Séance du mardi matin 6 mars 1798 : a) Rapport d'I. de Rivaz sur les opérations de la troupe valaisanne ; envoi de députés à Bex. — b) Représentations du comité auprès de Mangourit. — c) Sur les troupes à Bex. — d) Proposition du comité de St-Maurice. — e) Communication des nouvelles aux communes. — f) Réponse au comité diplomatique de Lausanne. — g) Délai accordé à Saillen et à Barman	122
<i>Annexe I.</i> — Note écrite par I. de Rivaz au comité général (6 mars)	123
<i>Annexe II.</i> — Lettre au comité diplomatique de Lausanne (6 mars)	123
59. Séance du mardi après-midi 6 mars 1798 : a) Rapport des députés envoyés à Bex. — b) Copie de la constitution pour Mangourit. — c) Nouvelle de la prise de Berne	124
60. Séance du mercredi 7 mars 1798 : a) Expédition de notes sur la prise de Berne. — b) Plainte de Ribordy, secrétaire de la commune de Riddes. — c) Revue de la troupe à Bex. — d) Retour à St-Maurice. — e) Visite au commandant français. — f) Dîner chez le résident et obsèques de Forneret. — g) Copie de la constitution pour le Haut-Valais. — h) Feu de broussailles à Vérossaz	124
<i>Annexe I.</i> — Note du comité général au comité de Martigny (7 mars)	125
<i>Annexe II.</i> — Pétition de Ribordy, secrétaire de la commune de Riddes (6 mars)	126
<i>Annexe III.</i> — Arrêté du comité général relatif à la pétition de Ribordy (7 mars)	126
<i>Annexe IV.</i> — Lettre du secrétaire Ribordy au comité général (11 mars)	126
61. Séance du jeudi matin 8 mars 1798 : a) Lettre du Haut-Valais et réponse relative aux signaux. — b) Tableaux des dénombrements militaires. — c) Copie du projet de constitution. — d) Communication du résident. — e) Députation au résident. — f) Réponse de celui-ci. — g) Députation à Sion. — h) Interrogatoire de Barman et Saillen. — i) Soumission du Gessenay et du Simmental	127
<i>Annexe I.</i> — Lettre de l'Etat du Haut-Valais au comité général (6/7 mars)	128
<i>Annexe II.</i> — Réponse du comité général à l'Etat du Haut-Valais (8 mars)	128
<i>Annexe III.</i> — Lettre du comité général à l'Etat du Haut-Valais (8 mars)	129
<i>Annexe IV.</i> — Lettre du grand bailli et de la haute commission au comité général (8 mars)	129
<i>Annexe V.</i> — Interrogation de Jean-Jos. Saillen et de Maurice Barman (8 mars)	129
<i>Annexe VI.</i> — Lettre de Bocherens, président du comité d'Aigle, au comité de Bex (7 mars), communiquée au comité général (8 mars)	130

62. Séance du jeudi après-midi 8 mars 1798 : a) Luder suppléant au comité. — b) Joris s'absente. — c) Départ des députés envoyés à Sion. — d) Présent à Mme Mangourit. — c) Réponse au commandant de Bons	130
Annexe I. — Compte de Jean Veyrassat pour la vaisselle d'argent offerte à Mme Mangourit (3 mars)	131
Annexe II. — Lettre du commandant de Bons au comité général (7 mars)	131
Annexe III. — Réponse du comité général au commandant de Bons (8 mars)	131
63. Séance du vendredi matin 9 mars 1798 : a) Expulsion de M. de Damas. — b) Bulletin de nouvelles. — c) Lettre du comité de Conthey. — d) Suppression de la garde à Plan-Rouise. — e) Le major de Rivaz député à Bex. — f) Plainte de Jean Saillen et de sa femme. — g) Plainte contre J.-Cl. Cléménzo et J.-P. Loye, d'Ardon	132
Annexe I. — 1 ^{re} note de Mangourit au comité général (8 mars)	133
Annexe II. — Réponse du comité général à la note précédente (9 mars)	133
Annexe III. — 2 ^e note de Mangourit au comité général (7 mars)	134
Annexe IV. — Lettre du comité de Conthey au banneret Duc (8 mars)	134
64. Séance du vendredi après-midi 9 mars 1798 : a) Arrêté relatif à la stipulation des actes publics. — b) Rapport du major de Rivaz de retour de Bex. — c) Remerciements de Mme Mangourit. — d) Garde sur le St-Bernard. — e) Le secrétaire de Nuce entre en exercice	135
Annexe I. — Arrêté du comité général relatif à la stipulation des actes publics (9 mars)	136
Annexe II. — Lettre du comité de Bourg-St-Pierre au comité général (8 mars)	136
Annexe III. — Lettre du poste du Grand-St-Bernard au comité général (2 mars)	137
65. Séance du samedi matin 10 mars 1798 : a) Luder élu président. — b) Vaudan remplace Gard au comité. — c) L'arrêté relatif aux notaires communiqué à Fully. — d) Mouvement de la troupe valaisanne de Bex à Aigle. — e) Députation du comité pour consulter Mangourit. — f) Garde sur le St-Bernard	137
66. Séance du samedi après-midi 10 mars 1798 : a) Location des biens annexés au château de St-Maurice. — b) Mangourit requiert l'expulsion de M. Dunand, curé de St-Gingolph. — c) Communication des notes de Mangourit. — d) Lettre de Pittier, député à Sion. — e) Jugement sur la plainte de L.-G. Quartéry contre Saillen et Barman	138
Annexe I. — Office de Mangourit au comité général (10 mars)	139

Annexe II. — Lettre de Mangourit au grand bailli du Haut-Valais (10 mars)	139
Annexe III. — Lettre de Mangourit aux députés du comité à Sion (10 mars)	139
Annexe IV. — Lettre de Pittier, député à Sion, au comité général (10 mars)	140
Annexe V. — Jugement pour Jos. Saillen et Maurice Barman (10 mars)	140
67. Séance du dimanche matin 11 mars 1798 : a) Pétition de François Berrut, de Martigny. — b) Le comité siège sans délibérer	141
68. Séance du dimanche après-midi 11 mars 1798 : a) Pétition de l'abbé de St-Maurice. — b) Plainte de trois habitants de Dorénaz. — c) Le comité siège sans délibérer	141
Annexe. — Pétition de l'abbé de St-Maurice au comité général (11 mars)	142
69. Séance du lundi matin 12 mars 1798 : a) Suspension provisoire de l'organisation militaire. — b) Lettre des députés à Sion	142
Annexe I. — Note des ordres donnés par le major de Bons dans les bannières de Saillon et de la Majorie (env. le 6 mars)	143
Annexe II. — Arrêté du comité général portant suspension de l'organisation militaire (12 mars)	144
Annexe III. — Lettre de la députation à Sion au comité général (11 mars)	144
70. Séance du lundi après-midi 12 mars 1798 : a) Rédaction des procès-verbaux. — b) Quatre lettres adressées au résident. — c) Dragons d'ordonnance. — d) Communication au résident	144
Annexe I. — 1 ^{re} lettre du comité général au résident (11 mars)	145
Annexe II. — 2 ^e lettre du comité général au résident (11 mars)	145
Annexe III. — 3 ^e lettre du comité général au résident (11 mars)	146
Annexe IV. — 4 ^e lettre du comité général au résident (11 mars)	146
Annexe V. — Lettre du comité général au comité militaire de Lausanne (12 mars)	147
71. Séance du mardi matin 13 mars 1798 : a) Visite du juge de St-Maurice. — b) Plainte de la fille de Th. André. — c) Lettre des députés à Sion. — d) Communication au résident. — e) Idem au comité de St-Maurice et au quartier-général à Bex	147
Annexe. — Lettre de la députation à Sion au comité général (12 mars)	147
72. Séance du mardi après-midi 13 mars 1798 : a) Retour des membres absents. — b) Une compagnie est commandée pour Chillon. — c) Péri-	

tion de l'abbé de St-Maurice. — d) Visite au comité d'Antony, de Martigny. — e) Exercice de la justice à Massongex. — f) Mesures pour recevoir les députés du Valais Oriental. — g) Intervention de Mangourit au sujet de la troupe	148
Annexe. — Arrêté du comité général sur la pétition de l'abbé de St-Maurice (13 mars)	149
73. Séance du mercredi matin 14 mars 1798 : a) Visite du commandant de Bons. — b) Affaires d'ordre intérieur	150
74. Séance du mercredi après-midi 14 mars 1798 : a) Départ du commandant de Bons. — b) Confection des rôles militaires	150
75. Séance du jeudi matin 15 mars 1798 : a) Sur le rappel de la troupe. — b) Offre de sel. — c) Maintien de la troupe dans les 4 mandements. — d) Sur l'expulsion du curé Dunand et consorts. — e) Instructions du résident à ce sujet. — f) Réception du journal des <i>Alpes</i>	150
Annexe I. — Lettre de Mangourit au comité général (15 mars)	151
Annexe II. — Lettre du comité central de Monthey au comité général (15 mars)	152
Annexe III. — 1 ^{re} lettre de la commune de St-Gingolph au comité central de Monthey (14 mars)	152
Annexe IV. — 2 ^e lettre de la commune de St-Gingolph au comité central de Monthey (14 mars)	152
76. Séance du jeudi après-midi 15 mars 1798 : a) Information sur J.-P. Loye et Clémento. — b) Question du président d'Ardon. — c) Cas du déserteur Quennoz. — d) Retour de la députation à Sion. — e) Accueil des députés du Valais Oriental	153
Annexe I. — Lettre du comité d'Ardon au comité général (11 mars)	153
Annexe II. — Lettre du président d'Ardon à Frossard, membre du comité général (11 mars)	154
Annexe III. — Lettre du comité général au commandant de Bons (15 mars)	154
77. Séance du vendredi matin 16 mars 1798 : a) Service auxiliaire du Pays de Vaud. — b) Rapport de la députation à Sion. — c) Le comité met fin à son activité	154
Annexe. — Discours prononcé par la députation du Valais Occidental aux députés du Valais Oriental en leur remettant la constitution (13 mars)	156
78. Séance du dimanche matin 18 mars 1798 : a) Sur la rentrée de la troupe. — b) Sur les ordres du général Brune. — c) Dépenses pour les dragons d'ordonnance. — d) Sel. — c) Sur le prix du sel	158
	187

<i>Annexe I.</i> — Lettre des représentants du Valais Occidental au Directoire exécutif valaisan (18 mars)	158
<i>Annexe II.</i> — Lettre du comité général à Mangourit (18 mars)	159

A p p e n d i c e : Comptes du comité général	160
Index des noms de lieu	165
Index des noms de personne	169
Table des matières	175